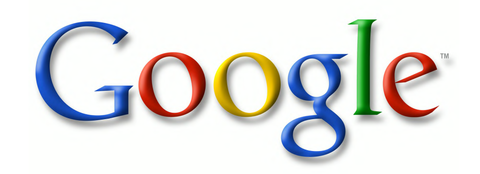
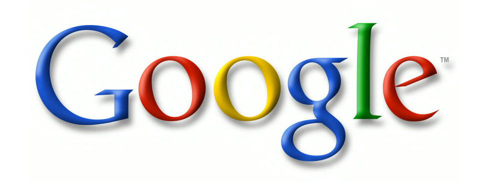
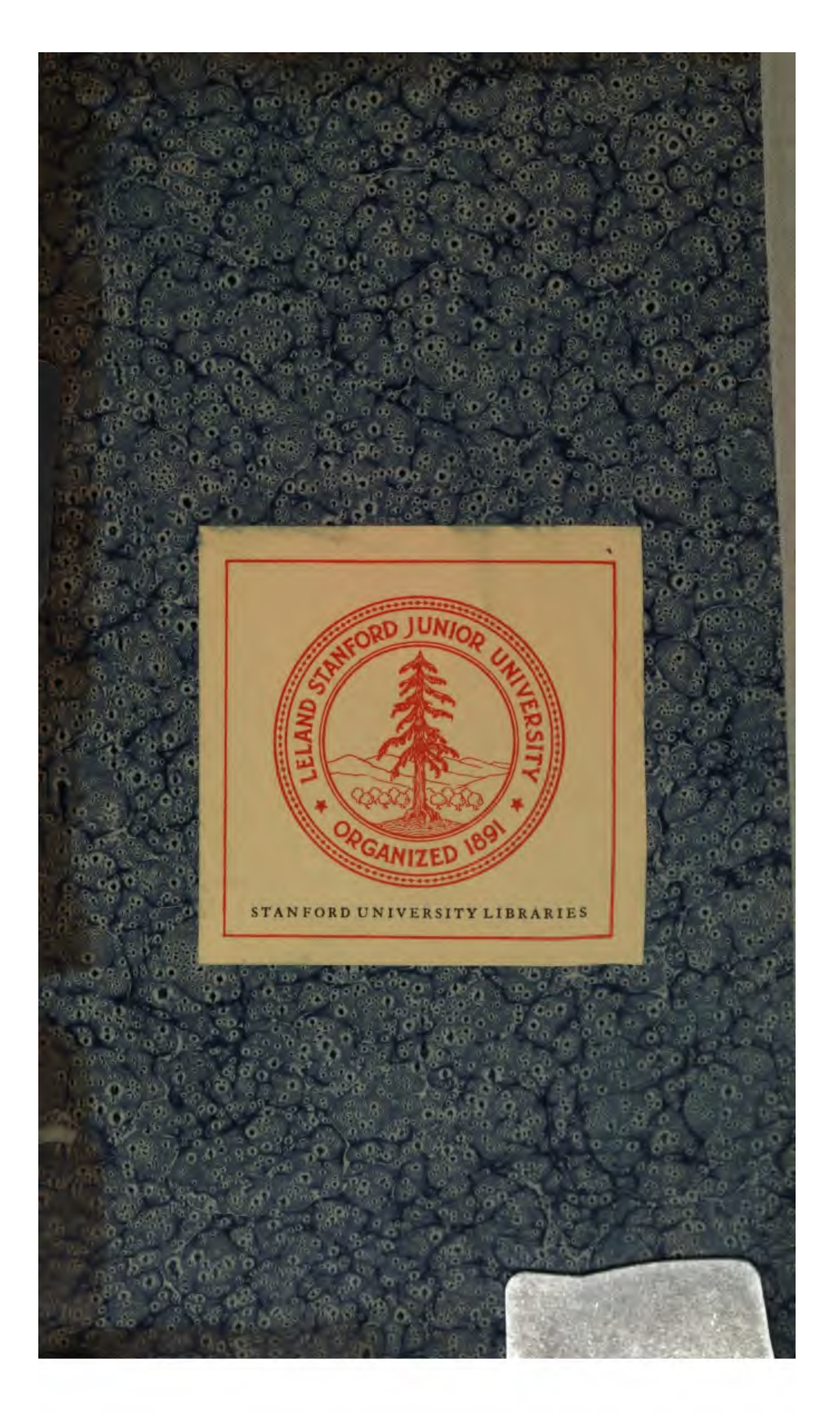
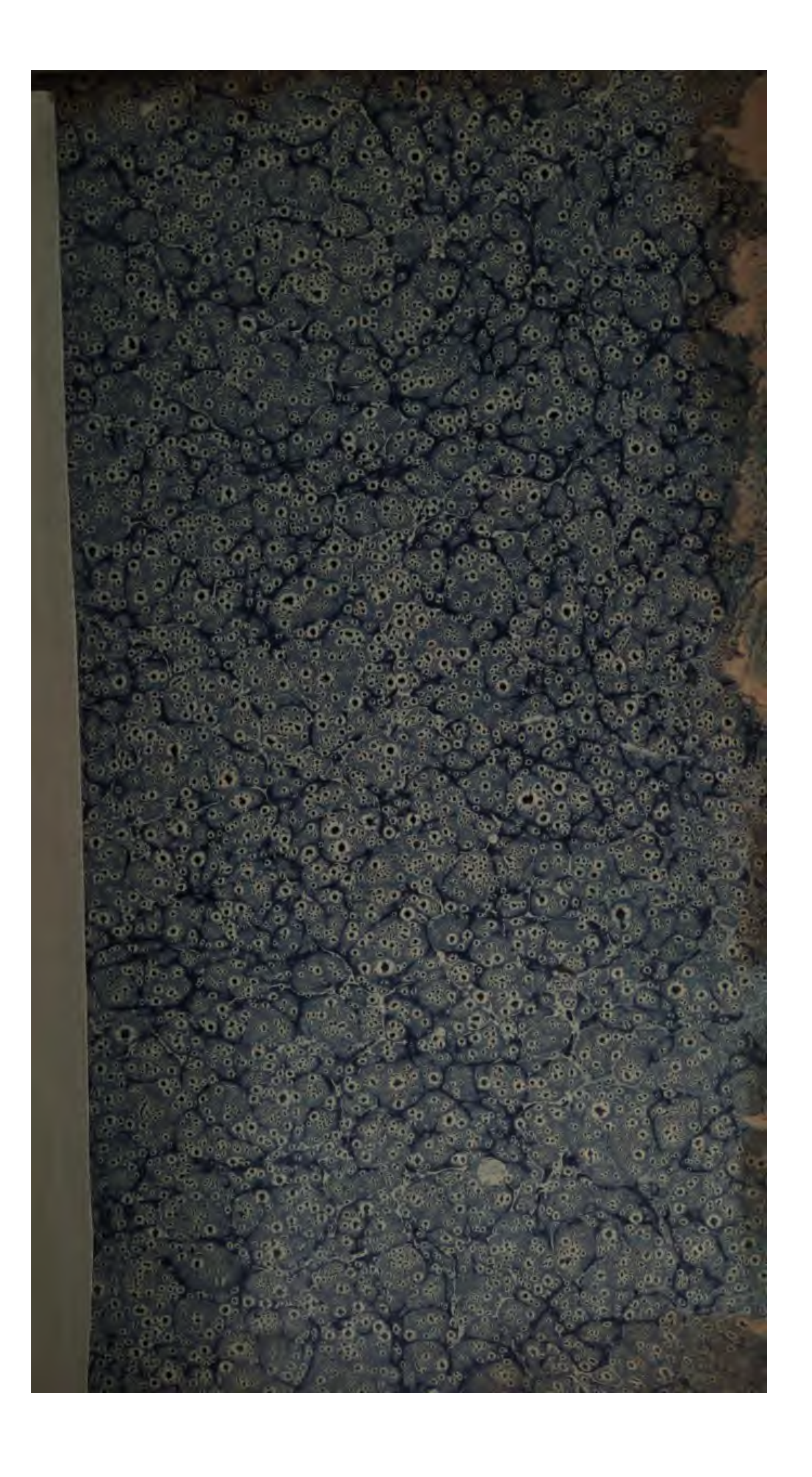

Google




ACADÉMIE
DE LA
SEINE
PRIX
DU
CONCOURS GÉNÉRAL


LELAND STANFORD JUNIOR UNIVERSITY
ORGANIZED 1891
STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES



ÉTUDES
D'ARCHÉOLOGIE
ET
D'HISTOIRE.

DU MÊME AUTEUR

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

DE L'ART EN ALLEMAGNE,

2e ÉDITION. 1 VOL. IN-8°.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, RUE JACOB, 56

ÉTUDES
D'ARCHÉOLOGIE
ET
D'HISTOIRE,

PAR

M. H. FORTOUL.

TOME SECOND.

PARIS,
CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES, ÉDITEURS,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE,
RUE JACOB, 56.

1854.

WDR

D7
F6
v.2

TABLE DU TOME SECOND.

ÉTUDE SUR LES TROUBADOURS.

I. État actuel des travaux sur la littérature provençale 3
II. Portée des questions engagées dans cette étude ... 10
III. Analyse des opinions de M. Fauriel 19
IV. Des travaux de M. Raynouard 46
V. Plan d'une histoire de la littérature provençale ... 63

ÉTUDE SUR LA MAISON DE STUART.

I. Les Stuarts et les Bourbons 97
II. Domination des Stuarts en Écosse 100
III. Domination des Stuarts en Angleterre 132

ÉTUDE SUR L'HISTOIRE D'ESPAGNE.

I. Dessin géographique de la Péninsule 209
II. Les Celtes et les Ibères 211
III. Les Phéniciens et les Carthaginois 217
IV. Les Grecs et les Romains 222
V. Légendes sur l'introduction du christianisme dans la Péninsule 230
VI. Les Visigoths 234
VII. Invasion des Arabes 245
VIII. Origine des royaumes chrétiens de l'Espagne 254
IX. Révolutions de l'empire musulman dans la Péninsule 263
X. Destinée des royaumes chrétiens de la Péninsule.. 270

XI. De l'aristocratie en Espagne.................... 287
XII. Établissement de la monarchie espagnole....... 300
XIII. Philippe II.................................... 318
XIV. Décadence de la monarchie espagnole.......... 334
XV. Renouvellement de la nation espagnole.......... 349

De la littérature antique au moyen age 365

ÉTUDE

SUR

LES TROUBADOURS.

ÉTUDE

SUR

LES TROUBADOURS.

I.

État actuel des travaux sur la littérature provençale.

La poésie provençale, source commune de la plupart des littératures de l'Europe chrétienne, semblait être, jusqu'à ces dernières années, le domaine particulier d'un homme que l'opinion publique avait investi d'une sorte d'autorité suprême. M. Raynouard était en possession de diriger les études consacrées à l'idiome dont la France méridionale défend aujourd'hui assez mal les restes, déjà méconnaissables, contre la supériorité du langage de la France du nord. A l'heure qu'il est, c'est encore M. Raynouard qu'invoquent comme souverain juge les provinces flattées de l'intérêt qu'il a appelé sur leur langue et sur leurs antiques souvenirs; c'est au même nom que se rattachent les essais tentés par les autres nations pour se rendre compte de cette littérature, dont leur génie est tributaire.

L'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, qui ont eu pour la littérature provençale un culte longtemps éclairé, ne lui accordent plus, il est vrai, qu'une attention

distraite et languissante (1); mais le pays qui partage avec la France l'honneur d'entretenir l'intelligence de l'Occident lassé, l'Allemagne, a emprunté à notre savant académicien presque toutes les lumières qu'elle a répandues sur ce sujet intéressant. Un professeur de l'université de Bonn, M. Diez, a écrit sur les troubadours plusieurs ouvrages justement estimés. Dans son *Essai sur les cours d'amour,* il a soutenu que ces institutions, dont Jean de Nostredame s'était fait le garant au seizième siècle, n'étaient qu'un jeu de l'imagination des troubadours et une illusion de la crédulité de leur vieil historien; le savant professeur semble avoir ignoré que les objections qu'il soulève, présentées en France dès le dix-septième siècle, y ont été judicieusement combattues dans un petit livre curieux attribué à un ami de Scudéry, de Boileau et de la Fontaine, à P. Gallaup de Chasteuil, et intitulé *Apologie des anciens historiens et troubadours de la Provence* (2). M. Diez a composé un livre de tous points plus considérable

(1) Les derniers éditeurs de l'*Histoire de la poésie anglaise* de Warton, en remaniant ce livre consacré presque tout entier au quinzième siècle, ont à peine su y mentionner les troubadours. — M. E. de Ochoa, dans son catalogue des manuscrits espagnols, a encore désigné, d'après les anciennes indications, sous le nom de poëme catalan, la légende épique de *Santa Eninia*, que M. Raynouard avait déjà signalée comme un des monuments les plus curieux de la poésie provençale, et que doit publier prochainement M. Vaissade, l'un des conservateurs de la bibliothèque de l'Arsenal. — M. J. Galvani, l'un des bibliothécaires du duc de Modène, a fait paraître en 1829 *Osservazioni sulla poesia de' trovatori*, ouvrage qui, bien que cité par M. Fauriel, n'est qu'un pâle abrégé des travaux de M. Raynouard.

(2) Publiée à Avignon, 1704.

sur *la Poésie des troubadours* (1); on y trouve, sur les imitateurs étrangers de nos poëtes provençaux, des notions étendues, quoique encore incomplètes, et des jugements qui, sans être parfaitement exacts, témoignent néanmoins d'une indépendance rare aujourd'hui chez les critiques allemands. Si l'on en croyait quelques érudits d'outre-Rhin, que le fantôme du vieux Teut fait délirer, il faudrait admettre que la Germanie a appris à chanter à la Provence, et que le rebec des troubadours n'a été que l'écho de la harpe des *Minnesingers*. M. Diez a su se préserver de ces excès, et s'il recherche par quels côtés originaux la poésie allemande se distingue, au douzième siècle, de la poésie provençale, il reconnaît volontiers les emprunts que la première a faits à la seconde. Il montre surtout son savoir et son esprit dans les pages où il a expliqué la formation et défini les éléments de l'idiome provençal. Dans cette partie principale, il a adopté les théories que M. Raynouard avait proposées pour reconstruire ce qu'il appelait la grammaire romane; M. Diez a développé les idées du maître jusqu'au point où elles ont plus tard été reprises chez nous; il les a fécondées par des analyses ingénieuses où l'on doit louer tout à la fois la sagacité qui marque les différences des faits et la raison élevée qui, en retrouvant leurs ressemblances, les ramène à des principes généraux. Toutefois, lorsque M. Diez traite des trouba-

(1) M. de Roisin vient d'en donner la traduction en y joignant des extraits d'un autre ouvrage, composé en 1829 par le même auteur, sur la vie et les œuvres des troubadours.

dours, des jongleurs, des formes de leur art, des productions de leur poésie, il n'en touche, en quelque façon, que le matériel ; où l'on attendait une critique judicieuse et littéraire, il semble ne faire qu'un inventaire aride. Ces Allemands, que nous croyons continuellement perdus dans les vapeurs et dans les nuages, blessent, au contraire, fort souvent par une réalité presque grossière, et il leur arrive tous les jours d'appliquer à l'étude des fruits les plus délicats de l'intelligence la méthode qu'on emploierait à classer un herbier et à le décrire. Par cette sécheresse, M. Diez se rapproche encore du modèle français que nous essayerons de caractériser plus tard, et dont on peut croire qu'il a offert la meilleure et la dernière imitation.

M. Fauriel est venu marquer une ère nouvelle dans l'étude de la littérature provençale, dont nous voudrions, en examinant ses travaux, montrer l'importance véritable, le débat présent, les problèmes résolus jusqu'à ce jour, les questions encore indécises et inaperçues. Le livre qui nous fournit le sujet de ces études est le recueil des leçons que le professeur de littérature étrangère a faites à la Faculté des Lettres de Paris, et qui devaient servir d'introduction aux deux cours de littérature italienne et de littérature espagnole, destinés aussi, quoique inachevés, à fixer bientôt l'attention de l'Europe savante. L'*Histoire de la poésie provençale*, avant même d'être lue à la Sorbonne, avait été annoncée par des protestations puissantes, bien que respectueuses, élevées tout à coup contre la souveraineté de M. Raynouard. M. Villemain, que la science et

le goût avertissaient des excès de l'hypothèse d'une langue romane primitivement commune à tous les peuples néo-latins, aurait peut-être obéi, en présence d'une réputation consacrée par les respects universels, à une réserve dont la raison s'accommode toujours aisément, s'il ne s'était senti soutenu, excité même par l'autorité encore cachée, mais déjà prochaine, de M. Fauriel. Dans les improvisations par lesquelles M. Villemain inaugurait à la Sorbonne l'enseignement de la littérature du moyen âge, le premier il contredisait publiquement les conjectures de M. Raynouard, le premier il en corrigeait l'aride méthode, en substituant à l'analyse des mots l'appréciation des œuvres; et quand après dix ans, en 1840, il donnait une seconde édition de ces leçons encore vivantes dans le souvenir de la jeunesse, il n'y touchait que pour ajouter, à propos de la publication du *Récit en vers de la guerre des Albigeois*, l'éloge le plus complet des travaux et de l'esprit de M. Fauriel ; hommage volontaire et précieux, rendu par la raison du critique illustre aux découvertes de l'érudit.

Lorsque M. Fauriel eut commencé à se faire entendre dans la chaire de littérature étrangère, ses idées, formées par de longues méditations, agrandirent le champ de la science d'une manière si subite et si étendue qu'indépendamment des rivaux qu'il laissait derrière lui il provoqua des adversaires placés sur un terrain où on ne s'attendait pas à le voir descendre. On se souvient de la lutte que M. Paulin Paris engagea avec lui, et qui nous offrit une image adoucie de ce qu'étaient les discussions

des savants au siècle de leur véritable puissance. C'était la France du nord qui marchait, enseignes déployées, contre la France du midi. Comme pris à l'improviste, M. P. Paris déclarait plutôt la guerre qu'il ne la poursuivait, il bravait son adversaire plutôt qu'il n'entamait le bataillon de preuves assemblées par lui; mais il ravivait, sous une forme nouvelle, une querelle si ancienne, il soutenait une cause si grave contre un ennemi si bien armé, qu'il éveilla l'attention par l'annonce seule du combat.

Cependant on a tenté, entre ces opinions opposées, une conciliation qui peut être acceptée par les gens raisonnables de l'un et de l'autre parti, et qui montre quelle importance les idées de M. Fauriel avaient acquise chez nous avant même d'être répandues par l'impression. Lorsque M. Ampère, avec ce savoir élégant qui caractérise toutes ses études, entreprit de décrire les mœurs, les sentiments, les institutions, la formation de la chevalerie, il invoqua souvent les travaux encore inédits de M. Fauriel; il leur apporta en même temps l'adhésion et l'amendement d'un esprit heureusement placé pour saisir tous les aspects de cette question complexe. Au-dessous de la rivalité de la France du nord et de la France du midi, qui seule avait été représentée par les deux premiers jouteurs, il mit à découvert l'antique opposition de l'esprit de Rome et de celui de la barbarie. Malgré le mélange que le temps a fait de toutes les populations différentes de notre pays, on peut dire qu'encore aujourd'hui ce qui paraît sur les rivages de la Méditerranée, c'est la suite des habitudes et de la civilisation de l'antiquité, tan-

dis qu'au-dessus de la Loire se sont mieux conservés le caractère et le tempérament des races qui ont résisté à l'invasion des Romains ou qui ont brisé leur empire. Dans les querelles que cette division a perpétuées parmi les savants, M. Fauriel comptait parmi les plus chauds défenseurs de la fécondité du génie romain. Il aimait à répéter que la barbarie était nécessairement stérile, et c'est par là que tenait surtout aux principes du dix-huitième siècle cette intelligence qui a si fortement influé sur la direction des études du siècle présent. M. Ampère abordait les mêmes questions avec un esprit moins prévenu contre la Germanie, plus versé dans la connaissance de ses origines; tout en accordant que la chevalerie et la poésie qui en fut l'expression étaient d'abord écloses en Provence, réchauffées par les débris encore vivants de la civilisation romaine, il a fait voir quelle grande part les mœurs septentrionales de la barbarie ont eue dans les premiers essais, et, par eux, dans la constitution même de la littérature des peuples modernes.

Mais tandis que j'essaye d'indiquer dans quel état le livre de M. Fauriel va trouver la science étrangère et quel mouvement il a déjà imprimé à la critique française, peut-être demande-t-on si ce n'est point en effet une œuvre de pure érudition, par quel côté et jusqu'à quel point il peut intéresser toutes les classes de lecteurs. L'*Histoire de la poésie provençale* est-elle liée à l'ensemble des opinions et des sentiments qui font aujourd'hui le destin des ouvrages? Répondre à cette question, c'est aller, plus qu'on ne pensera peut-être d'abord, au cœur du sujet.

II.

Portée des questions engagées dans cette étude.

Le moyen âge, qui a pris une si grande place dans nos études et dans nos idées, commence à être connu par les monuments, qui, sous toutes les formes, caractérisèrent son génie, parvenu à la perfection où il pouvait atteindre. Les ouvrages de la pensée, de la poésie, de l'art, qui, au douzième et au treizième siècle, firent l'honneur particulier de notre société et qui si longtemps servirent d'exemples aux autres nations, ont été examinés, analysés, et en quelque sorte reconstruits. Par eux déjà nous pouvons nous assurer que le siècle de saint Louis avait donné à la France l'éclat littéraire, la puissance politique, la suprématie intellectuelle et civilisatrice qui lui ont été seulement rendus par le siècle de Louis XIV. Nous sommes justement fiers de la double fortune de ces deux grands siècles accordés à notre pays; mais, après notre orgueil, notre raison demande à se satisfaire. Comme on s'est aperçu que le siècle de Louis XIV n'était vraiment connu que de ceux qui en avaient recherché les causes et le principe dans les temps

antérieurs, de même on sent que le siècle de saint Louis ne peut être séparé de ses origines. Au delà de ces systèmes, de ces romans, de ces cathédrales, de ces desseins politiques, si relevés et si étendus, que le règne du saint roi a vus parvenir à leur maturité dans le nord de la France, il faut considérer ce qui les a produits et soutenus. Des motifs sérieux nous convient à cette étude.

Il s'est trouvé, en effet, des écrivains qui, avant même que la science du moyen âge fût ébauchée, se fiant à la clarté douteuse de quelques notions imparfaites, n'ont pas hésité à opposer le siècle de saint Louis au siècle de Louis XIV, à s'armer de la gloire de l'un contre l'autorité de l'autre, et à déclarer que, si le premier avait manifesté à la France son propre génie, le second lui en avait obscurci l'image et dérobé l'originalité. Cela est-il vrai ? Cela est-il possible ? Une grande nation, comme est la France, est-elle donc tellement livrée au hasard que, dans le cours de sa vie, elle puisse aller à des extrémités aussi opposées que celles dont on nous a parlé ? Dans sa vieillesse serait-elle donc réduite à chercher quelle a été sa véritable destinée entre deux siècles qui se contredisent et se condamnent mutuellement ? Non ; elle emploiera mieux les jours qui lui sont encore comptés, et, si elle ne devait plus égaler ses deux grands siècles, elle saurait du moins que dans tous les deux, malgré les apparences différentes, elle fut fidèle à elle-même. M. Fauriel est un des hommes qui auront le plus contribué à donner cette démonstration. Son livre, qu'on peut considérer comme l'introduction excellente et nécessaire de l'histoire du

siècle de saint Louis, prouve avec évidence que, dans cette première saison accordée à son génie, aussi bien que dans celle qui la renouvela après un long intervalle, la France puisa aux sources de la vie et de l'esprit antiques. Rattacher la civilisation du nord à celle du midi, dans celle-ci remonter, par d'habiles analyses, des œuvres modernes qui semblent les plus spontanées aux traditions des anciens, retrouver enfin dans les troubadours, à travers les transformations, un reste de l'éclat de la Grèce et de la sobriété de Rome, tel est le dessein que M. Fauriel a poursuivi. En l'accomplissant, il a remis en lumière cette suite et cette unité de l'intelligence française que de fougueux partisans du moyen âge ont contestées, et que semblent désormais appelés à confirmer les travaux même entrepris par les esprits les plus légers.

Le livre de M. Fauriel n'est pas seulement destiné à nous donner une idée juste des origines et du plan de notre littérature; il ouvre une série de questions qui embrassent jusqu'à ses derniers développements, et qui peuvent y jeter des clartés utiles. Il est, par exemple, une demande qu'on entend faire aux habitants du midi comme à ceux du nord de la France, et qu'un homme également remarquable par la justesse et par l'élévation de l'esprit, M. Vitet, vient encore de poser avec éclat dans une solennité académique. Pourquoi nos grands poëtes, Malherbe, Corneille, Molière, la Fontaine, Boileau, Racine, Voltaire, sont-ils nés à Paris ou au-dessus de la Seine? Pourquoi, au contraire, les prosateurs, Montaigne, Balzac, Pascal, Bossuet, Fléchier, Féne-

lon, Massillon, Montesquieu, Buffon, Rousseau, sont-ils nés non-seulement hors de Paris, mais au-dessous de la ligne qui prolongerait le bassin principal de la Loire? Ce phénomène est d'autant plus frappant qu'il paraît d'abord contraire aux lois de la vraisemblance; il semblerait, au premier regard, que la poésie, fleur plus colorée et plus odorante, devrait éclore sous les rayons plus chauds du ciel méridional, et que la prose, qui a plus besoin de réflexion et de suite que d'images et de feu, devrait être l'instrument favori des habitants plus froids de nos provinces septentrionales. Il n'en va pas ainsi, et dans l'époque, régulière par excellence, où la vie de notre pays s'est exprimée par les formes savantes d'une littérature classique, c'est le midi qui a produit les prosateurs, c'est le nord qui a vu naître les poëtes. Comment expliquer ce résultat singulier et, à ce qu'il semble, renversé de l'action des climats et des races sur les ouvrages de l'esprit?

Pour résoudre ce problème, l'un des plus curieux que présente l'histoire littéraire du siècle de Louis XIV, il faut se rendre compte de la formation même de ce siècle et des proportions dans lesquelles le génie du midi et celui du nord y ont concouru. D'où est venue alors l'impulsion première? Le mouvement une fois imprimé, par quelle réaction a-t-il été modifié? quelle puissance est demeurée maîtresse? sous quelles conditions s'est produit, s'est fixé cet admirable équilibre qui a mis partout l'ordre et l'harmonie? Poser seulement ces questions, c'est déjà faire briller la lumière.

Comparez, pendant la durée du seizième siè-

cle, la civilisation du midi et celle du nord de la France. De quelle province sortent les soldats que François Ier jette sans relâche sur l'Italie, tour à tour pour y disputer l'empire des peuples à Charles-Quint et pour y protéger contre lui leur liberté? Avec Lautrec, avec Montluc, ils viennent de Gascogne. De quelles écoles émane cet enseignement du droit civil qui doit former tous nos grands magistrats, et créer, à la fin du siècle, les résistances salutaires du parti politique? Avec Cujas, il part de Toulouse et se communique au nord, où il inspirera les Pithou, les de Thou, les Loisel, les Harlay. N'est-ce point dans les auditoires de l'université de Toulouse que le cicéronien Pierre Bunel essaye le premier en France de rivaliser avec la latinité élégante de Sadolet et de Bembo? N'est-ce point au pied des mêmes chaires que Montaigne et Bodin après lui ont puisé les premiers éléments de cette philosophie raisonnable et politique qui semble être devenue un des caractères essentiels de la France? Où la réforme fut-elle alors plus avidement embrassée que dans ce pays? Dans ses mémoires, Marguerite l'a appelée avec raison la religion de Gascogne. Et cependant où le catholicisme fut-il soutenu avec plus de véhémence? où la ligue trouva-t-elle des partisans plus ardents? Une province qui avait à répandre tant de sang, tant de passions, tant d'idées devait porter dans la langue littéraire une force et un éclat inconnus aux provinces du nord, que la monarchie entraînait plus lentement dans le cercle des choses modernes. Voyez aussi la supériorité que les écrivains du midi, si pleins de mouvement et d'imagination, ont alors

sur les écrivains du nord, encore embarrassés dans les froides répétitions d'une langue sans flexions et sans figures. Écartez même Montaigne, qui fut le miracle de ce siècle, et qu'on accusa plus tard de gasconner, mais à qui la Gascogne, pour hasarder son langage, fut une mère nourricière si robuste et si succulente. Essayez seulement de lire l'un après l'autre Montluc, si vif dans ses récits, si naturellement orné dans ses descriptions, si beau dans ses harangues, si plein et à la fois si varié dans son langage, et celui que vous voudrez de ses contemporains du nord, quelque auteur de mémoires aussi intéressants par le sujet, le Tourangeau Michel de Castelnau racontant dans une prose exacte et réfléchie, mais traînante et glacée, les guerres religieuses du règne de Charles IX et les confidences de la grande reine Élisabeth, ou même le Parisien Pierre de l'Estoile notant plus tard, d'une plume curieuse, mais dans une langue encore indécise et monotone, les désordres d'Henri III et les réparations d'Henri IV. Vous jugerez de quel côté est la vie, la lumière, l'éloquence.

On n'en saurait douter, sous le règne de Charles IX, le nord recevait encore l'exemple du midi; sous le règne d'Henri III, le midi, ayant à sa tête le Béarnais, marcha à la conquête du nord. Les troupes qui, parties de Nérac, traversèrent alors successivement la Garonne, la Charente, la Loire et la Seine, disputant pied à pied le terrain depuis Coutras jusqu'à Ivry, jetèrent la Gascogne entière dans les rues de Paris et dans les appartements du Louvre. Cette invasion véritable, conduite et légi-

timée par Henri IV, opéra la dernière grande fusion que la force ait faite des races et des populations diverses semées sur le territoire de la France; elle fit circuler le sang et la chaleur des méridionaux dans les vaisseaux paresseux et encore un peu engourdis de la langue des habitants d'outre-Loire; elle leur rendit naturelles ces tournures plus vives, plus variées, plus fortes que l'école de Ronsard, chère aux Toulousains et déjà secondée par eux, avait essayé d'imposer avec une roideur trop farouche; elle jeta, par-dessus cette imitation déjà gourmée des Italiens, les rodomontades et les subtilités des Espagnols, de la frontière desquels elle était partie. Il y eut alors des excès graves qui déconcertèrent pendant quelque temps l'esprit français, et qui furent sensibles même pour ceux qui s'y étaient associés. D'Aubigné, qui venait en droite ligne de Nérac, et qui, dans les *Tragiques,* avait peu ménagé l'hyperbole méridionale, se retourna contre elle, et en fit la satire mordante dans *le Baron de Fœneste*. Cette réaction déclarée trouva son héros; un homme se présenta à qui ses contemporains ont expressément attribué la gloire d'avoir *dégasconné la cour*. C'était Malherbe, qui n'avait garde de proscrire la force plus vive et plus soutenue communiquée à notre idiome par l'arrivée des méridionaux, mais qui se proposa de corriger leurs barbarismes, d'atténuer leurs figures, de mettre plus de logique et plus de suite dans l'enchaînement de leurs pensées. Avec cette finesse du bon sens normand qu'on avait vu briller autrefois chez les trouvères, et qui allait présider au remaniement de notre langue, il

fit succéder, dans la poésie, à l'éclat sonore des expressions la justesse nuancée des idées. Contenue dès lors dans des règles sévères, qui garantissaient son harmonie et ne la laissaient plus livrée au hasard de l'organisation particulière des poëtes, la versification française devint un moule savant où la pensée aima à se déposer, à se balancer dans des formes qui la ramenaient heureusement sur ellemême, à s'analyser par des épreuves qui la faisaient passer avec mesure à tous les degrés et à tous les tons. L'ordre naquit de l'empire légitime que l'esprit ressaisit ainsi sur l'imagination et sur la passion. Cependant les hommes du nord, que leur intelligence plus calme et plus scrupuleuse avait rendus les instruments et les maîtres de ce mouvement, ne possédaient point encore un sentiment assez puissant de l'harmonie pour pouvoir la produire là où ils ne trouvaient plus de règles précises capables de la soutenir. La prose, que l'on peut justement appeler une versification libre, vit de rhythmes secrets, mais marqués, de cadences inégales, mais sensibles, qu'il faut inventer et renouveler sans cesse au gré des idées. Les hommes du midi gardèrent cet art difficile, auquel leur imagination prompte et ardente les rendait éminemment propres. Aux bords de la Charente, Balzac fut le Malherbe de la prose, et, après lui, laissa son secret aux écrivains qui, sous un ciel pareil, avaient reçu une organisation semblable.

Ce n'est pas le lieu de développer toutes les suites de cette question piquante; il fallait du moins en indiquer la solution pour faire comprendre toute

l'importance de la lutte des deux génies différents du midi et du nord de la France. Cette rivalité, qui se montre par tant de conséquences curieuses et éloignées, M. Fauriel l'a étudiée dans son principe et dans ses premiers résultats. C'est lui qui l'a inscrite, d'une manière désormais ineffaçable, dans l'histoire des révolutions littéraires de notre pays. Après avoir fait entrevoir quelles lumières cette idée, qui lui appartient, peut répandre sur l'esprit et sur les chefs-d'œuvre des époques les plus avancées, il est temps de considérer directement comment il l'a proposée et défendue.

III.

Analyse des opinions de M. Fauriel.

Le livre de M. Fauriel, quoique [illegible] au cours de deux années, ne renferme pas, à beaucoup près, tout ce que l'auteur avait accumulé de matériaux et de conjectures sur l'histoire du génie de la France méridionale. Dès le début, on remarque qu'examinant l'origine des civilisations et des langues différentes déposées tour à tour sur les rivages de notre Méditerranée, le professeur s'arrête aux Grecs et aux Romains sans rien chercher au delà; on sait cependant que sa pensée se reportait bien plus haut. Non-seulement il avait agité la question de nos origines celtiques, dont son livre parle fort peu; mais, au-delà même de ces discussions que personne n'a remuées avec autant de profondeur, il avait cherché dans la Phénicie et jusque dans l'Inde, dont il avait étudié la langue primitive, les sources les plus lointaines de la civilisation développée sur nos côtes méridionales: il croyait que, dans la haute antiquité, le premier foyer de l'esprit occidental avait brillé sur ces plages où il voyait clairement se

2.

former, au moyen âge, celui de la littérature des modernes. Dans ses conversations, il insistait sur cette prédestination si ancienne de la Provence, et il montrait, par les faits les plus curieux, que les traces s'en étaient prolongées jusqu'aux époques postérieures. Dans le cours de poésie provençale, M. Fauriel s'est entièrement abstenu de ces questions, retenues sans doute pour le premier des trois ouvrages qu'il se proposait de consacrer à l'histoire de la Gaule méridionale; devant les auditeurs de la Sorbonne, il avait à discuter bien d'autres problèmes, que nous voulons exposer d'abord d'après lui, en nous réservant de les comparer ensuite avec ceux qui les avaient préparés, et avec ceux aussi qui doivent peut-être en compliquer, et sur quelques points, en modifier les solutions.

Dès les premières pages, en traçant un tableau rapide de la littérature provençale, M. Fauriel fait connaître combien il en élargit le cadre. Avant lui, les chants d'amour et les satires des troubadours en étaient en quelque sorte le sujet unique; en commençant, il déclare que la poésie des troubadours était une poésie de cour et de château, mais qu'elle s'est produite sur le fond d'une poésie populaire antérieure, que celle-ci avait la forme épique, que la poésie lyrique des nobles s'en est détachée, et que, malgré les occasions offertes par une civilisation brillante, la forme dramatique ne s'y est point ajoutée. Après avoir ainsi marqué les points principaux de son système, il les reprend aussitôt en examinant l'influence que la poésie des troubadours a exercée sur celle des différents peuples de l'Europe. Il si-

gnale surtout en Espagne, comme un développement de la poésie provençale, non pas les chansons d'amour des poëtes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, mais les romances castillanes, où il retrouve l'imitation et les débris même des anciens chants populaires de la Provence. Il montre aussi en Angleterre la littérature anglo-normande de la cour se teignant légèrement de la poésie des châteaux de la France méridionale, et la littérature saxonne du peuple faisant au contraire de larges emprunts aux récits épiques des campagnes du même pays. Il poursuit cette comparaison sur les ouvrages de l'Allemagne, de l'Italie, de la France du nord; et même dans ceux-ci, où le système des trouvères est évidemment calqué en entier sur la poétique des troubadours, il assure que l'imitation de l'épopée des Provençaux a tenu plus de place que celle de leurs chansons. Cette assertion si nouvelle, présentée dès le principe, fait, à vrai dire, le sujet de l'ouvrage entier. L'auteur a consacré à sa démonstration un savoir consommé, des lectures infinies, des méditations continuelles et une méthode aussi remarquable par la scrupuleuse retenue des déductions que par la nouveauté hardie des résultats.

Pour montrer comment est née du peuple même, d'une manière naturelle et spontanée, cette épopée provençale qui, selon lui, a imprimé le premier mouvement à la poésie des modernes, ou plutôt qui la rattache mystérieusement aux restes de la culture antique, M. Fauriel a d'abord recherché quelle action les anciens ont exercée sur la civilisation du midi de la Gaule. Habile à concentrer ses forces et

ses preuves, il a pris Marseille comme le point de départ et comme l'exemple principal des communications que les Grecs et les Romains ont eues avec les Gaulois fixés sur les bords de la Méditerranée. Les Phocéens apportent là leur commerce, qui doit y être suivi de leurs arts, qui s'y trouve remplacé par leur luxe, par leurs déclamations et par leurs écoles, lorsque César les punit en élevant Narbonne à leurs dépens. Les disciples que les Grecs forment en Gaule vont donner des leçons aux Romains; ils se perpétuent dans leur propre pays jusque après les invasions des Barbares. Les Suèves, les Alains, les Vandales avaient déjà traversé notre territoire pour aller s'abattre sur l'Espagne et sur l'Afrique, lorsque, le mouvement antique se continuant parmi nos ancêtres, des écoles publiques s'ouvraient chez les Arvernes; les Visigoths et les Burgundes entendent encore les rhéteurs gallo-romains dans leurs chaires, et les emploient aux négociations et au gouvernement. Les Francs, qui, à la fin du même siècle, établissent leur domination sur les Gaules, semblent ne plus y trouver de savants que dans l'Église. La première race entretient les lumières du clergé en lui conférant les terres et les dignités; mais la seconde race s'étant élevée en donnant tout aux hommes d'armes, qui furent le premier fondement de sa fortune, le clergé, devenu guerrier pour se maintenir, commença à négliger lui-même le dépôt de la vieille civilisation, dont il avait été le dernier gardien. Charlemagne parut alors, et fit, pour ranimer la culture romaine, de grandes tentatives qui le désignèrent à l'admiration des siècles, sans empêcher que la dissolution

des éléments antiques et l'influence croissante de la Germanie ne reprissent après lui. M. Fauriel a, le premier, noté avec un soin particulier qu'au temps de Charlemagne l'enseignement des lettres anciennes était abandonné dans le midi, et que ce foyer, autrefois si éclatant, au lieu de se rallumer au souffle de l'empereur, avait été plutôt éteint par ses efforts pour le transporter dans le nord de sa monarchie et sur les frontières de l'Allemagne.

C'est dans cet instant même, c'est au milieu de l'abandon de toute la partie officielle et classique des littératures anciennes que M. Fauriel voit les populations méridionales, livrées en quelque sorte à elles-mêmes, commencer à faire briller leur imagination dans des productions indépendantes et cependant fidèles au génie gréco-romain. La tradition supplée chez elles à l'enseignement et leur donne ce que ni Alcuin et tous les savants abbés des bords de la Loire, ni Raban Maur et tous les bénédictins de Fulde ne peuvent communiquer aux hommes encore neufs parmi lesquels Charlemagne les a établis. Sur les bords de la Méditerranée, la civilisation antique vit de son propre mouvement, se développe, c'est-à-dire se modifie par une suite d'enfantements où subsiste le vieil esprit. M. Fauriel indique toutes les habitudes poétiques que les anciens y ont laissées et qui vont féconder le germe des littératures modernes.

Dans quelle langue s'exprimera la poésie nouvelle qui va jaillir de ce mouvement à la fois continué et original de la vie antique? Dans une langue nouvelle aussi, et qui sera l'expression du mélange des po-

pulations successivement déposées sur nos côtes. M. Fauriel a fait le dénombrement jusqu'à ce jour le plus précis des éléments que les révolutions de l'histoire ont apportés à l'idiome provençal. Il a pris un nombre considérable de mots de cette langue, et il a cherché à quelles langues antérieures ils se rapportaient, dans quelles proportions ils pouvaient être attribués à chacune d'elles. Sur trois mille mots choisis, il a trouvé, chose bien digne d'attention, que la moitié environ appartenait à des langues dont l'histoire n'a point gardé la trace certaine ni le nom, et que l'autre moitié pouvait être assignée, en quantités différentes, à l'arabe, au grec, au celtique, au gallique, au basque ou ibérien, au visigoth, au franc ou théotisque, et, pour la plus grande partie, au latin; mais il a eu soin d'ajouter que ce fonds général, attribué au latin, se pouvant également rapporter au sanscrit, avait pu descendre de cette souche première de nos langues européennes, indistinctement par le canal des anciens idiomes qui en sont sortis les premiers, c'est-à-dire du grec, du gallique, du celtique, du teuton, aussi bien que par le moyen du latin lui-même. Ainsi du sanscrit au latin s'étend la ligne générale des traditions que la langue nouvelle est destinée à prolonger.

Mais comment cette langue s'est-elle formée de tant d'éléments divers? Sous l'influence de quelles lois a-t-elle reçu tant de débris et les a-t-elle reconstruits? C'est une des parties les plus savantes du livre que celle où M. Fauriel, entièrement d'accord en ce point avec M. Diez, et développant plus philosophiquement les mêmes principes, a montré que, pleines

d'artifices et d'inflexions à leur origine, toutes les langues étaient continuellement ramenées de la culture compliquée des classes supérieures à une simplicité tout à la fois plus profonde et plus populaire. Le peuple, qu'un admirable instinct de sa paresse et de sa raison tout ensemble pousse à décomposer sans cesse la langue littéraire et complexe des savants, est investi, par les catastrophes de l'histoire, du droit de substituer ses solécismes intelligents aux conventions moins naturelles des grammairiens. Les conquêtes qui pèsent principalement sur les classes lettrées, et qui ordinairement les anéantissent, le laissent libre de faire prévaloir et d'achever son système particulier d'expression. Ainsi les idiomes se dissolvent pour donner naissance à des idiomes successivement plus pauvres, mais plus simples; ainsi les langues synthétiques sont remplacées par les langues analytiques. Ce qui prouve d'ailleurs que les langues nouvelles n'ont pas attendu pour se former que les anciennes eussent disparu, c'est qu'elles contiennent des mots antérieurs à celles-ci, et attestant un travail commencé dans les obscurités les plus lointaines du passé. M. Fauriel a signalé dans le grec et dans le latin, même aux belles époques, des vestiges évidents et comme des infiltrations des formes analytiques que le peuple avait dès longtemps inventées à son usage. Il juge que c'est au dixième siècle de notre ère, et dans le pays de Narbonne, que ces formes ont absolument prévalu avec la langue romane. Peut-être faut-il regretter que M. Fauriel n'ait pas cru devoir au moins critiquer l'opinion de M. de Sismondi, qui rapportait au neuvième siècle, et au

pays d'Arles, élevé alors en monarchie par Bozon, la première émancipation littéraire et politique de l'idiome nouveau.

Par qui cet idiome a-t-il été écrit, autorisé, fixé? Suivant M. Fauriel, du milieu du huitième siècle au milieu du neuvième, le latin, ayant cessé d'être parlé dans les Gaules, fut remplacé non point par cette langue romane commune que M. Raynouard avait supposée, mais par tous les dialectes différents que les diverses populations assises sur le sol y avaient dû établir avec elles; ce fut le clergé qui s'interposa entre ces dialectes, qui les rapprocha, et dans leur fusion fit dominer le latin. Les prêtres, chargés par les décisions des conciles de traduire au peuple dans sa langue naturelle l'enseignement fait jusqu'alors dans la langue de Rome, durent tenir aussi près que possible l'un de l'autre les deux idiomes qu'ils parlaient également. Composés par eux à la fois dans les deux langues, des chants, conservés jusqu'à nous, étaient répétés pour la partie latine par le clergé, pour la partie romane par le peuple. Telles étaient aussi les représentations polyglottes que l'on donnait dans les temples et dont nous possédons des fragments curieux. Tels encore, ou à peu près, se perpétuent dans les églises du midi de la France des chants français qui datent du dix-septième et peut-être du seizième siècle, et que, dans les cérémonies les plus solennelles, le peuple entonne de lui-même pour alterner avec les hymnes latines des clercs.

Après le clergé, l'aristocratie a influé sur la formation de la langue et de la littérature provençales; c'est vers la Germanie qu'elle a dû les faire incliner,

surtout dans les commencements. M. Fauriel l'a montré dans l'une des plus longues excursions de son livre. Il fonde sa démonstration sur un poëme de la basse latinité, connu d'abord de Muratori par quelques fragments, et considéré alors comme la preuve de l'origine italienne des poëmes chevaleresques, puis publié en entier par les Allemands en 1780, et donné cette fois comme traduit de leur vieille langue, enfin mieux caractérisé par la découverte de deux manuscrits de Bruxelles et de Paris qui l'attribuent à Gérald, moine de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire. Ce poëme, ou plutôt cet épisode, qui porte le titre de *Walther,* montre son héros, attribué tantôt à la race espagnole et tantôt à l'Aquitaine, se mêlant à tous les personnages de la *Wilkina-Saga* et des *Nibelungen,* s'enfuyant de la cour d'Attila avec l'héritière du royaume des Burgundes, et disputant le chemin de son pays aux grands chefs des Francs, Gunther et Hagen. M. Fauriel a analysé cette composition, l'a comparée aux poëmes germaniques dont elle semble détachée, l'a rapprochée des grandes luttes que les chefs des populations aquitaines soutinrent au neuvième siècle contre l'empire franc. Dans le même monument, il a ainsi trouvé l'indice certain des communications littéraires et des débats politiques que les habitants de la Gaule méridionale avaient eus, au neuvième siècle, avec les races germaniques.

Charlemagne, qui, en faisant recueillir les chants des aïeux, dut fixer ou renouveler chez les méridionaux le souvenir de la Germanie, a précisé aussi leurs relations avec les Arabes. En fondant le royaume

d'Aquitaine, il lui imposa la mission de défendre la frontière de son empire contre les invasions des musulmans d'Espagne. L'un des premiers chefs qu'il y employa, le duc Guillaume le Pieux, célèbre par ses exploits contre les Andaloux et par sa retraite dans la vallée de Gellone, fut l'objet de chants populaires qui, bientôt s'agrandissant, donnèrent naissance à l'un des poëmes les plus complexes et les plus volumineux de l'Occident. D'autres chants, que déjà les jongleurs colportaient, et qui, perdus sous leur forme première, se retrouvent quelquefois dans des poëmes latins, souvent dans des recueils de légendes, montrent, à la même époque, sous l'influence de la pensée de Charlemagne, les lointains souvenirs de la Grèce et de Rome se mêlant au sentiment de la lutte engagée avec les Sarrasins. Telle est, dans le récit des vingt-deux miracles de sainte Foi d'Agen, l'histoire évidemment épique d'un seigneur toulousain, Raimond du Bousquet, qui, tantôt errant sur les mers comme Ulysse, tantôt poursuivant la querelle du christianisme contre les Arabes d'Espagne, nous fait voir les réminiscences d'Homère associées aux premiers retentissements des guerres saintes.

Arrivé à ce point où il a constaté tout à la fois l'influence de la Germanie, celle de l'antiquité, celle des Arabes, dans des chants épiques provençaux du neuvième et du dixième siècle, M. Fauriel, avec une habileté singulière, paraît retirer tout à coup le système qu'il a si bien introduit; il voit naître, au onzième siècle, le premier de ces troubadours dont les poésies amoureuses ont jeté tant d'éclat et ont effacé, aux yeux des modernes, l'épopée oubliée de la Pro-

vence. M. Fauriel semble se consacrer tout entier à l'étude de ces chansons fameuses qui s'offrent à lui dans l'ordre de leur apparition ; il examine la vie et les ouvrages du comte de Poitiers, Guillaume IX, ordinairement inscrit le premier sur la liste des troubadours. Il prouve, de la manière la plus irrécusable, que ce noble faiseur de vers n'avait reçu de la nature et n'a mis dans ses chansons aucune des qualités auxquelles on doit reconnaître le créateur d'une poésie, ou même d'un genre poétique; bien plus, il le surprend fournissant des preuves matérielles d'une poésie populaire déjà ancienne sur laquelle, avant lui, s'est greffée la nouvelle poésie lyrique.

Qui donc a donné naissance à cette poésie nouvelle dont Guillaume de Poitiers ne saurait être le créateur? C'est tout un nouveau système de sentiments, de mœurs, d'usages qu'on appelle la chevalerie, et qui se place ainsi entre la naissance des chants épiques et celle des chants amoureux des Provençaux. Qu'est-ce que la chevalerie? Il faut en lire la définition dans l'ouvrage de M. Fauriel pour savoir jusqu'à quel point la science peut être ingénieuse, et quelles agréables clartés un esprit méditatif sait faire jaillir de l'érudition. La chevalerie est, suivant lui, une fleur du midi. Les chants des troubadours en sont le parfum le plus exquis. Mais sous ces chansons des châteaux M. Fauriel veut retrouver la poésie épique du peuple. Aussi ne passe-t-il point en revue tous les troubadours, et ne fait-il même que toucher un moment, par leur côté, il est vrai, le plus essentiel et le plus difficile, quelques-uns de ceux qui se sont placés au premier rang. Il note, durant la pre-

mière partie du douzième siècle, après Guillaume de Poitiers, les chanteurs encore rares dont les noms ont été conservés, Carcamons, Marcabrus, Peiré de Valeira, tous les trois nés en Gascogne, au delà de la Garonne, mais tous les trois composant leurs vers dans un autre dialecte que celui de leur pays; Pierre d'Auvergne, né sur une autre frontière du midi, au-dessus des Cévennes, poëte savant et novateur qui fit une révolution dans la musique, dans la diction, et qu'on peut appeler le premier artiste de la renaissance néo-latine; enfin Giraud le Roux, occupant, à Toulouse, le milieu entre la Gascogne et l'Auvergne, et paraissant y marquer le foyer le plus ancien et le plus naturel de la poésie méridionale. La seconde partie du douzième siècle est l'âge d'or des troubadours, qui deviennent si nombreux qu'à peine peut-on les compter. Le Limousin et le Périgord produisent alors les plus éminents, Bernard de Ventadour, un des plus doux génies de ce temps; Giraud de Borneil, le plus brillant, le plus suave, le mieux accueilli; Gui d'Uissel, le pauvre châtelain; Gaucelm Faydit, le joyeux bourgeois; Arnaud Daniel, le plus grand maître d'amour, au dire des poëtes italiens du quatorzième siècle; Arnaud de Mareuil, qui vient dans leur estime après son plus fameux compatriote. M. Fauriel semble rattacher ces chanteurs à l'école de Toulouse, où il voit venir la plupart d'entre eux, et où il les assemble avec Raymond de Miraval, le premier modèle des gentillâtres plaisants du pays, avec Pierre Vidal, le plus piquant exemple de la vivacité et de la superbe toulousaines, avec Guillaume de Cabestaing, le héros tragique des

galanteries chevaleresques, avec le clerc Hugues Brunec de Rhodez, placé là pour montrer comment, par le Rouergue, s'étendait jusqu'en Auvergne l'influence de la cour des comtes de Toulouse. De l'avis de M. Fauriel, qui, en ce point, comme nous pensons pouvoir le montrer plus tard, n'a pas poussé ses recherches assez loin, la Provence proprement dite, c'est-à-dire la partie du midi qui est comprise entre le Rhône, les Alpes et la Méditerranée, aurait eu l'école la moins féconde et la moins célèbre, et Rambaud de Vaqueiras, cavalier distingué dans la croisade grecque, en serait la seule illustration. A cette liste quelques nobles dames ont été ajoutées pour mieux montrer que la poésie des troubadours était l'œuvre du loisir et de l'élégance des châteaux.

Cependant à peine M. Fauriel a-t-il donné cette nomenclature, habilement disposée et à dessein incomplète, que, revenant à son sujet favori, il se demande ce que le peuple pouvait entendre et goûter dans des chansons d'amour faites pour les grandes dames et pour les beaux chevalier; il signale les efforts entrepris pour varier les nobles abstractions de la chanson et pour la rendre accessible au vulgaire. Des troubadours qui, comme Giraud de Borneil, faisaient par leur chant savant les délices des cours disaient eux-mêmes qu'ils voulaient aussi être chantés à la fontaine par les filles du peuple. De là deux styles: l'un, uni, ou, comme disaient alors les chanteurs, *plan, leu, leugier*, qui était compris de tout le monde; l'autre, recherché, fermé, *car, clus*, auquel n'avaient accès que les gens raffinés. Celui-ci paraît formé au nord des

montagnes d'où descendent les principaux affluents de la Garonne, et où le dialecte employé aux compositions poétiques est une langue apprise et de pure convention. L'autre, au contraire, domine surtout au midi de Cévennes, où il semble que la poésie chevaleresque se soit naturellement greffée sur la poésie populaire; mais là même ce style plus clair touche peu le peuple, qui tient encore à trois genres antérieurs à la chanson : ce sont les pastorelles, les ballades et les aubades, dont M. Fauriel étudie l'origine avec une sagacité délicate, et qu'il rapporte à des réminiscences directes des chants de la Grèce et de Rome.

Parmi les chansons, il en est cependant d'une espèce à laquelle le peuple prend un intérêt et un goût particuliers. En chantant les croisades, les troubadours approchent de la source des inspirations épiques, chères à la multitude. Aussi M. Fauriel les a-t-il suivis dans cette carrière avec une attention soutenue. Il trouve les chants lyriques qui, à la fin du onzième siècle, avaient dû accompagner la première croisade totalement oubliés dès le treizième, hormis quelques allusions peu directes; ceux de la seconde croisade prêchée par saint Bernard vers le milieu du douzième siècle, encore fort rares; ceux de la troisième, entreprise avant la fin du même siècle par Philippe-Auguste et par Richard Cœur-de-Lion, les plus abondants et les plus brillants de tous. Les troubadours, alors au plus haut point de leur gloire, célèbrent cette guerre, où courent tant de barons, par les adieux qu'ils envoient à leurs dames, par les exhor-

tations (*prezies, prezicansas*) qu'ils adressent au peuple; orateurs, pour ainsi dire, de la noblesse; déjà ils marquent expressément qu'ils voudraient lui transférer la direction de cette lutte sainte, où le clergé aspire à soutenir sa suprématie. C'est l'indice d'un refroidissement sensible. Dans les croisades nombreuses qui se succèdent depuis la fin du douzième siècle jusqu'à celle du treizième, ils n'interviennent plus que par des chants de découragement et de défaillance, dont saint Louis aurait dû peut-être écouter les prophéties trop véridiques

Les troubadours furent mieux inspirés par la guerre des Arabes de l'Andalousie que par celle des Sarrasins de la Palestine. La croisade d'Espagne avait bien devancé l'autre; elle avait commencé avec l'invasion de Tarrik et de Mousa. Pour les habitants de la Gaule méridionale, elle avait été en quelque sorte une lutte nationale pendant la durée du huitième, du neuvième et du dixième siècle; à partir du onzième, lorsque la dynastie des Ommiades fut tombée, emportant avec elle la terreur et la puissance du nom arabe, les Provençaux ne se mêlèrent plus qu'accidentellement aux affaires d'Espagne. Pendant tout un siècle, ils apprirent à former des relations commerciales avec ces Andaloux qui avaient cessé d'être redoutables, à les admirer, à les imiter peut-être. C'est seulement au milieu du douzième siècle qu'ils furent poussés par saint Bernard à rentrer armés dans la Péninsule pour y soutenir Alphonse VII de Castille; encore, sous les drapeaux de ce roi, se trouvèrent-ils les

alliés des Almoravides, qui faisaient cause commune avec les chrétiens pour se défendre à la fois contre le zèle des Almohades, que l'Afrique venait de leur opposer, et contre la haine antique des Arabes, rendus à eux-mêmes par ce secours inespéré. Les expéditions, ainsi reprises, se continuent pendant la seconde partie du douzième siècle et au commencement du treizième, jusqu'à ce que les chrétiens, vainqueurs en 1212, dans les plaines de Tolosa, puissent se passer en Espagne de l'aide des Français. M. Fauriel a fort bien montré que les combats livrés pendant cette nouvelle lutte avaient reçu leurs Tyrtées des pays situés au nord des Pyrénées.

A côté de la chanson d'amour ou de guerre, qui s'adressait particulièrement aux maîtres des châteaux, il y avait un genre qui était mieux fait pour leurs serviteurs, et qu'en raison de cette destination on appelait *sirventes*. C'était la poésie des inférieurs, celle au-dessous de l'héroïque et du chevaleresque; elle en faisait même en quelque sorte la contre-partie, étant en général consacrée à la satire. Elle attaquait quelquefois les choses les plus respectées; souvent, dans l'antichambre ou dans la basse-cour, qui avait reçu les vieux genres poétiques exclus de la haute salle, elle frondait les occupations frivoles de la nouvelle littérature, et, à la fin du douzième siècle, au moment le plus brillant de la chevalerie, se plaignait de la voir méconnue et oubliée dans les nobles chants du temps passé. La satire trouve alors son aliment le plus puissant dans les guerres que les barons

et les peuples se font au sein de la chrétienté déchirée, dans les expéditions qui, parties de l'Allemagne, viennent dévaster l'Italie, terre hospitalière et aimable pour les troubadours, dans les luttes que la France et l'Angleterre soutiennent au sujet des provinces de l'ouest et du centre, et qui font briller le génie autant que le courage de Bertrand de Born; dans la croisade des Albigeois, que Pierre Cardinal venge par ses railleries instructives; dans l'avénement de Charles d'Anjou à la souveraineté de Provence, sujet qui fournit au poëte Granet l'occasion de peindre par les traits les plus mordants l'opposition de l'esprit libre et en même temps féodal du Midi à l'esprit administratif et déjà bourgeois de la monarchie du Nord, étendant dès lors son influence jusqu'à nos extrêmes frontières.

Après cette analyse rapide des œuvres lyriques des troubadours, qui terminait, en 1832, la première année de son cours, M. Fauriel commença et remplit la seconde année par l'étude de l'épopée provençale, vers laquelle, comme on a pu aisément s'en convaincre, il tendait dans toute la série des recherches précédentes. Cette dernière partie, jointe maintenant à la première et plus facile à résumer, la couronne et achève de l'exprimer. Écartant les poëmes particuliers à certaines nations, le professeur envisage les deux cycles de Charlemagne et de la Table-Ronde, dont les romans sont devenus communs à l'Europe entière; il se demande quelle part les Provençaux ont prise à leur composition. Il avance peu à peu, avec mille ménagements discrets,

vers la solution que, par un art extrême, toujours il laisse entrevoir sans la hâter jamais. Dès l'abord, il expose que tous les poëmes de Charlemagne et d'Arthur, tels que nous les retrouvons aujourd'hui dans des manuscrits précieux, ont été écrits pendant le douzième siècle, trois ou quatre dans la première moitié de ce siècle, le reste dans la seconde. N'est-ce pas précisément l'époque brillante des troubadours? Et alors y avait-il quelque part ailleurs une pareille puissance de création poétique? Mais ces poëmes eux-mêmes, avant d'arriver à l'état où nous les possédons, et dans lequel les aventures, cousues les unes aux autres, forment des enroulements infinis, des cycles véritables, ont dû commencer par des chants séparés, récits distincts et courts des aventures plus tard ajustées par la main encore visible des arrangeurs cycliques. Or, quel peuple, avant le douzième siècle, a eu le loisir, le génie de former ces premiers chants épiques, sinon les Provençaux, que nous y avons déjà vus occupés dès le neuvième siècle?

M. Fauriel ne se presse pas de conclure. Ne voulant rien devoir qu'à l'observation, il étudie séparément tous les poëmes de l'un et de l'autre cycle, sous le double rapport des récits qu'ils contiennent et des formes qu'ils ont revêtues. Il divise chaque cycle en classes, chaque classe en ses branches principales. Dans le cycle de Charlemagne, il distingue deux classes. La première, consacrée à la gloire même de l'empereur, embrasse, dans des branches particulières, la suite de ses prédécesseurs

et de ses aïeux, l'histoire de sa mère Berthe aux grands pieds, sa propre naissance, son éducation chez les infidèles Andalousiens, ses expéditions plus fabuleuses encore en Palestine, la conquête des reliques sacrées déposées à Rome, le vol que les Sarrasins font de ces reliques dans Rome même, la nouvelle conquête que Charlemagne en fait en Espagne, la soumission de la Septimanie, les guerres entre les Lombards et les Grecs de la basse Italie transformés en Sarrasins. La seconde classe est composée à la louange des grands chefs qui ont combattu pour l'empereur contre les Arabes d'Espagne, ou qui ont tourné contre lui et contre son empire la puissance développée par cette lutte. Elle contient la branche de Guillaume le Pieux, divisée elle-même en quinze branches subsidiaires, qui racontent les exploits de ce chef et de ses descendants contre les Andalousiens; la branche d'Aïol, partagée aussi en trois romans, où sont exposés les exploits de Jullien de Saint-Gilles, la révolte de son fils Élie, comte de Toulouse, contre Louis le Débonnaire; la réconciliation qu'Aïol, fils du comte, ménage entre lui et l'empire; la branche de Gérard de Vienne ou de Roussillon, révolté contre Charles le Chauve; celle de Gaydon, duc d'Angers, insurgé contre Charlemagne; celle enfin des quatre fils Aymon, où paraît Renaud de Montauban, type le plus saillant que le moyen âge ait donné du vassal rebelle à son suzerain. M. Fauriel insiste avec raison sur la dernière classe, et il trouve tous les esprits disposés à le croire lorsqu'il fait pressentir qu'elle s'est formée dans les donjons des descendants de tous ces grands

révoltés du Midi, dont elle glorifie, dont elle invente même l'insubordination.

Il essaye ensuite de caractériser ces romans carlovingiens qu'il vient de classer. On y reconnaît, suivant lui, l'idéal de l'héroïsme barbare et libre de la féodalité, devant laquelle la grande figure de Charlemagne semble abaissée à dessein. Par son indépendance, par sa bravoure, par son esprit religieux, le chevalier du cycle carlovingien est l'image du chevalier du douzième siècle; par le reste des mœurs, par les passions rudes, emportées, il échappe aux habitudes déjà raffinées, aux idées délicates et subtiles du même siècle, il trahit une époque antérieure plus grossière ou plus simple, il s'adresse à des imaginations moins exigeantes, plus incultes. Il appartient en effet à un âge plus ancien et moins civilisé que celui des troubadours; il est le héros du peuple qui perpétue les vieux récits et les mâles vertus. Aussi les poëmes qu'il remplit de ses exploits et de ses révoltes sont-ils donnés par leurs auteurs non point comme des fictions arrangées pour plaire à des esprits polis et difficiles, mais comme des narrations véridiques, fondées sur des témoignages certains, expressément indiqués dès le début. Ils se composent de vers de douze ou de dix pieds, que l'hémistiche agrandit, et qui procèdent par longs couplets monorimes. Ces couplets, semblables à la *cassidet* des Arabes, sont chantés sur une musique simple, avec un accompagnement peu marqué du violon à trois cordes, qui emprunte sa forme et le nom de *rebec* au *rebab* sarrasin. Les romans où ils sont assemblés présentent l'un après l'autre jusqu'à

quatre variations du même couplet ou de la même tirade monorime, preuve certaine que ces chants séparés ont précédé les poëmes, et que ceux-ci sont l'œuvre de compilateurs soigneux de conserver et de rapprocher toutes les versions et toutes les suites du même récit. Ainsi, comme chez les Grecs, aux *aoides* ont succédé les *diascevastes*, à ceux-ci seulement a manqué un Homère pour les effacer en les couronnant.

Les romans de la Table-Ronde offrent à l'étude un sujet plus compliqué; car, s'il est certain que les fictions même invraisemblables du cycle de Charlemagne ont à peu près toutes quelque base secrète dans l'histoire, il n'est pas évident que les fables du cycle d'Arthur soient de même fondées sur quelque réalité. M. Fauriel se prononce même fortement contre cette assimilation, après avoir fait toutefois une distinction essentielle. Il ne nie pas qu'Arthur ait été un personnage célèbre parmi les Bretons; mais il soutient que, purement historique ou mythologique chez eux, ce héros a reçu ailleurs une forme chevaleresque, indépendante du fondement réel que lui donnent les traditions locales. Il affirme que les fables, tour à tour mollement galantes et subtilement religieuses, des chevaliers de la cour d'Arthur n'ont pu prendre racine dans la Bretagne armoricaine; il produit comme raison unique et péremptoire que la culture connue de cette province et son esprit perpétué jusqu'à nos jours par des témoignages authentiques s'opposent formellement à une semblable supposition. Pour défendre son opinion contre la Grande-Bretagne, il s'appuie sur

deux espèces de monuments consacrés par le respect de cette nation. Les *triades* des Bretons sont le recueil important des aphorismes où, depuis le sixième siècle jusqu'au douzième, leurs bardes ont déposé, dans des formules ternaires, les traditions de leur histoire, de leur civilisation, de leur industrie. Cette collection, souvent remaniée, fait à Arthur et à ses chevaliers deux sortes d'allusions fort différentes : dans les premières, dont l'air est tout ancien, on ne rencontre que les noms de ces personnages héroïques, sans aucune espèce d'ornement ou de costume chevaleresque ; dans les secondes, où la *Table-Ronde* se montre déjà toute formée, on trouve la mention expresse des romans français qui en ont fourni l'idée. Les *Chroniques* que Galfrid ou Geoffroy, archidiacre de Montmouth, mit en latin au milieu du douzième siècle, sont l'amas informe d'un autre genre de traditions qui contredisent celles des bardes, et, comme avaient déjà fait d'autres fables gauloises du quatrième siècle, cherchent l'origine des Bretons dans la ruine de Troie et dans la fuite d'Énée. Ces chroniques, bientôt rimées en normand par Wace, peignent Arthur tel que le montrent les romans, exemple accompli de la chevalerie ; mais M. Fauriel prouve que, lorsqu'elles furent écrites, déjà les plus célèbres romans de la Table-Ronde avaient cours en Europe. Ainsi, marquant toute la différence qui sépare de l'Arthur chevaleresque des romans l'Arthur historique du pays de Galles, il soutient que celui-là n'a de réel que son nom, qu'il est une pure création des poëtes, et qu'au lieu de représenter une race particulière il offre seulement

le modèle du système général de la chevalerie.

Cet Arthur romanesque, où l'a-t-on composé? Le cycle auquel il donne son nom se divise en deux grandes classes qui doivent fournir des preuves différentes de son origine méridionale. La première classe, où brillent surtout les romans de *Lancelot du lac* et de *Tristan de Léonois*, est consacrée aux exploits de la chevalerie galante; c'est le tableau fidèle des aventures de cet amour hasardeux et discret, enthousiaste et raffiné, dont les chansons des troubadours offrent en quelque sorte l'harmonieux soupir. Qui donc pourrait admettre que ces romans amoureux de la Table-Ronde, composés au commencement du douzième siècle, sont l'ouvrage d'un peuple du Nord, tandis qu'il est avéré que les chansons amoureuses des Provençaux ont créé et communiqué à toutes les autres nations, dans la dernière partie du même siècle, le système délicat des passions modernes? La seconde classe des romans de la Table-Ronde présente, il est vrai, un singulier contraste avec ces tendres images de l'amour aristocratique. Empruntant son nom au *graal*, vase où se conserve le sang divin de la Passion, elle retrace dans le *Perceval*, dans le *Titurel* une chevalerie au-dessus de la profane, une ardeur tout austère, toute religieuse, qui se voue à la recherche du bassin sacré, que les passions en éloignent, que la grâce y ramène. C'est la représentation d'une milice sévère et monacale, opposée à la milice élégante qui remplit les châteaux et brise des lances pour les dames. M. Fauriel pense qu'elle a été imaginée après coup et d'un seul dessein, pour balancer les fictions voluptueuses de la chevalerie

mondaine par une peinture réelle, quoique embellie, de la chevalerie chrétienne des templiers. Aussi voit-on qu'à la différence des romans carlovingiens, formés peu à peu par le rapprochement des couplets monorimes et de leurs versions différentes, les romans de la Table-Ronde, à quelque classe du cycle qu'ils appartiennent, sont faits d'une seule contexture, quelquefois par plusieurs mains successivement fatiguées, mais sans interpolations, sans indications de chants primitifs, sans invocations de sources historiques. Ils commencent par ces réflexions morales qui produisent la pensée de l'auteur à la place de la réalité des événements, et que l'Arioste imitera plus tard. Ils sont non plus chantés, mais contés, puis lus. Ils s'écoulent mollement et régulièrement, avec la cadence toujours alternée des deux rimes, en petits vers de huit syllabes, où la langue, ornée et affaiblie, languit à travers mille détours complaisants, au lieu de tendre à l'expression ferme et directe. Ils offrent tous les signes d'un âge avancé et d'une civilisation élégante.

C'est seulement après avoir achevé ces analyses, déjà si lumineuses, que M. Fauriel croit pouvoir donner à la question de l'origine de ces deux cycles une solution de nouveau préparée par un cortége de preuves accumulées. Il récapitule les premiers essais épiques de la littérature méridionale; il y ajoute les titres de poëmes provençaux connus et perdus seulement dans un temps voisin du nôtre; il extrait des chansons des Provençaux la désignation expresse de plus de cent autres récits poétiques autrefois répandus parmi eux; il y joint l'indication des contes

et des nouvelles qui occupaient, à côté des troubadours, la classe particulière des *novellaires*. Sûr d'avoir ainsi prouvé la vocation et la fécondité épique des hommes du midi de la France, il n'hésite plus à découvrir les derniers arguments qui le décident à leur attribuer l'invention des romans du cycle de Charlemagne et de ceux du cycle d'Arthur. Pour les premiers, il invoque leur action toute méridionale, l'intérêt évident de la postérité des grands chefs qu'ils célèbrent, la popularité que les noms dont ils sont remplis avaient, dès les hauts siècles, depuis l'Auvergne jusqu'au golfe de Lyon; enfin, le témoignage positif des troubadours qui, avant la fin du douzième siècle, ont multiplié les allusions et les citations. Pour les seconds, par le débat le plus minutieux des dates de toutes les versions connues, il montre que les galanteries de Tristan, devenues, dans la seconde partie du douzième siècle, un sujet commun à tous les poëtes de l'Europe, étaient, dans la première partie, au témoignage de vingt-cinq troubadours, l'objet d'un poëme provençal déjà célèbre; que, d'un autre côté, les mystères du Graal indiquent clairement les Pyrénées pour le lieu de leur sanctuaire, et que ce mot même de *graal* qui les désigne appartient uniquement à la langue parlée au pied de ces montagnes, où encore aujourd'hui le nom de *grasal* désigne la vaste écuelle de terre destinée seule autrefois à tous les usages du foyer.

Là semble s'être arrêté l'effort de la pensée de M. Fauriel. La démonstration ainsi faite, et fondée sur des bases qu'on attaquera sans les détruire, le savant maître prend du repos et jouit de son labeur:

il n'a pas encore achevé son œuvre; mais, dans la carrière qui lui reste à parcourir, il se contente de revenir, par des analyses et par des dissertations toujours intéressantes, sur les sujets de ses précédentes recherches. Il passe en revue quelques-uns des principaux romans provençaux qui ont échappé à la destruction ou à l'oubli : parmi les compositions du cycle de Charlemagne, le poëme de *Fierabras*, celui de *Gérard de Roussillon*, conservés encore dans l'idiome méridional; celui de *Guillaume au court nez*, connu seulement par sa traduction française; parmi les ouvrages du cycle de la Table-Ronde, celui de *Blandin de Cornouailles*, celui de *Jauffre et Brunissende*, tous deux en provençal, celui de *Perceval*, qui n'existe plus entier que dans la version allemande de Wolfram d'Eschenbach. Il donne une des confirmations les plus puissantes de son système en faisant connaître la Chronique rimée de la guerre des Albigeois, qu'il publia lui-même en 1837, avec une préface judicieuse réimprimée à la suite du Cours de poésie provençale. Cette composition, monument presque unique dans son genre, marquant la transition de l'épopée à l'histoire, cite, dans les premières années du treizième siècle, tous les romans provençaux du douzième, dont elle est elle-même la preuve en quelque sorte vivante, puisqu'elle se modèle sur leurs formes avec une aisance et un éclat qui dénotent des habitudes déjà anciennes. M. Fauriel, après avoir encore examiné, parmi quelques autres romans, celui d'*Aucassin et Nicolette*, où l'alternative de la prose et des vers lui semble directement empruntée aux Arabes, revient sur les premières parties de son su-

jet, pour combler les lacunes qu'il y a laissées. Il traite accessoirement de l'organisation matérielle de la poésie provençale, c'est-à-dire des attributions des troubadours et des jongleurs ; il insiste plus longuement sur la versification des troubadours, dont il trouve deux origines différentes dans les chants des Arabes et dans les hymnes de l'Église chrétienne; il reprend cette question si débattue, déjà effleurée par lui, des rapports des Provençaux avec les Arabes. Il penche à faire naître dans la liturgie chrétienne les formes métriques qu'ont employées non-seulement les Provençaux, mais encore les Arabes initiés à ces rhythmes par l'intermédiaire du culte mosarabe; en revanche, il incline à attribuer aux Arabes, avec les influences du commerce, tout à fait sensibles au moyen âge, les premiers exemples de la chevalerie religieuse, de l'amour enthousiaste, de la passion des généreuses aventures, remarquables chez eux dès les temps qui avaient précédé Mahomet. Enfin il revient aux relations des troubadours et des trouvères, pour montrer que les premiers, expirant sur le seuil du treizième siècle, ont dû nécessairement former les seconds, commençant au même point et reproduisant les mêmes sentiments dans les mêmes mesures, et il termine par cette conjecture hardie, que ce sont les Provençaux eux-mêmes qui ont écrit, dans la langue du Nord, les premières chansons d'amour, ce qui est probable, et les premiers romans, ce que la preuve même donnée par M. Fauriel fait paraître fort téméraire. Ainsi s'achève, par un excès de confiance, un ouvrage tout entier conduit, il est vrai, par l'esprit d'une scrupuleuse critique, mais

trop tendu vers un seul but pour que l'auteur n'ait pas dû être entraîné à le dépasser. La préoccupation continuelle des chants populaires et de la poésie épique fait l'intérêt puissant de ce livre, et devait y mêler aussi quelques défauts. Si elle y empreint une forte unité autour de laquelle tout s'arrange et se subordonne, elle relègue dans une place peut-être trop secondaire la poésie lyrique des troubadours, elle exclut trop facilement toute recherche sur leur poésie dramatique, et enfin, même au sujet de la poésie épique, elle conduit à des hypothèses extrêmes. C'est pourtant à de semblables sacrifices, inévitable condition de notre faiblesse, que sont dus quelquefois les monuments les plus utiles et les plus respectables de la raison humaine. Mais, avant de développer toutes nos réserves, il doit nous être permis de marquer, d'une manière définitive, l'importance du livre que nous venons d'analyser.

[illegible]

Pour [illegible] M. [illegible] à l'étude de la [illegible] il suffira d'indiquer, même [illegible] trouvée. M. [illegible] siècle, a [illegible] pouvait être [illegible] près l'exposition des [illegible] ne voudrions pas [illegible] sa mémoire est [illegible] si méconnue [illegible] à mettre à profit [illegible] Cependant [illegible] nom justement [illegible] deux tombes [illegible] comparaison [illegible] attribue [illegible] des Provençaux [illegible] des origines [illegible]

En [illegible] M. [illegible] comme il [illegible]

avec exactitude ses devoirs d'académicien, se mit, par devoir de conscience et par dévouement pour l'œuvre du Dictionnaire, à étudier l'idiome provençal, il avait devant lui des modèles de deux différentes espèces.

Le fondateur de l'académie des Arcades, Crescimbeni, avait trouvé en Italie, à la fin du dix-septième siècle, le goût encore vivant de la poésie provençale; il s'appliqua à l'éclairer avant que Muratori eût rendu familière à la Péninsule cette grande critique historique enseignée par Mabillon. Crescimbeni ne savait pas quelles lumières l'histoire politique peut jeter sur la littérature. Les notes qu'il ajouta à sa traduction du livre de Jean de Nostredame (1) montrèrent la richesse des bibliothèques où il avait puisé bien plus que la pénétration de son esprit. Cependant ces biographies, dont Millot lui-même a pu relever les erreurs et les lacunes, ne laissaient pas que d'avoir inauguré avec succès l'histoire littéraire des Provençaux. Vers le même temps, un autre érudit étranger, membre aussi de l'académie des Arcades, était revenu sur le même sujet avec des notions plus étendues et avec des dispositions plus heureuses. Antonio Bastero, noble catalan, qui avait parlé dans son pays un des principaux dialectes de la langue provençale, qui en avait étudié les monuments les plus intéressants dans les bibliothèques italiennes, entreprit de montrer les rapports qu'elle avait avec les idiomes des deux péninsules; s'il se persuada trop

(1) *Le Vite de' piu celebri poeti provenzali tradotte dal francese, ornate di copiose annotazioni e accresciute di moltissimi poeti;* 2e édit. Rome, 1722.

légèrement que la Catalogne avait donné aux Provençaux, et non pas reçu d'eux, le langage dont elle usait, il établit dans sa *Crusca provenzale* (1) des rapprochements ingénieux qu'on peut considérer comme le premier et l'un des plus utiles essais de l'histoire comparée des lettres modernes.

A peine ces deux beaux esprits avaient-ils ouvert la carrière qu'on vit s'y précipiter un Français, qui avait commencé ses études assez tard, à vingt ans, qui cependant, à vingt-six ans, était déjà entré à l'Académie des inscriptions et belles-lettres avec des provisions ramassées un peu à la hâte, qui alors avait employé dix ans à lire les historiens et les chroniqueurs de la troisième race de nos rois, et qui enfin en était venu à chercher dans les romans et dans la poésie le complément nécessaire de l'histoire de nos origines. C'était ce bon Lacurne de Sainte-Palaye que les lettres du président des Brosses, son compagnon de route, nous représentent, quelquefois assez plaisamment, fouillant les bibliothèques de l'Italie pour y trouver les manuscrits de nos chansons provençales. Ce ne fut pourtant pas dans ce premier voyage, accompli en 1739, qu'il forma ses collections volumineuses; il revint, roulant dans sa tête, peut-être pour se venger des railleries de des Brosses, cinq mémoires qu'il lut successivement à l'Académie, et où il employa une érudition à la fois vaste et un peu superficielle à décrire la chevalerie

(1) *La Crusca provenzale, ovvero le voci, frasi e maniere di dire che la gentilissima e celebre lingua toscana ha preso dalla provenzale, ecc.;* Rome, 1724.

et à la défendre contre l'esprit positif du dix-huitième siècle. Bientôt, possesseur d'un manuscrit qui contenait cent cinquante-sept pièces des troubadours, il ne se contenta point d'y ajouter la copie des poésies provençales conservées dans les principaux cabinets de Paris et à la bibliothèque du roi; il repartit en 1749 pour l'Italie, avec le dessein de faire dépouiller tous les manuscrits provençaux qu'il avait vus, à Rome, dans la bibliothèque du Vatican et chez quelques grandes familles; à Florence, chez les Riccardi et dans la Laurentienne; à Milan, dans l'Ambrosienne; à Vérone, dans la Saïbante; à Modène, dans la bibliothèque d'Este. De ces copies ou de ces extraits il forma huit volumes in-folio, contenant la matière de vingt-quatre manuscrits consultés et comparés par lui. Sur ce premier travail, il en entreprit un second, qui composa cinq nouveaux volumes in-folio, où il mêla des versions, des remarques et tout ce qu'il put se procurer de documents sur les vies des troubadours. Comme s'il pressentait déjà les études de notre temps, à la copie des chansons il eut la curiosité de joindre aussi celle des romans méridionaux. Dans de nouveaux volumes demeurés inaccessibles à M. Fauriel aussi bien que les précédents, il transcrivit, entre autres ouvrages épiques, le poëme provençal de *Gérard de Roussillon,* suivi d'une vieille traduction en vers français, et, ce que l'historien de la poésie provençale aurait appris avec plus de surprise encore, la fameuse chronique en vers de la guerre des Albigeois, accompagnée de notes sans nombre et de tables qui auraient pu être très-utiles à l'éditeur. Cependant M. de Sainte-

Palaye n'était pas homme à faire produire à tant d'éléments réunis le fruit qu'un esprit méditatif aurait pu en recueillir. Né avec les goûts du compilateur, tout ce qu'il entreprenait tournait au dictionnaire. De la lecture des poëtes provençaux il tira un *Glossaire* en dix volumes in-folio; de celle des prosateurs, encore un *Glossaire* de quatre volumes, sans compter les autres in-folio consacrés aux noms de lieux, aux noms de personnes qu'on rencontre dans les troubadours. Il avait commencé sur la France du nord le même travail, qui eut le même résultat : un *Glossaire* en trente et un volumes in-folio, que Bréquigny reçut incomplet et termina. De toutes ces études de philologie, M. de Sainte-Palaye essayait pourtant, sur la fin de sa vie, de retourner à l'histoire, qui avait eu ses premières études, et à laquelle il voulait aussi rapporter les dernières; mais dans cette grande tentative, qui épuisa ses forces, il aboutit encore à un *Dictionnaire des Antiquités de la France*, immense compilation demeurée manuscrite comme toutes les autres.

M. Raynouard avait sous les yeux ce double exemple d'un essai d'histoire et de critique ébauché par Crescimbeni et par Bastero, ou d'un travail de répertoire et de philologie accompli par M. de Sainte-Palaye. Décidé par le point d'honneur académique et par les facilités qui lui étaient offertes, il suivit le second modèle. Il s'y attacha même si fort que, pour moins s'en écarter, il fit un jour emporter chez lui les treize volumes in-folio que M. de Sainte-Palaye avait consacrés aux copies et aux traductions des troubadours. Ces recueils précieux n'ont été ren-

dus qu'après sa mort à la bibliothèque de l'Arsenal, où aujourd'hui ils sont plus connus sous le nom du grammairien qui s'y est formé que sous celui du savant qui les avait composés. Comment M. Raynouard s'est-il servi de ces volumes et des glossaires déposés aux manuscrits de la bibliothèque du roi? Qu'en a-t-il retiré pour notre instruction et pour l'avancement de l'étude de la littérature provençale?

Quelqu'un qui se serait borné à parcourir les ouvrages de M. Raynouard aurait de la peine à dire de quelle manière ils sont composés. Comme on n'y trouve ni ordre certain ni tables destinées à y suppléer, on est fort embarrassé, lors même qu'on les a lus avec attention, si on veut y ressaisir une citation ou une remarque oubliée. L'auteur a disposé son livre d'une façon toute mystérieuse et en quelque sorte hiératique. On sent que, se considérant comme le pontife unique d'un culte réservé, il se croit permis de ne donner à un petit nombre d'adeptes qu'une participation avare de son savoir. Il le communique de haut, sans plan, sans suite, sans explication. C'est l'affaire des disciples de mettre de l'ordre et de la clarté dans cet enseignement, s'ils en veulent profiter. Que rencontrent-ils dans les huit premiers volumes consacrés aux troubadours? Un choix de leurs poésies, un abrégé de leurs biographies, écrites dans leur langue par leurs contemporains, une grammaire de leur idiome, un vocabulaire où quelques-uns de leurs mots sont comparés aux termes des langues étrangères, et partout, à travers ces divisions générales, des fragments dépareillés d'œuvres reconquises sur le temps, mais nulle

part de cohésion, ni d'ordonnance, ni de marche graduelle partant d'un point fixe pour arriver naturellement à un autre point plus lointain. Au milieu des riches emprunts qui semblent l'embarrasser, l'auteur ne peut ni se marquer un but, ni respecter les limites que son sujet lui impose. Lorsque après sa mort on a achevé la publication des six volumes de son *Lexique roman*, le public y a retrouvé, avec le même désordre, une répétition de la grammaire, un glossaire et un supplément au choix de poésies contenu dans l'ouvrage précédent. Il n'y avait que la cassette royale qui pût soutenir de semblables publications.

Puisque M. Raynouard disposait de ces ressources, pourquoi, possédant, avec les recueils de M. de Sainte-Palaye, le répertoire complet des troubadours, n'a-t-il pas eu la généreuse pensée d'en demander et d'en diriger l'impression? Pourquoi s'est-il borné à des extraits si courts, si rares, si arbitraires? Quelle est cette manière de produire une grande littérature et de la sauver par échantillons? Quel est, de bonne foi, l'homme qui pourra prendre une idée sérieuse d'un poëte, s'il n'en connaît pas toutes les modulations, s'il n'en peut pas apprécier les écarts même, comme les grâces? Tel fragment est d'une harmonie suave, et peut ne renfermer pas une pensée, pas une allusion même superficielle; tel autre n'a aucun mérite littéraire, et contient peut-être des indications intéressantes sur les sentiments de l'auteur où sur ceux de son siècle. Pourquoi exclure l'un ou l'autre? Pourquoi surtout, quand il est question des troubadours, dans les œuvres desquels le temps a

déjà fait un choix, pourquoi choisir de nouveau au gré de notre goût, qui ignore celui de leur âge et qui va en effacer les vestiges? La science proscrit ces mutilations, qui ne semblent permises que pour donner aux intelligences paresseuses ou débiles quelque communication des chefs-d'œuvre placés aux mains de tout le monde. M. Raynouard devait-il appliquer un pareil procédé aux travaux de l'érudition?

Je citerai, entre plusieurs autres, un exemple qui prouvera jusqu'à quel point cette manière superficielle de faire connaître les œuvres des troubadours peut égarer le jugement. Une des questions intéressantes que leur histoire présente est celle de savoir lequel d'entre eux a touché à la perfection et a reçu la palme. Parmi les Provençaux eux-mêmes, Giraud de Borneil passa pour avoir remporté le prix par sa grâce brillante et aimable, par son génie pur et vif. Suivant l'opinion des Italiens, qui s'y connaissaient parfaitement, et de l'avis de leurs plus illustres poëtes, Dante et Pétrarque, c'est Arnaud Daniel qui est le maître par excellence, *gran maestro d'amor*. Qui croire? ou plutôt comment pourrait-on accorder deux jugements aussi considérables? Cette question, que M. Fauriel a posée et n'a point traitée, dont M. Diez a fait entrevoir une solution moyenne et raisonnable, M. Raynouard l'a rudement tranchée au désavantage d'Arnaud-Daniel, qu'il abaisse d'autant qu'on l'avait autrefois élevé. Il motive sa rigoureuse sentence par la citation de quelques couplets qui offrent en effet, dans leurs *rimas caras*, la quintessence de ce système recherché d'allitérations et de

redoublements de sons où le français du nord parvint aussi sous la plume d'Alain Chartier, où devait nécessairement aboutir, en se perfectionnant, le premier essai tenté pour soumettre au rhythme la poésie moderne; mais, si l'on ne veut point considérer cette destinée particulière de la poésie provençale, n'est-il pas possible de trouver dans les œuvres d'Arnaud Daniel d'autres fragments qui nous permettent, même aujourd'hui, de nous rapprocher de l'opinion de Dante et de Pétrarque, et au moins de la comprendre? Les manuscrits ne nous ont pas conservé un grand nombre de chansons appartenant à ce troubadour; les plus riches, et j'en ai parcouru beaucoup, n'en contiennent guère que quinze. Parmi celles-là, il y en a dont un trait précis fera juger la longue popularité.

J'ai pu voir, à Rome, dans la bibliothèque vaticane, quelques manuscrits qui, si j'ose le dire, ont échappé jusqu'à ce jour aux investigations des amateurs les plus curieux de la poésie provençale. Le codex 7190, qui est comme le portefeuille de quelque érudit italien du dix-septième siècle, offre une singularité remarquable : on y voit cet homme de lettres s'exercer, au milieu de ces chefs-d'œuvre et des lumières de la civilisation moderne, à traduire en distiques latins une chanson de Rambaud de Vaqueiras, après lequel il passa de plain-pied à l'Arioste. Dans le même volume se trouvent des versions italiennes de quelques pièces de Folquet de Marseille; elles sont adressées à un prélat par Bartolomeo Casassagia, sur lequel ni les conservateurs du Vatican ni les biographies n'ont pu me donner aucun éclair-

cissement. Pendant que je courais sur ses traces, j'ai vu, dans le codex 7182, ce même Casassagia, qui semble être quelque pauvre abbé sollicitant un bénéfice de la générosité d'un *monsignor*, reparaître avec ses traductions; cette fois, il les donne sous la ligne même des chansons provençales, qu'il copie textuellement. Comme pour nous laisser penser qu'il y avait encore alors en circulation beaucoup de chansons perdues depuis ce temps, il commence par une pièce d'un troubadour dont je n'ai retrouvé le nom nulle part, et qu'il appelle Aassangut de Goisel; il arrive ensuite à Arnaud Daniel, et il en donne trois chansons, dont la seconde est un modèle de grâce ingénieuse et d'harmonie exquise. On la retrouve également dans la plupart des autres manuscrits provençaux, avec des variantes, où il serait trop long de s'engager. En voici les deux premiers vers, pleins d'un charme mélodieux et piquant :

Dous braills, e crits, e sons, et chans, e noutas
Aug dels auzels quen lur latin fan precs.

Ce début, propre, à ce qu'il semble, à toucher un érudit, avait fait une vive impression au moyen âge. L'auteur anonyme du plus long fragment que nous ayons conservé du *Perceval* français, probablement Chrétien de Troyes, l'avait imité presque littéralement au commencement de son poëme :

Ce fu au tans que arbres florissent,
Fuelles, boscages, prés verdissent,
Et els oisels en lor latin
Dolcement chantent au matin.

Voilà, avec le sujet d'une réparation à faire à la mé-

moire d'un troubadour célèbre, une preuve sensible de l'influence exercée par la poésie du midi de la France sur celle du nord. Il faut croire que M. Raynouard a ignoré la gracieuse chanson d'Arnaud Daniel, puisqu'il n'en a pas même donné un extrait.

C'est ainsi que le savant philologue a résumé les grands travaux de M. de Sainte-Palaye. Il a fait un choix trop incomplet et quelquefois peu judicieux des poésies que son devancier avait rassemblées. Mieux inspiré, il a cité dans le texte provençal, plein d'une grâce vive, et non pas, comme son modèle, dans une traduction pâle et rebelle, les vies des troubadours, qu'il a cependant encore trop raccourcies. Il a bien plus réduit le *Glossaire,* dont ceux qui ont eu occasion d'y recourir peuvent dire quelle est l'insuffisance. Il semble, il est vrai, s'être plus particulièrement appliqué à la grammaire, que M. de Sainte-Palaye n'avait pas abordée; mais il a encore eu des guides, aujourd'hui connus, dans cette carrière, où il paraissait avoir fourni les résultats les plus originaux. Lorsque, s'arrêtant à la formation des mots, il a dressé le tableau consacré des modifications diverses apportées au même radical par les différentes langues modernes, il suivait, sans trop le dire, la pensée et les traces même de Bastero. Lorsque, considérant la construction des mots, il a cherché à ramener à des règles fixes leurs flexions, que longtemps on avait cru abandonnées aux caprices sans ordre de la barbarie, il copiait encore, sans l'avouer, d'anciennes grammaires provençales, sur lesquelles il nous faudra revenir. Ni à ces monuments curieux ni à l'œuvre du gentilhomme catalan il ne savait em-

prunter les notions historiques et littéraires que le temps était pourtant venu de développer. Philologue exclusif, il se permit une seule fois d'exercer librement sa pensée sur tous ces documents réunis. Qu'en est-il résulté? Son hypothèse sur l'unité d'une langue romane primitivement commune à tous les peuples de l'Europe méridionale. Cette conjecture gratuite, démentie tout à la fois par la raison et par l'histoire, est le seul titre original d'une intelligence dont on a tant loué la pénétration et l'exactitude.

Pourtant ne nous abusons point. Sans être un esprit créateur, on peut se rendre fort utile à la science et aux lettres. Si M. Raynouard n'a rien inventé, il a beaucoup enseigné. Ce qu'on ôtera à sa réputation d'initiateur, il faudra le donner au talent qu'il a montré en répandant avec une autorité persuasive, avec une réserve habile, le goût et la connaissance de la littérature provençale. Ses livres demeureront, comme un abrégé indispensable, dans la bibliothèque de toutes les personnes que l'étude des langues modernes ramènera aux troubadours; ils offriront la réunion, sinon complète, du moins précieuse, d'un vocabulaire, d'une grammaire, d'une biographie, d'une anthologie, nécessaires à quiconque voudra remonter à la source commune des littératures néo-latines. Ce sera leur mérite incontestable, mais borné.

Cependant, à côté de ces instruments et de ces résumés d'un usage journalier, les travaux de M. Fauriel prendront la place qui est due aux méditations d'une intelligence féconde. Accomplis loin des volumineux secours d'une érudition toute faite,

soutenus par des réflexions longues et solitaires, ils ont donné le souffle de la vie à des textes morts dont à peine avait-on jusqu'à présent étudié les sons et estimé la cadence. Appuyé sur l'histoire, qu'il interrogeait avec une sagacité profonde, le savant professeur a rendu à la langue, aux poésies des troubadours le sens vif et étendu qu'elles avaient pour leurs contemporains. Non content de replacer les poëtes provençaux au milieu du monde matériel qu'ils avaient traversé, il a reconstruit autour d'eux ce monde invisible d'idées, de sentiments, de souvenirs, d'espérances où chaque époque s'abrite, pour ainsi dire, comme dans une tente, et qu'elle emporte avec elle, n'en laissant souvent dans ses œuvres que quelques traces à peine reconnaissables, comme les vestiges confus de la caravane sur le sol foulé pendant une nuit. Il a retrouvé, sous les jeux brillants et en apparence superficiels de la poésie méridionale, ce fonds de vérité inexprimable et de vie secrète qui soutient toutes les littératures, plus précieuses par ce qu'elles sous-entendent que par ce qu'elles disent. En étudiant les chansons des Provençaux, il a expliqué la formation de la chevalerie; le berceau de la chevalerie lui a révélé celui de l'épopée de l'Europe chrétienne : deux notions où, tantôt remontant de la littérature à l'histoire, tantôt redescendant de l'histoire à la littérature, il a enfermé le problème des origines du génie moderne.

Doué de cette activité de la pensée qui est la véritable richesse littéraire, M. Fauriel a exposé ses idées avec un art sévère, même au milieu des plus

longs développements. Il conservait, à la fin de sa vie, cette austérité naturelle qui, au commencement, l'avait porté à écrire l'histoire du stoïcisme. Passionné pour la poésie populaire, il l'aimait comme l'expression sincère de pensées vives et fortes; il en préférait la franchise à l'élégance de la culture ordinaire, pour laquelle il éprouvait un sentiment mêlé de crainte et de dédain. Son langage se ressentait de ces prédilections : évitant les ornements presque avec autant de soin qu'on en met ordinairement à les chercher, sa plume ne savait fuir aucune des longueurs où la suite nécessaire des pensées la conduisait. Dans les préparations, qui sont la partie pénible, mais obligée, de toute démonstration sérieuse, son style manquait de variété et d'agrément; aux endroits solides, où l'idée, libre enfin, se produisait d'elle-même, il se développait en savantes analyses dont la lumière se répandait avec plénitude et avec égalité dans une langue subitement éclairée, mais toujours austère.

Il y a, dans les époques semblables à la nôtre, parmi les esprits qu'on doit louer et qu'on peut suivre, deux familles différentes. Les uns, pleins de respect pour les belles formes d'une langue fixée avant eux, et craignant de les gâter en y déposant sans ménagement l'expression nouvelle d'une civilisation qui a changé, n'osent pas se servir des mots faits pour nos besoins et des tours créés pour nos pensées; se traduisant continuellement eux-mêmes dans une langue qui n'est plus, au lieu d'offrir l'image directe de leurs idées, ils n'en font voir que ces lueurs lointaines, reflétées, artificielles, qui ren-

dent leur talent admirable et laissent leur intelligence stérile. Les autres, sachant tous les égards que méritent ces belles formes, mais se souvenant qu'elles doivent leur éclat à la force des idées pour lesquelles elles ont été façonnées, considèrent qu'il importe plus à la langue de se féconder par des méditations nouvelles que de s'arrêter dans des redites pompeuses; ils s'occupent plus de dire avec vérité des choses pensées que de revêtir des choses connues d'un langage imité; au lieu de l'expression qui fait allusion au vrai, ils choisissent celle qui le montre; ils laissent à un siècle plus calme, plus majestueux et sans doute plus fortuné cette belle symétrie qui épuise toutes les inflexions de la parole, pour balancer toutes les décisions de l'esprit; ils entrent plus au vif avec l'analyse, instrument cher aussi à la langue française, qui en a toujours armé les hommes chargés de préparer ou de refaire ses jugements. C'est à ce dernier titre que M. Fauriel s'en est servi, et a déjà été loué ici par l'un des écrivains qui en ont usé chez nous avec le plus de délicatesse et de succès.

V.

Plan d'une histoire de la littérature provençale.

Cependant, par la raison même que M. Fauriel a écrit le premier une histoire critique de la poésie provençale, il n'a pu la faire ni irréprochable ni complète, et c'est encore honorer un pareil maître que de signaler des lacunes, des erreurs même qui rendent son ouvrage imparfait sans en altérer cependant la solidité.

M. Raynouard, à qui on a, pendant vingt ans, attribué la découverte des lois de la grammaire provençale, les avait trouvées toutes tracées dans deux monuments curieux de l'ancienne littérature méridionale, auprès desquels M. de Sainte-Palaye avait passé sans les apercevoir et que M. Guessard a publiés en 1841 dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*. Ce sont deux grammaires provençales du treizième siècle. Elles font partie d'un manuscrit conservé à Florence, dans la bibliothèque Laurentienne, sous le n° 42 du *Pluteus* 41, et daté du 28 mars 1310, par Pietro Buzol d'Agubbio, qui, en le signant, nous a appris que sa patrie, vantée par

Dante pour ses habiles miniaturistes, était aussi renommée pour ses calligraphes. La plus récente et la plus complète de ces deux grammaires avait été consultée, au commencement du dernier siècle, par Bastero, qui la fit connaître sous le titre un peu relevé de la *Dreita maniera de Trobar*. Raymond Vidal, qui au début s'en dit lui-même l'auteur, est très-probablement le même que Raymond Vidal de Bezaudun, dans lequel on a vu le fils de Pierre Vidal de Toulouse, et par conséquent un homme vivant vers le milieu du treizième siècle. Ugo Faydit, ou Hugues-le-Banni, qui se donne pour l'auteur de l'autre ouvrage, pourrait bien lui-même être Hugues de Saint-Circ, prosateur et poëte, rédacteur de plusieurs biographies de troubadours, versé dans les lettres antiques, et poussé par la fortune hors de chez lui, tantôt en Espagne, tantôt en Italie, où cette première grammaire paraît en effet avoir été écrite. C'est une imitation du traité que le précepteur de saint Jérôme, Ælius Donatus, le Lhomond du moyen âge, fit au quatrième siècle sur les huit parties du discours. Désignée quelquefois sous ce titre des huit parties, *Las oit partz*, quelquefois aussi sous celui de *Donatus provençal*, elle appartiendrait à la fin du douzième siècle, si elle était réellement de la main de Hugues de Saint-Circ.

Si M. Fauriel avait connu ces monuments autrement que par la publication récente de M. Guessard, il leur aurait emprunté des lumières qui manquent à son livre. Il est à croire qu'excité par des textes tout à fait positifs il aurait prêté une attention plus soutenue aux questions de grammaire et

de syntaxe. Sans doute aussi il aurait plus insisté sur les dialectes provençaux. Dès la seconde page de son traité, Raymond Vidal nous apprend que le dialecte de Limoges, ayant prévalu sur ceux de Provence, d'Auvergne et de Quercy, était la véritable langue propre à faire vers, chansons et sirventes. Ainsi on explique (ce que M. de Sainte-Palaye ne sait comment motiver dans son *Dictionnaire des antiquités de la France*) que les Valenciens aient donné, jusqu'à nos jours, le nom de *lémosine* à leur langue, toute semblable au provençal primitif. C'est sous ce nom, antérieur à celui de *langue d'oc*, que Jayme Ier, roi d'Aragon, la porta à Valence, conquise par lui sur les Maures, au milieu du treizième siècle; mais pourquoi ce nom avait-il prévalu? Est-il aussi bien vrai que celui de dialecte provençal comprenne le dialecte de la province qui va s'appeler Languedoc à la fin du siècle? Ne faudrait-il pas croire qu'après la guerre des Albigeois la langue du comté de Toulouse fut comme retranchée par la proscription, qu'elle fit place, au moins officiellement, à la langue française, apportée par celui des frères de saint Louis qui épousa la fille du dernier comte, tandis que les Anglais, maîtres du Limousin comme de la Guyenne, en avaient adopté la langue par une condescendance habile, et lui avaient donné une véritable supériorité politique sur tous les autres dialectes du midi?

Le Languedoc, qui n'avait pas encore de nom dans les grammaires du treizième siècle, produisit bientôt des monuments philologiques non moins importants, et dont on regrette aussi que M. Fau-

riel n'ait pas fait usage. L'Académie des jeux floraux, instituée au quatorzième siècle pour maintenir le vieux langage national, qui déjà s'effaçait, puis renouvelée à deux reprises diverses, au seizième siècle et au dix-septième, pour maintenir la langue française, qui s'était imposée, a dans ces dernières années accordé une attention tardive à ses archives, où elle a retrouvé un des documents les plus intéressants de la littérature du moyen âge. Sous ce titre de lois d'amour, *leyes d'amor*, elle vient de faire imprimer un immense recueil de préceptes littéraires, rédigés en 1348 par son chancelier, Guillaume Molinier, pour conserver les traditions d'un art en déclin. La grammaire, la rhétorique, la poétique se mêlent dans ce volumineux ouvrage, le plus minutieux et le plus considérable de tous ceux qui ont été consacrés à de semblables matières. Jamais les Grecs, qui avaient rempli leurs bibliothèques de ce nombre infini de rhétoriques retrouvées à Herculanum et à Pompéi sous les cendres du Vésuve, n'ont écrit de plus longs et de plus subtils traités dans les jours de leur décadence. Jamais ces rhéteurs gaulois que M. Fauriel nous a représentés enseignant les règles inutiles de l'art de parler à Rome, privée de son Forum et de ses harangues, n'ont dû connaître plus de raffinements et plus de lenteurs. Rien n'égale le luxe des définitions de Molinier, hormis celui des disputes scolastiques de la même époque. L'argutie du moyen âge s'y déploie avec toutes ses pompes dans un sujet qu'on ne croyait pas envahi par elle; tout ce que la renaissance a reproduit ensuite de règles difficiles et sévères est peu de chose

auprès des distinctions infinies que le rhéteur de Toulouse a marquées dans les œuvres de la poésie méridionale.

Ce manuscrit, que l'Académie des jeux floraux a publié avec les traductions déjà anciennes de M. Descouloubres et de M. d'Aguilar, n'est point le seul qu'elle possède. Elle en conserve d'autres où la poétique des troubadours se trouve confirmée par les plus nombreux exemples tirés de leurs œuvres. Depuis que la révolution a dispersé les beaux manuscrits admirés par Scaliger au collége de Foix, depuis que la vente de la bibliothèque de M. de Mac-Carthy a fait passer en Angleterre un des plus riches recueils de nos chansons chevaleresques, ces archives de l'Académie des jeux floraux sont tout ce qui reste à Toulouse des traditions de ses vieux poëtes. Malheureusement personne jusqu'à ce jour n'a voulu se consacrer à la comparaison de ces documents avec ceux que gardent les autres collections de l'Europe. La réputation et l'esprit de l'éditeur ne sauraient seuls féconder ces vieux ouvrages, dont l'étude demande beaucoup de loisir et une longue expérience personnelle. Il faut, aux bords de la Garonne, redouter une autre extrémité, et, en cherchant l'érudition, prendre garde de tomber aux mains de ces gens qu'on ne croirait plus rencontrer dans notre siècle, qui parlent sans cesse des grands voyages qu'ils ont faits en Portugal, en Espagne, en Angleterre, en Allemagne, en Italie et jusque en Orient, pour découvrir les traces des troubadours, tandis qu'on sait pertinemment qu'ils n'ont pas quitté leur maison depuis que la Providence les

y a mis à couvert. Il n'est pourtant pas impossible, même aujourd'hui, de trouver à Toulouse de véritables savants, très-capables d'achever de sérieuses études avec habileté et avec bonne foi. Tout le monde y nommera celui qui, il y a quinze ans, écrivait familièrement, dans l'idiome des troubadours, une petite chronique plaisante de Montpellier, et qui fut assez heureux pour que cet ouvrage, porté sans lettre d'envoi à M. Raynouard, passât, comme une œuvre originale du quatorzième siècle, sous les yeux du fameux philologue, empressé de répondre qu'il y avait déjà pris plusieurs mots excellents, propres à figurer dans son glossaire. C'est le même érudit qui proposait en vain à l'Académie des jeux floraux d'ajouter à ses amaranthes et à ses soucis, faits pour encourager de petits vers français souvent équivoques, une fleur nouvelle, celle que les Allemands appellent *ne m'oubliez pas*, et qui serait destinée à récompenser le souvenir de la langue des troubadours et l'imitation de leurs chants. Il faut espérer qu'avec de semblables secours l'Académie ne laissera point achever sans elle cette histoire littéraire du Midi, qui pourrait dignement occuper ses continuels loisirs.

M. Fauriel, qui, accompagné de M. Augustin Thierry, avait visité Toulouse au temps où M. Descouloubres et M. d'Aguilar vivaient encore, qui, seul, y était ensuite revenu avec un goût toujours nouveau, n'a tiré parti d'aucun des manuscrits que cette ville renferme. Il n'y a pas même fait une seule allusion dans les deux années de son cours. Cependant, quoique écrites au quatorzième siècle, ces gram-

maires et ces rhétoriques languedociennes, comparées à celles du treizième, fournissent à l'histoire de la poésie provençale un sujet piquant d'études désormais indispensables; elles montrent quel développement considérable la critique avait déjà pris à côté d'un art qu'on a trop cru tout instinctif et tout spontané. Indépendamment de cette nouveauté intéressante, les grammaires provençales auraient pu suggérer à M. Fauriel des réflexions salutaires sur les matières auxquelles son livre est consacré. Pour commencer par la poésie épique, qui est son sujet principal, on peut assurer qu'il aurait mieux ménagé quelques-uns des jugements qu'il en porte s'il avait pu reconnaître l'opinion des grammairiens du treizième siècle. Raymond Vidal reconnaît expressément que, si l'idiome du Limousin est plus propre pour faire vers, chansons et sirventes, le langage français est meilleur et plus avenant pour faire romans et pastourelles. *La parladura francesca val mais etes plus avinenz a far romanz et pasturellas; mas cella de Limosin val mais per far vers, et cansons, et serventes.* Ce texte précis semble offrir une solution tout à fait contraire à l'opinion de M. Fauriel, et conforme à celle des personnes qui pensent qu'excellant dans les rhythmes de la chanson les méridionaux ont laissé aux habitants du Nord la gloire de l'épopée. Il faut regretter que le savant professeur ne se soit pas chargé d'interpréter lui-même un témoignage qu'il est désormais impossible d'omettre dans la discussion soulevée par lui. Il aurait certainement fait remarquer que Raymond Vidal, écrivant à la fin du treizième siècle, n'avait pu entendre résoudre

une question d'origine; qu'à cette époque la maison de France, ayant couvert, par deux mariages, la Provence et le Languedoc, y avait naturellement transporté, avec ses établissements politiques, les poëmes rimés depuis près d'un siècle sur les bords de la Loire et de la Seine; que ces compositions pouvaient avoir des qualités particulières, moins sensibles dans les épopées du Midi; qu'ainsi elles présentaient en leur langage cette naïveté délicate, et quelquefois un peu affectée, signalée par M. Fauriel lui-même dans les romans français du cycle d'Arthur, où l'on ne voit point paraître une idée et, pour ainsi dire, un mot sans les retrouver aussitôt développés, par des retours à la fois languissants et coquets, sous tous leurs aspects et avec tous leurs contrastes. Ce ton agréablement traînant, gracieusement prolixe que prennent souvent les essais épiques de la langue d'oil, ce je ne sais quoi de plus plaintif, de plus ingénu, et cependant le plus cherché, qu'on distingue dans ses vieilles bergeries, ont dû piquer singulièrement, à la fin du treizième siècle, les habitants plus vifs et plus impétueux du Midi, qui recevaient la première impression des finesses spirituelles du Nord et de son sourire narquois. Ces rapprochements auraient pu conduire M. Fauriel à modifier aussi, en quelques points, son opinion sur la manière dont les sujets chevaleresques du Nord ont pu être transportés dans l'idiome méridional et sur celle dont ces poëmes du Midi ont été ensuite traduits dans la langue septentrionale.

M. Th. de La Villemarqué, qui, dès 1839, avait fait une première édition des *Chants populaires de*

la Bretagne, a introduit dans la science les éléments nouveaux dont on ne trouve pas même l'indication dans l'*Histoire de la poésie provençale.* D'un côté, par les chansons des Bretons, dont il possède maintenant plus de trois mille pièces, il a fourni la preuve qu'à tous les âges les Armoricains avaient eu le don de revêtir des couleurs de la poésie les événements de leur histoire; il a donné en effet, dans son dernier choix, de véritables romances, que celles du Cid ne surpassent ni par la fierté des sentiments ni par l'énergie du trait. D'un autre côté, sous le titre de *Contes populaires des anciens Bretons,* il a traduit et fait connaître, en 1842, une partie des légendes épiques que conservaient les Bretons du pays de Galles, et dont lady Charlotte Guest publie le texte en Angleterre sous leur nom original de *Mabinoghion.* Dans ce recueil, il a trouvé des récits déjà étendus qui ont certainement servi de base aux fictions romanesques de la Table-Ronde; il y a puisé en même temps de justes motifs de croire qu'Arthur et les autres chefs gallois, ayant conservé leur figure historique parmi les Bretons insulaires, ou n'y ayant reçu de la main des bardes qu'un déguisement mythologique, ont subi leur première transformation romanesque chez les Bretons du continent. Cette opinion, que M. Fauriel a vivement repoussée dans son cours, et à laquelle les dissertations de M. de La Villemarqué l'avaient fait revenir, ne résout pas encore toutes les difficultés. A quel point s'est arrêtée l'inspiration originale des Bretons? Voilà la question qu'il importe de poser, et qui pourra recevoir encore bien des solutions diverses avant qu'un esprit ferme l'ait

décidée. Pour se borner à un exemple, il est de toute évidence que le Pérédur des Bretons, courant à la recherche de la chaudière magique où il a aperçu la tête de son cousin, tué par les sorcières, forme le thème à moitié païen sur lequel a été modelé, par des mains chrétiennes, le Perceval des Provençaux, poursuivant, à travers des demeures et des initiations successives, le bassin pareillement merveilleux où est conservé le sang du Christ; mais, s'il fallait admettre que le conte de Pérédur, tel qu'il a été traduit des *Mabinoghion* par M. de La Villemarqué, a été rédigé avant le roman de *Perceval,* toute la démonstration de M. Fauriel croulerait par la base; car déjà, dans le conte, le système de la chevalerie et de la cour d'Arthur paraît organisé, et enveloppe, pour ainsi dire, un fonds plus rude et plus ancien. Accorder ce fonds aux Bretons, qui, par le Poitou, ont dû le transporter aux troubadours pleins des traces vivantes de leurs communications, réserver aux Provençaux l'invention du système chevaleresque, qu'ils ont dû, à leur tour, livrer aux Bretons, c'est ce qu'il faut se plaindre que M. Fauriel n'ait pas accompli avec cette critique à la fois résolue et délicate qui seule peut achever les démonstrations.

Après avoir présenté d'une manière incomplète la transformation des légendes septentrionales dans les romans méridionaux, M. Fauriel a expliqué le retour de ces fictions dans le Nord par une hypothèse dont il est impossible d'omettre l'examen. Quelques chansons composées par Rambaud de Vaqueiras et par Gaucelm Faydit, en langage mi-partie de provençal et de français, à la fin du douzième siècle,

près de cinquante ans avant que le comte Thibaut eût naturalisé dans l'idiome du Nord les rhythmes du Midi, ont conduit le savant historien à penser que, puisque les troubadours avaient rimé les premiers vers lyriques de la langue d'oil, ils devaient aussi en en avoir rédigé eux-mêmes les premiers chants épiques. Il appuie cette conjecture et il termine son livre par une des plus singulières erreurs où un érudit ait pu tomber.

L'imitateur allemand de notre roman de *Perceval,* Wolfram d'Eschenbach, a déclaré que l'auteur suivi par lui était un nommé « Kyot, *Provençal,* qui avait écrit son poëme en *français* (1). » Voilà, s'écrie M. Fauriel, les Provençaux qui, de l'aveu des contemporains, vers la fin du douzième siècle, ont écrit leurs poëmes dans l'idiome du nord de la France ! Il ne fixe qu'un instant son attention sur ce nom assez étrange de *Kyot,* où il a raison de voir une forme germanisée de Guyot. Le nom de Guyot est en effet assez célèbre dans l'histoire littéraire du moyen âge; mais il appartient à un poëte dont la biographie bien connue n'aurait pas dû permettre la méprise. Un trouvère le portait qui, vivant à la fin du douzième siècle et au commencement du treizième, entreprit le pèlerinage de Jérusalem, parcourut l'Europe et dut se faire connaître des Allemands non-seulement par ses voyages, mais surtout par le poëme de *la Bible,* où l'auteur, quoique bénédictin, avait com-

(1) Kyôt ist ein Provencâl.
....
Swaz er *en francoys* da von gesprach.
(*Parcival* de Wolfram d'Eschenbach, édit. de Lachman.)

posé la satire des princes et des moines de son siècle. Ce trouvère, qui, malgré sa réputation, semble avoir été ignoré de M. Fauriel, a pu aisément tromper un Allemand du treizième siècle. Il s'appelait Guyot de Provins. Wolfram, entendant ce nom et étant peu édifié sur la géographie de la France, a facilement changé Guyot de Provins en Guyot de Provence, et c'est ainsi qu'il a pu dire qu'un Provençal avait écrit un poëme en francais. Il mettait d'autant moins de soin à vérifier sa propre assertion que les épiques du moyen âge, habitués par une vieille tradition à défigurer les sources où ils puisaient, citaient ordinairement les noms qui pouvaient le plus accréditer leurs ouvrages, et non pas ceux des véritables auteurs, qu'ils ne copiaient jamais sans les altérer beaucoup. Gardons-nous donc bien, d'après le témoignage corrigé de Wolfram, d'attribuer à Guyot de Provins un *Perceval* sur lequel nous n'avons pas d'autres indications; il faut seulement nous étonner que M. Fauriel ait pu se laisser égarer par une erreur géographique, ajoutée légèrement à une supercherie qu'il a lui-même relevée si souvent, avec raison, dans d'autres manuscrits. M. Diez, plus excusable peut-être, était déjà tombé dans cette faute en rédigeant une note de son livre sur la poésie des troubadours; il a sans doute contribué à égarer M. Fauriel, quoiqu'il fasse en même temps au dialecte champenois, qui était précisément celui de Provins, résidence des comtes de Champagne, une allusion qui, pour un Français, aurait dû être un trait de lumière.

Si M. Fauriel a pu s'abuser à ce point dans le sujet principal de ses études, il n'est pas surprenant

que, dans les autres parties où il portait un moindre intérêt, il ait laissé des imperfections regrettables. Ce qu'il dit de la poésie lyrique des troubadours est en soi fort judicieux et vient parfaitement en aide à la thèse importante à laquelle il a tout subordonné; mais il ne semble pas que ce soit faire assez de cas de ces admirables chansons, germe de tout le système poétique des modernes, que de les traiter accessoirement et comme en passant. Quel que soit le plaisir qu'un esprit original et délicat éprouve à étudier l'origine des littératures, on ne peut concevoir que cette recherche dispense de l'examen des monuments qu'elles produisent à l'instant de leur pleine fécondité, et qui fixent réellement leur rang dans le souvenir des hommes. Non-seulement les chansons de la Provence sont les créations les plus parfaites de son génie, mais, on peut le dire hardiment, elles ont ouvert cette grande ère, féconde en chefs-d'œuvre immortels, que notre orgueil oppose justement à tout ce que les anciens ont produit de plus accompli; ce sont elles qui ont déterminé les rhythmes auxquels les peuples de l'Europe, rendue à elle-même, ont accordé leurs premiers sentiments, leurs premières pensées; ce sont elles qui ont marqué la cadence sur laquelle le chœur des nations a recommencé à chanter ses passions renaissantes, à exprimer son intelligence retrouvée. M. Fauriel n'a point assez considéré ces chansons, d'abord en elles-mêmes, ensuite dans les imitations qui en ont été faites immédiatement par les autres peuples.

M. Fauriel a classé les troubadours suivant le genre de chansons où chacun d'eux s'est distingué. Cette

classification lui a si peu réussi qu'il a pu l'épuiser sans parler de Giraud de Borneil et d'Arnaud Daniel, dont il avait cependant annoncé le parallèle, et qui, nous l'avons dit, sont à des titres divers les auteurs les plus renommés de chansons provençales. Le savant écrivain n'aurait pas été exposé à ce grave inconvénient si, poursuivant l'idée qu'il s'était faite du génie particulier des diverses provinces méridionales, et la corrigeant un peu, il s'était donné le temps de grouper les troubadours d'après les pays qui les ont vus naître. Il serait arrivé ainsi à tracer le tableau curieux des principaux foyers où la poésie provençale a été cultivée et des migrations successives qu'elle semble avoir faites des uns aux autres. On voit très-clairement que ces foyers sont distincts, et que quelques-uns s'éteignent plus vite ou brillent plus souvent que les autres. Dans les uns, c'est l'aristocratie qui semble chargée de la culture littéraire; dans les autres, elle la partage avec le clergé et la bourgeoisie; dans d'autres enfin, le peuple seul l'entretient. L'étude de toutes ces différences contrarie quelquefois les inductions de M. Fauriel.

Le troubadour qu'il nomme d'abord, le comte de Poitiers, emploie, dès la fin du onzième siècle, la langue provençale dans un pays où l'on ne s'attend pas à en voir le premier éclat, et il est remarquable qu'après Guillaume IX, non-seulement dans le Poitou, sa résidence, mais encore dans la Saintonge et dans la Guyenne, parties considérables de ses États, la noblesse seule cultive la poésie provençale, qui, si on en juge par cet indice sûr, n'y est ainsi qu'un

objet de luxe, réservé à la société polie. Au contraire, au commencement du douzième siècle, c'est par le peuple même que, sur deux frontières opposées de la France méridionale, la Gascogne et l'Auvergne s'associent à l'enthousiasme nouveau de la poésie des troubadours. D'un côté Cercamons, Macabrus et Peire de Valeira, de l'autre Pierre d'Auvergne, ouvrent la carrière où ces deux provinces vont se signaler. Il y a encore cette différence qu'en Auvergne, après Pierre, que les biographes nous représentent comme un homme lettré, appliquant à la langue moderne les ornements de l'art antique, la noblesse paraît presque seule composer la liste des troubadours, même bien avant dans le treizième siècle, tandis qu'en Gascogne toutes les classes continuent à la grossir. De ces indications il ne faut pas conclure, comme M. Fauriel l'a fait, qu'au-dessus de l'Aveyron et des Cévennes la poésie méridionale n'était que le passe-temps élégant des cours; car dans ces limites mêmes, entre la zone orientale que forment l'Auvergne et le Velay et la zone occidentale du Poitou, de la Saintonge et de la Guyenne, se place une contrée intermédiaire, composée des trois provinces du Limousin, du Périgord et du Quercy, qui ont vu leur bourgeoisie, leur peuple même lutter avec la noblesse de vers, de chansons et d'esprit. Dans le Limousin, pendant que le terrible baron Bertrand de Born chante les guerres qu'il renouvelle sans cesse, Giraud de Borneil sort de la condition la plus basse pour faire les plus belles chansons d'amour, et Bernard de Ventadour apprend auprès du four de son père la langue qui le fait bril-

ler à la cour de ses maîtres, en Espagne, en Italie : d'un côté, les seigneurs d'Uissel se réunissent pour composer les airs et les vers des chants qui rendent leur noble famille célèbre; de l'autre, les joyeux bourgeois d'Uzerche, Gaucelm Faydit et Hugues de la Bazelaria, répandent dans leur ville et jusque dans la Lombardie le renom de leur esprit courtois et plaisant. Le Périgord même, qui, avec le gentilhomme Arnaud Daniel, met le comble aux difficultés et aux raffinements de la versification méridionale, produit des ouvriers comme Élias Cairel, assez heureux pour faire briller jusqu'en Grèce l'éclat de la poésie qu'ils ont apprise dans les boutiques de la ville de Sarlat. Ainsi, dès la fin du douzième siècle, au-dessus des frontières que M. Fauriel a tracées, on voit le peuple non-seulement s'associer à la noblesse pour cultiver la poésie provençale, mais encore lui en disputer la palme, et, s'il faut en croire le témoignage des contemporains sur Giraud de Borneil, la lui enlever.

Au-dessous des limites que nous venons d'indiquer restent encore deux foyers qui, pour avoir été dans une communication constante, sont néanmoins demeurés distincts. La Provence d'un côté, le Languedoc de l'autre ont eu leur génie propre; encore, dans chacune de ces deux provinces, la poésie méridionale a-t-elle eu successivement ou à la fois divers siéges préférés. Sur la rive gauche du Rhône, elle semble briller d'abord à la cour des comtes de Vienne, à celle de la comtesse de Die, auprès des comtes de Forcalquier et des marquis d'Aups, chez les seigneurs des Baux, souverains

d'Orange, et peu à peu dans la bourgeoisie des villes de Sisteron, de Cavaillon, de Tarascon, de Marseille; sur la rive droite du Rhône, elle se partage également entre l'aristocratie et la bourgeoisie dans les diverses parties du Languedoc, dont Toulouse et Montpellier forment les deux centres les plus importants. Entre les troubadours de ces pays différents, on peut, par la seule biographie, reconnaître des distinctions caractéristiques. Que sera-ce si à l'étude de la vie des poëtes on joint celle de leurs œuvres? Toutes les villes du midi de la France qui, placées si loin de Paris, ont perdu peu à peu leur originalité avec leur importance, avaient au moyen âge une physionomie piquante et personnelle; la bourgeoisie de chacune d'elles était peinte par les troubadours sous des couleurs particulières, avec des épithètes tranchées, dont on peut voir encore la nomenclature dans le petit livre de Jean de Nostredame. C'est ainsi qu'en Italie, en allant d'une cité à l'autre, on voit encore aujourd'hui changer les mœurs, les paroles, les visages même, qui gardent la trace ineffaçable des divisions d'un pays partagé entre mille races différentes. M. Fauriel a-t-il dit quelque chose des diversités toutes semblables qu'on trouve dans la littérature et dans l'histoire de la Provence et du Languedoc? Non-seulement il ne s'est pas arrêté à les considérer, mais, tout en se servant partout du nom de Provençaux, il n'a cité, à l'exception de Rambaud de Vaqueiras, que des poëtes nés hors des frontières de la Provence proprement dite. Il a donné le titre d'*Histoire de la poésie provençale* à un livre où ne figurent que des troubadours languedociens. A

Toulouse, on blâmera le titre de l'ouvrage; à Aix, avec plus de raison encore, on se plaindrait de l'ouvrage même.

Voilà tout ce que M. Fauriel a négligé, en faisant aussi petite que possible la part de la poésie lyrique du midi de la France. Sous prétexte d'étudier dans la poésie épique l'élément le plus profond et le plus intéressant de l'histoire littéraire, il a perdu l'occasion de peindre, par la diversité du génie des troubadours, la variété de toutes ces provinces méridionales dont la civilisation faisait cependant le fond même de ses recherches. Trop indifférent pour les grands foyers de la culture méridionale, il n'est pas étonnant qu'il l'ait été plus encore pour la personne même des troubadours. Il reste à élever à la mémoire de ces premiers poëtes du monde moderne un monument complet, où le souvenir des petits soit conservé à côté de la gloire des grands. Alors même qu'on imprimerait les volumineux recueils de M. de Sainte-Palaye, on n'aurait pas encore donné au public tout ce qui nous reste des troubabours. Déjà j'ai remarqué que ce savant, ayant sans doute fait prendre ses copies à la hâte et par procureurs, n'avait point mis à profit dans la bibliothèque vaticane les manuscrits, plus curieux du reste qu'importants, de Bartolomeo Casassagia, et dans la bibliothèque Laurentienne les deux grammaires plus précieuses pour nous que les poésies dont elles sont accompagnées. Si je ne craignais d'ajouter à ces observations des impressions trop personnelles, je pourrais montrer que c'est surtout à Modène qu'il paraît avoir été mal servi. Après avoir employé tout

ce qu'une curiosité extrême peut inspirer de démarches et d'efforts, je n'ai pu obtenir d'un gardien très-complaisant de la bibliothèque d'Este que la permission de parcourir à la hâte quelques-uns de ses catalogues. Pour qu'un jour un Français fût admis à consulter ce dépôt, dont on est loin d'avoir épuisé les richesses, je souhaitai qu'il fût possible de former quelque traité d'alliance littéraire avec la dynastie de Modène. L'occasion s'en offre sans doute en ce moment dans l'avénement d'un prince qui n'aura point vu en vain à Munich le goût du souverain encourager l'essor des arts et des lettres. Déjà, en fixant rapidement mes souvenirs, j'ai pu recueillir à Modène quinze ou vingt noms de troubadours qui ne figurent dans aucune autre collection. Je me suis aussi convaincu que les manuscrits de cette bibliothèque, autrefois gardés à Ferrare, avaient fourni au Bojardo et à l'Arioste toutes les diverses branches de notre épopée chevaleresque. Comme les bibliothécaires de l'Italie ne distinguent pas ordinairement les romans écrits en provençal de ceux qui sont composés en vieux français, je n'ai pu, il est vrai, d'après les catalogues, m'assurer d'une manière définitive si les poëmes conservés à Modène appartenaient à l'un ou à l'autre des deux idiomes, entre lesquels la France se partageait autrefois. Cependant j'en ai vu assez pour oser inviter M. Galvani à recommencer sur ce sujet les recherches qu'il assure n'avoir pas été favorables à l'épopée provençale.

Pour rendre aux troubadours un hommage complet, M. Fauriel n'aurait même pas dû se contenter, à ce qu'il me semble, de faire relever les beaux ma-

nuscrits de l'Italie; il aurait dû présenter le tableau des imitateurs et des successeurs qu'ils ont eus, je ne dis pas en Provence, où leur gloire, malgré les efforts du génie local, paraît s'être bien vite obscurcie, mais dans les pays étrangers. J'omets l'Angleterre, dont la cour, séjournant dans le midi de la France durant la seconde moitié du treizième siècle, établit des rapports continuels entre les poëtes anglo-normands et ceux du Limousin. J'omets encore l'Allemagne, dont deux empereurs, Frédéric I[er] et Frédéric II, l'un au milieu du douzième siècle, l'autre au commencement du treizième, encouragèrent, imitèrent même, dit-on, la poésie provençale, florissante alors non-seulement dans le pays d'Arles, revendiqué par eux, mais dans la Lombardie et dans tout le reste de l'Italie, théâtre ordinaire de leurs expéditions et de leur politique. Je ne parlerai même pas de l'Italie, dont les principales villes, surtout dans le nord, Gênes, Massa, Casal, Mantoue, Ferrare, Venise, donnèrent des rivaux aux chanteurs de Marseille et de Toulouse. Je m'attacherai aux troubadours espagnols, sur lesquels l'attention s'est particulièrement fixée dans ces dernières années, et qui nous conduiront à faire sur le livre de M. Fauriel quelques remarques importantes.

Le savant auteur a nommé, parmi les poëtes qu'il rattache à l'école de Toulouse, Guillaume de Cabestaing, ce cavalier de Roussillon dont le cœur fut servi à sa dame, dans un affreux festin, par un mari révolté contre les mœurs nouvelles de la chevalerie. M. Fauriel aurait dû voir dans cette exécution cruelle l'accueil fait par la jalousie espagnole à la

civilisation provençale, que, dès la fin du douzième siècle, la maison de Catalogne et d'Aragon s'efforçait de naturaliser au midi des Pyrénées, pour mieux assurer sa domination sur les deux versants de ces montagnes. Lorsque l'Espagne chrétienne eut dompté les Maures, qui entretenaient dans ses peuples, avec les héroïques vertus, les usages encore rudes de la guerre, les royaumes adoptèrent successivement les habitudes élégantes dont Guillaume de Cabestaing avait été la victime. Le contemporain de ce malheureux troubadour et, suivant les chroniques, son vengeur, le roi Alphonse II, avait fait asseoir la poésie avec lui sur le trône d'Aragon. En Castille, on voit, à la fin du treizième siècle, le roi Alphonse X recommander par son testament un livre des troubadours, *Dos Cantares*, dont on chantait les hymnes dans l'église, et qu'on déposait sur l'autel aux grandes cérémonies avec l'encyclopédie rédigée par Vincent de Beauvais sous l'inspiration de saint Louis. En Portugal, c'était à la même époque qu'un troubadour de Cahors, Aymeric d'Ébrard, enseignait au roi Denis à tourner des vers provençaux, et fondait à Lisbonne, dont il devint archevêque, la célèbre université transportée en 1308 à Coïmbre. Vers la fin du quatorzième siècle, la Péninsule entière, commençant à cultiver les arts de la paix, s'associa au goût déjà ancien de ses princes pour la poésie provençale, ranimée, dans ces divers royaumes, par l'imitation de l'*Institut du gai savoir* de Toulouse. De cette époque datent quelques manuscrits inestimables que Paris possède et qui renferment les œuvres choisies des derniers successeurs des troubadours.

Les chants les plus curieux que les troubadours d'Aragon, de Catalogne et de Valence aient produits sont conservés à la bibliothèque du roi dans un *Cançoner d'Amor* formé des poésies de près de quarante poëtes. Ce recueil a aussi porté le nom et renferme les vers étudiés d'Ausias March, le plus illustre élève que les Provençaux aient eu au midi des Pyrénées, auteur si fameux en Espagne que, malgré les changements survenus dans le goût de l'Europe à la fin du seizième siècle, il était expliqué comme Virgile lui-même aux enfants de Philippe II. Les troubadours castillans nous sont connus par deux manuscrits principaux, par le *Cancioniero*, auquel Juan Alfon de Baena, écrivain et poëte du roi Jean II, a donné son nom, recueil de poésies faites à la cour d'Henri III à la fin du quatorzième siècle, et par le *Vergel de Pensamiento*, compilation formée, en 1494, de tous les vers dont Juan de Mena et ses rivaux berçaient la faiblesse de Juan II. Les Portugais ont eu aussi deux collections. Dans le débris d'un *Cancioniero* du quatorzième siècle retrouvé parmi les manuscrits du collége des nobles de Lisbonne, et imprimé en 1823 par les soins de sir Charles Stuart, sont contenues des imitations si expresses des Provençaux que les auteurs n'en ont pas même été nommés. Dans le *Cancioneiro* dont nos bibliothèques envient l'exemplaire presque unique à M. Ternaux-Compans, et que publia en 1516 à Lisbonne Garcia de Resende, cousin peu lettré du fameux André de Resende, le restaurateur des études classiques du Portugal, on trouve des extraits d'environ trois cent soixante troubadours appartenant presque tous au quinzième

siècle, comme la plupart de ceux qui ont fleuri dans les autres royaumes de la Péninsule. Tous ces recueils, où les derniers reflets de la poésie chevaleresque des Provençaux se mêlent à chaque instant au premier éclat de la poésie mythologique des Italiens, ont le mérite particulier de caractériser d'une manière nouvelle le quinzième siècle, que les historiens du génie moderne s'accordent à représenter comme stérile, et qui, au contraire, après les grands efforts des esprits d'élite, nous montre partout la foule inspirée et devenue capable, à son tour, d'exprimer ses sentiments.

Dans ces courses espagnoles, où M. Fauriel aurait dû chercher surtout des éléments pour écrire une histoire complète de la chanson provençale, il aurait encore rencontré des sujets de douter d'une opinion qu'il a avancée trop résolûment, et dont l'examen terminera nos longues observations. Un peu dédaigneux pour la poésie lyrique des troubadours, le savant professeur est tout à fait incrédule à l'endroit de leur poésie dramatique. Il se contente d'affirmer brièvement, et sans autre considération, que jamais les Provençaux n'ont rien eu qui ressemblât à un théâtre. Jean de Nostredame, qui écrivait, au milieu du seizième siècle, sur des matériaux évidemment perdus pour nous, assure au contraire que les troubadours ont composé des tragédies et des comédies, dont il va jusqu'à donner les titres. Il est vrai qu'en les citant il commet des anachronismes si manifestes qu'il semble mériter, au premier abord, de perdre toute confiance. C'est ainsi, par exemple, qu'il attribue à Arnaud Daniel,

poëte de la fin du douzième siècle, cinq tragédies sur les crimes et sur les malheurs de la reine Jeanne de Naples, qui vivait au milieu du quatorzième siècle. Une erreur semblable, accompagnée de tant d'autres méprises non moins singulières, a ébranlé justement, nous en convenons, le crédit du compilateur méridional. Cependant M. Fauriel lui-même a bien marqué quel parti on pouvait tirer des fautes de ce procureur au parlement de Provence, et jusqu'à quel point son témoignage pouvait être agréé. Nostredame a écrit que Richard Cœur de Lion, partant pour la croisade, avait reçu à Marseille, de la fille du comte Raymond Bérenger, un roman provençal sur les amours de Blandin de Cornouailles; comme Richard était mort à la fin du douzième siècle, que Raymond Bérenger vivait au milieu du treizième, que le roman de *Blandin de Cornouailles* demeurait inconnu, la critique n'avait pas de peine à convaincre l'historien de mensonge. Cependant, le roman de *Blandin de Cornouailles* ayant été retrouvé de nos jours dans la bibliothèque de Turin, M. Fauriel a reconnu qu'un neveu de Richard Cœur de Lion, Richard de Cornouailles, facilement confondu avec son oncle par un biographe peu exact, s'était en effet embarqué à Marseille pour la Syrie, en 1240, époque où il est très-vraisemblable qu'il ait vu le comte Raymond Bérenger, et reçu un roman des mains de sa fille. C'est dans cette mesure que Nostredame a dû tromper ses lecteurs aux endroits où il les trompe, c'est avec ces corrections qu'il doit être entendu. Le mensonge même a des lois qui le tiennent toujours dans un certain voisi-

nage de la vérité. Rien n'est plus difficile et plus rare que l'invention d'un fait dénué de toute espèce de fondement véridique. Nostredame a vu, je n'en saurais douter, des tragédies empruntées à la vie orageuse de Jeanne de Naples, composées même probablement par un auteur qui aura porté le nom fort répandu d'Arnaud, et que le biographe, entraîné par son double penchant à tout simplifier et à tout agrandir, aura confondu avec le célèbre troubadour de Périgord.

Pour montrer comment le génie de la Provence aurait pu arriver peu à peu jusqu'à ces grands développements, les indications ne manqueraient pas. Des témoignages nombreux nous assurent que, dans les siècles les plus obscurs, à côté des jongleurs, subsistaient toujours les mimes. Les jongleurs n'étaient-ils pas eux-mêmes, dans un certain sens, des comédiens? Quand il s'en trouvait plusieurs réunis autour d'un troubadour, ou dans la salle d'un château, n'était-il pas naturel qu'ils passassent du chant au dialogue, dont le tenson était déjà une forme usitée? Souvent les termes dont se servent les biographes ou les poëtes, lorsqu'ils parlent des jeux des jongleurs, se prêteraient à cette interprétation. A la tradition directe de la société antique se joignaient les innovations du clergé chrétien. C'est dans le midi de la France, M. Fauriel en convient, que les prêtres imaginèrent de très-bonne heure de mêler les pompes du théâtre à celles de l'église, et de donner les représentations sacrées qui, au-dessus de la Loire, ont produit les *mystères*, et que perpétuent, en Provence et en Languedoc, ces processions figurées et

dramatiques, presque aussi recherchées de nos jours qu'au temps du roi René. Quelques-uns des premiers drames ecclésiastiques de la Gaule méridionale ont été conservés par l'écriture; le mystère *des Vierges sages et des Vierges folles* est un exemple connu de tout le monde. Si M. Magnin, qui vient d'y découvrir quatre mystères en un seul, publie la suite de ses savantes recherches sur les origines du théâtre moderne, il versera la lumière sur ces points, qu'il nous suffit d'avoir indiqués.

Ce drame provençal, dont je ne saurais mettre l'existence en doute, me paraît surtout s'être communiqué à l'Espagne sous sa double forme cléricale et mondaine. Les *autos sacramentales,* dérivés à la fois de nos processions et de nos mystères, étaient en général précédés de pantomimes presque intelligibles et d'exhibitions de figures fantastiques, restes de cérémonies très-anciennes, probablement communes jadis à toutes les populations méridionales. A côté de la scène ecclésiastique, la scène profane prit, au midi des Pyrénées, un développement précoce par les soins de ces troubadours espagnols dont nous signalions tout à l'heure les recueils, et qui, en cela comme dans tout le reste, devaient n'être que des imitateurs des troubadours provençaux. Je laisse de côté la littérature portugaise et Gil Vicente, qui feraient le sujet d'une étude particulière, et dont on sait que les racines principales sont, dans notre vieille France. Le *Cançoner d'Amor* des Catalans, composé dans la seconde partie du quinzième siècle, contient, mêlée aux poésies lyriques, une pièce longue et curieuse qui a pour titre: *Chants*

de la comédie de la Gloire d'Amour. La forme en est semblable à celle de presque toutes les compositions dramatiques du moyen âge, et, jusqu'à un certain point, à ce que nous conjecturons des commencements du théâtre grec. Un personnage principal et raisonneur, qui s'appelle l'*acteur*, interroge tantôt la dame, tantôt l'amant. Il répand à profusion, dans ce dialogue trop simple et trop prolongé, les sentiments raffinés qui sont l'héritage des troubadours, et les allusions qui, tantôt par Fiammetta et par Briséis, fille de l'évêque de Troie, rappellent les romans de Boccace, tantôt par Arthur et par Lancelot se rapportent aux romans anonymes de la France. En atténuant l'excès des développements, en retranchant les souvenirs de la littérature italienne, on aurait une comédie galante telle qu'on a pu en représenter, dès le treizième siècle, dans les cours du Languedoc et de la Provence. Le manuscrit qui nous a conservé cet exemple intéressant fournit d'autres dialogues plus courts, qui, soit qu'ils aient lieu entre deux êtres symboliques comme le cœur et le corps, soit qu'ils mettent en présence un troubadour et l'Amour, ont pu être l'objet d'une représentation plus semblable sans doute aux premiers essais dramatiques des Provençaux.

Après ces sujets de galanterie en quelque sorte idéale et abstraite, on lit dans les recueils des troubadours espagnols d'autres ouvrages d'un caractère fortement historique, et qui donnent, ce me semble, une idée exacte de ce qu'ont pu être les tragédies attribuées par Nostredame à Arnaud Daniel. Le *Vergel de Pensamiento*, où se trouve aussi une traduc-

tion castillane de cette *Dispute de l'âme et du corps*, alors fort en vogue en France, et jouée au cimetière des Innocents après la grande pièce de la *Danse macabre*, nous offre, sous une forme dramatique assez relevée, le tableau des discordes déchaînées dans les cours espagnoles au commencement du quinzième siècle. Cette œuvre a pris, sans doute de son auteur, le nom de *Comedieta de Ponça*. A la place de l'acteur sans nom qui représente le poëte lui-même dans les ébauches plus anciennes du moyen âge, on voit paraître dès l'abord *micer J. Boccacio de Certaldo, illustre poeta florentino*, assez singulièrement appelé « l'historien des accidents de la destinée humaine. » C'est le raisonneur obligé, mais cette fois poétique, qui précède les autres personnages et engage la conversation avec eux. Il introduit une des plus turbulentes familles de rois que l'Espagne ait enfantées. Éléonore d'Albuquerque, qui, de la condition privée, s'éleva jusqu'au trône d'Aragon en épousant Ferdinand le Juste, éprouva ces grandes alternatives de succès et de malheur que la fortune envoie à ses favoris. Après avoir perdu inopinément son mari dans les premières années du quinzième siècle, elle put s'enorgueillir de voir ses deux filles épouser les deux rois de Castille et de Portugal, ses deux premiers fils recevoir, par hérédité et par mariage, les deux sceptres d'Aragon et de Navarre, tandis que ses deux derniers enfants, établis en Castille auprès de la reine leur sœur, y devenaient pour un temps les maîtres même du roi. Cependant cette femme, qui couvrait ainsi de ses rejetons tous les trônes de l'Espagne, trouva dans ses triomphes des sujets de

déplaisirs mortels. La cour de Castille, où régnait son gendre, le faible Juan II, et qui, plus riche et plus puissante, était le centre de toutes les intrigues de la Péninsule, avait pour tyran ou pour défenseur Alvar de Luna, ce favori que les vers de Juan de Mena et l'échafaud ont rendu célèbre. C'est contre sa domination que les infants d'Aragon, malgré l'appui des rois leurs frères, vinrent se briser après une lutte soutenue, pendant près de dix ans, par la ruse et par les armes. Ces longues querelles sont retracées par la *Comedieta de Ponça*, avec des couleurs d'un éclat parfois admirable, dans un cadre plus savant qu'on ne pourrait l'attendre d'un troubadour du quinzième siècle. Comme une autre Hécube, la reine Éléonore nous fait ressentir, à travers ses angoisses et ses larmes, les malheurs de ses enfants. Pour rappeler encore l'antiquité, le dénoûment est renfermé dans un long récit, qui est plein des plus beaux traits épiques, et que suit la mort de la reine-mère. Enfin, au prologue, où a figuré Boccace, est opposée une sorte d'épilogue; la Fortune s'avance, accompagnée des grands rois du temps passé, et s'efforce de consoler les infantes et les reines par l'annonce des prospérités à venir. Cette prophétie, faite avec tout l'enthousiasme du patriotisme espagnol, frappe d'autant plus qu'à l'insu du poëte, et certainement sans qu'il ait pu assister à cet événement, l'héritier de l'un des rois battus par Alvar de Luna, Ferdinand le Catholique, réunit bientôt tous les royaumes divisés de l'Espagne dans la main d'un petit-fils d'Éléonore d'Albuquerque.

Voilà une véritable tragédie historique, écrite au

milieu du quinzième siècle bien avant tous les essais classiques qui passent pour avoir donné naissance au théâtre moderne. Comme dans les tragédies latines que Mussato composait en Italie avant la naissance de Pétrarque, comme dans celles plus anciennes peut-être que conservent les manuscrits de la bibliothèque Saïbante de Vérone, on rencontre dans l'ouvrage vraiment remarquable de l'auteur espagnol beaucoup plus de narrations épiques, beaucoup plus de plaintes lyriques que de ces mouvements et de ces passions qui font, à nos yeux, le principal mérite du drame. A cette inexpérience des effets scéniques, et sous cette forme mêlée de la chanson et de l'épopée, qui ne reconnaîtrait le système et l'œuvre des troubadours? C'est cette même naïveté élégante et fière tout ensemble qu'on a dû admirer dans les tragédies provençales composées sur la reine Jeanne de Naples, et dont je ne saurais me défendre ni d'affirmer la réalité ni de regretter la perte.

Si, à l'âge où les opinions se réforment encore aisément, M. Fauriel avait connu les monuments curieux que renferment les manuscrits espagnols, sans doute il ne se fût guère plus laissé émouvoir par l'absence de nos tragédies provençales qu'il n'a été arrêté par la rareté des romans provençaux. Comme il a retrouvé, avec l'épopée des méridionaux, un premier âge de leur génie, de même, j'aime à le croire, il aurait pensé à en étudier un troisième âge, consacré à un certain développement dramatique. S'il avait pris ainsi à la fin de la poésie provençale cet intérêt de curiosité et d'érudition qui l'a porté à en renouveler les commencements, il aurait bien

fallu qu'il donnât à l'époque intermédiaire des troubadours la considération qu'elle mérite. Il eût fait de cette manière une œuvre complète, et personne plus que lui n'était capable de dire, avec une hardiesse ingénieuse et mesurée, le dernier mot d'une science qu'il a véritablement inaugurée. Né pour explorer les origines, il a été trop frappé du premier résultat qu'il obtenait de leur étude; il s'y est trop complu, et a perdu la meilleure occasion de montrer toute leur importance, en négligeant de faire voir quelle lumière elles répandaient sur toute la série des monuments postérieurs. Quoique sa vie ait été pleine, laborieuse et modeste, il n'a pas vécu assez pour compléter, par l'examen des matériaux qui se produisent maintenant de toutes parts, les idées mêmes sur lesquelles il avait porté tout l'effort de sa pensée. Il n'a pas connu sous toutes ses faces et dans tous ses accidents cette question de l'épopée provençale qu'il avait si heureusement posée, ou, lorsqu'il l'a entrevue tout entière, il n'a plus eu le temps de la traiter de nouveau. Cherchant toujours la solution de ce problème dont il ne tenait pas toutes les données, il n'a apporté qu'une attention distraite au jugement des troubadours, dont il avait toutes les pièces réunies dans ses mains, et il a refusé d'accorder même un regard au problème intéressant de la création du théâtre moderne, dont les sources étaient ouvertes devant lui.

Défenseur passionné des titres poétiques de la France méridionale et de ses droits à la reconnaissance des nations civilisées, M. Fauriel a ainsi épuisé, dans une discussion trop étroite, les grandes ri-

chesses qu'il semblait avoir amassées pour tracer d'une main ferme cette histoire progressive de la poésie provençale, dont nous nous sommes efforcé de trouver le plan véritable, et de signaler quelques documents peu consultés. S'appesantissant trop sur le point où il avait fait porter toute la charge de son érudition, il ne s'est point borné à constater l'origine méridionale de la chevalerie et des romans qui la peignent; il a presque nié, contre l'aveu formellement exprimé dans la grammaire de Raymond Vidal, que l'épopée se soit plus largement développée dans le nord que dans le midi de la France. N'eût-il pas mieux plaidé la cause de la Provence en faisant voir jusqu'à quel point de grâce, de force, de perfection en quelque sorte anticipée la langue française s'était élevée, durant le grand siècle de saint Louis, par ses belles versions des épopées provençales? N'eût-il pas ajouté des traits nécessaires au tableau de la poésie méridionale s'il eût pris le temps d'en montrer les imitateurs donnant en Italie les formes suprêmes de l'art aux chansons de ses troubadours, en Espagne une suite illustre à ses drames perdus? N'eût-il pas offert un spectacle complet et bien digne de piquer son ambition s'il eût peint ainsi les trois peuples qui passent pour avoir marqué leur génie original dans les trois grands genres de la poésie moderne, les Français dans le roman chevaleresque, les Italiens dans la poésie lyrique, les Espagnols au théâtre, recevant l'inspiration première et le germe fécond de ces Provençaux qui, après avoir tout possédé, tout inventé, tout donné à leurs voisins plus tardifs et plus heureux,

achèvent de perdre, sous nos yeux, jusqu'à leur langue, jusqu'à leur nom au sein d'une nation rattachée par eux à la civilisation antique? C'est là en effet, nous le croyons, tout ce que devrait présenter une histoire parfaite de la poésie provençale. Pour juger jusqu'à quel point M. Fauriel aurait pu approcher du but, peut-être conviendrait-il d'attendre la lecture de ses cours sur la langue italienne et sur la poésie espagnole; mais si, même avec ces compléments nécessaires, il n'avait point encore rempli toutes les conditions que nous avons indiquées, il faudrait s'en prendre beaucoup moins à son esprit, qui joignait l'étendue à la pénétration et la force à la prudence, qu'à l'enseignement lui-même, qui se plaît aux problèmes successivement posés, séparément résolus, et qui ne laisse pas toujours assez de calme et de suite aux graves expositions de l'histoire. Pour peu qu'on ait eu l'occasion de connaître les limites que la parole donne à la pensée, on ne peut qu'admirer un professeur dont les leçons, imprimées après lui, sans qu'il ait pu apporter une correction ou ajouter une note à des opinions souvent modifiées par l'impression de l'auditoire, forment encore la base solide d'une science nouvelle. Aussi ne finirai-je point sans m'excuser d'avoir fait de si longues réserves au sujet d'un livre que sa méthode suffirait pour recommander comme un modèle excellent, alors même que les résultats qu'il contient ne seraient pas justement comptés parmi les nouveautés les plus piquantes et les plus incontestables de la critique moderne.

ÉTUDE

SUR

LA MAISON DE STUART.

ÉTUDE

SUR

LA MAISON DE STUART.

I.

Les Stuarts et les Bourbons.

Stuart est le nom sous lequel est connue en France la maison de Stewart, qui donna, en ligne directe, neuf souverains à l'Écosse et quatre à l'Angleterre. C'est surtout dans la biographie de ces derniers que se rencontrent les événements qui doivent fixer l'attention, comme se rattachant au mouvement de l'histoire générale de l'Europe. Cependant il y a deux raisons principales pour considérer avec quelque soin celle des premiers : d'une part, elle est liée à l'histoire de notre pays par une étroite communauté d'intérêts et de destins; de l'autre, elle peut servir à montrer que cette fatale famille des Stuarts, depuis le jour où elle mit la couronne sur sa tête jusqu'à celui où une révolution l'en fit tomber, poursuivit pendant plus de trois cents ans le même dessein, plus persévérante dans sa longue existence qu'un seul homme dans sa courte vie, et succombant, à la fin du dix-septième siècle, par l'idée qui avait fait sa fortune au commencement du quatorzième.

On a souvent comparé les Stuarts aux Bourbons ; il y a, en effet, entre les uns et les autres d'étonnantes similitudes d'aveuglement, de revers, de retour et de catastrophe ; mais les Bourbons ont eu à la fois plus d'éclat et plus d'inconstance. Parmi les Stuarts, il ne s'est jamais rien trouvé d'aussi grand que Henri IV, rien d'aussi glorieux que Louis XIV. Il est à croire que, si les circonstances ou la prédestination de leur race leur avait permis de produire de pareils princes, ils régneraient encore aujourd'hui sur la nation anglaise, qui, tout absorbée dans les intérêts de son commerce et de ses colonies, est lente à se passionner pour de pures opinions. Cependant les Bourbons n'ont pas eu, sous tous les rapports, cette unité de plan qui donne en quelque sorte plus de grandeur à la maison moins illustre, mais plus obstinée, des Stuarts.

Lorsque Henri IV monta sur le trône de France, il y arriva par un droit plus légitime que celui de la naissance, plus puissant que celui des armes. Personne n'était plus capable de sauver son pays, ni plus digne de le gouverner. Représentant sensé des idées qui s'étaient produites au seizième siècle, sa destinée semblait être de les faire régner avec ordre, et non d'arrêter leur développement. Le dix-septième siècle, sans interrompre le travail des esprits, donna un autre cours à sa race. Enivrée par l'éclat de sa grandeur extérieure, la France éleva Louis XIV au comble de la gloire. Mais au dix-huitième siècle, lorsque la nation rassise recommença à chercher en elle-même un principe de mouvement et de vie, les Bourbons avaient perdu la

tradition et le sens des idées qui avaient conduit le chef de leur maison à l'autorité suprême; et leur trône, trahi par la politique, ruiné par la philosophie, disparut dans l'abîme révolutionnaire.

Il y eut cette ressemblance entre notre Henri IV et Jacques Ier d'Angleterre, que tous deux changèrent de religion. Jacques fut élevé dans le presbytérianisme pour que la couronne d'Écosse pût passer sans trouble du front catholique de sa mère sur le sien; il devint anglican pour recueillir l'héritage d'Élisabeth. Mais à travers toutes ces métamorphoses il garda fidèlement la tradition de ses ancêtres; il la transmit intacte à ses descendants. Lorsque le plus faible d'entre eux, Jacques II, tenta d'écarter les déguisements imposés par la nécessité des circonstances, il fut frappé du même coup sous lequel succomba la cause que moins d'éclat pouvait sauver. En sorte que les Stuarts se sont perdus pour avoir été fidèles à leur passé, et les Bourbons pour ne pas s'être appuyés sur le leur.

II.

Domination des Stuarts en Écosse.

C'est au commencement du douzième siècle qu'on place le berceau des Stuarts; en ce temps-là Walter Fitz-Alan occupait la place de sénéchal ou *stewart* auprès de David Ier, roi d'Écosse. Cette dignité demeura héréditaire dans sa maison, et le nom de la charge devint celui de la famille. Le septième sénéchal fut couronné à Scone, sous le nom de Robert II, le 27 mars 1371.

Les Fitz-Alan étaient une grande souche anglo-normande, dans laquelle se mêlait le sang des deux peuples qui avaient successivement conquis l'Angleterre. Ces races s'étaient répandues jusqu'en Écosse; établies dans les basses terres (lowlands) qui forment le centre de cette contrée, elles avaient refoulé dans les montagnes (highlands) qui en occupent le nord les clans sauvages des populations galliques, reste des plus anciens habitants de l'extrême occident. Elles avaient même fini par les plier, jusqu'à un certain point, sinon sous leurs lois, du moins sous leur

commandement. Ainsi elles avaient apporté dans l'ancienne Calédonie et elles y protégeaient le germe de la civilisation anglaise, qui devait plus tard amener la réunion définitive de ce pays avec l'Angleterre.

Cette réunion, qui n'a été entièrement consommée que sous le règne de la reine Anne, en 1707, avait été tentée depuis un siècle, lorsque les Stuarts montèrent sur le trône d'Écosse. L'un des grands princes de la maison des Plantagenets, que la France avait donnée à l'Angleterre, Édouard Ier, poussé aux entreprises hardies par l'ardeur traditionnelle de son sang et par le mouvement des croisades, fit, au retour de la terre sainte, la conquête du pays de Galles, et, après avoir étendu les limites de son royaume à l'ouest, résolut de les agrandir au nord. S'il n'eût trouvé en Écosse, comme dans la Cornouaille, que les débris des anciennes races galliques, il en eût peut-être également triomphé; les Anglo-Normands qui s'étaient établis au pied des clans écossais sauvèrent leur indépendance. La France contribua aussi puissamment à ce résultat; et il est curieux d'étudier dans ces siècles barbares les premiers essais de notre politique extérieure.

Pendant qu'Édouard Ier déployait toutes les ressources de la ruse et de la violence pour soumettre l'Écosse, déjà convoitée par ses prédécesseurs, Philippe le Bel, ranimant les querelles que saint Louis, son aïeul, avait cru terminer, voulut arracher aux Plantagenets le duché de Guyenne, qu'ils possédaient encore sur le sol de France, et donna, à propos d'une rixe entre deux matelots, le signal de cette guerre

anglaise qui dura près de deux siècles. Ainsi la France et l'Écosse se trouvèrent réunies par un intérêt commun contre un même ennemi. Dès l'année 1205, Philippe le Bel contracta avec Jean Baliol, qui portait alors le titre de roi d'Écosse, une alliance formelle, qui fut renouvelée par les successeurs de ces deux princes et devint fondamentale dans les relations des deux pays. L'Angleterre, de son côté, se ligua avec les comtes de Flandre, et plus tard avec les ducs de Bourgogne, qui recueillirent leur riche héritage. Cette double coalition fut, jusque vers la fin du quinzième siècle, le point le plus important de la politique internationale de l'ouest de l'Europe. Nous verrons quels avantages la France en retirera dans la suite des temps; mais dans les commencements la destinée de l'Angleterre sembla vaincre celle de ses ennemis. Sous le règne d'Édouard III, soixante ans après la conclusion des traités dont nous venons de parler, David II, roi d'Écosse, et Jean le Bon, roi de France, se rencontrèrent, prisonniers tous deux, à la Tour de Londres.

C'est à la mort de David II que la maison de Stuart fut appelée au trône par le droit naturel de succession. Robert Stuart avait épousé Marjory Bruce, sœur de David, et fille du célèbre Robert Bruce, le plus grand homme qui fût sorti des luttes de l'Écosse contre l'Angleterre. Ce premier des Stuarts couronnés avait été dans son temps un brave militaire; mais, âgé de cinquante-cinq ans et presque aveugle lorsqu'il devint roi, il ne put prendre une part directe à la guerre qui était alors flagrante entre les Français et les Anglais. Cependant la France,

relevée un instant par la sagesse de Charles V, qui récupéra sur le terrible prince Noir la plus grande partie de ses provinces, resserra les liens qui l'unissaient à l'Écosse. En 1385, elle envoya dans ce pays un corps de cinq mille hommes commandés par l'amiral Jean de Vienne, et destinés à tenir tête aux projets d'invasion par lesquels Richard II, le successeur d'Edouard III, prétendait se dédommager des échecs subis par sa nation sur le continent. Cette troupe brillante, que Froissard appelle une guirlande complète de chevalerie, débarqua au milieu d'un peuple dont les plus riches demeures n'étaient que de tristes masures, dont les mœurs simples s'effarouchèrent des galanteries françaises, et qui, ayant une manière particulière de faire la guerre, ne put tirer grand parti de la valeur de nos soldats. Les Écossais portaient toutes leurs provisions entre la selle et le dos de leurs montures; s'ils en venaient aux mains, ils luttaient contre leurs ennemis à la manière des animaux, appuyant front contre front, et la lance sur le bouclier, en sorte que ce n'était pas l'adresse des coups, mais la force physique des combattants qui décidait du succès de la rencontre. Dans les cas d'invasion, au lieu de se défendre, ils avaient appris de Robert Bruce, leur héros, à se retirer devant l'ennemi, après avoir dévasté les champs, de façon à le vaincre par la fatigue et par la famine. Nos cavaliers s'en revinrent donc assez mécontents de ce qu'ils avaient vu outre-mer; cependant, une trêve ayant été conclue en 1389 entre la France et l'Angleterre, l'Écosse y fut comprise comme notre alliée.

La même année, Robert II mourut. Son fils

John, qui prit en lui succédant le nom de Robert III, avait reçu un coup de pied de cheval qui l'avait rendu boiteux. Il était aussi faible d'esprit qu'infirme de corps. Son frère Robert, comte de Fife, qui devint plus tard duc d'Albany, conserva sous son règne la puissance qu'il avait commencé d'exercer pendant la vieillesse de son père. La démence de Charles VI, qui livra la France aux factions des grands seigneurs, et la révolution qui arracha la couronne d'Angleterre à la maison d'York pour la donner à celle de Lancastre, auraient laissé quelque répit à l'Écosse si elle n'avait été dévorée par une plaie plus dangereuse que celle de la guerre étrangère.

Les démêlés continuels qu'elle avait avec l'Angleterre avaient attiré sur les frontières une foule de bandits de toute espèce qui vivaient de pillage, avec la liberté des clans montagnards et sous la protection des hauts barons. La famille des Douglas se signalait parmi ces seigneurs par son audace et par son courage; elle avait disputé le trône à la maison de Stuart, et ne le lui avait abandonné qu'à regret. L'autorité royale, bornée aux comtés du centre, prise entre les tribus des Highlands et celles des frontières, avait à lutter non-seulement contre leur indépendance naturelle, mais encore contre l'ambition de l'aristocratie, qui s'appuyait sur leurs sauvages instincts pour s'affranchir de toute obéissance envers le trône. Dompter cette féodalité et cette barbarie qui se soutenaient mutuellement, et les discipliner pour repousser les invasions toujours menaçantes de l'Angleterre, telle était la mission

que devait se proposer le pouvoir royal. Les Stuarts montrèrent qu'ils étaient dignes de la remplir; mais ce n'était pas sous le règne d'un prince faible comme Robert III et sous l'administration d'un tuteur intéressé à se maintenir par tous les moyens que la royauté pouvait posséder assez de force et de fermeté pour atteindre ce but.

Déjà, à l'avénement de sa famille, Robert II avait donné une de ses filles au chef des Douglas pour consolider pacifiquement sa puissance naissante. En 1399, un autre Douglas força le duc d'Albany à marier dans sa maison le fils de Robert III, David, duc de Rothsay, héritier présomptif de la couronne. On ne put conclure ce mariage sans s'aliéner d'autres seigneurs redoutables, qui passèrent en Angleterre et amenèrent une nouvelle invasion en Écosse. Le duc de Rothsay défendit vaillamment son pays; mais son ardeur et son habileté étaient un sujet de mortel déplaisir pour son oncle, qui voulait prolonger sa tutelle sur le faible roi. Les désordres qui déshonoraient les qualités du jeune prince fournirent au duc d'Albany l'occasion qu'il cherchait pour se débarrasser de son neveu; Robert lui-même donna l'ordre d'enfermer son fils dans une prison, où on le laissa mourir de faim. Jacques était le seul enfant qui restât au vieux roi; pour le soustraire aux piéges du duc d'Albany, on résolut de l'envoyer en France, sous prétexte de lui faire donner une éducation au niveau de sa position. Le vaisseau qui le portait fut pris en mer par un corsaire anglais, et l'héritier du trône d'Écosse fut livré à Henri IV, roi d'Angleterre, lequel le retint en capti-

vité contre le droit des gens. L'année suivante, 1406, Robert III mourut.

Le duc d'Albany, qui devint régent du royaume, se garda bien de racheter son neveu prisonnier; obligé, aux yeux de la nation, de solliciter l'élargissement du roi, il sut intéresser Henri IV à ne pas accorder ce qu'il ne lui demandait que contre son gré. Les chroniques parlent d'un aventurier qu'il nourrissait à Édimbourg, et qui passait pour être Richard II, que Henri IV avait renversé du trône. En intimidant le roi d'Angleterre au nom de ce mystérieux personnage, il parvint à lui faire comprendre son véritable désir, qui était de garder le pouvoir. Ses libéralités envers le clergé et envers la noblesse, qu'il enrichit au préjudice de la couronne, lui acquirent une certaine popularité. Dans une des circonstances les plus critiques où se soit trouvée l'Écosse, il montra une fermeté qui garantit l'avenir de ce pays. Donald, qui, en sa qualité de lord des Iles, était le boute-feu des tribus celtiques répandues dans les Highlands et dans les Hébrides, ayant voulu s'emparer du comté de Ross, souleva tous les sauvages des îles et des clans, et se jeta avec eux sur les basses terres, dont il menaça sérieusement la civilisation. Un bâtard de la maison de Stuart le défit à la bataille d'Harlaw; le régent rendit cette victoire décisive en occupant aussitôt le comté de Ross, et en poursuivant Donald jusqu'au milieu de ses îles, où il lui imposa une capitulation qui assura à jamais la supériorité des contrées civilisées de l'Écosse sur celles qui étaient encore à demi barbares.

Albany mourut en 1419; il fut remplacé dans la régence par son fils Murdac, qui n'avait ni les vices ni les qualités de son père. Pendant que ce nouveau régent administrait le royaume, les Écossais se signalèrent en France, où Albany les avait envoyés pour se débarrasser des seigneurs les plus remuants. On touchait alors aux dernières années de la démence et de la vie de ce Charles VI dont la femme faillit causer la ruine de notre pays. Dès que le dauphin fut parvenu au trône sous le nom de Charles VII, il donna la charge de connétable de France, avec le titre de comte d'Aubigny, au comte de Buchan, frère de Murdac, et qui commandait les troupes écossaises sur le continent. Cependant, comme pour rendre plus miraculeuse l'intervention de Jeanne d'Arc, tous ces braves cavaliers étrangers ne purent rien pour la cause du roi de Bourges; battus une première fois à Crevant, ils furent écrasés à Verneuil en 1424; de leurs débris Charles VII forma le régiment des gardes écossaises, qui servit pendant longtemps d'escorte à la royauté.

Cependant Murdac, aux prises avec l'aristocratie écossaise, et ne pouvant même contenir l'insubordination de ses propres fils, prit le parti de demander aux Anglais la délivrance de l'héritier du trône, qui était depuis dix-huit ans en captivité. Les Anglais, croyant ce jeune prince favorable à leurs projets, se décidèrent à le relâcher. Dès que Jacques I[er] fut de retour dans son royaume, il dessina nettement la politique des Stuarts, que nous allons voir se déployer désormais sans interruption et sans repos à travers une suite de catastrophes continuelles.

Jusque-là cette maison, peu affermie sur le trône et affaiblie encore par ses jalousies intérieures, avait été obligée de procéder par les voies de la conciliation et de l'astuce contre les révoltes qui assiégeaient sans cesse le pouvoir royal. Jacques Ier, doué de qualités brillantes, qu'une excellente éducation avait développées, mit à profit l'éclat qui s'attachait à sa personne et à ses malheurs pour améliorer le sort de l'État. Il commença par faire tomber la vengeance des lois sur Murdac et sur ses fils, qui avaient abusé de l'absence et de l'autorité du roi pour désoler l'Écosse. Il pénétra ensuite, avec une forte armée, au milieu des Highlanders, qui étaient dans une complète anarchie, s'empara de plus de quarante de leurs chefs, et força Alaster Mac-Donald, lord des Iles, à se remettre à sa merci. Après avoir châtié ces sauvages, il tourna sa puissance contre les grands seigneurs, révisa les donations qu'ils avaient reçues de la couronne, interdit leurs ligues, les livra à la justice toutes les fois qu'il s'éleva des plaintes contre eux, et confisqua leurs biens lorsqu'ils furent condamnés. L'aristocratie était trop peu accoutumée à de semblables traitements et trop considérable encore pour souffrir patiemment le niveau qu'on voulait faire peser sur sa tête. Le 20 février 1437, comme Jacques Ier avait passé la journée en fête dans la ville de Perth, il se retira le soir dans le couvent qui lui servait de demeure; ses gardes étaient logés dans la ville, et les dames et les seigneurs qui faisaient sa cour s'étaient retirés. Tout à coup son appartement fut envahi par des barons qui avaient juré sa perte et qui le massacrèrent

avant que personne eût pu prendre sa défense. Sa veuve sut pourtant les saisir dans les Highlands, où ils s'étaient retirés, et les fit expirer dans des supplices affreux.

Son fils Jacques II n'avait alors que six ans. Pour la seconde fois, l'Écosse se vit exposée aux maux d'une régence. Le chancelier Chrichton, qui avait été associé aux exécutions de Jacques Ier contre la noblesse, poursuivit ses plans avec une rigueur qui faillit tout compromettre. Les Douglas, un moment affaiblis par les pertes qu'ils avaient essuyées en France, relevèrent la tête; Crichton employa la ruse pour attirer leurs deux chefs à la cour; à un repas qui leur fut servi, on plaça sur la table la tête d'un taureau noir; c'était leur annoncer la mort, qui leur fut donnée après quelques procédures dérisoires, malgré les prières du roi. Lorsque ce jeune prince commença à régner par lui-même, il voulut se faire pardonner la violence de son ministre en comblant les Douglas de faveurs; mais, alarmé par leur ambition, il les retira bientôt. Ce fut pour eux l'occasion d'ameuter la moitié de l'Écosse contre le roi, et de lâcher la bride à leur férocité naturelle. Jacques II témoigna au nouveau comte de Douglas l'intention de traiter, et lui donna un sauf-conduit scellé de son grand sceau; il l'amena ainsi jusque dans son château-fort de Stirling; il le pressa de se séparer de ses confédérés; et, comme le comte refusait hardiment, sans plus attendre le roi lui enfonça son poignard dans le cœur. La mort de Douglas souleva ses parents, sa nombreuse tribu, tous les seigneurs dont les intérêts étaient semblables

aux siens. Jacques II fut tellement effrayé de leur ligue qu'il délibéra s'il ne fuirait pas en France pour éviter une lutte inégale. Son cousin Kennedy, archevêque de Saint-André, qui possédait la plus haute dignité ecclésiastique de l'Écosse, lui débita la fable du faisceau, et lui donna le conseil de désunir les insurgés pour en triompher. Cet avis prévalut et réussit. Le comte d'Angus, chef d'une des lignées des Douglas, fut le premier à se détacher de la confédération; et l'on dit bientôt que Douglas le Roux avait écrasé Douglas le Noir. En effet, après une guerre sagement menée, la branche principale des Douglas fut anéantie, et son chef, forcé de s'exiler en Angleterre, ne revint en Écosse, vingt ans après, que pour demander un tombeau dans un couvent.

Le roi mit à profit cette heureuse victoire. Il obtint du parlement le retour immédiat de toutes les aliénations du domaine royal, la révocation des fonctions héréditaires, leur interdiction à l'avenir, et l'extension de la juridiction royale, que les petites juridictions féodales restreignaient et rendaient presque inutile. Pendant tout son règne, Jacques II se proposa l'abaissement de l'aristocratie; le pouvoir qu'il avait acquis et la trêve que lui laissaient les Anglais, absorbés par les sanglantes querelles des deux maisons d'York et de Lancastre, lui donnaient les moyens de consolider son ouvrage et de dompter à tout jamais la féodalité écossaise. La mort ne lui accorda point le temps nécessaire à l'achèvement de son ouvrage. Ayant voulu reprendre sur l'Angleterre le fort de Roxburg, que ses ancêtres avaient été

obligés d'abandonner, il fut blessé pendant le siége par l'éclat d'un canon qui creva près de lui. Il mourut sur le coup (1469), n'ayant encore que vingt-neuf ans.

La minorité de son fils Jacques III fut sagement administrée par l'archevêque Kennedy, qui réunit au royaume le fort de Roxburg, la ville de Berwick et plusieurs îles du nord. Lorsque le roi fut en état de gouverner, il continua les plans de sa famille : son caractère et ses goûts le portèrent même à les exagérer. Au lieu d'assujettir la noblesse en l'attirant à sa cour, la crainte lui conseilla de l'éloigner dans ses châteaux, où elle put conspirer à l'aise. Son avarice la révolta encore; les architectes et les musiciens, dont il faisait sa seule compagnie, excitèrent à la fois la jalousie et l'indignation. Les deux frères du roi, le duc d'Albany et le comte de Mar, se rangèrent parmi les mécontents; ils furent les premières victimes de sa défiance. Le comte de Mar fut étouffé dans le bain; le duc d'Albany, enfermé dans le château d'Édimbourg, ne s'en tira que par une évasion périlleuse. Refugié en France, il en fut rappelé, en 1482, par Édouard II, roi d'Angleterre, qui voulait se servir de son nom pour envahir l'Écosse. Les barons écossais répondirent à l'appel de Jacques III, qui les convoquait à la défense du territoire; mais quand ils se virent rassemblés au camp, ils profitèrent de leur puissance pour s'emparer des favoris du prince, en sa présence même, et pour les faire exécuter sur-le-champ. Ils confinèrent ensuite le roi dans le château d'Édimbourg. Le fameux duc de Glocester, qui régna depuis en Angleterre sous

le nom de Richard III, commandait les troupes anglaises dans cette expédition. Après s'être emparé de la ville de Berwick, il se rendit à Édimbourg avec le duc d'Albany, et non-seulement il y traita des intérêts des deux nations entre elles, mais il s'ingéra même à régler les relations de la couronne avec la noblesse. Albany se réconcilia avec son frère, qui lui abandonna une partie du gouvernement; il s'en servit avec indiscrétion. Ayant trahi son attachement pour l'Angleterre et les plans qui lui avaient été inspirés par le duc de Glocester, il fut obligé de se retirer chez ceux dont il soutenait la cause, et combattit sous leurs drapeaux contre ses compatriotes. Débarrassé de son frère une seconde fois, Jacques se livra tout entier à ses goûts, éloignant les seigneurs de sa personne, ou les forçant à ne paraître devant lui que désarmés; faisant construire au château de Stirling une grande salle et une chapelle dans le plus beau style d'architecture gothique fleurie; attachant à son service deux bandes complètes de musiciens et de choristes, l'une destinée à demeurer au château, l'autre à le suivre partout où il irait; par-dessus tout, emplissant sa caisse noire, comme le peuple appelait son coffre-fort. Mais les seigneurs des frontières, à qui il voulut enlever les revenus d'un riche prieuré, formèrent une ligue dans laquelle ils firent entrer toute l'aristocratie du midi de l'Écosse. Tandis que le roi s'en allait demander secours à la noblesse du nord, les insurgés s'emparèrent de son fils et le firent marcher dans leurs rangs. Jacques, dont la bravoure n'était pas à l'épreuve, fut épouvanté en voyant ses propres bannières s'avancer contre lui.

incapable de se tenir sur le cheval qu'on lui avait donné pour le jour de bataille, il fut violemment désarçonné près d'un moulin, où on lui porta secours. La première chose qu'il fit, quand il put parler, fut de demander un confesseur. L'homme qu'on lui amena, de caractère suspect, après lui avoirentendu avouer qu'il était le roi, le poignarda. Pour compléter la mystérieuse obscurité de sa fin, on ignora toujours ce que devint son cadavre. Pendant que Jacques III mourait ainsi, les seigneurs insurgés remportaient la victoire, le 18 juin 1488.

Jacques IV ne tarda pas à se repentir de la violence qu'il s'était laissé faire en consentant à marcher avec eux; et il se mit autour des reins une ceinture de fer à laquelle il ajoutait un chaînon tous les ans, autant, sans doute, pour expier la faute qu'il avait faite en prêtant la main à la révolte des barons que pour racheter le crime qu'il avait commis en participant au renversement de son père. Il continua le système de ses aïeux; mais, heureusement inspiré par son caractère, ce fut en comblant l'aristocratie de caresses et de cadeaux qu'il lui apprit l'humilité. Il fit administrer rigoureusement la justice, protégea le commerce naissant, et encouragea sa marine, la plus florissante qu'il y eût dans tous les états du Nord. Henri VII, qui venait de faire monter la dynastie des Tudors sur le trône d'Angleterre, eut quelque sujet de discussion avec le roi d'Écosse à propos d'un personnage qui prétendait être le second fils d'Édouard IV et avoir échappé au massacre sur lequel Richard III avait fondé l'espoir de sa courte prospérité. Mais Jacques IV se

désista promptement des poursuites qu'il avait tentées en faveur de ce prétendant, soit qu'il découvrît que c'était un imposteur, soit, ce qui est plus probable, qu'il fût gagné par Henri VII; ce qu'il y a de certain, c'est qu'il épousa Marguerite, fille du premier des Tudors, laquelle apporta à ses descendants le sanglant honneur de régner sur l'Angleterre.

Il était dans la destinée de l'Écosse d'être réunie à l'Angleterre; mais, du jour où la famille des Stuarts parut investie du soin d'opérer cette réunion, la fatalité qui s'était déjà lourdement appesantie sur elle l'accabla avec un redoublement de rigueur qui ne s'arrêta que lorsque cette malheureuse race eut été anéantie. D'un autre côté, l'alliance française, qui tendait à faire de l'Écosse une nationalité distincte pour diminuer d'autant la puissance de l'Angleterre, ne fut pas une plus heureuse conseillère pour les derniers Stuarts. Habituée à se faire écouter de leurs ancêtres, elle prolongea jusqu'à la fin son influence sur eux, et les domina même lorsqu'ils furent montés sur le trône des Plantagenets et des Tudors, qui ne semblait fait que pour porter nos ennemis. Dès le temps de Jacques IV, elle faillit causer l'anéantissement du royaume d'Écosse.

Le roi de France Louis XII fut, sur la fin de son règne, exposé à une redoutable coalition que la politique du pape Jules II ameuta contre lui de tous les points de l'Europe; parmi les ennemis les plus dangereux qui se disposaient à envahir son royaume, se trouvait Henri VIII, qui venait d'hériter récemment de la couronne d'Angleterre. Dans cette con-

joncture difficile, Louis XII se souvint de nos anciens alliés les Écossais; et sa femme, Anne de Bretagne, connaissant le caractère chevaleresque de Jacques IV, lui envoya un anneau en le désignant pour son chevalier et en le priant de s'armer pour elle. Jacques s'était si bien fait aimer de son peuple qu'il triompha des répugnances de son parlement et de sa noblesse, et qu'il entraîna à sa suite une armée nombreuse avec laquelle il pénétra en Angleterre, tandis que Henri VIII débarquait en France. La bataille de Flowden, qu'il livra au comte de Surrey le 9 septembre 1513, est célèbre dans l'histoire. Il y perdit la vie; la fleur de la noblesse écossaise y fut écrasée avec lui. La nation y fut sensiblement affaiblie; les Anglais ne l'épargnèrent que parce qu'ils comptaient sur les dispositions de Marguerite, sœur de leur roi, et qui devenait, par l'issue de leur victoire, régente d'Écosse.

Jacques V n'avait que deux ans lorsqu'il succéda à son père. Sa minorité, la quatrième, et non pas la dernière que l'on compte dans l'histoire des Stuarts, fut des plus orageuses. Sa mère, qui gouverna d'abord au profit des Anglais, se remaria avec un Douglas, le comte d'Angus, dont l'insolence devint insupportable à la nation; on appela de France le duc d'Albany, fils de celui que nous avons vu s'y retirer sous le règne de Jacques III et cousin germain du dernier roi. Celui-ci servit aveuglément les intérêts de la France, fit périr les seigneurs de la faction opposée, et se vit contraint à retourner dans le pays qu'il se repentit bientôt d'avoir quitté. La puissance des Douglas fut alors combattue par celle des

et s'il était témoin de quelque méfait, il ne manquait pas de le punir. On lui a fait cependant trop d'honneur en le comparant à Henri IV; les lois qu'il publia, la rigueur qu'il employa contre les déprédations des clans de la frontière, la sombre familiarité dont il fit quelquefois usage ne sont pas des titres qu'on puisse comparer à ceux du prince à qui la France dut les prospérités du grand siècle.

Avant de mourir, Jacques V entendit gronder la tempête qui emporta ses descendants. C'est sous son règne que la réformation commença à pénétrer en Écosse; il est à remarquer que ce mouvement, qui créa plusieurs dynasties dans le centre de l'Europe, brisa les deux races qui régnaient à ses deux extrémités : au midi, celle de Charles-Quint; au nord, celle des Stuarts. Le dix-septième siècle vit s'écrouler ces deux puissances. La France contribua à la ruine de l'une et de l'autre : de la première, par sa rivalité et par ses armes; de la seconde, par son amitié et par son exemple. Mais de ces deux agonies qui durèrent plus d'un siècle, celle que nous allons raconter est, sinon la plus extraordinaire, du moins la plus féconde en péripéties et en enseignements.

Henri VIII, ayant proclamé l'indépendance de l'Église d'Angleterre dès l'année 1531, voulut persuader au roi d'Écosse, son neveu, de soustraire aussi ses États à l'autorité du pape. Il lui proposa, pour l'y déterminer, la main de sa fille Marie et le titre de duc d'York. Jacques V n'avait alors que vingt ans; l'archevêque Beaton, qui possédait sa confiance, l'empêcha d'accéder aux sollicitations de son oncle.

que, qui s'appela aussi Marie. Lorsqu'on avait annoncé cet événement au roi, qui était déjà malade, pensant à la couronne qui avait été apportée dans sa maison par la fille de Robert Bruce, il répondit : « Par fille elle est venue, par fille elle s'en ira. » Telles furent les paroles qui accueillirent la naissance de Marie Stuart. Ce n'était pas la couronne qui devait s'en aller encore, mais quelque chose de plus précieux, le droit de vivre libre et respecté comme le reste des hommes.

La première pensée de Henri VIII fut de réunir l'Écosse à l'Angleterre par un mariage entre la reine qui venait de naître et son fils Édouard, qui n'était encore qu'un enfant. Il se trouva en mesure de proposer promptement cette union au parlement écossais; mais ayant demandé qu'on lui remît la tutelle et la garde de Marie jusqu'à ce qu'elle fût en âge de consommer le mariage qu'elle allait contracter avec son fils, il fut éconduit sur le point par lequel il pensait assurer le succès de ses desseins. Le parlement, où les seigneurs de la faction anglaise étaient en majorité, décida que Marie ne serait envoyée en Angleterre que lorsqu'elle serait âgée de dix ans. Henri VIII voulut obtenir par la guerre ce que sa politique n'avait pu lui donner; mais les combats qu'il livra aux Écossais, et qui furent à son désavantage, ne firent qu'accroître la puissance du parti français, à la tête duquel se trouvaient Marie de Guise, le cardinal Beaton et le régent Hamilton, comte d'Arran. Les bûchers s'allumèrent alors pour les partisans de la réformation; l'Écosse protesta dès l'origine contre ces supplices; et le cardinal Beaton, qui

les avait conseillés, les paya de sa vie. Le meurtre de ce prélat ne diminua pas sensiblement le crédit de la faction française, parce que, Henri VIII étant mort dans ces conjonctures, le duc de Sommerset, régent d'Angleterre pendant la minorité d'Édouard VI, continua envers l'Écosse les hostilités du feu roi. Au mois de juillet 1548, Marie Stuart, âgée à peine de six ans, monta sur un vaisseau qui la conduisit en France, où elle devait être élevée en attendant qu'elle pût épouser le dauphin, fils de Henri II, qui venait de succéder à François Ier.

Marie de Guise, qui avait eu le pouvoir de décider ce grand coup, eut aussi celui de se faire déclarer régente. Investie de l'autorité, elle voulut fonder en Écosse tous les établissements qui faisaient depuis un siècle la force de la monarchie française. Elle essaya, comme avait fait le père de Louis XI, d'arracher aux nobles la direction des forces militaires de l'État, en proposant la création d'une armée permanente et en demandant un impôt régulier pour la solder; elle fit aussi défense aux barons de se présenter au parlement en armes et avec le cortége menaçant qu'ils traînaient toujours après eux. Mais ces mesures échouèrent contre l'indépendance de la noblesse, soutenue désormais par l'esprit hardi du protestantisme, qui, en dépit des obstacles, commençait à triompher. John Knox, l'apôtre de la réformation écossaise, homme plein de fougue et d'intelligence, était allé à plusieurs reprises chercher à Genève un refuge et des instructions. Il y avait appris de Calvin à donner à son Église des institutions qui en rendissent les conquêtes sûres, mais immo-

biles; rétabli enfin dans son pays, il parvint à l'entraîner et à le dominer. La noblesse presque entière, à l'exception de quelques hauts seigneurs du Nord, embrassa avec empressement une doctrine qui était un continuel prétexte de révolte et une garantie contre les empiétements de la couronne; Marie de Guise elle-même se vit, dans ces circonstances difficiles, conduite à soutenir les réformés, qui lui prêtèrent leur appui contre les Hamiltons, auxquels elle avait enlevé la régence.

Le changement qui survint dans la politique de l'Europe à l'avénement d'Élisabeth au trône d'Angleterre (1558) força la régente d'Écosse à prendre un parti tout contraire. Élisabeth, ayant rétabli dans son royaume le protestantisme, qui avait été proscrit par sa sœur Marie, les puissances catholiques prétendirent que, née d'Anne de Boulen, elle était illégitime et n'avait aucun droit à s'asseoir sur le trône; elles voulurent y porter Marie Stuart, qui, en qualité de petite-fille de Marguerite d'Angleterre, était, à leur avis, la véritable héritière des Tudors. Aussi, dès cette époque, Marie Stuart prit-elle le titre de reine d'Angleterre aussi bien que d'Écosse, et en fit-elle graver les armes sur ses monnaies et sur sa vaisselle. Telle fut la première origine de la lutte qui la mena à l'échafaud. Pour soutenir convenablement les droits que les catholiques anglais reconnaissaient à sa fille, Marie de Guise reprit alors ses persécutions contre les protestants écossais, dont les chefs s'étaient formés en congrégation, et dont un bâtard de Jacques V, le comte de Murray, se déclara le protecteur. Mais les premières menaces de réaction ame-

nèrent des soulèvements qui parurent tout d'abord invincibles, et qui débutèrent par la destruction des images et par la démolition des plus beaux édifices gothiques consacrés au culte romain. La querelle étant engagée, Élisabeth fit entrer une armée et une flotte en Écosse, sous prétexte de prêter main-forte aux lords de la congrégation; la régente leur opposa des troupes françaises qui étaient venues appuyer son autorité. Pendant que nos soldats soutenaient à Leith un siége laborieux, la régente mourut de fatigue et de douleur au château d'Édimbourg, le 10 juin 1560.

Il y avait à peu près un an que Marie Stuart était devenue reine de France par la mort de Henri II, auquel François II, le mari de la reine d'Écosse, avait succédé. Mais ce nouveau titre, qu'elle ne devait garder que quelques mois encore, ne lui donnait pas des moyens efficaces pour réprimer immédiatement le feu qui dévorait l'Écosse en l'absence de tout pouvoir constitué. Le danger étant pressant, on prit le parti de le conjurer par des concessions. D'un côté, François et Marie renoncèrent solennellement à disputer à Élisabeth les droits et les armes de la couronne d'Angleterre; de l'autre, ils consentirent à laisser au parlement écossais la mission de pourvoir à l'administration du royaume et aux affaires de religion. Le parlement profita largement de ses pouvoirs; sous la double influence des réformateurs et des barons, il condamna à l'unanimité tout l'édifice du catholicisme, et adopta un formulaire de foi rédigé par les principaux ministres protestants. La doctrine qu'il adopta fut celle de

Calvin, qui avait aussi prévalu en grande partie en Angleterre; mais il y eut plusieurs points essentiels sur lesquels le calvinisme écossais différa de l'Église anglicane.

C'était au profit de la royauté que Henri VIII avait entendu changer la religion dans son pays; aussi avait-il déclaré que le roi serait le chef suprême de la nouvelle Église. Quoique les théologiens anglais aient établi depuis lors que cette suprématie ne pouvait pas s'étendre à rien innover dans les doctrines, et confiait seulement au prince la direction du gouvernement en matière religieuse comme en matière civile, il n'en est pas moins certain qu'elle devenait un des instruments les plus puissants du pouvoir royal en lui donnant un empire jusque dans la conscience des peuples. Pour accroître encore cette autorité, Henri VIII, tout en abolissant la religion romaine, avait conservé dans son intégrité l'épiscopat anglais, qui lui fournissait les moyens de satisfaire les ambitions de la noblesse, de l'attacher tout ensemble à la réformation et au trône, et d'agir puissamment par son intermédiaire sur le clergé inférieur. Les choses se passèrent tout autrement en Écosse. Ici, ce furent les prédicateurs de la réforme qui eurent l'initiative et qui décidèrent de l'organisation du culte; ils purent donc faire prévaloir entièrement la pensée qui les animait dans la forme qu'ils imposèrent à l'Église. Les bornes qu'ils mettaient au pouvoir royal étaient déjà un motif suffisant pour engager l'aristocratie; ils y joignirent un autre appât en arrachant au clergé catholique ses immenses possessions et en renonçant à s'en em-

parer pour leur propre compte. Ce fut la noblesse qui mit la main sur tous les domaines des couvents, des églises et des évêques; la conservation de tant de richesses les intéressa à celle de la religion nouvelle. Quant aux ministres, ils se contentèrent d'un modique salaire; mais ils s'arrogèrent, en revanche, toutes les libertés et tous les droits d'un corps républicain; ils proclamèrent l'égalité de leurs différentes charges, et convinrent que les matières de foi et de discipline seraient réglées dans des synodes périodiques où chacun d'eux aurait sa place et sa voix. Telle fut la constitution qui prit le nom de presbytérianisme, et qui joua plus tard un rôle important dans les révolutions des deux royaumes.

François II, qui avait le titre de roi d'Écosse et qui aurait pu déployer des forces redoutables pour supprimer les déterminations du parlement écossais, étant mort quelque temps après en avoir reçu la nouvelle, le 5 décembre 1560, Marie Stuart tomba en disgrâce auprès de Catherine de Médicis, jalouse de l'autorité qu'elle avait enfin ressaisie. La reine d'Écosse passa l'hiver à Reims, chez le cardinal de Lorraine, son oncle; elle y fut mise en demeure par les envoyés d'Élisabeth de ratifier le traité conclu par ses ambassadeurs pour reconnaître la légitimité et les droits de la reine d'Angleterre. Le refus de Marie Stuart explique seul la chasse que les navires anglais donnèrent à ceux qui, au mois d'août 1561, la ramenèrent dans le pays où elle devait payer tant de fautes par tant de malheurs.

Marie Stuart considéra les décisions du parlement, au sujet de la religion, comme une nécessité qu'elle

ne subissait provisoirement que pour s'en affranchir plus sûrement en temps opportun; mais elle ne rallia point les réformés par sa feinte tolérance, et elle eut le tort non moins considérable d'irriter les catholiques, ses partisans naturels, par des spoliations particulières destinées à capter d'irréconciliables ennemis. La prudence dont elle fit preuve, même au milieu de ces fautes presque inévitables, serait peut-être parvenue à en pallier l'effet si une circonstance, plus difficile encore que toutes celles dont elle avait été environnée, n'avait donné à ses passions un prétexte pour éclater, et ne l'avait précipitée dans des désordres qui auraient ébranlé des puissances mieux affermies. Pressée de se marier pour que le trône ne restât point sans héritier, elle comprit qu'elle ne pouvait faire cet acte important sans l'agrément d'Élisabeth, à laquelle il paraissait probable qu'elle devait donner un successeur. Mais, de son côté, la reine d'Angleterre, destinée, par son vœu et sans doute par la nature, à être une souche stérile, comme elle s'appelait elle-même, ne pouvait penser sans désespoir à léguer sa couronne à la postérité d'une rivale qui avait déjà voulu usurper son pouvoir, et dont la réputation et la beauté étaient pour elle d'éternels sujets d'ennui. Marie Stuart repoussa toutes les offres que la diplomatie lui fit pour l'embarrasser ou pour la séduire; elle refusa la main de Leicester, du duc d'Anjou, de don Carlos, de l'archiduc d'Autriche, du prince de Condé, des ducs de Ferrare, d'Orléans et de Nemours; elle accorda la sienne à son cousin lord Henri Darnley, fils de la comtesse Lennox, laquelle était née du se-

cond mariage de la reine Marguerite. Cette union avait l'avantage de confondre dans la maison de Stuart tous les droits que les descendants de la fille de Henri VII avaient au trône d'Angleterre.

Sous l'apparence des qualités les plus brillantes Darnley cachait des vices affreux. Six mois après avoir épousé Marie, il les laissa éclater dans toute leur laideur ; et, comme il paraît que sa femme était en mesure de les oublier, le septième mois, il fit massacrer dans sa chambre et à ses pieds David Rizzio, musicien piémontais, qui était le domestique de la reine, et qu'il livra aux poignards comme son favori. Effrayée et (le croirait-on ?) captivée par l'audace du crime, Marie revient dès le lendemain à son époux, et l'arme contre les meurtriers qu'il avait armés lui-même contre elle. Deux mois après, elle accouche d'un enfant qui s'appelle Jacques, et à qui le sort réservait de poser sur son front deux couronnes, dont l'une fit tomber la tête de sa mère, et l'autre celle de son fils. Avant que cet enfant eût été baptisé, elle avait déjà été forcée par le dégoût ou entraînée par la passion à rompre de nouveau avec son mari et à écouter les avis du comte de Bothwell, seigneur puissant, homme rude et effréné, qui lui conseilla de s'affranchir par le divorce et sans doute par une séparation sanglante. Deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'elle s'était réconciliée avec son mari ; mais au commencement du troisième Henry Darnley mourut victime d'un guet-apens dont tout le royaume accusa Bothwell ; à la fin du cinquième, Marie avait fait absoudre Bothwell, s'était fait supplier de l'épouser, s'était laissé enlever

par lui, était restée dix jours enfermée dans un château sous sa garde, et était revenue avec lui à Édimbourg. Le sixième, elle hâta le divorce de ce scélérat, qui était marié, et elle l'épousa; le septième, elle se livra prisonnière à la noblesse écossaise, soulevée peut-être par elle-même contre son nouvel époux; le huitième, Bothwell, sans avoir pu tenter un seul effort pour conserver le rang qu'il avait pris la peine de conquérir par tant de crimes, fuyant vers les îles du nord, avait été saisi par des corsaires danois et jeté dans une prison, où il devait mourir. Marie Stuart, renfermée au château de Lochleven, avait abdiqué le pouvoir royal; son fils avait été couronné sous le nom de Jacques VI, et le comte de Murray, instigateur obscur de tous ces complots, était proclamé régent du royaume sous la protection d'Élisabeth, qui, malgré tant de déshonneur, ne se consolait pas encore de la fécondité de sa rivale.

L'explication de ces trames funestes n'est point tout entière dans le délire d'une jeune reine qui assouvit par ses passions l'insatiable besoin d'action qu'elle ne peut satisfaire dans son gouvernement; il semble qu'on y sente la main de Dieu abandonnant à elle-même une race condamnée. C'est, en effet, au moment où nous sommes arrivés qu'il faut faire remonter la ruine véritable des Stuarts : nous allons les voir, du sein de leur mauvaise fortune, s'élever à des prospérités plus grandes que ce que leurs plus beaux jours auraient pu faire pressentir; mais la Providence ne sembla leur permettre cet accroissement momentané de puissance et de splen-

deur que pour donner plus d'éclat à la sentence qui était déjà rendue contre eux. Pour réprimer l'anarchie féodale, pour combattre toutes les résistances individuelles que l'aristocratie écossaise opposait à la formation d'un État homogène, pour les ramener à l'unité, les Stuarts avaient trouvé jusque alors une énergie presque surnaturelle, qui les avait fait triompher de tous les obstacles et de tous les dangers. Mais, vers le milieu du seizième siècle, leur politique rencontra, à son tour, une domination qu'elle ne put vaincre. Dès lors le mouvement qui, depuis Charlemagne, entraînait tous les peuples de l'Europe vers une mystérieuse unité fut compliqué par un mouvement en sens inverse, dont la réforme fut à la fois le produit et la continuation. Les peuples, en se partageant sous l'action des croyances rivales, établirent dans le monde une diversité qui devint le principal élément de l'équilibre occidental. Dès lors se prononça fortement l'indépendance des États vis-à-vis les uns des autres, celle des citoyens d'un même État entre eux. Une ère de luttes orageuses s'ouvrit pour l'Europe, qui ne vit point tomber de victimes plus fascinées ni plus constantes que celles de la maison de Stuart.

C'était à la cruelle jalousie d'Élisabeth qu'il était réservé de venger par un crime nouveau tous les crimes de Marie Stuart. La reine d'Écosse s'était échappée, après quelques mois de détention, du château de Lochleven, et avait rassemblé assez de partisans pour disputer au comte Murray les pouvoirs qu'elle lui avait conférés sous l'empire de la contrainte : elle fut battue à Langside; malgré les

instances de tous ceux qui l'accompagnaient, au lieu de chercher un refuge en France, elle traversa le détroit de Solway, aborda en Angleterre, et se livra (1568) à sa rivale, qui avait accordé à ses malheurs quelques marques d'une feinte pitié. Pendant les trente-cinq années qui suivirent le jour où Marie toucha la côte de Cumberland, l'histoire des Stuarts n'est qu'un appendice à celle d'Élisabeth. Tenant directement sous sa main la reine d'Écosse et la promenant de prison en prison jusqu'à celle de Fotheringay, où elle lui fit trancher la tête après dix-huit ans de captivité; d'un autre côté, administrant l'Écosse par les quatre régents qui s'y succédèrent, et que la foudre semblait dévorer sans pouvoir porter atteinte à son influence; faisant élever le jeune roi dans les doctrines de la réformation, et, lorsqu'il fut en âge de régner par lui-même, le gouvernant au nom de leurs croyances communes et des espérances de succession qu'elle lui laissait entrevoir, la reine d'Angleterre eut jusqu'à sa mort, dans les affaires des deux royaumes, une initiative devant laquelle tout plia et tout disparut.

Les Stuarts, qui représentaient, dans cette lutte, le principe attaqué, firent pourtant de nombreux efforts pour échapper à la domination d'Élisabeth. L'Espagne, qui était dans l'Occident à la tête du parti qu'ils servaient, la France, qui agissait alors sous la direction de l'Espagne et qui était son intermédiaire auprès de l'Angleterre, l'Écosse elle-même les secondèrent dans leur résistance. Sous la régence du comte Lennox, qui remplaça Murray assassiné, il y eut en Écosse une réaction en faveur de la reine; le régent

en étant mort victime, le comte de Mar, qui obtint ce titre après lui, succomba en quelques mois sous la tâche qu'il s'était imposée par dévouement pour son pays. Morton, qui fut son successeur, et qui avait trempé depuis vingt ans dans toutes les conspirations, était, plus encore que Murray, la créature dévouée d'Élisabeth ; il reçut d'elle des troupes avec lesquelles il défit les derniers défenseurs de Marie Stuart ; ce fut lui qui commença, pour complaire à celle dont il tenait son autorité, à rétablir en Écosse l'épiscopat, qui devint dans la suite l'un des plus puissants ferments de discorde que la révolution vit éclore. Les exactions qui accompagnèrent cette mesure, odieuse aux presbytériens, achevèrent de soulever l'opinion publique, qui le força à se démettre de la régence. Jacques VI, passionné pour des favoris dès sa plus tendre enfance et n'étant encore âgé que de treize ans, avait mis toute sa confiance dans deux courtisans du nom de Stuart, dont il suivait aveuglément l'impulsion. Par leur conseil, Morton fut mis en jugement, condamné à mort et exécuté par une machine appelée *maiden* (la jeune fille), que, pendant son pouvoir, il avait importée d'un comté d'Angleterre en Écosse et qui n'était autre que la guillotine. Les deux favoris appartenaient à la faction française. Marie Stuart profita de leur crédit pour réclamer l'assistance de son fils par l'entremise de la France; les jésuites, chargés de cette négociation, l'étendirent jusqu'à appeler la faveur du roi d'Écosse sur l'Église romaine. Pour aplanir le conflit élevé entre la royauté dont Marie Stuart se prétendait toujours investie

et celle que son abdication avait conférée à son fils, les puissances catholiques décidèrent (1583) que Marie et Jacques seraient désormais associés au trône d'Écosse. En ce moment, malgré la conspiration du comte de Gowry, chef du parti anglais, l'influence française prévalut hautement à la cour de Jacques VI, qui s'engagea à envahir le nord de l'Angleterre, tandis que le duc de Guise débarquerait dans les provinces du sud, pour délivrer Marie Stuart. Voyant son autorité décliner en Écosse, Élisabeth voulut la ressaisir en traitant avec sa captive (1584). Sur ces entrefaites ses agents découvrirent les conspirations tramées contre sa vie et contre son royaume. Elle effraya Jacques VI en le menaçant de le frustrer de ses droits à la couronne d'Angleterre (1585), et, le trouvant dès lors docile, elle conclut avec lui un traité (1586), dans lequel elle s'engagea à ne rien faire qui pût leur porter atteinte. Puis, affermie de ce côté et n'étant pas assez vengée par les supplices de Trocmorton, de Parry et de Babington, elle voulut prévenir leurs imitateurs, et acheva de se satisfaire en livrant la reine d'Écosse au jugement d'une commission anglaise, et en la faisant exécuter le 8 février 1587. Il est aujourd'hui avéré que le seigneur de Gray, envoyé par Jacques VI auprès d'Élisabeth pour s'opposer à l'exécution de Marie Stuart, insista clandestinement pour qu'elle eût lieu, et donna à entendre que les sentiments intimes du roi étaient contraires à ceux que la bienséance lui ordonnait de montrer. Il est vrai qu'après la mort de sa mère ce prince témoigna son ressentiment; cependant, non-seulement il ne fit rien pour

la venger, mais il devint par la suite le complaisant serviteur d'Élisabeth, jusqu'à plaider lui-même dans le parlement contre un de ses sujets qui avait fait une incursion sur le territoire anglais et dont la reine demandait l'extradition. Du reste, le chancelier John Maitland, qui avait acquis un grand empire sur son esprit, lui donna des conseils qui ramenèrent quelque repos dans ce pauvre pays d'Écosse, si longtemps agité. Les seigneurs du Nord qui cherchaient en Espagne des secours pour rétablir leur religion ayant été défaits en bataille rangée, les dernières tentatives de l'indépendance aristocratique furent déjouées; des lois furent portées pour apaiser les discordes et consolider la paix. Aussi, lorsqu'en 1603 Élisabeth mourut sans postérité, Jacques VI, qui était considéré comme un des plus sages princes de l'Europe, monta sans obstacle au trône d'Angleterre sous le nom de Jacques Ier, que nous lui donnerons désormais.

III.

Domination des Stuarts en Angleterre.

Sully a écrit que Jacques Ier était le plus sage fou de toute la chrétienté; Henri IV a expliqué ce mot en appelant le même prince capitaine ès arts et clerc aux armes. Effectivement le nouveau roi d'Angleterre était l'homme du monde le plus capable de faire de beaux raisonnements et le moins propre à diriger un grand peuple. Son extérieur annonçait assez son caractère : il avait les jambes si faibles qu'il était toujours obligé de s'appuyer sur l'épaule de quelqu'un ; on pense que c'est aux circonstances affreuses au milieu desquelles il naquit qu'il dut cette faiblesse et l'involontaire frisson qu'il éprouvait au seul aspect d'une épée nue. Sa barbe aussi était rare; mais ses yeux étaient grands et sa langue démesurée; il parlait beaucoup, avec éloquence, non sans affectation et sans pédantisme; quand il ne connaissait pas les gens il les regardait de telle

manière qu'ils étaient souvent obligés de se retirer. Il portait son pourpoint large et matelassé à l'épreuve du stylet. Le célèbre Buchanan lui avait inspiré l'ambition d'être l'homme le plus instruit de son royaume. La théologie avait été le principal sujet de ses études; mais, quoi qu'on en ait dit, c'était le gouvernement qui en avait été le but. Sur toutes les questions, de quelque nature qu'elles fussent, sa pensée était toujours déterminée par le plus ou moins d'utilité que la monarchie pouvait tirer de leur solution. La haine qu'il témoigna contre les doctrines libérales d'Arminius, dont il persécuta le principal disciple, Vorstius, par la main des états généraux de Hollande, suffirait pour en faire foi, lors même qu'à travers ses controverses religieuses il n'aurait pas eu soin d'écrire lui-même le *Basilicon Doron*, pour transmettre sa politique à sa postérité et à celle des hommes. A peine monté sur le trône d'Élisabeth, il renonça au presbytérianisme, pour prendre hautement le parti de l'Église anglicane. Il était assez intelligent pour avoir besoin de s'expliquer son pouvoir à lui-même; conséquent avec le passé de sa famille, il considérait la royauté comme chargée de représenter l'unité divine sur la terre et d'y établir la justice céleste; c'était de cette idée qu'il tirait toutes les maximes qui remplissaient ses discours, et qui lui avaient fait donner par ses courtisans le surnom de *Salomon de l'Angleterre;* mais s'il avait assez de persuasion pour inculquer à ses enfants cette théorie du droit divin, qui leur fut si funeste, il n'avait point assez de force pour l'imposer au peuple, ni même pour en réaliser par lui-même les premiers corol-

laires. Amoureux par-dessus tout de son bien-être et craignant les affaires plus que les hommes, il s'abandonna à des favoris, qui abusèrent de son pouvoir et qui avilirent sa personne.

Cependant la nation sur laquelle il venait d'être appelé à régner se trouvait dans un état de civilisation qui rendait son gouvernement difficile. Ce n'était pas, comme en Écosse, un peuple rude dont on n'avait à craindre que la violence et à la répression duquel une mesure ordinaire de ruse et d'énergie suffisait. Shakspeare et Bacon étaient dans tout l'éclat de leur jeunesse et de leur gloire; c'est assez dire que le pays qui s'exprimait par de tels génies était doué d'une puissance intellectuelle et morale au niveau de laquelle il n'était pas aisé que Jacques Ier se soutînt. En Écosse, le peuple, ayant fait sa révolution religieuse par lui-même, avait été jusqu'à la borne que lui assignaient ses désirs; en Angleterre, au contraire, la réforme que les rois avaient successivement introduite et réglée n'avait pas satisfait tous les vœux; depuis plusieurs années le presbytérianisme écossais y avait fait des partisans, qui, sous le nom de puritains, critiquaient les pompes et l'épiscopat de l'Église anglicane, de façon qu'entre la religion officielle et les idées qui fermentaient encore dans les esprits il pouvait survenir un choc violent et périlleux pour la couronne, vivement engagée à soutenir ce qu'elle avait fondé. Enfin des deux classes qui formaient jusqu'à ce jour toute la nationalité écossaise, de l'aristocratie et du clergé, les Stuarts savaient par tradition comment on devait dompter la première, et ils

avaient appris qu'on pouvait la tourner contre la seconde depuis que la réformation avait soustrait celle-ci à leur influence directe. Mais dans leur nouveau royaume, sous Henri VIII et surtout sous Élisabeth, s'était formée une classe qui n'était point encore apparente dans la plupart des États occidentaux et qui avait acquis en Angleterre une puissance formidable; je veux parler de la bourgeoisie, qui, enrichie par le commerce, par la marine, par les colonies, et tenant en ses mains la fortune publique, présentait un élément tout neuf, bien capable d'inspirer l'effroi qui s'attache à l'inconnu. En effet, ce qu'on avait à craindre d'elle, ce n'étaient pas l'insubordination et les défis, vieux crimes féodaux dont on savait les remèdes, mais l'inertie et l'opinion, deux puissances qu'on n'avait pas encore éprouvées.

C'est pour s'être trompés sur l'avenir de cette classe et pour avoir procédé contre elle au nom du droit divin, comme ils avaient agi en Écosse contre l'aristocratie des Highlands et des frontières, que les Stuarts provoquèrent la révolution qui finit par engloutir leur race. Leur politique obstinée à chercher l'unité sans reconnaître d'obstacle avait déjà été vaincue en Écosse par l'invasion du calvinisme; loin d'être abattue ou éclairée par cette défaite, lorsqu'elle avait vu l'Angleterre lui livrer une puissance et des trésors auxquels elle n'était pas accoutumée, elle n'avait songé qu'à accroître son ambition, sans tenir compte de celle de la bourgeoisie anglaise. Il arriva un moment où ces deux pouvoirs, qu'elle avait méprisés, se réunirent des extrémités des deux royaumes, et engendrèrent de leur

sein celui qui la réduisit à néant après les avoir eux-mêmes terrassés.

Jacques Ier n'eut affaire qu'avec les anciennes idées et les anciens intérêts qui formaient depuis un demi-siècle la matière politique de l'Angleterre; c'est ce qui explique comment, malgré son impéritie, qui les froissa tous, il ne rencontra point en eux cette force violente qui renversa son fils, et qui n'appartient qu'à la nouveauté. Il eut d'abord à s'expliquer sur le système des relations extérieures. Parmi les ambassadeurs qui vinrent saluer son avénement, se trouvait Sully, que Henri IV avait envoyé au successeur d'Élisabeth pour savoir s'il voulait continuer les plans de sa devancière et entrer dans une ligue qu'elle avait approuvée, et qui avait pour but de consommer la ruine de la maison d'Autriche. Jacques n'admit point les plans de coalition qu'on lui proposait et qui étaient trop grands pour lui; il se borna à former une alliance avec la France contre l'Espagne, dans l'intérêt de la Hollande; encore fit-il l'année suivante sa paix avec l'Espagne. Quant aux partis qui divisaient la nation, tous l'avaient attendu avec espérance : les catholiques, comme fils de Marie Stuart; les puritains, comme Écossais; les anglicans, comme roi. Aux premiers il défendit sévèrement de faire des démonstrations publiques, tout en leur donnant des marques personnelles de satisfaction; pour accorder les seconds avec les derniers, il assembla à Hampton-Court une conférence qui dura trois jours et dans laquelle il étala une science extraordinaire. Le soin qu'il mit à professer l'anglicanisme,

et à répéter la fameuse maxime : *Point d'évêques, point de roi,* irrita les théologiens dissidents, que des concessions peu importantes ne purent fléchir. Dans le parlement, qui s'ouvrit bientôt, il rencontra pour la première fois ces terribles bourgeois qu'il ne connaissait point. Ayant voulu régler lui-même les conditions de leur élection, il ne put obtenir d'eux ni les mesures qu'il destinait à la répression des non-conformistes ni un subside extraordinaire qu'il demandait pour lui-même. Confondu et irrité par cette puissance négative, il s'en prit aux catholiques et aux puritains, qui murmuraient, et qu'il persécuta. Le résultat de ces persécutions fut la conspiration des Poudres, qui ne se proposait rien moins que de donner la mort au roi, à sa famille et à tout le parlement à la fois, en faisant sauter la salle de Westminster. Les conjurés furent découverts et saisis presque au moment fixé pour l'explosion; la plupart furent massacrés. Le parlement, voulant témoigner au roi sa sympathie à l'occasion du péril qu'ils avaient couru ensemble, lui accorda l'année suivante (1606) un subside considérable; mais ce fut le dernier acte de complaisance qu'il fit en sa faveur.

Au milieu des agitations de son avénement, Jacques I[er] n'oublia point l'Écosse; il avait formé le projet vaste, mais prématuré, de faire un seul royaume des deux États dont il était le chef. Le parlement anglais, qui méprisait l'Écosse, reçut cette proposition avec froideur; le parlement écossais, dont les haines étaient beaucoup plus vives, la repoussa avec indignation. Tout ce que le roi put obtenir des

deux pays, ce fut la suppression des douanes et des tribunaux de leurs frontières; puis, comme s'il avait opéré leur réunion, il prit le titre nouveau de roi de la Grande-Bretagne. Pour préparer les voies à une fusion plus complète, et plus encore pour consolider son autorité, il voulut imposer l'épiscopat anglais au clergé d'Écosse. Les ministres qu'il avait laissés dans son ancien royaume mirent la main à cette œuvre difficile, déjà ébauchée par le régent Morton; il alla lui-même la consommer (1612) par la ruse et par la terreur, lorsqu'il eut vendu quelques villes aux Hollandais pour pouvoir payer les frais de son voyage. Mais cette entreprise excita dans le peuple écossais des rancunes qui éclatèrent plus tard avec une sombre violence. L'Irlande, qui conservait le catholicisme, fut celui des trois royaumes qui eut le plus de part à la bienveillance du fils de Marie Stuart; elle reçut de lui une administration qui, en quelques années, améliora sensiblement la civilisation du pays.

Élisabeth avait justifié son autorité suprême en plaçant le peuple anglais à la tête des États protestants. Jacques affecta le langage du pouvoir absolu sans en avoir ni l'éclat ni la majesté; il n'employa les formes de la monarchie qu'à faire descendre son pays aux yeux de l'Europe. En 1609, il avait tiré d'une condition inférieure un jeune Écossais, Robert Carr, qui n'avait auprès de lui d'autre sujet de recommandation que ses manières agréables; il lui avait donné toute sa confiance, le titre de vicomte de Rochester, puis celui de comte de Som-

merset, et enfin la direction entière du gouvernement. Ce favori commit des crimes si scandaleux que le roi fut obligé de l'abandonner à la justice; condamné à mort en 1615, il obtint des sursis et enfin son pardon. Un autre gentilhomme succéda à celui-ci; Georges Villiers, célèbre sous le nom de duc de Buckingham, devint en peu de temps, grâce à sa physionomie et à son audace, gouverneur de cinq ports, grand écuyer, grand maître de Westminster, connétable de Windsor, grand amiral d'Angleterre. Ses prodigalités insensées firent violence aux goûts économes de Jacques Ier, et achevèrent de le ruiner; ses caprices bouleversèrent tout le système de la politique extérieure de la nation; son effronterie suscita des ennemis à son prince dans toutes les cours de l'Europe. Il vint à sa pensée de contracter une étroite alliance avec l'Espagne, l'ennemie jurée d'Élisabeth, de sa religion et de son peuple; et on entreprit de longues négociations à Madrid pour conclure un mariage entre l'infante et le prince de Galles. Les événements accrurent l'impopularité de cette idée, qui blessait tous les sentiments anglais. Le protestantisme, dont Jacques Ier semblait abandonner la cause, ayant donné dans le même temps le signal de la guerre de Trente ans, le gendre du roi, l'électeur palatin, qui avait été le provocateur et la première victime de cette guerre, sollicita de son beau-père une intervention qu'Élisabeth n'eût sans doute pas refusée. Jacques Ier, lié par ses négociations avec l'Espagne autant que par la timidité de son caractère, s'abstint de toute espèce de démonstration; mais l'alliance espagnole, à la-

quelle il sacrifiait ainsi la confiance des protestants, finit par lui manquer. Buckingham ayant déterminé le prince de Galles à faire à Madrid un voyage secret, qui devait amener une conclusion, cette démarche détruisit au contraire l'effet de six années de diplomatie, et compromit l'orgueil britannique. Après avoir condamné les remontrances des parlements, qui l'avaient exhorté à prendre les armes pour soutenir les principes et les intérêts de la religion, Jacques fut forcé de leur demander (1624) des subsides pour faire une guerre qui ne semblait plus avoir d'autre motif que la vanité blessée. Les chambres, qui, chaque fois qu'elles avaient été convoquées depuis 1606, n'avaient cessé de protester contre les prérogatives du pouvoir royal, et d'opérer un minutieux contrôle sur la perception et l'emploi des subsides votés, trouvèrent dans la nouvelle position du roi une occasion favorable pour le forcer à reconnaître leurs droits, pour abolir les monopoles, et pour sanctionner par un bill la liberté individuelle, souverain objet des désirs de ce peuple marchand. Ainsi, à la fin de son règne, Jacques Ier se vit à la fois forcé de reprendre à l'extérieur le système politique d'Élisabeth, qu'il détestait, et de consacrer au dedans les libertés que cette reine avait proscrites; ce furent deux échecs auxquels il ne survécut guère. Après avoir envoyé six mille soldats au secours du protestantisme allemand, et avoir obtenu pour son fils la main de Henriette de France, sœur de Louis XIII, il mourut en Irlande, le 27 mars 1625, âgé de cinquante-sept ans. Charles Ier, son fils, lui succéda.

Le règne de Charles Ier se partage en trois époques bien distinctes: dans la première, le roi lutte contre les parlements; dans la seconde, il gouverne seul; dans la troisième, il est attaqué par les ennemis qu'il a crus domptés. Nous passerons rapidement sur les deux premières époques, pour avoir le loisir de considérer avec quelque attention les révolutions qui remplirent la dernière.

À la mort de Jacques Ier, Charles Ier demeurait son unique fils; mais il avait eu des frères aînés. Destiné pour cette raison à entrer dans le clergé, il avait reçu une éducation théologique. Il ressemblait à son père sous ce rapport et sous d'autres encore; il avait appris à son école la théorie du droit divin, qui était, comme nous l'avons montré, l'héritage nécessaire de leur famille; souvent aussi il mettait, à son exemple, de l'excès dans la confiance qu'il témoignait aux gens, ou dans la défiance qu'il se sentait pour eux; il préférait enfin, par le même besoin de repos et de bien-être, la vie privée à la vie publique; mais pour le reste il différait complétement de Jacques Ier : il avait le cœur haut et calme; si son caractère n'était point hardi, il ne se laissait pas abattre; les influences auxquelles il se soumit concoururent à sa perte, mais n'entachèrent ni sa réputation ni même son esprit. Il ne manquait ni d'habileté ni de noblesse, deux qualités difficiles à accorder; il s'honora par la sérénité qu'il montra dans le malheur, et à laquelle il semble qu'il ait dû se préparer de longue main, si l'on en juge par ces tristes pressentiments dont Van Dyck a chargé son front.

Les points de rapport et de dissemblance qu'il y avait entre lui et son père se dessinent nettement dès les commencements de son règne. Il continue la guerre commencée contre l'Espagne, et prolonge la faveur du duc de Buckingham. Les nécessités de la guerre l'obligent à convoquer le parlement; le crédit du favori fait éclater les plaintes de l'assemblée, qui n'accorde que de faibles subsides. Charles I[er] la dissout avant de lui laisser le temps de devenir factieuse. Voilà toute sa politique, tout son caractère : il a la faiblesse de céder à un indigne favori qui compromet la nation; il a le courage de braver une réunion puissante qui censure son autorité. Mais après avoir essayé du pouvoir absolu pendant six mois, n'étant pas encore bien affermi dans cette carrière, il convoqua un second parlement. On lui renvoya la plupart des députés qu'il aurait voulu écarter.

L'assemblée nouvelle songea à faire redresser les griefs de la nation avant de voter les subsides, et donna par cette détermination un exemple à toutes celles qui suivirent. Une accusation fut même dressée contre Buckingham, qui, malgré ses vices et ses fautes, sut se tirer d'un danger où de plus sages et de plus forts succombèrent. La chambre basse du parlement, ayant échoué contre le ministre, prépara des remontrances générales contre le gouvernement. Le bruit courut que le roi les devait prévenir par une dissolution; la chambre haute, attentive à seconder le mouvement du pays et à mériter sa faveur, adressa une pétition au roi pour le détourner de ce dessein. Il n'en fallut pas davantage pour décider Charles I[er] à dis-

soudre le parlement. Mais chaque acte d'autorité que faisait le roi était bientôt rendu inutile par les caprices de son favori. Pendant le temps que Buckingham avait passé en France pour négocier le mariage de Charles, il s'y était conduit plus insolemment encore qu'il n'avait fait en Espagne. Pour le punir de l'audace avec laquelle il avait poursuivi la reine Anne d'Autriche de son amour, le cardinal de Richelieu, qui commençait à disposer de tout à la cour de Louis XIII, lui avait interdit à jamais l'entrée du royaume. Buckingham voulut se venger et tout ensemble redevenir populaire en Angleterre ; il engagea le roi à secourir les protestants français que Richelieu bloquait dans la Rochelle. Pendant qu'il se mettait lui-même à la tête de la flotte destinée à cette guerre, Charles Ier faisait lever des impôts par sa seule autorité. Le peuple fut rebelle au roi, et la fortune à son favori. Pour réparer tous ces revers, il fallut convoquer un troisième parlement.

Celui-ci, qui fut le dernier élu dans la première partie de ce règne, posa les bases de tout ce qui se fit dans la dernière : il réunit la plupart des hommes qui figurèrent dans la révolution. Pym, qui devait marcher à la tête des agressions de la bourgeoisie, et sir Thomas Wentworth, qui, sous le nom de Strafford, devait verser son sang pour la défense du trône, se rencontrèrent sur les mêmes bancs et dans les mêmes idées ; Cromwell, grossier et obscur pour lui-même, y était perdu dans la foule. L'assemblée commença par dresser un bill pour accorder cinq subsides ; mais avant de lui donner force de loi elle

rédigea, sous le nom de *pétition des droits*, un formulaire des garanties qu'elle trouvait dans l'ancienne constitution, et devant lesquelles elle voulait que vinssent expirer les prérogatives de la couronne. Le droit de refuser l'impôt qui serait levé sans le consentement des deux chambres, la liberté individuelle, l'abolition de la loi martiale, la défense de jamais suspendre le cours ordinaire de la justice et des lois, tels étaient les règlements politiques dont elle demandait la consécration. Le roi essaya vainement de faire surgir une opposition du sein de la chambre des lords; il fut obligé lui-même de sanctionner ce bill; mais comme les communes, dans l'orgueil de leur victoire, préparaient une nouvelle remontrance contre son favori, il prorogea le parlement.

Dans l'intervalle des deux sessions, le duc de Buckingham fut assassiné par un plébéien qui se nommait Felton, et qui avait résolu, dans sa solitude, de rendre par ses mains justice à la nation. Ce meurtre rejeta le roi dans les emportements qu'il essayait encore de modérer. La faveur de tous les ennemis du parlement s'en accrut; l'évêque Lawd, le conseiller et le confesseur de Buckingham, fut appelé au siége de Londres et investi de la confiance du roi; mais, comme pour compenser ce choix, sir Thomas Wentworth, qui avait fait passer la pétition des droits, fut créé baron et entra au conseil. Cet acte d'habileté donna momentanément de la force au pouvoir, et perdit sans retour l'homme qui aurait pu lui être le plus utile. Quand le temps fixé pour la

prorogation du parlement fut arrivé, Charles Ier demanda aux chambres la concession des droits de tonnage et de pondage; c'est ainsi qu'on appelait un impôt de douane que la couronne levait sur toutes les marchandises importées, et qui faisait un de ses plus gros revenus et un des principaux sujets de plainte du commerce anglais. Les Tudors avaient pris l'habitude de le percevoir dès leur avénement, et de se le faire concéder ensuite, pour la durée entière de chaque règne, par le premier parlement qu'ils convoquaient. Mais les communes, décidées à mettre la royauté dans leur entière dépendance, déclarèrent ennemi public quiconque exigerait cette taxe et traître à la patrie quiconque la payerait. Le roi ne voulut pas en entendre davantage; en 1629 il cassa le parlement. Était-il assez fort pour gouverner sans lui et pour se charger seul des destinées de l'Angleterre?

Il voulut se donner tout le loisir de brider la nation et de la façonner à de nouvelles mœurs; en conséquence, il fit sa paix avec la France, qui l'avait vu échouer trois fois devant la Rochelle, et avec l'Espagne, dont il n'aurait dû ni rechercher l'alliance ni craindre l'inimitié s'il fût resté fidèle à la politique d'Elisabeth. Mais il porta au système qui avait fait la puissance de cette grande reine de plus graves atteintes que celles que nous avons signalées dans le règne de Jacques Ier; car, non content de flatter l'Espagne, comme avait fait son père, il reconnut par un traité, qui heureusement demeura secret, les droits de cet État sur les pro-

vinces hollandaises qu'Élisabeth avait arrachées à son joug, s'engagea à lui prêter main-forte pour les conquérir et se réserva une part dans leur démembrement; d'un autre côté, les Flamands cherchant toujours à se soustraire à l'obéissance de l'Espagne, que leurs voisins avaient secouée depuis plus d'un demi-siècle, il leur laissa espérer son intervention contre le souverain envers lequel il venait de se lier. C'était en même temps méconnaître les intérêts de son peuple et violer la foi des nations.

Pendant les onze années qui suivirent (1620-1640) Charles Ier gouverna sans parlement; il leva des taxes par sa seule autorité, et seul régla avec sévérité les affaires religieuses. Il avait abandonné à l'extérieur le système politique par lequel Élisabeth avait justifié l'autorité; cependant, après avoir ruiné la base sur laquelle le pouvoir de la reine reposait, il eut l'imprudence d'en accroître le poids; on put même l'accuser de trahir au dedans comme au dehors la politique des Tudors. Le zèle qu'il montrait pour l'épiscopat fut commenté par la tolérance qu'il accordait aux catholiques. Henriette de France, sa femme, était fille de Henri IV et de Marie de Médicis; sans rien avoir de la prudence de son père, elle avait pris à sa mère son caractère turbulent; les catholiques dont elle s'était entourée furent plus d'une fois menacés, exclus et même poursuivis par son mari; ils formaient cependant à la cour un parti puissant, toujours en lutte contre les ministres. Ceux-ci, quoique officiellement dévoués à l'anglicanisme, n'étaient pas cependant

exempts de tout soupçon. Lawd lui-même, à qui Charles Ier avait entièrement remis le gouvernement de l'Église et qui écrivait publiquement contre le culte romain, se conduisait néanmoins de telle façon que le pape pût lui offrir le cardinalat. La fille du duc de Devonshire, qui se convertit au catholicisme, expliqua parfaitement les tendances de Lawd en lui disant à lui-même : « Je n'aime pas à « marcher dans la foule; je vois que Votre Grâce « et bien d'autres se hâtent vers Rome; je veux y « arriver seule et avant vous. » L'Église, telle que Charles Ier et son ministre la rêvaient, se confondait en effet avec le catholicisme pour tout ce qui constituait la pompe et la hiérarchie monarchique de la discipline; quant à ce qui était du dogme, on s'efforçait aussi de se rapprocher des croyances qui font pénétrer jusqu'au fond des consciences le sentiment et le respect de l'autorité.

Une opposition d'autant plus forte qu'elle commença par être tout individuelle s'organisa dans les villes, dans les campagnes, dans les familles. Les taxes arbitrairement levées en avaient donné le premier signal; les passions religieuses la soutinrent, et lui communiquèrent une force irrésistible. Loin d'être terminées, les grandes tragédies de la réformation semblaient alors fournir leurs plus terribles péripéties; la guerre de Trente ans se continuait au milieu de dévastations dont on ne pouvait encore entrevoir la fin. Gustave-Adolphe venait de passer la Baltique pour donner du sang nouveau à ces batailles qui ne pouvaient s'en rassasier; six mille Écossais qui

avaient servi dans son armée s'en revinrent après sa mort (1633) dans leur patrie, et y ravivèrent le sentiment de la réformation. Au sein même de l'Angleterre, les puritains devenaient chaque jour plus sombres et plus hardis, et, malgré les persécutions qu'on n'épargnait point aux dissidents, ils osaient se distinguer par leur costume, par leur langage et par les prophéties qu'ils se chargèrent plus tard de réaliser. Ceux qui n'avaient point cette audace et qui préféraient la liberté à leur pays prirent le parti de s'expatrier et de chercher un asile en Amérique. L'émigration devint si alarmante pour les intérêts matériels de l'Angleterre qu'on fut obligé de l'interdire; l'ordre qui la défendit arrêta, sur l'un des navires qui allaient partir, Pym, Cromwell et Hampden.

Ce dernier, qui était cousin germain de Cromwell, fut le premier qui força la cour à se repentir de l'avoir retenu. Avec les dehors les plus doux et les plus froids, il avait, selon l'expression d'un contemporain, un esprit pour tout inventer, une langue pour tout persuader, un bras pour tout exécuter. Il refusa de payer la taxe de mer (*ship money*), qui se montait, pour sa part, à vingt schellings seulement, ne voulant, disait-il, que faire décider juridiquement une question de légalité. Il fut condamné (1637); mais les longues discussions de son procès firent sortir la nation de son apathie, que le supplice des principaux puritains n'avait que légèrement éveillée. L'Écosse vit naître dans cette même année un mouvement qui commença à ébranler plus violemment les principes qu'elle avait donnés à l'Angleterre.

En 1655, Charles, étant allé à Édimbourg pour se faire couronner, avait constitué une commission d'évêques chargés de rapprocher la liturgie des Écossais de celle des anglicans : pour régler quelques questions de forme, cette commission travailla pendant quatre années. Au bout de ce temps, lorsque le doyen d'Édimbourg parut pour officier selon le nouveau rituel, il s'éleva dans le temple même un effroyable tumulte, qui gagna bientôt tout le pays. Le presbytérianisme, qu'on croyait dompté, reparut de toutes parts avec une violence extraordinaire; et quatre comités, composés de la haute noblesse, des gentilshommes, du clergé presbytérien et des bourgeois, rédigèrent, sous le nom de *Covenant,* un acte d'alliance qui contenait la déclaration des libertés civiles et religieuses de l'Écosse, et qui, par l'effet d'un entraînement soudain, fut signé presque en même temps dans les endroits les plus éloignés du royaume. Charles Ier pensa qu'il pourrait sauver l'épiscopat en accordant l'abrogation de la liturgie; mais une assemblée ecclésiastique, tenue à Glascow, supprima l'institution des évêques, et rapporta toutes les lois de doctrine et de discipline qui avaient été faites depuis l'avénement de Jacques Ier à la couronne d'Angleterre. Ces résolutions furent appuyées par un prompt appel aux armes. Une armée fut levée qui prit le nom de Jésus-Covenantaire, et à laquelle le cardinal de Richelieu, par haine pour l'Angleterre, fournit des équipements et de l'argent. Contre ces soldats soutenus par la ferveur religieuse, Charles Ier conduisit lui-même des troupes indiffé-

rentes à la cause qu'elles servaient. Il se hâta de faire la paix avant d'avoir combattu; il conclut à Berwik (18 juin 1639) un traité qui ne décida rien, et qui ordonna seulement la prochaine convocation d'un synode et d'un parlement écossais.

Les conseillers qui entouraient ordinairement Charles Ier avaient tremblé à l'approche du péril; et ce roi, qui avait depuis quinze ans affecté tant de force, livra alors le secret de sa faiblesse. Sa fermeté venait plus de son intelligence que de son caractère, et lorsqu'il paraissait le plus courageux il avait toujours besoin que quelqu'un le soutînt. Il avait d'abord choisi Buckingham, qu'il avait trouvé près du trône en y montant. Lorsque ce favori eut été assassiné, il voulut s'appuyer sur la reine, dont l'esprit remuant et trop hardi l'effraya. Enfin il jeta les yeux sur Lawd, qui organisa à son gré l'Église d'Angleterre, tandis que lui-même pensait être remonté au rang des grands monarques parce qu'il avait une cour somptueuse. Lorsque la guerre d'Écosse le vint trouver au milieu de ses fêtes, il chercha un homme qui fût propre à le rassurer contre ce danger imprévu, et il créa la grandeur de Strafford pour étayer la sienne. Thomas Wentworth, en passant des communes dans le conseil, avait fait avec éclat l'apprentissage des affaires. Nommé gouverneur de l'Irlande en 1633, il y avait déployé un talent supérieur d'organisation et une énergie pleine d'intelligence. Charles Ier le rappela près de lui, et demanda son avis; Wentworth répondit par la proposition des mesures les plus rigoureuses.

Le parti de la reine, froissé par ses airs dominateurs, lui fit subir aux yeux du public toute la responsabilité de ses conseils, et ajouta aux griefs de sa défection celui de ses violences. Mais le roi le combla de dignités, le nomma comte de Strafford et lord-lieutenant d'Irlande.

En Écosse, les troubles devenaient de plus en plus sérieux; le synode et le parlement qu'on y avait assemblés avaient accru l'agitation des esprits sans rien céder à l'autorité royale. Pour suivre les avis de Strafford, pour entreprendre une guerre efficace, il fallait se procurer de l'argent. Comptant sur la haine héréditaire des Anglais pour les Écossais, le roi se détermina à convoquer le parlement, qu'il avait si longtemps regardé comme son plus dangereux ennemi. Les deux chambres se réunirent aux acclamations du peuple entier (le 13 avril 1640), et, quoiqu'elles comptassent dans leur sein les hommes qui furent ensuite si funestes à la royauté, elles ne témoignèrent point d'hostilité systématique. Mais, reprenant, avec une persévérance qui n'appartient qu'à l'Angleterre, la tradition de leurs devancières, elles voulurent faire passer l'examen des griefs avant le bill des subsides. Cette assemblée a gardé le nom de *Court Parlement*. Le roi la cassa lorsqu'elle n'était encore réunie que depuis trois semaines.

Strafford, qui durant ce temps était retourné en Irlande, en revint avec des sommes extraordinaires qu'il avait obtenues du parlement irlandais. Cet argent, celui qu'on obtint du clergé anglais et les dons volontaires furent destinés à la guerre d'Écosse.

Pendant que le peuple de Londres témoignait hautement ses sympathies pour les Écossais insurgés, le roi et Strafford partirent pour aller les combattre; mais ils se laissèrent prévenir, et sur une seule démonstration des covenantaires leurs soldats se dispersèrent sans qu'il fût possible à Strafford de les ramener au combat. Le roi, accablé de pétitions qui le suppliaient de faire la paix, les accueillit, pour se garantir contre la vigueur implacable de Strafford, qui commençait à son tour à l'épouvanter. Ce fut sous cette impression qu'ayant déjà dépensé inutilement toutes ses ressources il se détermina à convoquer un parlement nouveau pour le 3 novembre 1640. Celui-ci reçut le nom de *Long Parlement*.

Dès les premières séances, il fut facile de voir que l'Angleterre allait subir une révolution; mais il eût été évidemment impossible de deviner celle qui arriva, et qui fut le résultat d'une complication nouvelle. La bourgeoisie, qui gouvernait la chambre basse et qui entraînait la chambre haute, voulait donner des limites au pouvoir royal, mais non point l'abolir; Cromwell représenta des principes et des intérêts tout différents, au nom desquels il put disputer à la bourgeoisie sa domination, la lui arracher un instant, immoler le roi, mais non pas rien fonder qui fût capable de remplacer la royauté. Ces deux puissances se divisèrent les deux périodes qu'il faut désormais distinguer dans la dernière partie du règne de Charles Ier.

Les membres des communes arrivèrent avec des mandats spéciaux, chargés des plaintes de leurs villes

et de leurs comtés. La chambre ne se contenta point de proclamer tous les griefs, elle lança une proscription générale contre leurs auteurs, marquant du nom de *délinquant* tout agent du pouvoir, quel que fût son titre, qui avait coopéré à des mesures arbitraires et vexatoires. La cour resta frappée de stupeur; les partis relevèrent la tête, reprirent leurs desseins, leurs discours, leurs assemblées, sans qu'on les y eût autrement autorisés et sans qu'on pût les en empêcher. Strafford voyait sa perte assurée, et, n'osant l'affronter, suppliait le roi de le laisser hors de Londres, en Irlande ou dans le Nord, dont il dirigeait les forces militaires. « Je ne puis me passer ici de vos conseils, lui écri« vit Charles Ier; aussi vrai que je suis roi d'Angle« terre, vous ne courrez aucun danger; ils ne tou« cheront pas un cheveu de votre tête. » Strafford ne se décida à venir que lorsque le roi lui eut adressé son invitation encore une fois. Mais, hardi jusque dans ses craintes, il résolut de prévenir le péril en accusant lui-même, devant la chambre haute, les meneurs des communes d'avoir provoqué et soutenu l'invasion des Écossais. La fièvre qui dévorait son tempérament ardent et qui l'avait déjà conduit aux portes du tombeau le retint au lit le lendemain de son arrivée à Londres. Le surlendemain, Pym, instruit de ses projets, fait fermer les portes des communes, accuse le comte de haute trahison, obtient l'appui de l'assemblée et va porter l'accusation à la chambre des lords. Strafford reçoit chez le roi l'avis de cette démarche; il court aussitôt à la chambre

haute, trouve la porte fermée, frappe rudement, s'emporte contre l'huissier, qui tarde à lui ouvrir. Il traversait la salle pour aller prendre sa place lorsque plusieurs voix lui crièrent de se retirer. Rappelé une heure après, on lui enjoint de se mettre à genoux à la barre. Là il apprend que les lords ont admis l'accusation des communes. Sans qu'il puisse parler, il est aussitôt conduit à la Tour de Londres. C'est ainsi qu'autrefois lui-même avait conseillé de procéder contre le duc de Buckingham. D'autres ministres furent accusés les jours suivants; Lawd, moins redouté, mais plus odieux que Strafford, partagea seul sa prison.

Quand les communes eurent commencé à se donner cette satisfaction, elles songèrent à faire usage du pouvoir que la cour était désormais trop faible pour leur contester. Sur quelques mesures politiques il ne fut pas difficile de s'entendre. Le retour triennal des parlements, l'inamovibilité des juges, la suppression des cours exceptionnelles, des emprisonnements arbitraires, des taxes illégales, le règlement de la comptabilité publique, la responsabilité des dépositaires du pouvoir étaient demandés hautement, et furent votés avec un ensemble qui força le consentement du roi. Mais au delà de ces points pratiques la chambre basse, comme le pays lui-même, retombait dans une multitude de plans différents et de vœux contraires. Chez nous, lorsque la révolution éclata il y avait près d'un siècle qu'on raisonnait sur les droits et les devoirs de la nation. Aussi, dès que la première assem-

blée nationale eut assuré son autorité, elle put tracer en quelques instants le programme complétement nouveau d'une constitution destinée à remplacer les anciens établissements. Rien de semblable en Angleterre : les institutions du passé n'étaient un objet de haine pour personne. C'était un arsenal où tous les partis trouvaient également des armes. Si les traditions particulières de la race saxo-normande et l'éducation que la réforme lui avait donnée avaient développé chez elle d'une manière précoce le besoin de l'indépendance individuelle, aucune théorie générale publiquement discutée ne lui avait appris à substituer tout à coup à l'ancien ordre politique un ordre politique entièrement différent. Pym et Hampden, les plus prévoyants d'entre tre les hommes qui disposaient alors d'une autorité véritable, bornaient toute leur ambition à établir d'une manière solide le gouvernement du pays par les communes, sous l'impassible garantie d'une royauté captive; mais, désireux d'arriver à ce but, ils ne pensaient point à le faire proclamer d'une façon absolue par un acte constitutif. Attirer de fait toutes les affaires dans les discussions de la chambre basse, et par ce moyen concentrer peu à peu le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie, telle était leur prétention la plus secrète et la plus téméraire. Les opinions qui s'agitaient au-dessous d'eux dans la chambre et qui avaient déjà prononcé le mot de république arrivèrent plus tard au gouvernement, et n'y purent guère réaliser, sous d'autres noms, que les souhaits formés avant qu'elles eussent paru.

La religion, il est vrai, donnait aux sentiments de la chambre basse l'élévation qui leur manquait du côté de la politique ; mais le chaos naquit de la contradiction des idées. Le Long Parlement se trouva décomposé en une foule d'opinions, de croyances et de sectes qui se coalisèrent et se combattirent aveuglément, et qui auraient expiré de lassitude et d'impuissance si l'audacieux génie de Cromwell ne les avait nourries pour entretenir sa propre fortune. Lors donc qu'après avoir entrepris de remédier aux maux politiques il fallut songer à la réforme religieuse, tous les membres des communes furent d'accord pour renouveler contre les catholiques les proscriptions, qu'Élisabeth avait poussées aux dernières extrémités; on se concerta même pour faire enlever des temples tous les ornements, toutes les images, tous les souvenirs, que Lawd y avait fait restaurer. Mais, une fois ces satisfactions obtenues, les anglicans, les presbytériens et toute la diversité des non-conformistes se retrouvèrent aux prises sans pouvoir rien décider. Les Écossais, dont l'insurrection avait été la cause première de la réunion du parlement, demandaient qu'on imitât leur exemple et qu'on abolît l'épiscopat en Angleterre. Leurs commissaires, qui se promenaient à Londres comme des maîtres, passaient de la sollicitation à une propagande active; mais la curiosité et l'empressement qu'ils excitaient tournèrent contre leur cause; on finit par murmurer contre ces étrangers, qui voulaient imposer à l'Angleterre un culte fait pour les barbares des clans. Les députés qui voulaient main-

tenir la monarchie en la plaçant sous la tutelle de la bourgeoisie répétaient alors à leur tour la fameuse maxime de Jacques Ier : *Point d'évêques, point de roi.* Enfin, entre les épiscopaux et les puritains, et parmi les autres sectes, quelques hommes encore rares et peu compris, qui prenaient le nom d'*indépendants*, prêchaient un fanatisme nouveau qui s'accordait avec la tolérance, parce qu'il faisait consister toute la religion dans la communication libre et immédiate de chaque individu avec Dieu. Il semblait dès lors que ce fût la destinée de la réformation de multiplier les divisions et de fractionner chaque jour davantage l'unité de l'esprit humain et de la vérité.

Assailli par toutes ces prétentions rivales, on comprend que Charles Ier, si peu qu'il fût habile à les opposer les unes aux autres, dût se remettre des frayeurs que les débuts du parlement lui avaient inspirées. Dans les premiers moments, suivant l'avis de ses conseillers, il avait songé à absorber dans le pouvoir les principaux meneurs des deux chambres; il avait déjà admis plusieurs lords de l'opposition dans son conseil privé; il fit faire des offres directes à Pym, à Hampden, aux autres membres influents des communes, leur accordant tout et ne leur demandant que de sauver Strafford et l'Église. Mais les divisions qui se manifestèrent bientôt dans la chambre basse lui firent chercher appui dans un parti plus solide et plus uni, dans l'armée, qui, composée de gentilshommes dévoués, parlait de marcher sur Londres et pétitionnait à son tour contre le parlement.

Le complot fut découvert par les espions du parti populaire; les chefs de la chambre basse résolurent de frapper Strafford pour réduire le roi par la terreur.

Au bout de plusieurs mois d'enquête, on commença le procès du ministre. Son hostilité contre toutes les idées populaires était flagrante; mais le crime de haute trahison était difficile à prouver; et l'éloquence de l'accusé combattait pour lui plus encore que son innocence. Les communes virent l'instant où les lords saisis du jugement allaient prononcer un acquittement; elles préjugèrent la culpabilité de Strafford en portant contre lui un bill de proscription (*attainder*); la chambre haute fut subjuguée par leur initiative. Sur quatre-vingts pairs qui avaient suivi les débats, il ne s'en trouva, au bout de dix-sept jours, que quarante-cinq qui voulurent prendre part à leur solution. Parmi les présents, vingt-six votèrent pour le bill, dix-neuf contre. Charles I[er] manqua de liberté et de courage pour sauver le ministre qu'il avait lui-même redouté; les cris du peuple, les frayeurs de la reine, une lettre du condamné, qui demandait à mourir, le décidèrent. Il nomma une commission chargée de signer le bill de l'exécution parmi quelques autres. Strafford eut la tête tranchée le 12 mai 1641. Sa mort laissa le trône sans défense; sa vie l'aurait peut-être exposé à être plus tôt brisé.

En ce moment, le roi dut faire un triste retour sur toute sa conduite passée. Par ses idées de pouvoir absolu, il avait rendu nécessaire la dissolution

des premiers parlements; par l'apparat de sa cour, la levée de subsides arbitraires; par la dissolution du Court Parlement, la convocation du Long Parlement; par l'agitation de l'armée, la condamnation de Strafford. En voyant d'un seul coup d'œil les tristes conséquences qui avaient nécessairement découlé de ses théories de droit divin, il semble qu'il comprit combien la nature même du génie anglais résistait à la politique de sa maison. C'était l'Écosse qui, par son insurrection religieuse, avait provoqué la révolution politique de l'Angleterre; mais c'était elle aussi qui avait été le berceau des Stuarts, dont le système, incompatible avec la bourgeoisie anglaise, avait eu de salutaires effets au milieu de l'aristocratie des Highlands et des frontières. Deux ans auparavant, lors de la convocation du Court Parlement, le roi avait cherché à se rattacher l'Angleterre en mettant en jeu sa haine indélébile contre l'Écosse. Après le supplice de Strafford, faisant tout à coup reculer sa pensée d'un demi-siècle, il fonda son espoir sur la fidélité et sur les rancunes nationales des Écossais; mais, afin que rien ne manquât à ce complet retour vers le passé des Stuarts, il eut le dessein d'envoyer sa femme en France pour engager l'ancienne alliée de sa famille à secourir le roi d'Écosse contre la perfide Angleterre. Ces projets furent déjoués comme tous ceux qu'il avait formés jusqu'à ce jour. Une humble supplique des communes força la reine à rester en Angleterre; et tandis que le roi était allé en Écosse pour y chercher des vengeurs, une effroyable tempête qui s'éleva en Ir-

lande le rejeta seul et désarmé dans le cercle qu'il avait essayé de franchir.

L'Irlande venait de faire sa Saint-Barthélemy au milieu du dix-septième siècle. Les protestants avaient été l'objet d'un odieux attentat dans ce pays, qui pensait pouvoir s'affranchir à la faveur des troubles de l'Angleterre et de l'Écosse, et qui se rendait indigne de la liberté en la proclamant dans le sang. L'horreur que causèrent ces massacres rejaillit sur le roi et sur la reine, dont les insurgés avaient invoqué l'autorité dans leur soulèvement. Le roi, voulant dissiper les soupçons, déféra toute l'affaire au parlement; les communes en prirent occasion de rédiger un manifeste qui, sous le nom de *remontrance*, contenait moins un avis donné à la royauté qu'un appel fait au peuple au nom de tous les griefs qu'il avait contre le gouvernement et de toutes les passions que le puritanisme avait développées. Cet acte, qui n'était qu'un formulaire de plaintes, servit en quelque sorte de constitution au parlement; mais il partagea la nation en deux partis. Il parut exorbitant aux gentilshommes des comtés, aux soldats de fortune, aux légistes, qui affectaient le ton de l'aristocratie, et il les décida à se rallier autour du roi, qu'ils avaient censuré tous les premiers, mais qu'ils ne voulaient pas voir descendre sous la tutelle de la bourgeoisie. A toute la partie du peuple qui vivait du commerce, et qui pouvait s'associer au mouvement politique, il révéla au contraire les liens qui l'attachaient au parlement, et inspira le désir de les resserrer. Dès lors circulèrent les noms de *cavaliers* et de *têtes rondes*, qui étaient

chaque jour échangés entre les membres des deux partis rassemblés à Whitehall sous les fenêtres du roi, et à Westminster devant la porte des chambres. Au milieu de ces émeutes journalières, le parlement, pour satisfaire le parti puritain et pour empêcher qu'il n'exigeât un jour la suppression totale de l'épiscopat, déclara les évêques déchus de leurs droits politiques, et les exclut de la chambre haute. Le roi, de son côté, se sentant appuyé par les cavaliers, voulut faire une démonstration énergique; il accusa de haute trahison les principaux agitateurs des deux chambres. Les communes refusèrent de livrer leurs chefs; le roi vint les chercher en personne dans son sein; il ne les y trouva pas. La Cité, dont les priviléges étaient inviolables, les avait reçus et cachés. Le lendemain, le roi alla les demander au conseil de la Cité, dîna chez l'un des shérifs, qui était connu pour son puritanisme, mais n'obtint rien, ni par autorité ni par condescendance. Il se hâta de quitter Londres, où il se sentait vaincu, pour aller chercher un appui parmi la noblesse des comtés. Dès qu'il fut parti, les chefs des communes furent ramenés en triomphe de la Cité à Westminster. Pour lui, s'étant replié de Hampton-Cort sur Windsor, il descendit jusqu'à Douvres pour protéger l'embarquement de la reine, qui s'en allait vendre ses bijoux en Hollande, afin de payer des soldats; puis il se retira à York, qui était la ville principale du nord de l'Angleterre, et dont son séjour fit une seconde capitale. De là, par de nouvelles concessions, il marchanda la paix en préparant la guerre. Les partisans que la prérogative avait encore dans

les chambres et dans les hautes fonctions le vinrent rejoindre en cet endroit, et livrèrent ainsi Londres au parlement. La bourgeoisie, qui restait seule dans les communes, et qui était secondée jusqu'au bout par une partie de l'aristocratie fidèle à ses anciennes rancunes contre la royauté, ne songea point alors, malgré tout son pouvoir, à aucun coup d'État qui ressemble à la suppression du principe monarchique votée par nos assemblées révolutionnaires; elle ne cessa de négocier avec le roi, et elle lui proposa des conditions qui devinrent plus tard le programme de la monarchie constitutionnelle. Ce qu'elle fit de plus hardi, ce fut de décréter que les forces militaires seraient levées en son propre nom, et non point en celui du roi; mais cette mesure, la seule, parmi celles qu'elle pressait, qui dépassait les formes de la royauté tempérée, était évidemment une défense dont l'imminence de la guerre lui ordonnait de se pourvoir. En effet, Charles Ier, ayant rejeté les articles qui firent plus tard asseoir le prince d'Orange et la maison de Hanovre sur le trône d'Angleterre, se trouva dans la nécessité, pour poursuivre ses desseins, de violer la loi du nouveau parlement et de lever des soldats par son propre pouvoir. Quand le roi eut fait cette démarche, qui prouvait assez qu'il voulait regagner le terrain qu'on lui avait pris, le parlement, à la tête des troupes qu'il avait levées par son autorité, se trouva en état de protéger son indépendance contre un ennemi, et eut l'air de ne le combattre que défié par lui.

Lorsque Charles Ier eut planté son étendard à Nottingham (24 août 1642), et que le parlement

eût donné au comte d'Essex, général de ses armées, l'ordre de répondre à cette provocation de guerre, on commença à voir éclater une puissance qui avait jusque-là grondé sourdement sous les rangs des bourgeois puritains et qui devait faire, au milieu de leurs entreprises bornées, un sombre et mystérieux interrègne. Cette puissance se résume tout entière dans le nom de Cromwell.

La bourgeoisie anglaise faisant alliance avec le calvinisme écossais pour restreindre le pouvoir royal et le pouvoir épiscopal, sans détruire entièrement ni l'un ni l'autre, tel est le grand fait que nous avons pu signaler jusqu'à présent dans les commencements de la révolution d'Angleterre. Cromwell représentait un principe plus absolu que ceux que nous venons de voir en jeu au milieu des événements. Il appartenait à la secte des *indépendants*, dont nous avons déjà prononcé le nom. Il y avait dans ces sectaires plus de Luther que de Calvin. La maxime du père de la réforme, que par le baptême chacun devenait son prêtre, son évêque et son pape à lui-même, reçut par eux en Angleterre sa complète réalisation. Car les anglicans avaient renié le pape, les presbytériens avaient renié les évêques; mais les *indépendants* arrivèrent seuls à accomplir toute la parole du maître en reniant les prêtres eux-mêmes. L'autorité du pape avait été abolie au nom de l'indépendance de la nation; l'autorité des évêques avait été abolie au nom de l'indépendance du clergé; l'autorité des prêtres fut abolie à son tour au nom de l'indépendance de l'homme. La première révolution avait été l'œuvre des princes, qui s'af-

franchissaient en affranchissant leurs peuples; la seconde avait été l'œuvre des théologiens calvinistes, qui, tout en prêchant l'égalité, avaient encore maintenu deux castes bien distinctes dans l'Église, celle des ministres et celle des fidèles; la troisième fut l'œuvre de l'inflexible logique qui, avec le temps, produisit ses dernières conséquences et proclama l'affranchissement de l'individu comme le terme suprême de la réformation : c'était aussi son point de départ. En niant le libre arbitre, Luther avait placé l'homme, par rapport à son salut, hors de l'atteinte de toute tutelle et de toute direction efficaces. En mettant en Dieu seul la raison de nos mérites, et dans la foi l'unique moyen de communication entre la conscience et le ciel, il avait également jeté les bases de l'oppression des individus au nom de Dieu et de la souveraineté individuelle absolue, selon que l'esprit de système s'arrêterait à considérer dans sa doctrine ou la fin ou le moyen du salut. Pour lui, il se préserva de ces deux extrémités en reconnaissant au pouvoir temporel, ou à la loi, le droit de régir les sociétés politiques suivant ses propres principes. Mais cette barrière purement arbitraire n'empêcha point ses idées d'obtenir leurs résultats inexorables; et l'on vit, à un siècle de distance, en Allemagne, les anabaptistes obéir aveuglément à un despotisme sacerdotal; en Angleterre, les *indépendants* se réunir au nom de l'émancipation complète de l'individu dans l'ordre religieux et politique.

La secte des *indépendants* procura pourtant à l'Angleterre deux avantages en échange desquels elle

obtint le pouvoir. Le principe de l'inviolabilité individuelle qu'elle proclamait la conduisait à soutenir la liberté des consciences; n'admettant d'autre règle religieuse que celle que l'individu se révélait à lui-même dans ses relations directes avec Dieu, elle devait accorder une entière tolérance à toutes les manières diverses d'adorer l'Être suprême; et c'était un véritable progrès que de substituer à l'anglicanisme, jusque-là si ardent dans ses persécutions, un état de choses qui accordait aux catholiques la permission de se produire aussi librement que les protestants. Le second service que les indépendants rendirent à la révolution anglaise fut de lui donner des soldats sans lesquels elle aurait à coup sûr été vaincue. La force que les peuples déploient dans les luttes de leur histoire est toujours proportionnée au terme qu'ils veulent atteindre. Pour conquérir la monarchie constitutionnelle, dont il ne se rendait même pas un compte très-clair à lui-même, le parlement n'avait trouvé que des troupes sans discipline, sans audace, sans élan; en plaçant le but plus loin, Cromwell éleva l'âme des soldats qu'il enrôla. Ayant reçu, comme la plupart des autres membres des communes, une commission de capitaine dans les armées, et ayant recruté dans sa province une compagnie de cavalerie, il lui apprit à se conduire de manière à mériter le ciel, qui le touchait peut-être déjà moins que les grandeurs de la terre ne l'attiraient. L'exaltation qu'il avait fait naître parmi les siens fut féconde en traits de bravoure, qui lui valurent en récompense le grade de colonel; et lorsqu'il eut mille cavaliers sous son

ordre, attachés à sa personne, non-seulement par le lien ordinaire du devoir militaire, mais par le dévouement de l'enthousiasme religieux, il songea sérieusement à sortir de l'obscurité dans laquelle il était resté plongé jusques alors, et à triompher de la politique du roi et de celle du parlement tout ensemble.

Cependant le parlement avait de la peine à tenir tête aux premières attaques de Charles I[er]. Dans les combats de Worcester et d'Edge-Hill (1642), l'avantage put être revendiqué par les deux partis. L'année suivante, le roi s'empara de Bristol, la seconde ville du royaume; le comte d'Essex l'empêcha de prendre Glocester, et obtint à Newbury (20 septembre 1643) une victoire douteuse et stérile. Le parlement crut décider la question en appelant à son aide les Écossais, qui, depuis leur insurrection, vivaient dans une indépendance presque complète, sous le régime de leurs propres lois; il acheta leur intervention en signant un *covenant* qui stipulait la suppression de l'épiscopat en Angleterre et la réunion des Églises des deux royaumes. Le roi s'était mis en mesure de parer à ce coup en faisant une trêve avec l'Irlande. Par suite de l'armistice conclu avec ce pays, il retira les troupes qui y étaient occupées et les appela à Oxford, la ville la plus dévouée du royaume, dans laquelle il avait fixé sa cour, pour tenir de plus près la capitale en échec. Le 13 janvier 1644, le chevalier Fairfax dispersa les troupes irlandaises avant qu'elles eussent rejoint le roi, et il opéra lui-même sa jonction

avec Lesley, comte de Leven, soldat formé dans les guerres d'Allemagne, qui amenait vingt mille Écossais au secours du parlement. Une bataille générale s'engagea à Marston-Moor le 2 juillet 1644; la victoire resta aux parlementaires. Cromwell, qui était devenu lieutenant général et qui pourtant ne commandait encore qu'en sous-ordre, eut l'honneur de la décider.

Dès lors la défaite du roi et la fortune de Cromwell parurent également inévitables. Hampden et Pym, les deux chefs du parlement, étaient morts l'année précédente; parmi les généraux de l'assemblée, le comte d'Essex, depuis longtemps en butte aux soupçons, se laissa désarmer dans le comté de Cornouailles; Waller fut défait à Copredy-Bridge par le roi lui-même; le comte de Manchester fut une seconde fois vainqueur à la seconde bataille de Newbury, grâce au concours de Cromwell. Celui-ci obtint, dans les intérêts de sa politique, un autre avantage plus signalé en amenant les chambres au fameux acte de *renoncement à soi-même*, par lequel tous les membres du parlement qui occupaient des fonctions à l'armée s'engagèrent à les résigner. Essex, Manchester, tous les autres seigneurs qui avaient de grands commandements, s'étant ainsi démis de leurs commissions, le chevalier Fairfax fut nommé général unique. Gouverné par Cromwell, il le retint dans son armée comme indispensable, lui seul d'entre les parlementaires, et remplit les cadres de l'armée d'officiers *indépendants*. A mesure que le roi devenait moins redoutable, le parlement voyait ainsi naître

un nouvel ennemi; il crut avoir encore assez de pouvoir pour les enchaîner tous les deux, et peut-être aurait-il réussi s'il était parvenu à terminer la guerre. Mais les négociations entamées à Oxbrige furent rompues par le refus de Charles Ier, dont le comte de Montross venait de relever l'étendard au fond de l'Écosse, de façon à lui présager un meilleur avenir. L'exécution de l'archevêque Lawd et celle de quelques autres prisonniers politiques, par lesquelles le parlement avait voulu soutenir sa puissance révolutionnaire et compenser les pourparlers entrepris avec le roi, ne semblèrent plus qu'une cruauté inutile lorsque ces négociations eurent échoué. La bataille de Nazeby (14 juin 1645), qui fut encore gagnée par la cavalerie de Cromwell, entraîna la chute du trône; et après avoir attaqué le pouvoir royal, les chambres virent s'abîmer avec lui le seul appui qui leur restât. Les dernières forces de Charles Ier furent détruites par la reddition de Bristol, par la défaite du prince de Galles dans le comté de Cornouailles, par la dispersion des montagnards écossais que Montross avait soulevés; mais l'espérance ne l'abandonna point encore. Près d'être assiégé dans Oxford, il revint à l'ancien projet qu'il avait fondé sur la fidélité des Écossais, et, ayant fait préparer les voies d'une réconciliation par l'ambassadeur de France, il alla se livrer à eux. Les Écossais le traitèrent non comme leur prince, mais comme leur prisonnier; après l'avoir forcé à abandonner les dernières places qui tenaient pour lui, ils le remirent dans les mains du parlement, qui leur paya en échange quatre cent mille livres sterling pour les frais de la guerre.

Il sembla d'abord que la captivité de Charles Ier n'eût fait que relever sa fortune; car, entre les deux partis qui se disputaient désormais les fruits de la victoire qu'ils avaient remportée sur lui, il devenait arbitre et pouvait décider de la suprématie. Le parlement songeait si peu à renverser la monarchie qu'il voulut licencier l'armée, asile et instrument des hommes qui rêvaient une constitution nouvelle. Mais Cromwell en prit occasion d'ériger l'armée en parti; il forma dans son sein un parlement militaire, dont les *indépendants* étaient les maîtres, et qu'il opposa au parlement de Westminster; puis il fit enlever le roi par un détachement dévoué, et envoya à Newmarket ce prisonnier, qui tenait encore toute l'autorité dans ses mains. Il lui manquait un prétexte pour amener ses soldats à Londres; il l'eut bientôt créé en faisant réclamer leur secours par les députés *indépendants* qui siégeaient au milieu des presbytériens des communes. Plus la bourgeoisie puritaine de la chambre basse était serrée de près par le parti nouveau, qui lui disputait le pouvoir après le lui avoir donné, plus elle cherchait à se rapprocher du roi; profitant du voisinage de Hampton-Cort, où les *indépendants* l'avaient conduit, elle reprit avec lui ses négociations secrètes.

Cromwell, lent à développer son ambition, ou prudent à assurer ses avantages, n'avait pas cessé de son côté de traiter avec Charles Ier et d'essayer de l'employer à ses desseins; voyant qu'il n'en pouvait rien attendre, et n'ayant pas encore lui-même assez d'empire sur l'armée pour la déterminer selon ses secrets désirs, il ne songea qu'à compliquer la situa-

tion pour se rendre de plus en plus nécessaire; il fit évader le roi de Hampton-Cort pour le faire retomber prisonnier dans l'île de Wight, entre les mains d'une de ses créatures. Il voulut alors consolider sa propre autorité parmi ses soldats, dont les derniers rangs, non contents de demander l'abolition de la monarchie et de la noblesse, voulaient que l'égalité des biens et du pouvoir fût complète, et qu'on réalisât immédiatement sur la terre la société chrétienne des élus. Suspect aux yeux de ces *niveleurs,* Cromwell les réduisit en écrasant leurs chefs par la terreur, et en se conciliant la foule par la haine qu'il afficha désormais pour la royauté. Il raffermit ainsi le parti des *indépendants*, en le forçant à conserver sa discipline, que les dissensions avaient failli rompre. Il avait vaincu par la ruse celui des puritains; comme il cherchait encore une occasion de l'anéantir par la violence, les Écossais la lui fournirent bien à point. Désespérés de voir le presbytérianisme succomber en Angleterre ils vinrent pour l'y rétablir et pour défendre le *covenant* et le roi qu'ils avaient livré. Cromwell marcha à leur rencontre, les battit dans le comté de Lancastre, à trois reprises successives, à Preston, à Wigan, à Warrington (août 1648), et les poursuivit jusqu'en Écosse. Pendant qu'il s'éloignait de Londres, les parlementaires avaient recommencé leurs négociations auprès de Charles Ier, et reconquis une sorte de popularité. Cromwell victorieux se hâta de revenir sur ses pas, et de briser d'un seul coup les deux pouvoirs qui conspiraient contre celui dont il était investi. L'armée marcha de nouveau sur la capitale, et ses agents, apostés devant Westminster, en

interdirent l'entrée à cent quarante et un membres presbytériens. Quand le parlement eut été ainsi purgé, Cromwell, qui savait faire ces grands coups d'État sans agir de sa personne, vint y prendre sa place, et alla, en sortant, occuper à Whitehall les appartements mêmes du roi. Pour Charles Ier, enlevé de l'île de Wight, d'où il n'avait pas voulu se sauver, il fut transféré à Windsor, et au bout d'un mois à Londres, où ce qui restait de la chambre des communes, subissant la volonté de l'armée, institua, malgré les protestations de la chambre haute, un comité de trente-huit membres pour l'accuser, et une commission de cent trente-trois personnes pour le condamner. Le 20 janvier 1649, Charles Ier comparut pour la première fois devant ses juges; le 30 janvier il monta sur l'échafaud, dressé devant Whitehall, et fut exécuté par un bourreau masqué.

Jusqu'au dernier moment il avait entretenu ses espérances et réservé ses prétentions. Quelques jours avant d'être amené devant le tribunal il disait : « J'ai « encore trois cartes à jouer, dont la plus mauvaise « peut suffire à me faire tout regagner. » Durant le procès il montra la noblesse qu'on devait attendre d'un esprit préparé à subir toutes les fortunes plutôt que de faire plier ses opinions de dignité innée et de droit divin. Lorsqu'il fut condamné et qu'il lui fut permis d'embrasser ses enfants pour la dernière fois, les tenant sur ses genoux, il leur enseigna, au nom de sa mort, les principes qui le faisaient mourir; sur l'échafaud même, conversant tranquillement avec les officiers, il marqua la différence qu'il y avait entre un souverain et un sujet.

Ainsi la hache du bourreau qui trancha sa tête ne fit point fléchir ses idées et ne leur ôta rien. La politique des Stuarts resta entière dans son esprit tant que son esprit anima son corps; après qu'il eut cessé de vivre, elle respirait encore. Pour lui faire perdre ce que, par l'effet d'une réaction naturelle, l'audacieuse exécution du roi lui avait rendu de force et de sympathies, il fallait toute la résolution et tout le bonheur de Cromwell.

La chambre mutilée qui subsistait à Westminster, réduite par les phases successives de la révolution de cinq cent treize membres à cent quarante, s'est flétrie dans l'histoire du surnom de *croupion* (the rump), comme si elle n'était que le reste décharné de la partie la plus vile du parlement: c'est cette assemblée qui fut appelée à formuler une constitution nouvelle pour l'Angleterre. L'abolition de la royauté et celle de la chambre des lords furent les gages qu'elle donna au parti des *indépendants*. Mais ce ne fut pas réaliser suffisamment à leur gré l'égalité chrétienne. pour laquelle ils avaient combattu; ils demandaient encore, entre autres établissements, l'entière liberté de conscience, la promulgation des lois dans la langue nationale, l'égalité de tous devant la loi, le jugement des détenus dans un court délai, l'exclusion de la force militaire dans toute affaire civile; quelques-unes des sectes comprises dans leur sein voulaient en outre la distribution égale de toutes les jouissances, de tous les biens, de toutes les prérogatives, la suspension de toutes les lois, la substitution du principe de l'individualisme pur à

celui qui avait jusques alors régi les hommes au nom de leur communauté. Ce fut Cromwell, toujours habile à saisir le rôle de modérateur, qui se chargea d'arrêter ce débordement; il écrasa du même coup les pétitions qui pouvaient être justes et les théories qui étaient inconciliables avec l'idée même de la société.

Après avoir ainsi posé des bornes à la nouvelle république, il partit pour la défendre contre ses adversaires. L'Irlande et l'Écosse s'étaient révoltées, l'une au nom du catholicisme, l'autre au nom du presbytérianisme, toutes deux en faveur de la maison de Stuart. Cromwell marcha d'abord contre l'Irlande, y fit une guerre d'extermination, tristes représailles du sang versé huit ans auparavant par les catholiques, et y établit la loi du parlement sur un désert. Bourreau de l'Irlande, ce génie à toutes faces courut aussitôt pacifier l'Écosse par de brillantes victoires et par les mesures les plus prudentes; puis, s'attachant au prince de Galles, qui avait excité l'insurrection de ce pays et qui la fomentait en Angleterre, il le battit à Worcester et le força à s'exiler sur le continent, tandis que la marine anglaise, poursuivant au delà des mers la race des Stuarts, attaquait les Hollandais, qui s'étaient toujours déclarés pour elle. C'était un coup hardi et qui porta ses fruits que de s'en prendre, au nom même de l'élément le plus révolutionnaire de l'Angleterre, à cette puissance des Provinces-Unies qu'Élisabeth avait dû respecter comme une alliée, mais que la politique britannique avait sujet désormais de traiter comme une rivale,

et dont le commerce devait un jour devenir sa proie.

Au milieu de l'émotion causée par les triomphes de l'amiral Blake sur Tromp et sur Ruyter, et par l'attitude que la république prenait vis-à-vis de l'Europe, le *rump* se sentit quelque envie de s'attribuer la gloire de diriger en réalité le mouvement du peuple anglais, et il témoigna ses défiances au pouvoir irrésistible de Cromwell. Celui-ci s'était rendu trop considérable par l'enthousiasme de ses victoires et par le fanatisme de ses croyances pour reculer devant l'imprudente provocation du parlement. Il arriva à Westminster, suivi de ses soldats, entra seul dans la salle des séances, injuria les députés avec cette langue vive des prophètes dont il jouait le rôle, les fit pousser dehors, ferma la porte, en mit la clef dans sa poche, et rentra tranquillement à Whitehall (20 avril 1653), ayant terminé impunément par sa volonté l'existence d'une réunion que la volonté du pays n'avait pas rendue inviolable. Une assemblée de cent quarante-quatre membres qu'il fit élire par ses officiers, pour remplacer celle qu'il venait de dissoudre, et à qui il conféra le pouvoir législatif par sa propre autorité, ne délibéra que pendant le temps nécessaire pour démontrer sa propre impuissance; elle résigna, au bout de cinq mois, son autorité entre les mains du conseil militaire (26 décembre 1653). Assuré par ces épreuves successives qu'il ne rencontrerait plus d'obstacles, Cromwell se fit donner par ses officiers le titre de Protecteur de la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande; il le garda cinq ans, et la mort seule le lui enleva (3 septembre 1658).

Sous le nom nouveau de *protecteur*, on a dit que Cromwell exerça toutes les prérogatives du Stuart dont il avait signé la sentence de mort, comme si le changement opéré en Angleterre s'était borné à une substitution de personne; en exagérant les ruses qu'il pratiqua pour conquérir la suprême puissance, on a fait de la révolution anglaise une intrigue ourdie dans le sang par un hypocrite. Ce qui est rare, c'est non pas d'être un fourbe et de joindre de basses menées à un courage héroïque pour parvenir, mais de se maintenir par la justice et par la gloire, et d'être en tout un grand homme quand on est arrivé. Telle fut la destinée de Cromwell. Son avénement fut une innovation proportionnée aux forces de la révolution qui l'avait porté. En protestant contre la race des Stuarts, la bourgeoisie avait deux buts avoués : défendre contre elle la politique des Tudors, et faire consacrer l'autorité qui la représentait. Cromwell satisfit ces deux conditions. Il continua vis-à-vis de l'Europe le règne d'Élisabeth; il obtint la suprématie des mers, put choisir entre les alliances des plus puissants États de l'Europe, et fit porter son deuil à Louis XIV. Au dedans, lorsqu'il prit le titre de *protecteur*, il accorda des garanties suffisantes aux parlementaires, en s'engageant dans l'acte constitutif à ne rien faire sans un conseil, à convoquer le parlement tous les trois ans, à le maintenir cinq mois entiers sans ajournement ni prorogation, ce qui était précisément le vœu de toutes les assemblées précédentes. Mais il ne suffit pas au génie de Cromwell de satisfaire la bourgeoisie; sa grandeur vint même de ce qu'il représenta

au pouvoir quelque chose de plus complexe, de plus vaste et de plus hardi.

Pour obéir à la loi de sa nature, plus encore qu'aux calculs de son ambition, Cromwell s'était fait la tête et le bras du parti des *indépendants*, qui était une expression extrême, mais sincère de la nation. Avant que ce parti entrât dans la lice, tout le débat était resserré dans les limites fixées par les anciennes lois du pays. Au nom de la vieille constitution, la bourgeoisie venait prêter appui à l'aristocratie, pour s'opposer aux accroissements du pouvoir monarchique qui, à cette époque, était vainqueur dans tous les autres États où il n'avait eu à triompher que d'un seul de ces deux éléments. D'une crise constitutionnelle, les *indépendants* avaient fait une révolution; bientôt ils avaient donné à la lutte les proportions d'une bataille livrée à l'ancien droit tout entier. Le droit nouveau qu'ils voulaient lui substituer et qui ne se proposait rien moins que l'affranchissement complet de l'individu, avait des racines naturelles dans le caractère du peuple anglais; mais il manquait de deux conditions essentielles de viabilité. Absolu, comme il était sorti de l'effervescence théologique de la réformation, bien loin de pouvoir servir de base à une organisation sociale, il était diamétralement contraire à toute idée de société humaine; incapable de former un lien durable dans une secte, comment aurait-il pu subvenir au gouvernement de tout un peuple? En second lieu, une discussion préliminaire, semblable à celle qui précéda d'un siècle la révolution française, n'avait point soumis ce principe à l'épreuve de l'opinion et des

faits, et n'avait point tiré de lui et mis en lumière ce qu'il pouvait avoir d'applicable et d'efficace. La chimère de la souveraineté individuelle, que les *indépendants* avaient prise pour un système complet et réalisable, se réduisit donc à l'action de l'individualité de Cromwell : le protecteur dut faire passer ce système au crible de son génie. Avant de parvenir au pouvoir, il avait dompté les sectaires qui l'y poussaient; lorsqu'il y fut arrivé, il ne leur accorda que ce que ses grands instincts jugèrent compatible avec l'administration du pays dont il se trouvait, sans doute après l'avoir souhaité, l'arbitre suprême. Il garda quelques habitudes étranges qu'il avait empruntées à leurs convictions. Le don de prophétie, qu'il s'était attribué, n'était pas seulement la justification de sa puissance aux yeux de la société chrétienne des *indépendants;* c'était aussi la plus haute manifestation de cet individualisme britannique qui, en soustrayant l'homme à la tutelle d'une autorité sociale, est obligé de le placer dans un mystérieux et éternel dialogue avec Dieu. Élisabeth avait donné à l'orgueil de sa nation cette courtoisie qui tenait à son sexe; Cromwell lui donna je ne sais quoi de sombre, de sauvage et d'exalté qui était en lui plus qu'en aucun autre de ses contemporains. De ces deux espèces d'orgueil se forma d'une manière définitive le type poétique de l'Angleterre, peuple singulièrement doué, qui, du sein d'une société positive et toute marchande, voit sortir de siècle en siècle des figures terribles et sublimes comme celles de Shakspeare, de Milton et de Byron. Cromwell fut un génie de cette trempe;

il représenta, avec une majesté dont on ne pouvait voir le fond, un pays dont la vie semble être entièrement à la surface; de là vint aussi qu'il l'entraîna pendant son existence, et qu'il le laissa sans tradition après sa mort. Il disparut tout entier; il emporta avec lui le rêve que les *indépendants* avaient couronné dans sa personne, et dont son règne avait suffi pour dissiper l'illusion; quant à la puissance qu'il avait fondée, elle périt avec le fanatisme dont il lui avait donné les formes. Mahomet aurait-il pu établir un empire solide au milieu du dix-septième siècle? Les négociants et les matelots de la Grande-Bretagne pouvaient-ils tenir leur esprit dans les régions où Cromwell les avait emportés un peu malgré eux? Leur commerce pouvait-il conserver longtemps les apparences idéales d'un gouvernement biblique?

Richard Cromwell, qui avait été désigné protecteur par son père mourant, se hâta, au bout de quelques mois de règne, d'abdiquer le pouvoir, dont il n'avait usé que pour se fatiguer inutilement à combattre l'influence de l'armée par celle du parlement, et l'influence du parlement par celle de l'armée. De la nombreuse famille de Cromwell, ce vulgaire personnage était pourtant le moins impropre à continuer son œuvre. Le conseil des officiers, demeuré maître, rappela l'assemblée qui avait institué la république; mais la mort de Cromwell, au lieu de donner aucune force à ce parlement qu'il avait tant mutilé, sembla le livrer plus faible encore et plus déconsidéré à toutes les attaques de l'ambition et du ridicule. Tandis qu'il se débattait contre l'oppres-

sion du général Lambert, qui aspirait à succéder à Cromwell, un autre général, le plus près du pouvoir après celui-là, Monk, qui commandait en Écosse, s'avança vers Londres avec douze mille soldats. Il fut pris pour arbitre. Au lieu de se décider pour les officiers, il constitua de nouveau le *rump;* mais il y appela tous ces bourgeois puritains qui avaient été exclus du Long Parlement lorsque les *indépendants* triomphèrent et qu'ils préparèrent le renversement du trône. La grande tragédie de Cromwell ayant eu dans sa mort un dénoûment naturel, la comédie qu'on jouait lorsqu'il entra en scène reprit ainsi son cours interrompu; la bourgeoisie, qui en avait le principal rôle, ne le ressaisit que pour s'en démettre. Le *rump*, où elle avait déplacé la majorité, se déclara lui-même dissous et en appela aux élections. Le nouveau parlement, qui se réunit à Westminster le 25 avril 1660, se trouva composé de gens qui redemandaient tout ensemble la monarchie et le presbytérianisme. Quelques mois auparavant, Monk aurait pu prendre le pouvoir pour lui : soit modération, soit médiocrité, il s'estima heureux de l'offrir au fils aîné de Charles I[er]. Le 29 mai suivant, Charles II, rappelé de Hollande par un vote solennel du parlement, rentra à Londres sans être lié par un acte formel, bien disposé au contraire à continuer tous les plans de son père envers cette bourgeoisie qui ne se doutait pas qu'il pût ou qu'il osât s'en souvenir.

Si la révolution anglaise diffère complétement de la révolution française, on n'en saurait dire autant des deux restaurations qui les ont suivies et qui

offrent des points de ressemblance vraiment surprenants. La révolution d'Angleterre échoua par sa propre impuissance; conséquence d'un principe inapplicable et qui n'avait point été éprouvé par la discussion, elle rentra elle-même dans son lit; et, ne laissant que des débris sur ses rivages, elle fournit à ses ennemis l'occasion d'un facile triomphe. Lorsque la révolution de France fut vaincue par la réaction des nations étrangères contre lesquelles Napoléon avait détourné ses forces et ses conquêtes, elle laissa sur le sol foulé par l'invasion des institutions profondément enracinées et une société toute nouvelle. Mais, en revenant dans le pays d'où ils avaient été chassés, les Stuarts comme les Bourbons prirent leur point d'appui sur les puissances extérieures pour recouvrer les lambeaux du pouvoir qui leur avait été arraché par leurs peuples.

Étant monté sur le trône sans le secours des étrangers, Charles II aurait pu soustraire son gouvernement à leur influence, s'il ne s'était pas mis peu à peu en lutte avec la nation. Oubliant de satisfaire les puritains auxquels il devait son rappel, il ne songea qu'à se contenter lui-même. Quand il punit les juges de son père, quand il licencia l'armée dont ils avaient été les instruments, les presbytériens applaudirent avec lui à la ruine de leurs ennemis communs; mais leur dissentiment commença à éclater lorsqu'il rétablit l'épiscopat avec de très-légères restrictions. L'année suivante (1661), un autre parlement, plus dévoué encore que le précédent, condamna au feu le *covenant*, parmi d'autres actes républicains, et vota (1662) le *bill d'uniformité*, qui proscrivait de

nouveau les dissidents religieux. Deux mille ministres presbytériens renoncèrent en un seul jour à leurs bénéfices plutôt que de consentir à cet acte. Cette assemblée, plus royaliste que le roi n'osait encore le paraître, ajouta à ces mesures le vote de subsides considérables; mais le roi, plus prodigue à son tour que le parlement, et ne sachant comment suffire au gouffre de ses plaisirs, vendit Dunkerque à la France pour 400,000 livres sterling. Ce n'était pas encore assez; et, pour avoir un prétexte de solliciter de nouveaux subsides, il déclara à la Hollande une guerre qui ne lui valut que des humiliations, puisqu'elle attira les vaisseaux ennemis jusque dans la Tamise, et qu'elle ravit à l'Angleterre quelques-unes des prérogatives de cet empire absolu des mers conquis par la république. Au même temps, la peste et l'incendie dévoraient Londres; et Shaftesbury, espèce de Cromwell subalterne, homme ayant une théorie et des ruses toutes prêtes au service des circonstances, introduisait au sein du pouvoir les divisions qui semblaient s'apaiser dans la société. Dans cette situation, Charles II ouvre l'oreille aux propositions de Louis XIV, et il se décide à proclamer les principes de politique étrangère et de politique intérieure de la France, cette antique alliée, qui, après avoir contribué à la grandeur des Stuarts d'Écosse, va entraîner la ruine des Stuarts d'Angleterre.

La femme de Charles Ier était sœur de Louis XIII; la sœur de Charles II avait épousé le frère de Louis XIV. Si malgré ces alliances la France n'était pas encore intervenue dans la révolution anglaise, il

faut moins l'attribuer au désir qu'elle avait de voir une nation si longtemps sa rivale s'affaiblir dans les discordes publiques qu'aux soins politiques qui l'avaient préoccupée jusqu'alors, et qui avaient attiré toute l'attention de l'Europe sur un autre point. La guerre de Trente ans, dirigée contre les deux branches de la maison d'Autriche, avait concentré les efforts de notre diplomatie en Espagne et en Allemagne, et avait absorbé le génie de Richelieu et celui de Mazarin. Cette lutte, qui fut le grand événement de la politique extérieure du dix-septième siècle, contribua bien plus que la situation des îles Britanniques à préserver de l'intervention des puissances étrangères la révolution anglaise, qui ne fut que le fait principal de la politique intérieure de la même époque. La monarchie française, qui avait fini par se ménager le pouvoir de diriger et de pacifier les guerres de l'Allemagne, en retira une grandeur et une force que n'affaiblirent point les troubles de la Fronde, pâle imitation des complots de la bourgeoisie et de l'aristocratie anglaise contre la puissance des Stuarts. Victorieuse au dehors et au dedans, elle commença, dans la personne de Louis XIV, ce mouvement rapide d'ascension qui, avant la fin du siècle, menaça et coalisa l'Europe, dont elle n'avait semblé d'abord que protéger les libertés.

Louis XIV, qui joue désormais le premier rôle dans l'histoire de la maison de Stuart, était alors parvenu au point où il semblait qu'il ne lui restât plus qu'un pas à faire pour dicter des lois à l'Occident. La Hollande seule, qui avait mis des bornes à la puissance de Philippe II, en mettait encore à la

sienne. Il ne pouvait l'accabler qu'avec l'alliance de l'Angleterre. Charles II était déjà uni au roi de France par ses idées, par ses mœurs, par les modes qu'il portait, par le faste qu'il déployait, par la littérature qu'il encourageait, par les doctrines qu'il professait, par un secret penchant pour la religion catholique, à laquelle le rétablissement de l'épiscopat conduisait, et que le duc d'York, son frère, avait embrassée publiquement. L'argent que Louis XIV versa à ce prodigue acheva de vaincre les scrupules qui pouvaient lui rester. Mais s'il avait importé à l'Angleterre de diminuer les flottes et le commerce de la Hollande et de s'assurer contre elle le sceptre de l'Océan, il importait plus encore d'empêcher ce pays de devenir une province de la France, qui, par cette accession, aurait régné en souveraine non-seulement sur le continent, mais encore sur les mers.

Lorsque la nation anglaise vit ses vaisseaux marcher de conserve avec ceux de la France, qui avait résolu d'écraser le protestantisme hollandais, elle se jugea trahie; et comme, malgré les libéralités de Louis XIV, Charles II fut obligé, pour se procurer de l'argent, de rassembler le parlement prorogé depuis deux années, il le trouva rebelle, et n'en put obtenir de minces subsides qu'en subissant ses conditions, et en approuvant le fameux *bill du test*, par lequel tout officier public devait, outre les serments d'*allégeance* et de *suprématie*, jurer qu'il ne croyait point à la transsubstantiation du corps de Jésus-Christ dans le sacrement de la Cène. Cette loi était destinée à fermer la carrière politique aux catholi-

ques, et notamment au duc d'York, leur chef avoué, qui fut forcé de quitter le commandement de la flotte. L'héroïsme qui sauva la Hollande donna de nouvelles forces à l'opposition parlementaire. Persuadé qu'il n'obtiendra plus de subsides pour une guerre impopulaire, Charles II fait séparément sa paix avec les Provinces-Unies en 1674, et il en obtient 300,000 livres sterling. L'Angleterre se prévaut des succès qu'elle vient de remporter sur son roi; elle veut le forcer à seconder tout à fait le vœu de ses intérêts et de ses sympathies. Voyant dans Louis XIV, comme Élisabeth dans Philippe II, le représentant des idées qu'elle combattait depuis un siècle, elle brûle de se jeter dans la coalition que les autres puissances forment contre lui. Charles II ne considère dans les souhaits de sa nation qu'un moyen d'avoir de plus riches subsides, et pour les solliciter il accorde la main de sa nièce la princesse Marie, fille du duc d'York, à Guillaume, prince d'Orange, qui a bravé, comme son aïeul, les forces d'un roi formidable; cependant il tend une autre main à Louis XIV, qui ne cesse d'y verser ses trésors sans pouvoir la remplir, mais qui gagne par là d'éloigner les Anglais de la lutte assez longtemps pour pouvoir commander encore à l'Europe en réglant le traité de Nimègue.

Il fallait un prétexte aux Anglais pour manifester leur mécontentement. Shaftesbury, qui, après avoir conspiré pour le pouvoir nouveau, conspirait contre lui depuis qu'il l'avait vu braver de nouveaux dangers, se chargea de faire naître une occasion. Ce fut, à ce qu'il paraît, par son inspiration qu'un men-

diant, transfuge de toutes les croyances, s'en vint dénoncer au parlement une *conspiration papiste*, que des renseignements venus de haut rendirent vraisemblable aux yeux du public. Le parlement récompense le délateur et envoie au supplice le secrétaire de la duchesse d'York et plusieurs jésuites. Cassé par le roi en 1678, il fait place immédiatement à une assemblée plus ardente et plus audacieuse, qui exclut formellement le duc d'York du trône, qui bannit de son sein les créatures de la cour en établissant l'incompatibilité des fonctions de député avec tout emploi salarié, qui déclare illégales les troupes permanentes, même la garde du roi, et qui consacre à jamais la liberté individuelle par le célèbre bill d'*habeas corpus*.

En ce moment, tout était de nouveau en feu dans les trois royaumes. L'Écosse s'était révoltée ouvertement contre l'épiscopat, qu'on avait voulu lui imposer. Les presbytériens, poursuivis dans les Highlands par les dragons de Claverhouse, qui donnaient l'exemple aux dragonnades des Cévennes, furent vainqueurs au combat de London-Hill; mais ils succombèrent au pont de Bothwell. Leurs rancunes survécurent à leur armée. Le mot de *whig*, que ces montagnards prononçaient en chassant leurs bêtes devant eux, fut donné dans ce même temps à tout un parti qui se forma dans la Grande-Bretagne des débris des puritains revenus de leurs illusions. Le nom de *tory*, qui désignait les soldats catholiques de l'Irlande, fut appliqué par eux au parti contraire, qui finit par l'adopter. Ainsi placée entre l'Écosse presbytérienne et l'Irlande catholique, l'Angleterre

voyait les passions de ces deux royaumes, conquis, mais non domptés, fomenter des discordes éternelles dans son propre sein. Deux fois le roi crut mettre un terme à ces dissensions en cassant successivement les parlements, où elles se livraient des batailles funestes à sa prérogative. Enfin, en 1680, il se décida à régner sans parlement, comme son père avait essayé de le faire; pour ne point voir entamer son autorité, il consentit à la faire dépendre de la générosité de Louis XIV, qui lui compta une pension annuelle de cent mille livres sterling. Mais la réaction à laquelle il se livra pour affermir son pouvoir faillit hâter la ruine de sa race. Shaftesbury, qui avait vainement tenté de vaincre la cour en dénonçant ses desseins, était sur le point de faire éclater celui qu'il mûrissait lui-même depuis longtemps, et dont il avait confié l'exécution au duc de Monmouth, fils naturel et unique de Charles II. Il vit sa conspiration éventée, se sauva en Hollande, et y mourut au bout de trois mois, agité par toutes les espèces de doute. Pendant ce temps, ses complices, chefs de la noblesse et de l'armée, appartenant à différentes opinions, furent saisis et traduits en jugement. Lord Russel, partisan de la monarchie, mais ennemi du duc d'York, périt sur l'échafaud; le colonel Algernon Sidney, philosophe républicain, eut un sort semblable; le comte d'Essex, animé des mêmes principes, se poignarda dans sa prison. Le duc de Monmouth ne dut sa grâce qu'aux calculs du ministre Halifax, qui, en la lui faisant accorder, se préparait un appui contre le duc d'York, dont il se défiait. Ces procès, où le juge

Jeffreys signala l'excès de son zèle, semblèrent enchaîner l'esprit anglais, et condamner les whigs à l'impuissance. Le duc d'York reprit ses fonctions de grand amiral et tout son crédit; et lorsque, deux ans après (1685), Charles II mourut sans postérité, il put, malgré les bills d'exclusion et celui du *test*, monter tranquillement sur son trône. Ce duc d'York, c'était Jacques II.

Tous les motifs de suspicion que l'opinion publique avait signalés dans l'administration des Stuarts depuis qu'ils étaient montés sur le trône d'Angleterre se trouvaient ostensiblement réunis dans la personne de Jacques II. Ce prince professait la religion catholique; il avait été le conseiller avoué de tous les actes qui avaient marqué la fin du règne précédent. A ces deux titres, il pouvait être justement considéré comme disposé à maintenir la politique anglaise sous l'influence de Louis XIV, qui, de son côté, s'empressa de lui continuer la pension qu'il faisait à Charles II. Cependant les parlements d'Écosse et d'Angleterre, convoqués à l'avénement du nouveau règne, ne témoignèrent d'abord aucune défiance, et votèrent les subsides ordinaires sans difficultés. Mais les anciennes rancunes politiques, réfugiées en Hollande avec l'élite des exilés, ne tardèrent pas à faire des tentatives sur les deux royaumes qui semblaient avoir désappris l'indépendance. Le duc d'Argyle, proscrit sous le règne précédent par l'influence du duc d'York, descendit le premier en Écosse. Les passions politiques n'avaient jamais été assez vives dans ce pays pour qu'il pût en attendre de grands effets; les passions religieuses avaient été

étouffées par les dragonnades de Claverhouse, ou poussées à des excès sur lesquels il n'osa s'appuyer. Aussi, quelques jours après son débarquement, mis en fuite avant d'avoir pu combattre, il fut pris lorsqu'il s'éloignait, à travers ses soldats dispersés, et exécuté par la hache. Le duc de Monmouth, qui avait figuré dans les conspirations des whigs, partit d'Amsterdam, et arriva avec un petit équipement sur les côtes d'Angleterre, peu après que le duc d'Argyle eut touché celles d'Écosse. En prenant le titre de roi, il glaça le zèle des républicains, qui seuls auraient pu lui offrir des secours efficaces contre les partisans de l'Église anglicane et ceux de la royauté héréditaire, blessés par ses proclamations. Atteint par l'armée de Jacques II, dans la plaine de Sedge-Moor, il fut complétement battu et fait prisonnier dans la fuite. Malgré les lâchetés auxquelles il s'abaissa pour sauver sa vie, il fut décapité le 15 juillet 1685.

Ces deux victoires, au lieu de consolider la puissance de Jacques II, donnèrent le signal de sa ruine, parce qu'il voulut forcer les avantages qu'elles lui promettaient. Jeffreys et le colonel Kirk, qui voulut surpasser sa complaisance, furent chargés de poursuivre les complices de la rébellion, et répandirent la terreur que le roi jugeait nécessaire à l'exécution de ses desseins. Quand Jacques crut tout le royaume soumis, il commença ouvertement la restauration de la religion catholique. S'il n'avait voulu que proclamer la liberté de conscience, il y aurait sans doute réussi; il eût pu par cette mesure, que

l'Angleterre a toujours repoussée, consolider son pouvoir; mais il s'était proposé un but plus difficile à atteindre. Après avoir abrogé le serment du *test*, et rendu l'exercice public au culte qu'il professait lui-même, il appela les ordres religieux pour les mettre à la tête de l'éducation. Il les fit paraître à sa cour, y reçut un nonce du pape, et finit par déférer aux catholiques des emplois que la constitution réservait aux protestants. Le clergé anglican réclama contre ce changement décisif que le roi introduisait dans l'État; et pour protéger ce qu'il appelait la déclaration de tolérance, Jacques II poursuivit les évêques et les ministres qu'il trouva contraires à ses projets. Le parlement, qui, le premier, avait protesté contre la suppression du *test*, avait été aussitôt frappé d'une prorogation dont le terme semblait indéfini. La nation murmurait à chaque acte du nouveau gouvernement, mais elle semblait incapable d'en changer elle-même les conditions. De l'étranger lui vint le secours qui lui était nécessaire pour se dérober au système que l'étranger avait contribué à lui imposer.

Pendant que Louis XIV, triomphant sur les ruines de la race de Charles-Quint, s'était fait le champion de toutes les idées d'unité qu'il avait vaincues dans ses ennemis, la Hollande, fidèle au rôle que son origine lui avait tracé, avait produit un homme en qui s'étaient personnifiées les idées de résistance sur lesquelles Henri IV et Élisabeth avaient voulu fonder la constitution générale de l'Europe. Cet homme, c'était Guillaume de Nassau, stathouder

des Provinces-Unies. Arrière-petit-fils du prince d'Orange, qui avait provoqué et défendu l'insurrection des Pays-Bas contre Philippe II, il était aussi par sa mère, Henriette-Marie Stuart, petit-fils de Charles Ier; c'était à lui que Charles II, feignant de resserrer les liens qui attachaient sa maison à la Hollande, avait donné la main de la princesse Marie, sa nièce, qui était fille de Jacques II et qui se trouvait actuellement sa plus proche héritière. Sous le règne du dernier roi, Guillaume était venu à Londres et avait formé avec les whigs des relations qu'il avait gardées secrètes, mais constantes. Devenu par un coup d'État l'arbitre suprême de sa république, et par l'heureuse audace qui arracha la Hollande aux armées françaises le chef de la politique libérale de l'Europe, il comprenait qu'en attirant de son côté l'Angleterre, placée sous la main de Louis XIV, il décidait la grande question de l'équilibre européen. Mais il ne lui suffisait pas de mettre ce royaume dans son parti, il voulut le ranger sous son sceptre. Il se prépara longuement à cette conquête, fomenta la coalition de l'Europe pour se tenir sur le pied de guerre, et attendit que les circonstances lui donnassent le signal d'envahir sa proie. Un événement fait en apparence pour la lui ravir la lui livra.

De sa première femme, fille du chancelier Clarendon, l'un des plus honorables représentants du parti royaliste dès le Long Parlement, Jacques II avait eu deux filles protestantes comme leur mère, Marie, princesse d'Orange, et Anne, mariée au prince George de Danemark. Mais après la mort de sa

première femme, il avait épousé une princesse italienne et catholique, Marie de Modène, qui, au bout de plusieurs années de stérilité et au milieu des froideurs que les galanteries de Jacques II avaient amenées entre eux, déclara une grossesse en 1687, et accoucha, le 10 juin 1688, d'un fils appelé Jacques comme son père. Sous prétexte de venir vérifier cette naissance contestée, Guillaume descendit en Angleterre avec des forces considérables qu'il avait ostensiblement dirigées contre la France. Louis XIV, qui avait dicté tous les actes du gouvernement de Jacques II, l'avait inutilement prévenu des desseins du stathouder, dont il était mieux instruit que le roi d'Angleterre. Jacques ne s'émut que lorsqu'il ne lui fut plus possible ni de douter de sa perte ni de recevoir les secours que la Fran[illegible] avait offerts. Mais alors, au lieu de faire b[illegible] contenance, il avertit lui-même ses ennemis d[illegible] faiblesse en essayant de détruire d'un seul co[illegible] toutes les entreprises de son administration. Cependant Guillaume, ayant débarqué en Angleterre avec quinze mille hommes, le 5 novembre 1688, fut reçu avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il n'affecta aucune des formes de la puissance et qu'il n'invoqua que le droit commun. Il excita des défections au sein même du ministère et jusque parmi les favoris de Jacques II. L'un de ceux-ci, John Churchill, faillit livrer la personne du roi, et entraîna la princesse Anne, dont il avait épousé la confidente, dans le parti de la révolution, qui lui donna le titre de comte de Marlborough. Jacques II, qui avait été un brave marin, n'est plus qu'un prince lâche. Au milieu de

tous ces dangers, il s'enfuit déguisé de Whitehall, dans la nuit du 10 octobre. Arrêté dans son évasion, entouré de témoignages de commisération dès qu'il se fait connaître, il rentre à Londres, cinq jours après, dans un appareil triomphal qu'il doit à la pitié. A peine s'est-il rétabli dans Whitehall que le palais est envahi par les troupes hollandaises, qui ont traversé Londres sans rencontrer aucune opposition. Il ordonne de leur livrer les postes, et ayant reçu lui-même, quelques heures après, de la part de Guillaume, l'ordre de se retirer, il quitte sans démonstration sa capitale, au moment où son gendre va y entrer. Après avoir passé quatre jours dans un château, également dédaigné par ses amis et par ses ennemis, il s'embarque le 23 décembre, sans qu'on songe à l'en dissuader ou à y mettre obstacle. Le 25, il avait touché la côte de France; le 28, il arriva au château de Saint-Germain, où sa femme et son fils avaient déjà trouvé un asile depuis deux mois. Il y fut reçu par Louis XIV, qui ajouta encore à sa gloire par la manière dont il traita les victimes de sa politique.

Après lui, la politique des Stuarts, mais non leur race, fut pour toujours exclue du trône d'Angleterre. Le prince d'Orange était, comme nous l'avons vu, à la fois le neveu et le gendre de Jacques II; Guillaume lui-même étant mort en 1702, quatre ans après la reine son épouse, et sans héritier direct, la couronne fut déférée, en vertu des actes du parlement, à Anne Stuart, seconde fille du roi détrôné; celle-ci étant morte à son tour sans postérité, en 1714, les chambres appelèrent à lui succé-

der Georges de Brunswick, électeur de Hanovre, qui, par la princesse Sophie, sa mère, était arrière-petit-fils de Jacques Ier, et qui est la souche de la dynastie actuelle de l'Angleterre. Ce furent donc, en réalité, trois élections que le parlement fit successivement dans la famille des Stuarts, au détriment de la ligne directe. Par elles, il prit dans la constitution de l'État et dans le mouvement de la politique européenne une place qu'il avait longtemps souhaitée.

Lorsque Guillaume était entré à Londres, on lui avait conseillé de se proclamer roi lui-même et de convoquer à ce titre le parlement. Mais il rejeta cet avis, qu'on appuyait sur le précédent de Henri VII. Venu pour reprendre la politique extérieure des Tudors, il sentait qu'il ne devait point imiter les exemples de leur politique intérieure. Il voulut laisser à la bourgeoisie, qui avait livré tant de combats pour abaisser la couronne, le soin de la lui mettre sur le front. Le parlement convoqué (1689) déclara la vacance du trône que Jacques avait abandonné; en y portant Guillaume III, il lui fit signer la célèbre *Déclaration des droits*, qui fut la constitution du nouvel ordre de choses, et dans laquelle, pour ne point être vaincu en modération, il restreignit lui-même ses anciennes prétentions. Par cet acte, le roi s'engageait à ne jamais suspendre les lois, à ne lever aucune taxe sans le consentement des chambres, à ne point entretenir de troupes permanentes sans leur agrément, à réunir souvent l'assemblée, à laisser aux élections et aux débats leur liberté, à reconnaître à tous les Anglais le droit de pétition; en revanche, il recevait le pouvoir de convoquer,

de proroger, de dissoudre le parlement, de refuser son consentement aux bills présentés, de choisir les membres du conseil, de nommer à tous les principaux emplois, de régler la guerre, la paix, les alliances, l'administration de la justice et le gouvernement général de l'État, sans être tenu d'en rendre compte. Telle fut la fin que les whigs donnèrent à toutes ces querelles qui avaient divisé depuis près d'un siècle les royalistes et les parlementaires, et qui, dans leurs agitations, avaient fait jaillir tant de passions, tant de sectes, tant de flots de sang. Ni le chaos et l'iniquité des lois, ni la constitution aristocratique de l'État, ni l'intolérance de l'Église anglicane, ni les préjugés de la nation ne furent l'objet, je ne dis pas d'une réforme, mais même de la plus légère discussion. La justice fut garantie contre les influences de la cour; mais elle resta livrée à la confusion inextricable et barbare des coutumes féodales. Le pouvoir absolu fut rendu impossible; mais on lui substitua une oligarchie recrutée par un système d'élection qui donnait passage au tiers état sans l'organiser, et qui, tout ouvert pour la noblesse, était tout fermé pour le peuple. Le retour de l'ancienne religion fut interdit; mais l'anglicanisme demeura armé pour persécuter ses adversaires. La bourgeoisie put désormais se livrer tranquillement à son commerce, sans craindre de voir paraître sur ses navires ou dans ses boutiques un sergent du fisc qui n'y serait pas attendu; mais la nation, retenue dans les langes d'une civilisation sans mystère et sans audace, se régla sur un plan dont le bien-être et l'intérêt furent le principal but. On ne con-

sacra point de principes généraux; on érigea à leur place des faits qu'on généralisa, et qui vinrent grossir, sous ce déguisement, l'arsenal de la vieille constitution, sans la confirmer et sans l'abroger. La bourgeoisie régnant, à titre d'aristocratie, sous le nom d'un roi qui n'en était que le fantôme, sur une nation de matelots et d'ouvriers qui prenait les franchises du moyen âge pour la liberté moderne, voilà la triple fiction qui fut sanctionnée par les derniers résultats de ce qu'on appelle la révolution anglaise.

Pour ce qui concerne la politique extérieure, l'avénement du prince d'Orange replaça l'Angleterre dans la situation qui convenait à ses intérêts et à ses traditions. La marine naissante de la France, sa religion, les plans de Louis XIV, les anciennes rancunes toujours prêtes à renaître excitaient la jalousie et la défiance des Anglais, humiliés du rôle secondaire qu'ils avaient joué en Europe sous le sceptre de la maison de Stuart. Aussi Guillaume les trouva disposés à seconder ses ligues contre notre patrie, et il s'honora à leurs yeux en les mettant à la tête de la coalition formée avec les deux branches mourantes de la race de Charles-Quint, pour ramener l'Occident à l'état que le traité de Westphalie avait réglé.

Louis XIV ne se laissa point prévenir, et il attaqua le chef de la grande alliance en donnant à Jacques II des vaisseaux et des soldats avec lesquels ce prince pénétra, dès le mois de mars 1689, dans l'Irlande, qui tenait encore pour lui. Tourville, qui commandait la flotte française, battit celle des Anglais et des Hollandais réunis, et conquit l'empire

de la mer. Mais Jacques II, malgré de tels secours, perdit lui-même sa propre cause. Attardé en Irlande, tandis qu'il aurait dû aller seconder l'insurrection des montagnards du nord de l'Écosse, qui protestaient contre la soumission de leur parlement, il fut joint par Guillaume à Drogheda, sur la Boyne, au nord de Dublin, le 11 juillet 1690. Il fut si complétement battu qu'il ne songea pas à résister un jour de plus; il retourna immédiatement en France. L'année suivante, la victoire de Kilkonnel (22 juillet 1691) rompit les dernières résistances de l'Irlande et la soumit au nouveau règne. Engagé par la politique et par l'amitié, Louis XIV voulut encore tenter une entreprise décisive en faveur de son hôte; il résolut d'opérer une descente en Angleterre. Mais, impatient de frapper ce coup, qui voulait être imprévu, il ordonna à Tourville d'attaquer la flotte anglo-hollandaise lorsqu'il n'avait encore réuni que la moitié de ses forces, et tandis que celles de ses ennemis étaient doubles des siennes. Ainsi fut hasardée cette bataille de la Hogue (29 mai 1692) qui arrêta l'essor de notre marine, mais non pas la bravoure et la gloire de nos marins. La guerre, poursuivie sur l'Océan, en Allemagne, en Flandre et en Italie, dura encore cinq années, sans que des efforts de génie et les chances diverses de la fortune eussent pu rien décider entre l'Europe et la France. L'épuisement des parties belligérantes amena le traité de Ryswick, qui fut signé le 20 septembre 1697. Parmi les concessions qu'on arracha à Louis XIV, celle qui le força à reconnaître Guillaume III pour roi légitime d'Angleterre lui causa plus de douleur

qu'il n'en ressentit pour l'abandon de la Lorraine et des positions prises au delà du Rhin. Il eut bientôt l'occasion d'éluder les conséquences de ce traité. Lorsque le testament de Charles II eut légué le royaume d'Espagne au petit-fils de Louis XIV, Guillaume forma contre la France, dont le ciel semblait encourager l'ambition, une coalition non moins redoutable que les précédentes. Jacques II étant mort à Saint-Germain dans ces conjonctures (6 septembre 1701), Louis XIV salua du titre de roi d'Angleterre Jacques, prince de Galles, dont la naissance avait été le prétexte de la chute de son père, et qui fut connu sous le nom de chevalier de Saint-Georges. Guillaume, qui avait de la peine à s'entendre avec le parlement, dont il avait éveillé l'ambition, saisit l'occasion de cette injure pour le décider à de nouveaux sacrifices. Mais il ne put voir les conséquences de la ligue qu'il avait préparée; il mourut le 19 mars 1702. La reine Anne, sa belle-sœur, eut l'honneur de diriger cette terrible guerre de la Succession d'Espagne par l'épée de Marlborough, et de la terminer par les conseils et les négociations de lord Bolingbroke. Le premier s'était fait le chef des whigs; le second était un des plus illustres tories, et arriva au gouvernement avec son parti, lorsque la seconde fille de Jacques II, soit pour venger son père, soit par un instinct naturel d'autorité, essaya de refouler la bourgeoisie, qui avait prétendu lui donner des chaînes en lui donnant le pouvoir. Cette demi-restauration, comme on a appelé le règne de la reine Anne, consacra en quelque sorte, aux yeux de l'Europe monarchique, la

position éminente que l'Angleterre avait prise dans le mouvement de la politique occidentale; aussi, lorsque la maison de Hanovre, dont les droits avaient été réglés avant la mort de Guillaume par les whigs des communes, fut montée sur le trône, le pouvoir qu'elle rendit à ce parti plus vif, l'or qu'elle sema par les mains de Walpole pour amortir la turbulence, toujours limitée, mais toujours inquiète, du parlement, le continuel prétexte de se mêler aux affaires du continent qu'elle trouva dans ses possessions d'Allemagne aidèrent la Grande-Bretagne, sinon à conquérir cette suprématie morale qu'Élisabeth avait rêvée pour elle, du moins à étendre sa domination et son industrie à travers les mers, sur toutes les parties du monde.

Deux fois la ligne masculine des Stuarts voulut recouvrer son trône. En 1716, le fils de Jacques II, soutenu par le génie remuant d'Albéroni, qui voulait replacer l'Espagne à la tête de la politique de l'Europe, et donner à Philippe V le rôle que la mort de Louis XIV laissait vacant, essaya de mettre obstacle à l'avénement de la maison de Hanovre. Ni l'exaspération des Écossais, qui voulaient détruire l'acte d'union par lequel la reine Anne avait confondu leur royaume et leur parlement dans le royaume et le parlement d'Angleterre, ni la répugnance que les tories anglais avaient pour la maison de Hanovre ne purent tenir lieu au chevalier de Saint-Georges des talents qu'il n'avait pas. En 1745, Charles-Édouard, son fils, crut avoir trouvé l'occasion de réparer par son audace et par sa bravoure naturelles les tristes effets de la faiblesse paternelle. En

ce moment les deux frères d'Argenson, qui venaient de succéder dans le ministère au cardinal Fleury, avaient relevé les traditions du grand roi, qui, abandonnées par la France depuis vingt ans, n'étaient un instant reprises que pour être bientôt immolées à jamais par les caprices de madame de Pompadour. La victoire de Fontenoy avait prêté son éclat au dernier crépuscule de la politique de Louis XIV. La restauration des Stuarts faisait partie de ce système; soutenu par l'assentiment du cabinet français, le Prétendant avait assez de ressources en lui-même pour se passe des secours effectifs que la marine anglaise empêcha de venir à sa suite; mais il ne put surmonter la fatalité qui poursuivait sa famille. Maître de l'Écosse par l'enthousiasme et la victoire, il ne s'avança en Angleterre jusqu'à Derby, à trois journées de Londres, que pour être vaincu par les hésitations de son propre parti, et pour se replier sans combat vers les montagnes qui avaient été le berceau de ses ancêtres, et où la bataille de Culloden ensevelit à jamais la puissance de leurs descendants. La Providence pouvait bien permettre que l'aventureuse générosité de ce jeune prince rétablît la popularité du nom des Stuarts dans le pays qu'au prix de tant de sanglants sacrifices leur famille avait initié à la civilisation moderne; mais elle ne devait pas lui accorder le pouvoir de rendre vaines les luttes de tout un siècle. Jacques Stuart, le chevalier de Saint-Georges, mourut à Rome le 2 janvier 1766; Charles-Édouard, le Prétendant, mourut à Florence le 31 janvier 1788; le frère de celui-ci, Henri Stuart, mourut cardinal à Rome en 1807. Dernier rejeton

de la ligne directe de cette famille, sa mort permit aux tories de proclamer la légitimité et le droit divin de la maison de Hanovre, lorsque les princes de cette race eurent été habitués par un siècle de discussions à la puissance des parlements.

ÉTUDE

SUR

L'HISTOIRE D'ESPAGNE.

ÉTUDE

SUR

L'HISTOIRE D'ESPAGNE

[illegible]

La presqu'île espagnole est située à l'extrémité sud-ouest de l'Europe, entre le 36e et le 44e degré de latitude nord, et depuis le 1er degré jusque vers le 12e ouest de longitude du méridien de Paris. Cette contrée contient environ 19,000 lieues carrées, que la Méditerranée baigne au levant et au midi, l'Océan au midi, au couchant et au nord, et que de ce côté rattache à la France un isthme fermé par la chaîne des Pyrénées. Strabon, qui faisait courir ces monts du midi au nord sur la frontière orientale du pays, donnait à la Péninsule la forme d'une peau de bœuf étendue dans sa longueur de l'occident à l'orient, dont la partie antérieure est dirigée vers l'orient (1).

(1) Ἔοικε γὰρ βύρσῃ κατὰ μὲν μῆκος ἀπὸ τῆς ἑσπέρας ἐπὶ τὴν ἕω, τὰ πρόσθια ἐχούσῃ μέρη πρὸς τῇ ἕῳ· κατὰ πλάτος δ' ἀπὸ τῶν ἄρκτων πρὸς νότον. — L. III, p. 137 de l'édit. de Paris, 1620.

En replaçant aujourd'hui les Pyrénées à leur lieu, il serait plus juste de comparer l'Espagne à une urne dont les bords, légèrement évasés de part et d'autre vers la Galice et vers la Catalogne, sont en partie recouverts par la barrière de l'Océan, et en partie par celle des monts, et dont le fond, évidé sensiblement entre Cadix et Gibraltar, semble séparé de son socle par le détroit.

Strabon, qui se trompait si fort sur la configuration extérieure de l'Espagne, me paraît cependant en avoir mieux saisi la structure intérieure que quelques modernes n'ont fait. Il a signalé avec une simplicité heureuse les chaînes qui déterminent les directions diverses des fleuves de cette contrée. Des cinq bassins principaux dont elle est composée, un seul, celui qui est le plus voisin de notre frontière, descend du nord-ouest au sud-est; il suit le cours de l'Èbre, qui, après avoir pris sa source dans les Pyrénées, au voisinage de l'Océan, va se jeter dans la Méditerranée en face des îles Baléares. Les quatre autres, au contraire, se dirigent du nord-est au sud-ouest, et courent vers l'Océan avec le Duero, le Tage, le Guadiana et le Guadalquivir, qui dérivent des montagnes adossées à la Méditerranée. Ces montagnes, dont la pente orientale rejette les flots de l'Èbre dans la mer intérieure, dont les pentes occidentales envoient à l'Atlantique les eaux des quatre autres fleuves, forment ainsi dans la Péninsule le point de partage qu'il importe le plus de considérer. Strabon en a reconnu les inflexions essentielles. Il appelle Idubéda la chaîne de montagnes qui s'en va avec l'Èbre du nord-ouest au sud-est, et qui,

après avoir accompagné le fleuve durant la première partie de son cours, semble s'arrêter tout à coup et se replier vers le couchant. Il nomme Orospéda ce repli qui, dans ses sinuosités nombreuses, non-seulement enferme les quatre lits séparés du Duero, du Tage, du Guadiana et du Guadalquivir, mais encore vient prêter à l'extrémité du bassin de l'Èbre une sorte d'épaulement où s'abritent les petits bassins parallèles du Guadalquivir et du Xucar. A l'Idubéda et à cette partie de l'Orospéda qui paraît se prolonger à l'orient on a prêté de nos jours, peut-être à tort, le nom commun de monts Ibériques. Puis, sans prendre garde aux liens qui rattachent les unes aux autres les ramifications diverses de l'Orospéda, les géographes espagnols ont donné des désignations entièrement différentes, et dont rien ne saurait excuser la prétention, aux quatre chaînes qui mènent à l'Océan les quatre fleuves du couchant. C'est ainsi qu'en cessant d'être simple on cesse toujours d'être vrai (1).

Les anciens prêtaient aux fleuves de l'Espagne des noms qui n'ont guère changé : ils nommaient *Iber* l'Èbre, *Durius* le Duero, *Tagus* le Tage, *Anas* le Guadiana, *Bætis* le Guadalquivir, celui de tous dont il est le plus difficile de reconnaître la forme première. Du nom primitif de ce fleuve, ils avaient appelé Bétique la province à laquelle les Vandales ont laissé celui d'Andalousie. On a conservé plusieurs des dénominations par lesquelles ils mar-

(1) Voyez le *Dicionario* de Miñano, copié par M. Bory Saint-Vincent.

quaient quelques groupes particuliers de montagnes dans l'Idubéda, on désigne presque encore comme eux les deux sommets de l'Oca (*Auca*) et du Moncayo (*mons Caunus*), élevés moins par leur propre masse que par la hauteur même des plateaux intérieurs qu'ils couronnent. Le peuple, qui a conservé les anciens noms de ces montagnes, n'adoptera jamais ceux que la science moderne a donnés aux chaînes différentes de l'Orospéda ; on dirait qu'il ne les distingue pas entre elles, ou que chacun, vivant paisiblement au pied de sa montagne, ne s'informe pas si elle fait partie d'un tout qui mérite d'être nommé. Les Espagnols ne nomment dans leur langue qu'une seule chaîne, celle qui divise le bassin du Guadiana de celui du Guadalquivir; ils l'appellent Sierra-Moréna, comme les anciens l'appelaient *montes Mariani*.

Au nord, les Pyrénées, qui couvrent sans interruption toute la largeur de la Péninsule, depuis la Catalogne jusqu'à la Galice, laissent, dans une partie de leur étendue, une plage entre leurs cimes et l'Océan. Sur ces bords montueux se sont de tout temps réfugiées les populations refoulées par les conquêtes qui s'étaient ouvert un chemin à l'orient et au midi. La terre y est plus âpre que dans les autres provinces, comme si elle avait voulu préparer aux proscrits non-seulement un asile sûr, mais des fatigues et des privations capables de les endurcir et de leur rendre la victoire.

Au levant, au contraire, sur le riche littoral que dominent les prolongements de l'Idubéda, et que baignent les flots de la Méditerranée, au-dessus et

au-dessous des bouches de l'Èbre, dans la campagne de Barcelone et dans la *huerta* de Valence, fleurissent les jardins de l'Espagne. C'est surtout par ces rivages opposés à ceux de la Toscane que les Grecs communiquèrent avec la Péninsule, et que les Romains l'envahirent. Les habitants, comme le sol, semblent encore y rendre hommage à ces dieux riants de l'antiquité qui présidaient à la fécondité de la terre et à la vivacité de l'esprit.

Au midi, les champs que le Guadalquivir arrose sans les désaltérer offrent les plantes rares et parfumées de l'Afrique, dont il semble qu'ils aient été séparés pendant les premiers âges par une violente révolution du globe. Mais, poussés à reprendre le terrain que leur disputait la nature, les races africaines ont inondé malgré elle ces vallées; et deux fois, avec les Carthaginois et avec les Maures, elles se sont précipitées par là sur la presqu'île, qu'elles ont laissée, en se retirant, aride et nue comme les sables de leurs déserts.

Restent au couchant les trois vastes bassins du Douero, du Tage et du Guadiana, qui, descendant vers l'Atlantique, en offrent les productions, et devaient en recevoir en partage la découverte et la conquête. Les populations qui habitent les bords de ces fleuves semblaient devoir trouver dans la communauté d'une même mission, autant que dans celle du climat, l'unité des lois et celle des intérêts. Cependant, par les vicissitudes de l'histoire, il est arrivé que les embouchures de ces trois grands courants ont formé, sous le nom de Portugal, un royaume distinct, destiné à ouvrir à l'Europe mo-

derne l'empire de l'Océan, et qu'entre leurs sources s'est établi le centre d'une autre monarchie chargée de lier les provinces diverses jetées, presque sans rapport entre elles, dans les gorges des Pyrénées, et par delà les versants de l'Idubéda et de la Sierra-Moréna.

Notre intention n'est point de toucher davantage au Portugal; nous aurons assez à faire d'expliquer par quels mélanges de races et d'institutions s'est formée peu à peu la monarchie à qui le nom d'Espagne a été particulièrement réservé. Dans ses bassins, dont nous venons de tracer l'esquisse, et qu'il semble que la main de Dieu ait façonnés pour un but déterminé, il faut voir quels hommes sont successivement descendus, par quelles catastrophes et par quelles fondations ils y ont marqué leur passage. De chacune de ces invasions nombreuses il est resté quelque chose qui subsiste encore, et dont l'avenir, plus mystérieux en cette contrée qu'en aucune autre, doit développer les conséquences; de chacune d'elles nous voudrions en peu de mots caractériser l'origine et apprécier les résultats.

II.

Les Celtes et les Ibères.

Les Espagnols tiennent à confondre leurs commencements avec ceux du monde. Aucun peuple n'a eu des historiens plus crédules ou plus mensongers. Florian de Ocampo, que Charles-Quint avait nommé historiographe des Castilles, employa sa vie à assembler dans sa Chronique générale une suite innombrable de rois fabuleux, que, depuis Tubal, petit-fils de Noé et fondateur de Sétuval, il fait venir successivement de l'Orient pour nommer toutes les villes de l'Espagne. Mariana, dans son histoire, a abrégé, sans le démentir, le récit de ces dynasties.

Les plus anciennes races dont il soit possible d'attester la présence sur le sol de la Péninsule sont celle des Celtes et celle des Ibères; encore est-il difficile de décider laquelle des deux s'y établit avant l'autre. Lorsque les Romains prirent connaissance de l'Espagne, les Ibères habitaient le bassin de l'Èbre, auquel ils avaient donné leur nom; mêlés sur les

rivages de la Méditerranée aux peuples qui s'y étaient assis plus récemment, ils avaient leurs villes sacrées entre les Pyrénées et l'Idubéda. C'était au delà de cette dernière chaîne, et jusque sur les bords de l'Océan, que les Celtes étaient répandus. Comme les migrations des peuples se sont ordinairement faites de l'orient vers l'occident, il serait à croire que les Celtes, qui occupaient la partie la plus occidentale de la Péninsule, arrivés les premiers, avaient été refoulés sur ces derniers rivages par les Ibères, qui recouvraient les plages orientales. Mais les Celtes aussi n'avaient-ils pas pu sortir de la Gaule, où leur empire a laissé plus de traces, descendre en Espagne par la route qui longe l'Océan, prendre ainsi les Ibères par derrière et les rejeter sur les côtes de la Méditerranée? Le seul moyen de détruire la vraisemblance de cette hypothèse serait de soutenir que les Celtes ont paru en Espagne avant de peupler la Gaule. Et il s'est trouvé des savants pour appuyer cette opinion.

Parmi les populations celtiques que les anciens distinguaient au delà de l'Idubéda, il en est une dont le nom a survécu : c'est celle des Lusons, qui habitaient vers les sources du Tage, et qui, suivant le cours de ce fleuve, sont descendus jusqu'à son embouchure, où la puissance de la Lusitanie a été continuée par celle du Portugal. L'opposition que Rome avait pu constater entre leur race et celle de leurs voisins s'est perpétuée jusqu'à nos jours. S'il est vrai que les Celtes et les Gaulois soient un seul peuple, c'est encore la même origine qu'il faut attribuer aux hommes répandus dans les vallées septentrio-

nales, auxquelles donnent naissance les derniers soulèvements des Pyrénées, et que l'Océan enferme dans ses derniers replis. Cette contrée a reçu le nom de Galice (*Gallæcia*) des Romains, qui sans doute trouvèrent dans ses gorges reculées les restes des populations galliques débordées sur la Péninsule. S'il est permis de juger de l'histoire d'après les noms géographiques, on peut conjecturer que l'invasion gallique, dont nous venons de toucher la barrière occidentale, s'arrêta à l'orient sur le Gallego (*flumen Gallicum*), qui se jette dans l'Èbre à Saragosse.

D'où venaient les Ibères? Strabon, qui a décrit les positions qu'ils occupaient en Espagne sous l'empire d'Auguste, nomme un autre peuple du même nom, qu'il avait probablement visité en personne, et qui habitait entre le Pont-Euxin et la Caspienne, sur les versants méridionaux du Caucase (1). Par une similitude dont il est facile de tirer les conséquences, ce peuple avait aussi une rivière qui s'appelait l'Aragon, et qui se jetait dans le Cyrus, comme se jette dans l'Èbre celle qui a donné son nom à l'un des royaumes de la Péninsule. Que ce soit une colonie de ces Ibères qui, de l'isthme du Caucase, se soit transportée vers celui des Pyrénées, et qui, pour compléter la ressemblance, ait donné aux eaux de sa nouvelle demeure les noms de celles de la patrie première, c'est ce que personne ne révoquera en doute aujourd'hui. Si le Grec appelait Cyrus le fleuve des Ibères de l'Asie, ce n'est pas une raison pour ne pas supposer que les indigènes l'appelaient de

(1) L. XI, p. 499.

leur propre nom, comme ils firent pour le principal courant qu'ils rencontrèrent au pied de l'Idubéda.

Par quel chemin les Ibères de l'Asie parvinrent-ils jusqu'aux extrémités de l'Europe? Traversèrent-ils la Méditerranée? ou bien, après avoir passé le Bosphore, suivirent-ils la route de terre? On a retrouvé leurs traces en Sicile, sur les côtes de l'Italie, sur celles de la Provence; mais il reste à débattre s'ils visitèrent ces pays avant d'arriver en Espagne, ou si, au contraire, ils ne les marquèrent de leur empreinte que lorsque, poussés par l'invasion gallique, qui avait pénétré dans la Péninsule par le littoral de l'Océan, ils s'échappèrent eux-mêmes par le littoral de la Méditerranée pour aller chercher de plus tranquilles retraites. On a plus souvent soutenu cette hypothèse, qui est peut-être la moins probable.

On y a été porté par une opinion qui mérite d'être considérée. Les Ibères passent avec juste raison pour avoir communiqué les premiers au peuple espagnol le caractère qui le distingue encore aujourd'hui. Courageux jusqu'à la férocité, opiniâtres, taciturnes, trop dédaigneux pour nouer des amitiés ou des ligues, trop remuants pour se tenir tranquillement renfermés chez eux, exposés à voir leur nationalité, qu'aucune alliance commune ne garantissait, menacée à chaque instant par les invasions, et cependant indomptables même après la défaite, aussi incapables de supporter le joug de l'étranger qu'inhabiles à respecter la paix intérieure, tels étaient ces hommes primitifs, qui ont bien mérité de laisser leur nom à la péninsule ibérique. Les Celtes, au contraire, dont la légèreté nous a été si souvent repro-

chée, semblent n'être descendus que par hasard sur cette terre, et n'y avoir presque pas laissé de vestiges durables; ainsi on est arrivé à penser que le peuple qui avait le plus fortement marqué son empreinte sur l'Espagne devait y être le plus ancien. Mais peut-être, par d'autres exemples, et notamment par celui de la Grèce, pourrait-on se convaincre que ce qui décide de l'avenir d'un pays, ce n'est pas tant la première occupation que la première conquête.

Les anciens ont souvent assimilé, quelquefois confondu les Celtes avec les Ibères. Les peuples qu'ils nommaient Celtibères étaient, je pense, quelque mélange des deux races, qui s'était fait surtout vers leur frontière commune (1). On pourrait en retrouver la continuation dans ces Vascons qui ont été si longtemps redoutables sur la pente méridionale des Pyrénées avant de devenir célèbres sur leur versant septentrional. On remarque en effet, chez eux, tout à la fois l'âpre fierté des Ibères et la légèreté vaniteuse des Celtes. Leur langue, que nous nommons basque, et qu'ils appellent *escuara*, fait assez voir, à ses nombreuses formes synthétiques, qu'elle est une des plus anciennes du monde. En la comparant aux noms que les Ibères et les Celtes ont laissés dans les pays habités par eux, M. de Humboldt a conclu qu'elle était l'idiome même des premiers, et qu'elle ne différait point essentiellement de celui des seconds. L'harmonie en est à la fois pleine comme dans les langues de l'Asie, et forte comme

(1) Cette conjecture est confirmée par les études que M. de Saulcy a faites sur les suites monétaires de l'Espagne primitive.

dans celle des montagnes; les chansons, qui en sont les monuments et qui célèbrent quelquefois des événements perdus dans la nuit des âges, ont le tour simple, abrupte, concis qui convient à la littérature d'un peuple sorti des premiers déchirements de la race humaine.

—

III.

Les Phéniciens et les Carthaginois

Les Phéniciens, poussés par leur génie à sortir du bassin de la Méditerranée, au fond duquel ils étaient cachés, furent, à ce qu'il paraît, les premiers navigateurs qui en reconnurent la limite : aussi, dans le langage de la mythologie, est-ce l'Hercule de Tyr qui, après avoir franchi le détroit longtemps marqué de son nom, fonda Cadix, et posa les colonnes destinées à indiquer l'extrémité de l'Europe. Les Phéniciens s'aventurèrent bien au delà, s'il est vrai que leurs vaisseaux firent le tour de l'Afrique. Plus ils s'éloignaient de la mer intérieure, plus il était important pour eux d'en garder l'entrée. Ils couvrirent de leurs établissements les rives du Bœtis, où ils trouvaient non-seulement des entrepôts nécessaires, mais aussi des richesses souvent célébrées par l'antiquité. Dans l'île que les deux bras du fleuve forment avant de se jeter à la mer, ils avaient fondé la ville de Tartessus, où ils recueillaient l'or qu'on apportait des montagnes. La Bible vante l'or de Tar-

tessus comme les perles d'Ophir et l'étain de Thulé. Homère nous montre aussi à quel point les fondations des navigateurs de Tyr préoccupaient la Grèce. De ce Tartessus jeté à l'extrémité de l'occident, et par conséquent, pour lui, aux limites du jour et au seuil de la nuit, on a pensé qu'il avait fait son Tartare. C'est sur les bords du Bœtis qu'il a placé les champs Élysées, demeure retirée et riante des esprits heureux.

Il paraît que ce sont les Phéniciens qui ont fondé Hispalis, devenue par la suite des temps, sous le nom de Séville, la ville la plus importante du midi de la Péninsule. On a identifié son premier nom avec celui de l'Espagne, et on les a fait dériver tous deux d'un mot phénicien dont la signification est assez singulière. Suivant le récit de Strabon, la Bétique et l'Espagne tout entière étaient tellement couvertes de lapins que les indigènes couraient le danger d'être affamés par eux, et que les habitants des îles Gymnésiennes (les Baléares) envoyèrent une ambassade à Rome pour demander des secours contre cette sorte d'ennemis. On a prétendu que du nom de ces lapins, qu'ils appelaient *saphan* dans leur langue, les Tyriens avaient tiré ceux d'*Hispalis* et d'*Hispania,* qui ont été aussi écrits quelquefois *Spalis* et *Spania.* Il est possible que ce nom ait d'abord désigné la Bétique, et que les Phéniciens, entrés par elle en Espagne, l'aient étendu à toute la Péninsule, comme plus tard les Arabes firent du mot d'Andalousie, comme les Romains avaient fait aussi de celui d'Ibérie, qu'ils avaient trouvé sur le rivage oriental.

On sait que les anciens habitants de la Bétique s'appelaient eux-mêmes les Turdétans, qu'ils comptaient parmi les Ibères, et qu'ils passaient pour en être les plus policés. Ils avaient reçu leur civilisation et, à ce qu'il paraît, jusqu'à leur alphabet des Phéniciens (1); ils conservaient encore sous les Romains, avec l'enflure asiatique que leur avaient transmise leurs premiers instituteurs, un goût particulier pour la poésie, des livres d'histoire très-anciens, des lois écrites en vers et, à ce qu'ils disaient, depuis six mille ans. Ces curieux monuments sont perdus; mais le génie emphatique de l'Orient s'est perpétué sur le sol qui les avait enfantés. L'esprit commercial y a été en même temps déposé par les marchands de Tyr, et il y a produit des résultats plus heureux et non moins durables.

Quant aux mines que les Phéniciens exploitaient dans cette contrée, et qui, à ce qu'il semble, donnaient encore des produits satisfaisants aux Romains, il serait assez difficile de s'en faire aujourd'hui une idée bien exacte. On peut voir dans l'Irlandais Bowles, qui, à la fin du dernier siècle, a consacré un écrit, souvent cité, à la géographie physique de l'Espagne, que les richesses minéralogiques de la Péninsule se réduisaient presque dès lors au mercure qu'on extrait à Almaden; ce qui n'a pas empêché que, récemment, dans un document presque officiel, un auteur espagnol n'ait compté sur la

(1) Voyez les travaux de M. de Saulcy sur les médailles des Ibères. Deux alphabets, le phénicien au sud de la Péninsule, le grec au nord-est, servaient d'expression aux peuplades primitives, et se mêlaient vers leur point de rencontre.

superficie de son pays quarante-quatre mines d'or, cent soixante-dix-huit d'argent, cent sept de cuivre, soixante-et-onze de fer, quatre-vingt-treize de plomb, six d'étain, douze de mercure, quinze d'antimoine, huit de cobalt, quatre de calamine, deux d'arsenic, sept de vitriol, neuf de soufre, cinquante-deux de charbon de pierre, deux de bitume, deux d'ocre, une de bol, une d'aimant, onze d'alun, trois de jais, une d'améthystes, une de hyacinthes, et trois de pierres fines sans autre désignation. Les Espagnols eux-mêmes ont été obligés de convenir que cette liste était bien longue (1). Il fallait qu'anciennement les métaux fussent très-rares, et que l'esclavage permît d'exécuter des travaux où l'on ne trouverait aujourd'hui aucun bénéfice pour que les Phéniciens aient attaché tant de prix aux minéraux de l'Espagne, et pour qu'ils aient pu en mettre à profit les petites parcelles.

Une des colonies de Tyr, Carthage, rivalisa de très-bonne heure avec sa métropole sur les côtes de l'Espagne, et y apporta pour la première fois la domination de ces races africaines qui devaient plus tard y reparaître sous d'autres noms. Les Phéniciens avaient établi des comptoirs dans la Péninsule; les Carthaginois entreprirent de la conquérir : au commerce, qu'ils avaient appris de Tyr, ils joignaient la guerre, qui les mit aux prises avec Rome; mais ni par le trafic ni par les armes ils ne servirent la civilisation comme firent la ville qui leur donna naissance et celle qui hérita d'eux. Marchandant partout

(1) Voyez le *Dicionario* de Minano.

l'épée à la main, ils n'ont employé leurs trésors qu'à entretenir leurs soldats, et leurs armées qu'à enrichir leurs banquiers; aussi en Espagne, non plus qu'en Afrique, ne reste-t-il rien de ce peuple de trafiquants.

—

IV.

Les Grecs et les Romains.

Avant les Carthaginois, les Grecs avaient paru en Espagne; ils avaient lié des relations commerciales avec le midi de la Péninsule et jeté des colonies sur la côte orientale. Les Rhodiens passent pour avoir établi Rosas, qui est l'une des premières villes qu'on trouve sur le littoral en quittant la France. Les habitants de Zante sont regardés comme les fondateurs de Sagonte, qui s'élevait un peu au-dessus des lieux où l'on voit aujourd'hui Valence. Les Phocéens, qui, avant leur migration, avaient déjà fréquenté les ports de la Gaule et de l'Espagne, construisirent après leur arrivée à Marseille la ville d'Emporion (*Ampurias*), non loin de Rosas, qu'ils finirent par envahir. Ils étendirent leurs entreprises et leur pouvoir sur la plus grande partie de ces côtes, dont les habitants rappellent encore aujourd'hui le génie de la race grecque par la vivacité ingénieuse de leur esprit.

Lorsque les Carthaginois, qui avaient pénétré

dans la Péninsule du côté du midi et de l'occident, voulurent y consolider leur empire par des fondations, c'est aussi sur le rivage oriental, au-dessous des établissements des Grecs, dans l'un des derniers replis de la Méditerranée, qu'ils choisirent l'emplacement de leur colonie principale. Là, après la première guerre punique, Asdrubal éleva Carthagène (*Carthago nova*), d'où Annibal allait s'élancer. Le jeune général se forma en domptant l'Espagne; mais, non content d'en avoir asservi les populations barbares, cherchant le prétexte d'une guerre avec Rome, il attaqua les Grecs placés sous le patronage de la république, et qui seuls disputaient encore à Carthage la côte orientale de la Péninsule. Il commença le siége de Sagonte, et, sans que les Latins prissent un parti pour sauver leurs alliés, il le conduisit à ces extrémités qu'a rendues célèbres la féroce résistance des vaincus autant que la rigueur implacable des vainqueurs. Ce fut le signal de la seconde guerre punique. Sagonte ensevelie sous ses ruines, le sénat romain demanda la réparation du désastre qu'il aurait pu empêcher s'il n'avait voulu en profiter. Annibal franchissait les Alpes avec les soldats et l'or qu'il avait ramassés au pied des Pyrénées, tandis que les Scipions allaient attaquer sa puissance dans le pays même sur lequel elle reposait. La famille des Barca n'avait pas mis vingt ans à dompter l'Espagne; celle des Scipions en employa plus de quatre-vingts à la soumettre; elle y usa quatre générations. Cnéius et Publius firent aimer par leurs vertus la domination des Romains, qu'ils ne furent pas assez heureux pour pouvoir assurer par les armes. Le fils

de Publius, qui devait acquérir le surnom d'Africain en battant Annibal à Zama, préluda par la prise de Carthagène à la défaite de la métropole; petit-fils par adoption de l'Africain, Scipion Émilien, après avoir renversé les murs de Carthage, détruisit ceux de Numance. Par l'effroyable désastre de cette ville, il établit la puissance des Latins dans la Péninsule, où les horreurs du siége de Sagonte avaient ruiné celle des Carthaginois.

Les Romains ne trouvèrent point toutes les populations de l'Espagne également dociles : ils s'introduisirent par la côte orientale, où les colonies grecques avaient frayé la voie à leur empire; ils s'établirent aussi facilement, à ce qu'il paraît, dans le Midi, déjà vaincu par le luxe. Ayant divisé leurs possessions en deux provinces que l'Èbre partageait fort inégalement, ils fixèrent le chef-lieu de l'Espagne citérieure dans le port de Tarragone, celui de l'ultérieure dans la presqu'île de Cadix. Il semble qu'ils fussent entraînés de ce côté par les séductions d'une nature féconde et brillante. Scipion l'Africain fonda pour ses vétérans, en face d'Hispalis, sur la rive droite du Bœtis, la colonie d'Italica, devenue plus tard fort célèbre (1). Les généraux menaient ordinairement leurs soldats prendre leurs quartiers d'hiver non loin de là, à Cordoue, qui, sans contredit, existait avant l'arrivée des Romains, mais qui prit sous eux de rapides accroissements, et qui devait être aussi l'une des villes les plus illustres de l'em-

(1) Un des poëtes du siècle de Philippe II, Francisco de Rioja, a composé sur les ruines d'Italica une *cancion* qui est un des chefs-d'œuvre de la littérature espagnole.

pire. La Lusitanie opposa aux vainqueurs plus de résistance que la Bétique. Elle était animée par le pâtre Viriathes, qui donna l'avantage aux Celtes tant qu'il demeura à leur tête, et qu'il fut plus facile de faire assassiner que de battre. Après sa mort, qui laissait l'Occident soumis comme le Levant et comme le Midi, Rome tourna ses armes vers le Nord, où toutes les invasions successives des Phéniciens, des Grecs, des Africains et des Italiens avaient refoulé les populations les plus anciennes et les plus sauvages de la Péninsule. C'est alors qu'elle concentra ses efforts sur Numance, qui, située derrière l'Idubéda et au-dessus de l'Orospéda, commandait aux sources du Douero, et par ce fleuve tout à la fois aux vallées des Lusitains et à celles de Celtibères. Mais à mesure qu'elle avançait, elle chassait devant elle, sans pouvoir les saisir, des tribus indomptables, qui, retirées dans les gorges supérieures des Pyrénées, y perpétuaient le sentiment de l'indépendance. Un plébéien de Rome, fuyant la domination de Sylla, Sertorius, vint développer ces germes cachés de révolte : choisi pour chef par les Lusitains, qui avaient secoué le joug, et par les Celtibériens, qui ne l'avaient pas subi, il institua à Ébora (*Evora*) chez les premiers, à Osca (*Huesca*) chez les seconds, deux centres de puissance dont il entretint l'union par son activité infatigable. Mais ce proscrit, qui semblait soulever la Péninsule contre les Ltains, contribua plus que personne à la leur assujettir. C'est en établissant chez les Ibères la discipline de Rome, ses écoles et jusqu'à son sénat qu'il pensait lui créer des ennemis indestructibles : il lui préparait des ci-

toyens. Lorsqu'il fut égorgé par un lieutenant que tentait l'exemple de son insubordination, la Péninsule était déjà romaine. En effet, dès cet instant l'Espagne, semblable aux autres provinces, ne prit plus les armes que pour décider si le monde obéirait à Pompée ou à César. Elle prodiguait son sang aux conquérants qui entraînaient ses soldats à l'autre extrémité de l'empire, tandis qu'ils établissaient leurs légions dans les vallées qui avaient le plus besoin de surveillance. Ainsi furent construites dans la Lusitanie : *Emerita Augusta* (Mérida), qui en demeura longtemps la capitale, et *Pax Julia* (Bega); au nord du bassin du Douero, *Legio* (Léon); au milieu de celui de l'Èbre, *Cæsarea Augusta* (Saragosse). Par ces fondations fut consommé l'asservissement de l'Espagne, contre lequel les Cantabres protestaient seuls sur les cimes des Pyrénées, où ils s'étaient retranchés, et où Auguste, forcé à rouvrir le temple de Janus, vint en personne les combattre.

Ainsi Rome répandit dans l'Ibérie vaincue ces cités faites à son image dont elle dotait tous les pays conquis, et qui, après lui en avoir garanti la soumission par une continuelle surveillance, les détachèrent aussi d'elle par l'exemple d'une indépendance absolue. L'Espagne, que toutes ses divisions antérieures avaient préparée au régime municipal, et qui semble encore trouver en lui ses formes les plus naturelles, s'éleva rapidement, dès qu'elle l'eut reçu, à un état de prospérité et de grandeur qui contre-balança l'importance de l'Italie elle-même. Ayant adopté la langue des vainqueurs en même temps que leurs institutions, elle arriva presque

aussitôt à faire dominer son goût dans leur littérature. Dès le beau siècle d'Auguste, elle envoya à Rome des rhéteurs qui y parurent avec succès. Le premier fut, à ce qu'il semble, Porcius Latro, qui, malgré le trouble dont il ne pouvait se défendre chaque fois qu'il parlait, acquit une grande réputation. Caius Julius Hyginus, que César avait ramené d'Alexandrie et dont l'héritier de sa puissance fit le gardien de la bibliothèque Palatine, était un Espagnol qui sans doute avait d'abord été chercher fortune en Égypte. Sous le règne d'Auguste, le père de Quintilien et celui de Sénèque partirent aussi de deux régions opposées de la Péninsule. La Bétique, dont les campagnes fertiles avaient enrichi tous leurs conquérants, produisit l'écrivain classique de l'agriculture, Columelle, habitant de Cadix, qui consigna dans ses livres des théories appuyées sur une longue expérience et sur de lointains voyages. Le premier bel esprit de Cordoue qui se montra à Rome, Sextilius Héna, poëte inégal et ambitieux, ne réussit point à faire goûter les imaginations recherchées de son pays. Sénèque fut plus heureux; il entraîna son siècle et le dédommagea des belles formes de style, qui étaient perdues, par la vivacité et par l'élévation des idées qu'il répandit sur tous les sujets de la philosophie. Son neveu Lucain, né dans la même ville, opéra une révolution analogue dans la poésie, où il fit succéder aux grâces calmes et pures de Virgile un enthousiasme éclatant et étudié. On jugeait l'historien Annæus Florus compatriote de Sénèque, non-seulement parce qu'on sait qu'il en était le parent, mais surtout parce qu'il offre dans sa

prose une affectation continuelle de poésie. Né à Italica, le poëte Silius, au lieu d'imiter l'emphase des autres écrivains de la Bétique, s'attacha, au contraire, aux modèles de l'âge précédent, dont il ne put reproduire la gloire comme la correction. Les rivages méridionaux de l'Espagne donnèrent encore naissance au géographe Pomponius Méla, que des liens demeurés mystérieux rattachaient à la famille de Sénèque. Quintilien l'Ancien, né, au contraire, au nord de la Péninsule, dans la partie supérieure du bassin de l'Èbre, à Calaguris (Calahorra), transmit à son fils un esprit qui, pour être délié, savait se préserver de l'affectation. Si Quintilien le Jeune naquit en Italie, il enseigna du moins en Espagne pendant la préture de Galba, qu'il avait suivi, et qui, proclamé empereur, le ramena à Rome, où il devint lui-même le plus riche des rhéteurs. Son contemporain Martial était né sur le même versant de l'Idubéda, à Bilbilis, qui a été probablement le premier nom de Calatayud. Dans ses épigrammes, tour à tour il déchira les grands avec l'âpreté d'un barbare et il les loua avec la complaisance d'un parvenu; mais comme l'auteur des *Institutions oratoires*, au moment où la langue était altérée par l'enflure des Espagnols de la Bétique, il l'écrivit avec une justesse qui a toujours été le mérite de ceux des bords de l'Èbre. Pour compléter le tableau du second âge de la littérature latine, il suffirait presque de nommer, après tous ces étrangers, Tacite, Juvénal, les deux Pline et Stace, qui trahissent encore le désir de rivaliser avec leur imagination, leur emportement ou leur esprit. Pendant que l'Espa-

gne imposait ainsi son génie à l'Italie, elle lui donnait aussi des souverains. Trajan, dont la plupart de ces écrivains eurent le bonheur de voir le règne, était né à Italica, et de la même ville sortait Adrien, qu'il appela, et qui prit après lui le gouvernement de l'empire. Ainsi, lorsque la race latine, affaiblie par les excès du luxe et du despotisme, vint à défaillir, la race ibérique lui prêta le secours de son sang, plus robuste et plus vif, et commença au sein de l'empire cette domination des peuples étrangers qui finirent par le renverser. C'est encore à peu près de la même manière qu'à l'époque de la renaissance, lorsque l'Italie fut épuisée, l'Espagne prit un instant la direction de la civilisation moderne.

V.

Légendes sur l'introduction du christianisme dans la Péninsule.

Habiles à transformer en récits merveilleux les sentiments ardents de leur âme, les Espagnols ont raconté sur l'introduction du christianisme dans leur pays des fables qu'il est assez difficile d'accorder entre elles. Les unes (1) rapportent que le fils de Zébédée, l'apôtre saint Jacques, vint, après la mort du Christ, prêcher lui-même l'Évangile à Saragosse; qu'il y fit élever, sous l'invocation de la Vierge, l'église *del Pilar*, admise aujourd'hui à partager avec celle de *la Seu* le rang de cathédrale; qu'il retourna subir le martyre à Jérusalem, et que de là son corps fut transporté en Galice par ses disciples. D'autres veulent que sept disciples de saint Jacques, résolus à porter la foi en Espagne, soient partis de Syrie, aient été à Rome pour faire autoriser leur mission,

(1) Voyez ces versions différentes dans la Petite Bibliothèque espagnole, imprimée à Francfort au commencement du dix-septième siècle.

aient reçu l'ordination, soient descendus sur les côtes de la Bétique, et, après avoir couru les plus grands dangers, soient parvenus à fonder les premiers évêchés : Ctésiphon, chef de la troupe, celui de Vergi, qu'on croit être Berga, près d'Alméria; Torquatus, celui d'Acci ou de Guadis, qu'il faut se garder de confondre avec Cadix; Secundus, celui d'Abula, qui est Avila; Indalecius, celui d'Uxci, qui est ou Nerga en Navarre, ou Murcie; Cecilius, celui d'Eliberis, qui est Grenade; Hesichius, celui de Carseca, qui doit être Carthagène; Euphrasius, celui d'Elyturgium, qui est Andujar. Quelques-uns prétendent qu'après la mort de saint Jacques les sept disciples placèrent le corps de l'apôtre sur un vaisseau; que, sans rameurs et sans pilote, en six jours, ils furent portés miraculeusement avec les reliques, non point sur les côtes de la Bétique, mais à l'autre extrémité de l'Espagne, sur les rivages de la Galice; que là, malgré la haine du roi de la contrée, et avec l'aide d'une femme riche, nommée Luparia, ils ensevelirent leur saint fardeau au pied d'une montagne nommée, à cause de lui, *Mons sacer*. Il en est qui ajoutent que le corps, déposé d'abord à Iria Flavia, fut transporté ensuite à Compostelle. Dans ce lieu, on montre, à côté de la tombe de l'apôtre, celle des deux disciples Athanase et Théodore, qui en furent, dit-on, les premiers gardiens, et dont les noms, comme on voit, ne figurent pas parmi ceux qui sont cités dans les autres légendes. De son côté, Pélage, qui était évêque d'Oviédo vers l'an 1000, nommait les disciples de saint Jacques Calocère, Basile, Pie, Grisogone, Théodore et Athanase. La diversité de

toutes ces traditions montre assez combien elles sont peu fondées.

Il est à croire qu'au neuvième siècle, lorsque Alphonse le Chaste commençait à faire une guerre vive aux Arabes, on releva à Compostelle un corps que la piété et la politique s'accordèrent à regarder comme celui de saint Jacques. On a long-temps pensé qu'au siècle suivant le roi Ramire II, ayant invoqué le saint apôtre dans une bataille, et lui en ayant attribué l'heureux succès, avait achevé de mettre les reliques de Galice en réputation par les fondations et par les présents dont il les avait honorées. Mais on sait aujourd'hui que ce vœu, ce combat et le titre d'après lequel on en parlait sont de pures fictions. C'est seulement au douzième siècle que Calixte II, uni par une étroite alliance aux rois de Castille, érigea Saint-Jaques de Compostelle en métropole. Si les disciples du saint y avaient effectivement apporté ses restes, ils y auraient de plein droit, par cette seule translation, établi une métropole qui n'aurait point attendu la tardive sanction d'un pape, parent des princes chrétiens de l'Espagne.

S'il fallait suivre d'autres auteurs, saint Paul, après la captivité de Rome, serait descendu sur la côte orientale de la Péninsule, et, après avoir imposé de ses mains le premier évêque de Tortose, aux bouches de l'Èbre, aurait été donner aussi un pasteur aux chrétiens de Narbonne. Un hagiographe a été jusqu'à prétendre que saint Pierre était venu instituer en personne l'Église d'Espagne. Ces récits sont démentis par la mission de saint Saturnin, qui

fut chargé de répandre la foi dans le midi des Gaules, et qui, par ses disciples, la propagea jusqu'au delà des Pyrénées.

En s'élevant au-dessus de ces légendes on trouve que l'Église d'Espagne a une double origine : dans la Bétique, peut-être dans la Galice, elle relève directement des Orientaux; dans le bassin de l'Èbre, au contraire, elle a été fondée par les Latins. Ainsi la diversité marquée que ces provinces devaient à la variété de leurs races fut encore consacrée par celle du culte. Toute la partie située à l'est de l'Idubéda obéit docilement à la Rome des papes, comme elle avait fait à celle des empereurs. Au delà de cette barrière, au midi et à l'ouest, le pays demeura ouvert aux influences de l'Afrique et de l'Asie, qui, une première fois, en avait pris possession avec les Phéniciens et les Carthaginois. C'est là qu'à la fin du quatrième siècle Priscillien, évêque d'Avila, renouvela et confondit toutes les hérésies orientales d'Origène et de Manès. C'est par là que s'introduisirent les moines de l'Égypte qui, se dérobant bientôt aux habitudes laborieuses de leur règle, donnèrent à l'Espagne le spectacle contagieux d'un stérile repos, tandis que les disciples de saint Benoît appelaient le reste de l'Occident au travail et à l'étude. Au seizième siècle, lorsque le concile de Trente interdit les religieux qui ne pouvaient se ranger dans un ordre approuvé, la Péninsule était encore couverte de ces solitaires, qui, condamnés à enfermer leur oisiveté dans les cloîtres, en propagèrent le dangereux exemple parmi les villes.

VI.

Les Visigoths.

Après Théodose, qui était né en Espagne, et, à ce qu'on a prétendu, de la famille de Trajan, Honorius ne parut prendre le pouvoir que pour l'anéantir; et l'empire, déjà ruiné par ses propres infirmités, sembla recevoir le dernier coup lorsque les Barbares, qui pressaient la frontière depuis plus d'un siècle, la franchirent en foule, et se répandirent à la fois sur toutes les provinces. Les Alains, les Suèves et les Vandales, poussés par un mouvement irrésistible, après avoir traversé la Germanie et la Gaule, passèrent les Pyrénées, en 409, et se divisèrent l'Espagne. Les Alains occupèrent Carthagène sur la côte orientale, la Lusitanie sur la côte occidentale; les Suèves eurent au nord toute une province, nommée la Gallæcie, et qui, en partant de la Galice, devait s'étendre jusqu'à l'Idubéda; les Vandales, qui partagèrent cette contrée avec les Suèves, établirent leur principale tribu dans la Bétique, qui reçut

d'eux le nom d'Andalousie (Vandalicia). Mais l'empire, qu'on eût cru détruit par ces invasions, leur survécut, et se perpétua jusque dans ses ennemis. On ne renverse pas en un jour ce que les siècles ont fondé; et Dieu, qui renouvelle les races, ne permet pas que celles qu'il condamne emportent avec elles la civilisation du monde.

Les Goths, habitant sur les bords du Pont-Euxin, non loin de la nouvelle capitale de l'empire, avaient les premiers menacé la puissance romaine, et furent aussi les premiers à la vouloir soutenir. Les Visigoths, qui, placés à l'ouest de l'Hypanis (Dniester), étaient plus près que les Ostrogoths de la frontière, et la franchirent avant eux, saccageaient Rome, sous la conduite d'Alaric, l'année même où les Alains, les Suèves et les Vandales s'établissaient en Espagne. Mais l'année suivante, guidés par Ataulphe, qui avait épousé la sœur d'Honorius, ils allaient, au nom de Rome, faire la guerre à ces Barbares. Cinq ans après, en 416, sous le commandement de Wallia, ils rétablissaient l'autorité de l'empire parmi les nouveaux possesseurs de la Péninsule, et recevaient en récompense la souveraineté de l'Aquitaine seconde, qui s'étendait sur les bords de l'Océan, entre la Loire et la Garonne. Ce peuple, que les empereurs d'Occident avaient ainsi pris à gages, et qu'ils faisaient mouvoir comme une armée, ne gardait qu'avec répugnance les limites où on l'avait enfermé, séparé par l'Aquitaine première de l'Espagne, qu'il venait de dompter, et par la Narbonnaise du bassin de la Méditerranée, dont Rome voulait réserver la liberté. C'est de ce côté cependant que les

Visigoths inclinaient, comme s'ils sentaient que là était la puissance avec la civilisation : aussi firent-ils démembrer de la Narbonnaise le pays de Toulouse, qui se trouvait à l'extrême frontière de leur royaume, et où ils établirent néanmoins la capitale, pour être toujours prêts à s'élancer sur les provinces de l'empire. Tout en poursuivant leurs projets d'agrandissement, ils continuaient à servir les Romains; le successeur de Wallia, Théodoric Ier, passa sa vie à leur disputer les rivages de la Méditerranée; mais il la termina en combattant pour eux contre Attila dans les plaines de Châlons. Ses trois fils, Thurismond, Théodoric II et Eudes, que deux fratricides appelèrent successivement au trône, voyant les Bourguignons et les Francs enlever à l'empire le nord des Gaules, ne songèrent plus qu'à lui en arracher le midi. Thurismond ouvrit la campagne. Théodoric II s'empara de Narbonne. Euric eut des succès plus grands : mettant à profit l'instant où le dernier fantôme d'empereur tombait, et où la barbarie couvrait, avec Odoacre, l'Italie elle-même, il entreprit de soumettre à la fois, en Espagne, les Suèves, qui y dominaient depuis le départ des Vandales pour l'Afrique, et les Romains, que ses ancêtres y avaient maintenus contre ces Barbares; en même temps, menant la guerre au nord des Pyrénées, il prenait possession de Bourges, de Clermont, de Marseille et d'Arles, où il fixait sa résidence. Ce prince, le plus puissant de son époque et de sa race, composa ainsi des débris de l'empire le premier et le plus vaste royaume que les Barbares aient érigé sur le territoire romain. Au moment où il descendait

dans la tombe, en 483, Clovis conduisait ses Francs vers la Seine, et le grand Théodoric s'apprêtait aussi à passer en Italie avec ses Ostrogoths, qui, partis des rivages les plus lointains du Pont-Euxin, avaient séjourné plus longtemps en Orient. Euric montra l'exemple à ces deux rois. Mais, comme eux, en morcelant l'empire il ne pensait qu'à en continuer la puissance et la civilisation. Il s'environnait de toutes les formes de la race qu'il foulait aux pieds; et, tandis qu'il laissait les vaincus s'abriter dans leurs lois municipales, qui n'avaient pu soutenir l'État, mais qui n'en avaient pas partagé la déchéance, il leur empruntait l'idée des premières lois civiles qu'il faisait écrire pour les vainqueurs.

Son fils, Alaric II, incapable d'entrer en lice avec Clovis et avec Théodoric, qui allaient combattre pour les ruines de l'empire, rechercha l'alliance du roi des Ostrogoths, et devint son gendre; mais il ne put éviter les coups du roi des Francs, qui, dans les plaines de Poitiers, lui arracha avec la vie tout ce qu'il possédait depuis la Loire jusqu'aux Pyrénées. Théodoric, intéressé à défendre son sang et ses propres desseins, dans le fils du dernier prince, intervint à Arles pour conserver aux Visigoths le pays qui s'étendait des Pyrénées aux Alpes sur les bords de la Méditerranée; il administra dès lors en personne les deux royaumes d'Espagne et d'Italie, occupés par les deux familles gothiques et unis l'un à l'autre par le rivage méridional des Gaules. Lorsqu'il partagea ce grand héritage entre son fils Athalaric, le prince des Ostrogoths, et son petit-fils Amalric, le roi des Visigoths, il divisa aussi entre eux, à la li-

mite du Rhône, le littoral des Gaules, qui était la propriété du dernier. Ce partage important domine toute l'histoire des peuples qui sont aujourd'hui assis sur le sol de la France, de l'Espagne et de l'Italie. Formées des trois principaux tronçons de l'empire, les trois nations néo-latines poursuivirent dès lors, chacune à sa manière et dans ses frontières, le développement de la civilisation à laquelle elles venaient de s'initier en lui faisant violence.

L'Espagne, qui, de ces trois nations, paraissait la moins exposée à changer de maîtres, fut aussi celle qui se montra d'abord la plus persévérante dans ses desseins, la plus soutenue dans ses progrès. Au sixième et au septième siècle, tandis que la race des Ostrogoths disparaissait en Italie avec une rapidité surprenante, et que la dynastie des Mérovingiens s'affaiblissait peu à peu chez les Francs, les princes visigoths, avançant presque sans interruption l'œuvre réparatrice à laquelle ils s'étaient voués, faisaient éclater des lumières et une puissance inconnues dans tous les pays de l'Europe. Prudents dans leurs accroissements, ils avaient des alliances, souvent renouvelées, avec les Francs, qui les avaient chassés des Gaules, et sur lesquels ils étaient peut-être bien aises de s'appuyer contre les Ostrogoths, qui les avaient couverts d'une protection dangereuse. A l'intérieur, ils suivaient une politique dont il me semble qu'il est facile d'apercevoir le plan et les vicissitudes. Ils firent asseoir dans les cités romaines leurs soldats, qui transmirent eux-mêmes à leurs descendants l'habitude de vivre dans les villes et de mépriser l'agriculture. Puis ils songèrent à établir,

parmi les populations si diverses qu'ils avaient trouvées accumulées sur le sol, l'unité, sans laquelle il n'y a point de domination durable. Ils y employèrent la religion et les lois.

Pendant que les magistratures politiques tombaient avec le pouvoir impérial, les dignités ecclésiastiques s'élevaient avec la religion; au milieu d'une société sans cesse agitée, organes d'une majesté inviolable, seules elles paraissaient aux yeux des peuples revêtues du caractère de l'autorité : aussi les évêques avaient-ils pris presque partout, au sixième siècle, un ascendant devant lequel il n'était pas rare de voir fléchir les princes eux-mêmes. En Espagne, dociles à la voix de Rome, ils s'étaient montrés sévères à réprimer les hérésies qui s'élevaient du sein des Églises affiliées à l'Orient. Les Visigoths avaient reçu l'arianisme avec le baptême, sur la frontière orientale de l'empire; lorsqu'ils entrèrent dans la Péninsule, ils se trouvèrent en lutte avec l'épiscopat catholique, et tour à tour ils tentèrent de l'intimider par la rigueur et de le séduire par la tolérance. Le clergé, toujours inflexible, s'appuyait tantôt sur les Francs, qui cherchaient à prendre en Europe la place des Romains, tantôt sur l'empereur de Constantinople, qui voulait faire valoir ses droits sur l'Occident. A la fin du sixième siècle, Léovigilde, l'un des plus grands princes que les Visigoths aient eus, législateur qui continua, en la réformant, l'œuvre d'Euric, se crut obligé d'employer la persécution pour se défendre; il alla jusqu'à faire périr son fils aîné, Herménégilde, qui avait embrassé la religion et le parti des conspirateurs. Récarède, son successeur, usa d'un autre

moyen pour affermir le trône : il réunit les évêques, et, dans leurs mains, en 589, il abjura l'arianisme avec toute sa nation, dont il sut entraîner le consentement. Dès cet instant, les conciles assemblés à Tolède gouvernèrent en souverains non-seulement les affaires de la religion, mais celles de l'État : parlements sacrés, où, au milieu des ténèbres répandues sur tout le reste de l'Europe, brillaient encore la science et le génie.

Ces assemblées réprimèrent avec sévérité toutes les dissidences religieuses qui cachaient des diversités de race; elles accablèrent surtout de leurs rigueurs les Juifs, qui avaient pullulé en Espagne depuis qu'Adrien les y avait transportés. Elles s'efforcèrent d'effacer toutes les autres distinctions qui étaient entre les sujets. A plusieurs reprises, elles promulguèrent les lois qui nous découvrent l'ordre civil de cette époque, et qui firent prévaloir le principe romain, seul capable de dominer les éléments opposés d'un peuple si mêlé. En lisant le code gothique, on sent à chaque instant qu'il a été imposé aux vainqueurs par les vaincus : il ne se contente pas d'ordonner, comme fait la loi, qui est sûre d'être obéie; il démontre qu'il faut obéir, comme s'il avait besoin de persuader avant de commander. On juge aussi qu'il a été fait pour un peuple en armes par un peuple désarmé lorsque, au § VI du titre II du livre Ier (1), on voit le législateur prouver que la loi qui assure l'harmonie intérieure contribue à la défaite des ennemis du dehors. Montesquieu, n'ayant

(1) Quid triumphet de hostibus lex?

point assez pris garde que les lois des Visigoths voulaient être expliquées par la lutte intestine des populations à qui elles s'adressaient, s'est trop hâté d'écrire qu'elles étaient frivoles dans le fond et gigantesques dans le style. Après avoir dit ce qui justifie la rhétorique dont elles sont pleines, il faut montrer qu'elles ne furent point sans résultat. Si plus tard l'Espagne eut un tel sentiment du droit, qu'en Aragon elle mit la justice, *Justizia mayor*, au-dessus du roi, et qu'en Castille le pouvoir des juges passe pour avoir précédé celui des comtes, elle le doit au code gothique, qui, au § II du titre I[er] du livre II, a dit : *Quod tam regia potestas quam populorum universitas legum reverentiæ sit subjecta*, et qui, au § II du titre II du livre I[er], a donné cette définition de la loi : *Lex est æmula divinitatis, antistes religionis, fons disciplinarum, artifex juris, boni moris inveniens atque componens, gubernaculum civitatis, justitiæ nunciatrix, magistra vitæ, anima totius corporis popularis*. Cette emphase dont Montesquieu se plaint a prosterné un peuple, composé de l'écume des Barbares, aux pieds du juge romain, et en a perpétué la magistrature à travers les révolutions du moyen âge. Les lois des Visigoths prirent jusqu'au nom du barreau de Rome : elles s'appelaient *fori judicum leges*, et donnèrent ainsi à l'Espagne moderne ce mot de *fuero* qui en représente encore aujourd'hui les sentiments les plus durables et les plus vifs.

Les princes gothiques imitaient eux-mêmes, aussi bien qu'il était possible, la majesté impériale ; d'une extrémité à l'autre de l'Europe, ils se modelaient

sur le César de Constantinople. Ceux d'entre eux qui voulaient se signaler prenaient le surnom de Flavius, qui, ayant désigné la famille de Constantin, était un des noms de gloire des empereurs de Byzance. C'est Flavius Récarède qui, à la fin du sixième siècle, convertit son peuple au catholicisme; il voulut avoir une capitale, et donna le titre de ville royale à Tolède, où les évêques avaient pris l'habitude de s'assembler et où ses successeurs élevèrent des monuments. Flavius Receswinthe, au milieu du septième siècle, réunit trois fois les évêques à Tolède, s'exerça à la controverse, réforma les lois civiles et contribua puissamment à la fusion des races de son royaume en autorisant le mariage des Goths avec les Romains. A la fin du septième siècle, Flavius Egica fit faire, dans le dernier concile de Tolède, la dernière refonte du code gothique. Il fut le prédécesseur de Witiza, dont les fils appelèrent les Arabes en Espagne pour se venger de l'usurpateur Rodrigue.

La littérature latine, sur laquelle l'Espagne avait eu tant d'influence durant le règne de Néron, et à qui elle donna, pendant le quatrième siècle, les premiers poëtes chrétiens, Juvencus et Prudence, fut cultivée à la cour des princes visigoths. Sidoine Apollinaire vivait dans l'intimité et dans l'admiration du roi Euric. Lorsque les Visigoths eurent été obligés de se replier dans la Péninsule, s'ils n'avaient pas abandonné leur propre langue, tout porte à croire qu'ils se servaient, du moins officiellement, de celle des Latins. Leur idiome primitif, qui était le plus oriental de tous ceux de la famille germani-

que, avait été façonné, dès le quatrième siècle, sur les bords du Pont-Euxin, par leurs premiers évêques. Mais la Bible d'Ulphilas, découverte à Werden en Westphalie à la fin du seizième siècle, et conservée aujourd'hui à l'université d'Upsal, montre assez combien a dû être restreint l'emploi d'un langage dont il ne reste que ce monument. Les lois destinées à régler les actes de la vie journalière des Visigoths ont été écrites en latin par les conciles de Tolède. Les évêques qui formaient ces assemblées employaient encore avec une certaine élégance, dans leurs livres demeurés célèbres, la langue de Rome, qui partout ailleurs était déjà entièrement défigurée par la barbarie. Quelquefois ils appartenaient à la famille même des princes. Tels furent les trois frères Léandre, Isidore, Fulgence, qui s'assirent sur les siéges de Séville et de Carthagène, et qui, petits-fils du grand Théodoric, le roi des Ostrogoths, étaient, par leur sœur Théodosie, mariée à Léovigilde, roi des Visigoths, les oncles de Flavius Récarède, qu'ils contribuèrent à ramener à l'orthodoxie. Isidore de Séville, dont l'éloquence ravit ses contemporains, fut, par ses ouvrages savants et variés, une des lumières du moyen âge : en dédiant à sa seconde sœur Florentine son livre contre les Juifs, il nous a laissé la preuve que les dames du palais usaient familièrement de la langue latine. Il forma une école florissante, qui fut illustrée sous ses yeux par saint Braulio, évêque de Saragosse, et par saint Ildefonse, archevêque de Tolède. Ainsi l'Espagne, tenue par les Goths eux-mêmes sous la tutelle de la civilisation romaine, tendait à constituer sans déchirement une

société nouvelle, lorsqu'un de ces événements dont Dieu seul a le secret lui fit perdre en quelques jours tous les avantages qu'elle avait, et décida qu'à l'avenir elle suivrait de loin les nations qu'elle semblait devancer avec rapidité.

—

VII.

Invasion des Arabes.

Le temps était venu où les races de l'Asie et de l'Afrique, auxquelles les Romains avaient arraché l'Espagne, allaient la ressaisir tout à coup. Il n'y avait pas un siècle que Mahomet, réformateur encore obscur et dédaigné, avait quitté la Mecque et s'était retiré à Médine, la ville sainte, lorsque le calife Walid, qui de Damas gouvernait tous les peuples assis depuis les frontières de la Chine jusqu'à l'extrémité de l'Afrique, apprit qu'un émir du couchant venait d'ajouter l'Espagne à son vaste empire. Mousa, gouverneur de l'Afrique occidentale, profitant d'une occasion qui lui fut donnée d'intervenir dans les querelles des princes visigoths, envoya en 711, sur les côtes de l'Andalousie, son général Tarik, qui, avant d'arriver sur les bords du Bœtis, rencontra à Xérès le roi Rodrigue, détruisit son armée et du même coup son royaume. Quelques auteurs espagnols racontent que Rodrigue, survivant au com-

bat, alla mourir ignoré dans une ville de Lusitanie, où ils prétendent qu'on voyait autrefois son tombeau. Les écrivains arabes assurent que sa tête fut envoyée par Tarik à Mousa, et par celui-ci au calife. Le vainqueur alla recueillir les fruits de son triomphe sous les murs de Tolède, qu'il força à capituler. Mousa, jaloux de ses succès, accourut à son tour en Espagne, prit Séville et Mérida, que Tarik avait laissées derrière lui, et qui auraient pu défendre encore l'Andalousie et la Lusitanie : il joignit son lieutenant à Tolède, et, malgré sa haine, obligé de lui confirmer le commandement, lui abandonna la conquête du bassin de l'Èbre, tandis qu'il allait soumettre au nord celui du Douero; il se réunit de nouveau à Tarik devant Saragosse, emporta la place, et, s'il en faut croire quelques écrivains, ayant pillé Narbonne, reprit le chemin des Pyrénées, et les suivit à travers la Galice jusqu'en Lusitanie. Mousa et Tarik, ayant été rappelés à cause de leurs divisions, le calife Omar II envoya en Espagne l'émir El-Haur, qui, en 718, s'empara de Narbonne et ravagea toute la province gothique située au nord des Pyrénées. En 721, sous le califat de Yezid, l'émir El-Samah projeta la conquête de la Gaule elle-même; mais ayant rencontré l'armée des Aquitains sous les murs de Toulouse, il y perdit la bataille et la vie. En 725, sous le califat d'Hixem, les forces des Arabes, toujours prêtes à renaître, reparurent, conduites par Anbessa, dans les Gaules, et s'avancèrent jusqu'en Provence. En 732, l'émir Abd-el-Rhaman, après avoir passé les Pyrénées, se dirigea sur Bordeaux, capitale de l'Aquitaine, l'emporta d'assaut, puis se

répandant dans les Gaules, qui lui demeuraient ouvertes, s'avança vers la Loire, où il voulait s'emparer de Tours, retourna sur ses pas lorsqu'il apprit que les Francs, menés par Charles Martel, venaient se joindre aux Aquitains pour lui livrer bataille, accepta le combat aux environs de Poitiers, et fut tué dans une mêlée qui remplit les Arabes d'épouvante et leur fit prendre la fuite. Cette journée, dont on a beaucoup grossi les résultats, n'empêcha pas Youssouf, gouverneur de Narbonne, de se répandre, dans les années suivantes, sur l'invitation de Mauronte et des seigneurs provençaux, au-delà du Rhône, et de prendre possession de tout le pays, depuis Lyon jusqu'à la Méditerranée. Si Charles Martel parvint à délivrer la Provence, comme il avait fait de l'Aquitaine, il échoua devant Narbonne, qu'il alla assiéger, et qui, malgré ses efforts, demeura, avec toute la Septimanie, au pouvoir des Arabes, toujours prêts à se jeter par là sur le reste des Gaules. C'est le fils de Charles Martel, le roi Pépin, qui, en s'emparant de Narbonne, en 759, rejeta définitivement les musulmans au midi des Pyrénées, et marqua l'heure où l'islamisme, jusque-là victorieux, commença à reculer devant les forces de l'Europe. Il était important d'indiquer avec précision en quel point de la chrétienté les infidèles trouvèrent la première résistance sérieuse; il l'est peut-être plus encore de signaler dans leur propre organisation les causes de faiblesse qui secondèrent l'effort de leurs ennemis, et qui finirent par dissiper leur empire.

Les Arabes qui descendirent en Espagne trouvèrent le nom de Vandalicie dans la première province qu'ils

abordèrent; ils l'étendirent à la Péninsule, dont le centre demeura pour eux en Andalousie. Liés à la côte mauresque, où ils conservaient tous leurs établissements, ils avaient besoin de rapprocher d'elle la capitale des États qu'ils avaient conquis en Europe, et qui n'étaient qu'une dépendance de ceux qu'ils possédaient en Afrique : ils fixèrent donc à Cordoue le siége du gouvernement de l'Espagne. Ils donnaient à la Lusitanie le nom d'*Algarbe*, qui, dans leur langue, veut dire Occident, et qui s'est conservé à l'extrémité du Portugal; ils appelaient *El-Roumy* l'ancienne Gallæcie, où les Goths, qu'ils confondaient avec les Romains, avaient fui en foule devant eux ; ils nommaient *Afranc* tous les pays qu'ils avaient parcourus au nord des Pyrénées. C'est assez dire qu'ils devaient faire peu de fond sur ces provinces, soit à cause de leur éloignement, soit à cause de l'hostilité de leurs races. Il semblerait qu'ils ne se croyaient eux-mêmes campés en Espagne que pour quelques jours, et qu'ils avaient posé leur tente sur le rivage pour pouvoir l'emporter plus promptement.

Du reste, ils donnèrent aux vaincus des lois douces; ils épousèrent leurs filles, ce que longtemps les Goths n'avaient point fait avec les Romains. Lorsque Tarik s'empara de Tolède, il accorda la liberté de leur religion aux chrétiens, qui, en se mêlant aux musulmans, prirent le nom de Mossarabes. Il y eut des Mossarabes dans toutes les parties de l'Espagne, et par eux le rituel des Goths se perpétua, à travers la conquête, jusqu'aux temps modernes. Les musulmans admettaient les chrétiens dans leurs armées, et

quelques-uns de leurs princes s'en formèrent en Afrique une garde d'honneur. Ils différaient de tous les conquérants que l'Europe avait vus depuis quatre siècles en ce qu'ils avaient une civilisation déjà complète, dont la politesse dut protéger et éblouir les peuples conquis. Dès qu'ils se furent assis sur le sol, ils commencèrent à y élever ces monuments qui nous étonnent par leur élégance et par leur richesse. Le premier émir, Mousa, amena avec lui le capitaine Hanas-ben-Abdala-Asenani, qui bâtit à Saragosse une mosquée et un palais pour la justice. C'est le second fils de Mousa, Merwan, qui donna son nom au palais construit par les Arabes à Cordoue, à l'extrémité occidentale de la ville, sur les bords du Guadalquivir. Par ces fondations, les Arabes devaient, dès le jour de leur arrivée, imprimer leur respect au peuple chez qui ils s'établissaient : aussi ce n'est pas de lui que vint leur perte.

Les tribus que Tarik et Mousa conduisirent en Espagne avaient été recrutées à la fois chez les Ismaélites, pasteurs nomades, répandus dans le nord de l'Arabie, et chez les Sabéens, agriculteurs civilisés, qui en habitaient le midi, connu encore aujourd'hui sous le nom d'Yemen. Elles recelaient ainsi des éléments de discorde, qui remontaient aux antiques divisions du désert, et qui eurent bientôt occasion d'éclater. Après avoir envahi la côte de l'Afrique et soumis rapidement les populations qui la couvraient, les Arabes virent se lever contre eux celles qui occupaient le centre de l'Atlas, et qui, sous le nom de Berbères, cachaient les restes des anciens habitants de la Numidie et de la Gétulie. La

révolte de ces hommes indomptables absorba les forces que les musulmans de l'Andalousie auraient dirigées contre la Gaule; après les avoir affaiblis, elle sema parmi eux le désordre en rejetant sur leurs rivages des bandes qui, levées en Syrie et en Égypte pour étouffer l'insurrection de l'Atlas, mais défaites et affamées en Afrique, apportèrent en Espagne un secours nécessaire. Des Berbères, enrôlés sous les étendards des émirs de Cordoue, s'étaient révoltés aussi dans la Péninsule à la nouvelle de la rébellion de leurs frères, et désolaient tout le nord du pays qu'ils avaient contribué à conquérir. Les Syriens, devenus les arbitres de l'Espagne, ne voulurent plus la quitter après l'avoir protégée; et dès lors s'engagea entre toutes ces races, accumulées sur le même sol, une lutte terrible, où les Ismaélites, les Yemanis, les Syriens, les Égyptiens et les Berbères firent reparaître toutes les rivalités de leurs nations. Ce combat intérieur fit plus que la guerre des chrétiens pour détruire en Europe la puissance de l'Islam.

En 753, après dix ans de discordes intestines, les cheiks de l'Andalousie prirent, pour sauver leur conquête, un parti héroïque qui divisa l'empire musulman tout entier. Le trône des califes, disputé par les familles alliées à Mahomet, venait de passer, par une révolution rapide et sanglante, de celle d'Omeya, l'un des parents de l'aïeul du prophète, à celle d'Abbas, oncle du prophète lui-même. Au milieu de l'extermination des Ommiades, un jeune homme échappé à la rage des Abbassides, Abd-el-Rahman, errant de lieux en lieux, avait trouvé un asile sûr chez les plus sauvages tribus des Berbères.

Les musulmans espagnols cherchaient un chef qui, en inspirant le respect à tous les partis, pût terminer leurs divisions; éloignés du théâtre des changements qui venaient d'imposer de nouveaux chefs à leur race, ils avaient aussi sans doute le besoin de protester en faveur de l'ancienne autorité qui avait été renversée sans leur participation. Ils appelèrent parmi eux l'Ommiade proscrit; ils le proclamèrent roi de Cordoue et calife d'Occident. Abd-el-Rahman, que les chrétiens ont nommé Abdérame, sut conquérir le pouvoir qu'on lui avait déféré; après l'avoir conquis, il l'honora. Digne rival des califes d'Orient, qui, en voyant l'Europe leur échapper, quittèrent Damas et allèrent placer leur siége à Bagdad au milieu des enchantements de l'Asie, il voulut lutter en Europe avec la gloire de leur empire: c'est lui qui a élevé à Cordoue cette mosquée, la plus grande et la plus riche du monde, qui témoigne encore aujourd'hui de l'ambition de sa dynastie naissante. Il pacifia l'Espagne mahométane, que ses descendants gouvernèrent avec éclat pendant trois siècles. Mais, au milieu des désordres de son avénement, il s'établit au nord de la Péninsule des royaumes que sa postérité ne put entamer, et qui, lorsqu'elle fut renversée, se trouvèrent prêts à profiter des divisions, désormais incurables, des musulmans.

VIII.

Origine des royaumes chrétiens de l'Espagne.

Toute l'histoire d'un peuple tient dans son origine. Chaque nation procède d'un germe que son génie féconde, mais ne saurait changer; elle sent si bien qu'elle dépend de cette donnée primitive que, selon les desseins qu'elle conçoit, elle se la représente à elle-même sous des figures différentes, avouant ainsi qu'elle ne peut s'avancer vers l'avenir qu'en vertu d'une certaine impulsion cachée dans le passé. Cependant ces fictions mêmes ne servent de rien pour la faire sortir de la carrière qui lui a été tracée par la Providence; et qui posséderait le véritable secret de sa naissance verrait non-seulement où elle doit aboutir, mais encore pourquoi elle s'achemine vers sa fin à travers ces routes diverses.

Arrivés au point où toutes les racines de la nation espagnole se rejoignent, pour ainsi dire, et se resserrent en un faisceau d'où sa tige va s'élancer, nous n'avons pas la prétention de réussir à dénouer le

mystère qui enveloppe sa formation ; mais peut-être les études qui précèdent nous aideront-elles, sinon à décider la question, du moins à la poser et à juger les solutions que l'Espagne en a proposées.

Au seizième siècle, la monarchie espagnole, luttant contre toutes les nations dont elle était environnée, se donna une origine qui la laissait tout à fait indépendante d'elles. Alors s'accrédita l'opinion que, lorsque les Arabes envahirent la Péninsule, un prince visigoth, nommé Pélage, s'était retiré dans les montagnes des Asturies, et, bravant les conquérants, avait continué sans interruption la dynastie et la puissance des Goths. Ce fut en quelque sorte le dogme fondamental de la politique castillane. Comme si ce n'était pas encore assez de faire de Pélage un membre de la famille royale, on voulut, pour rendre ses descendants plus dignes du titre de rois catholiques, le rattacher directement à Flavius Récarède, qui, en abjurant l'arianisme, fit entrer tout son peuple dans la communion de l'Église romaine. On prétendit que Pélage était fils de Favila, duc de Cantabrie, lequel était frère du roi Flavius Receswinthe, petit-fils lui-même de Récarède. Rodrigue, archevêque de Tolède (1), qui écrivait les chroniques d'Espagne au commencement du treizième siècle, se borne à dire que Pélage était maréchal du palais du dernier roi des Goths, et que, s'étant soumis, avec le reste de la Péninsule, à la domination des Arabes, il se révolta pour venger l'honneur de sa sœur. Si on sent dans ce récit l'in-

(1) Roderici Toletani *de Rebus hispan.*, l. IV, c. 1.

fluence des *Romanceros*, qui ont défiguré pareillement l'histoire du roi Rodrigue, du moins n'y trouve-t-on rien qui ressemble à une intention arrêtée de prêter une base aux spéculations et à la vanité de la politique moderne. On n'y voit même rien qui empêche de croire que Pélage, comme son nom le prouverait, et comme semblaient aussi l'indiquer les Arabes, qui l'appelaient *El-Roumi*, n'appartînt plutôt à une famille romaine qu'à la race des Goths. Mais là ne doivent point se borner les réserves de la critique.

Un historien espagnol dont l'esprit sagace et libre tranche avec la littérature servile du siècle de Philippe II, Jérôme Zurita, annaliste de la couronne d'Aragon, insinue clairement que, si les populations réfugiées dans les montagnes des Asturies tinrent les Arabes en échec, c'est qu'elles furent secondées par l'opposition que firent les Francs aux ennemis communs de la chrétienté. Comme Pélage, révolté, selon les calculs ordinaires, vers l'année 718, a dû mourir vers 736, et que Charles Martel n'a rencontré les Arabes à Poitiers qu'en 732, il serait difficile d'admettre que ce soient les forces de l'aïeul de Charlemagne qui aient pu favoriser l'insurrection du premier roi des Asturies. Mais il faut se hâter de faire observer qu'avant la journée de Poitiers les musulmans avaient trouvé dans la Gaule des armées qui leur avaient opposé une vive résistance, et qui, par exemple, dès 721, leur avaient fait essuyer dans les plaines de Toulouse une défaite complète.

Ces armées, recrutées parmi les Aquitains, de quelle puissance politique dépendaient-elles? Eudes,

duc d'Aquitaine, leur chef, à quelle race appartenait-il? De qui relevait-il? Ces questions importantes sont malheureusement encore enveloppées d'un grand mystère. La charte d'Alaon, sur laquelle on a fondé depuis deux siècles l'histoire d'Aquitaine, fait descendre Eudes de la souche mérovingienne par Charibert, frère de Dagobert Ier; et M. Fauriel, en admettant cette version dans sa belle histoire de la Gaule méridionale, a représenté le duc mérovingien, à la fois détaché des Francs de la première race et opposé à ceux de la seconde, soutenant dans le midi une nationalité révoltée contre celle du nord. En ruinant, dans une dissertation savante, l'authenticité de la charte d'Alaon, M. Rabanis (1) a renversé le fondement de ces opinions et ceux même de l'histoire d'Aquitaine, que, mieux que tout autre, il pourrait reconstruire aujourd'hui. Quelle sera la base de cette réédification devenue nécessaire? Depuis quelques années, en étudiant l'histoire des Francs dans leurs rapports avec les populations du midi, on a été trop porté, ce semble, à les peindre comme des barbares venant dévaster un sol béni par la civilisation; et, dans cette opinion, on a repoussé l'idée qu'ils aient rien pu fonder de durable, ni inspirer aux populations parmi lesquelles ils se répandaient cette confiance qui assure l'obéissance en échange de la protection. Au contraire, si on considère les relations que les Francs ont eues avec les nations germaniques, on ne peut s'empêcher de voir en eux des re-

(1) *Essai historique et critique sur les Mérovingiens d'Aquitaine et la charte d'Alaon*. Bordeaux, 1841.

présentants armés de la puissance romaine, dont ils veulent soutenir la civilisation, tout en s'efforçant de succéder à son autorité. Il me semble qu'on doit se rapprocher chaque jour davantage de cette idée, dont il faut toutefois encore redouter l'exagération. Mais en admettant que sous les formes romaines c'était le pouvoir des Francs qui s'exerçait dans le Midi on arrivera à comprendre qu'ils aient pu avoir une influence marquée sur les commencements mêmes du royaume chrétien des Asturies.

Si Pélage a été suscité par les victoires que les Francs d'Aquitaine ont remportées sur les Arabes, ses successeurs ont été soutenus aussi, d'une manière plus directe encore, par les Francs d'Austrasie, qui n'ont pas tardé d'arriver aux Pyrénées. Zurita, critique éclairé, qui avait à sa disposition les archives royales de l'Espagne, affirme positivement que le roi Pépin, chassant devant lui les Arabes hors de la Gaule, traversa les monts et porta secours aux chrétiens révoltés (1). Pour adopter le calcul commun, Alphonse Ier, surnommé le Catholique, régnait alors dans les Asturies; et c'est lui, dit-on, qui, pendant les troubles semés parmi les musulmans par l'insurrection des Berbères et par l'arrivée des troupes syriennes, commença à affermir et à étendre le royaume, dont il n'est même point assuré que Pélage ait pensé à relever le titre.

Le fils de Pépin fit plus encore pour un roi qui,

(1) « Pero pasaron adelante a dar favor y socorro a los chris- « tianos que quedavan recogidos en la Cantabria. » Zurita, liv. I, ch. II, p. 4. Saragosse, 1610.

lui-même servait mieux aussi la cause des rebelles des Asturies. Alphonse II, dit le Chaste (792-842), descendu des montagnes où avait été planté l'étendard chrétien, le porta dans le bassin du Duero, plus loin qu'Alphonse I[er] n'avait fait, et, en revenant à Oviédo, capitale des Asturies, y releva, au dire des chroniques, toute l'organisation civile et religieuse que les Goths avaient autrefois établie à Tolède (1). Ce prince, qui fut ainsi le véritable restaurateur de la monarchie des Visigoths, semble inspiré par les exploits de Charlemagne. Dans les commencements de son règne, en 778, le grand roi des Francs, profitant de la division des Arabes, et appelé sans doute par eux, avait franchi les monts, avait pris possession de la Navarre, était descendu dans le bassin de l'Èbre, et, forcé par la défection de revenir sur ses pas à travers le détroit de Roncevaux, où il perdit une partie de son armée, avait fait son fils Louis roi d'Aquitaine, en le chargeant de poursuivre au delà des Pyrénées les entreprises dont il se sentait détourné lui-même, moins encore par un revers passager que par les vastes affaires de son empire. Louis pénétrait en Espagne tour à tour par les vallées de la Navarre et par celles de la Catalogne, au gré des avis de Charlemagne, qu'Alphonse le Chaste cherchait à se concilier par ses ambassades et par une continuelle déférence. Les *Romanceros*, commen-

(1) *Omnem Gothorum ordinem, sicuti Toleto fuerat, tam in ecclesia quam in palatio, in Oveto statuit.* (Chron. d'Albelda.) *Gothorum gloriam tam in ecclesiis quam in palatiis, ut olim Toleti fulserat, prout potuit, reparavit.* (Roderici Toletani, *de Rebus Hisp.*, lib. IV, c. VIII.)

taire souvent heureux de l'histoire obscure de ces temps, témoignent tout à la fois de cette obséquiosité du roi des Asturies pour l'empereur, et du ressentiment qu'elle excita parmi les seigneurs espagnols. Bernard del Carpio, dont elles font l'organe de ces haines nationales, est représenté par elles tour à tour révolté contre son roi, et conduisant les enfants des Goths contre les Francs. Ce qu'il y a de certain, c'est que le passage de Roncevaux, qui avait été fatal à Charlemagne en 778, le fut encore à Louis le Débonnaire en 802 et en 822, dans deux rencontres meurtrières que les traditions ont confondues avec la première, et qui firent éclater la résistance de la monarchie des Goths, en même temps que la persévérance de la politique des Francs.

C'est assez pour établir que, si le royaume fondé dans les Asturies fut en effet une création de la race gothique, il ne surgit point aussi vite ni aussi spontanément que l'ont écrit les historiens des Castilles: il ne mit pas moins d'un siècle à se reconstituer, et il ne se releva point sans l'intervention des Francs. Mais la puissance française, qui étendit sa protection sur cette couronne, se fit encore sentir avec plus de force dans des contrées plus voisines, et où devaient s'élever d'autres royaumes destinés à disputer à celui d'Oviédo la possession de la Péninsule.

Le père de Charlemagne, Pepin, en poursuivant ses victoires sur les Arabes de la Septimanie, descendit jusqu'à Barcelone, où il inaugura l'influence française. Son fils l'y étendit de nouveau; Louis le Débonnaire l'y établit en poussant ses expéditions, du vivant même de Charlemagne, jusqu'à Tortose,

sur les bouches de l'Èbre : après lui, Charles le Chauve l'y consolida encore en assimilant les habitants du pays aux Francs; mais le même prince devait aliéner cette contrée en l'inféodant à des comtes héréditaires. Détachée du domaine direct de la France, la Catalogne demeura cependant liée à elle par les intérêts et par le génie; et les événements se sont accordés à resserrer ces rapports naturels.

Les Carlovingiens s'efforcèrent aussi d'établir l'influence de la France dans une autre partie de la marche d'Espagne. Le général Auréolus, qu'à son nom on peut croire de race romaine, fut investi par Charlemagne du commandement de ce pays de Navarre d'où le grand roi était sorti vaincu, mais non pas dépossédé. Mort en 807, ce chef militaire était remplacé dès 815 par Asnar (Asinarius), qui était Vascon d'origine, et qui reçut l'investiture de Louis le Débonnaire. Soit que la Navarre eût été, dans cet intervalle, reconquise par les Arabes, soit que les Francs se portassent naturellement vers un passage moins dangereux que celui de Roncevaux, le nouveau gouverneur fixa sa résidence plus à l'est, dans le bassin auquel la vallée de Canfranc ouvre une issue facile vers le nord, et que les montagnes de Jaca défendent au midi. Retranché en ces lieux, dont les sources de l'Aragon forment comme les fossés, et qui plus tard servirent de berceau au royaume d'Aragon, il fut appelé comte Jaca, du nom même de la ville où cette principauté sortit des débris de la puissance française. En 822, Asnar, réuni à d'autres comtes, entrait en Navarre pour en chasser les Arabes. Pris par les ennemis, il fut, à ce que racontent les chro-

niques, renvoyé sans rançon par le calife, qui, sans doute, voulait le détacher de ses anciens maîtres; et il retourna exercer une autorité indépendante dans le pays où il avait jusqu'alors servi la France. Il mourut en 836, laissant son comté de Vasconie ou de Jaca sous la garde de son frère Sanche Sanchez, qui le conserva en dépit de Pepin et de Charles le Chauve, successivement appelés à diriger contre la Péninsule les forces du royaume chancelant d'Aquitaine.

Pendant qu'Asnar marquait les lieux d'où la puissance aragonaise devait descendre, un autre homme, couvert aussi de la protection des Francs, apportait dans la même contrée les germes de la race destinée à y régner, et à dominer de là sur tout le reste de l'Espagne. Inigo Arista (1), qui, selon les témoignages les plus probables, mourut en 839, était un gentilhomme de Bigorre, venu à travers les montagnes jusqu'à la chaîne de Soprarbe, qui, entre les sommets de Jaca, où Asnar commandait, et ceux de Ribagorza, occupés par le comte Bernard, gendre d'Asnar, se détachait comme un poste avancé au-

(1) Pour éclaircir ces points si souvent débattus, je me suis servi des récits de Rodrigue de Tolède, qui, écrivant au treizième siècle, était étranger à tous les calculs de la vanité moderne, et qui a été pleinement confirmé, au seizième siècle, par les savants travaux du judicieux Zurita. Quant à la liste fabuleuse des anciens rois de Soprarbe, qu'on a dressée d'après les images du palais de Saragosse, et qu'on peut voir au tome II de l'*Hispania illustrata* de Schoot, il suffit, pour la démentir, de faire voir qu'elle répète trois fois, avec de légères modifications, la même série de personnages, reproduisant ainsi naïvement trois variantes écrites, sans doute, l'une après l'autre dans les chroniques de quelque couvent.

dessus des Arabes d'Huesca. Sur cette cime, il avait rallié des hommes décidés comme lui à acquérir des terres en arrachant aux Arabes celles qu'ils avaient eux-mêmes enlevées aux Goths. Après avoir réglé avec ses compagnons le partage de leurs futures conquêtes et fondé ainsi tout un nouveau droit politique sur les bases du droit privé, il était descendu, sans doute en longeant les pentes de la Sierra de Jaca, dans les plaines de la Navarre, où, vainqueur des musulmans, il avait distribué leurs dépouilles et reçu de ceux qu'il venait d'enrichir (*ricos homes*) les titres de seigneur et de roi. Si on ajoute que, pour assurer l'équité des partages, ces guerriers associés ont eu soin de les placer sous la surveillance du juge romain ou du *justice*, on aura, comme Jérôme Zurita l'a bien indiqué, une idée complète des origines de la constitution d'Aragon.

Comment la postérité d'Inigo Arista, roi de Soprarbe et de Navarre, d'une part se répandit sur la Péninsule, de l'autre, remontant à son berceau, couvrit un instant le midi de la France, c'est ce que nous montrerons plus tard. Il faut s'arrêter ici, en achevant de marquer le principe de cette double direction. La race des Visigoths, dont les Pyrénées partageaient l'empire en deux moitiés inégales, avait concentré au midi des monts, dans l'Espagne proprement dite, ce qu'elle avait de forces plus vives et de germes plus purs, et elle avait laissé dans l'ancienne province Narbonnaise, qu'elle nomma Septimanie, et qu'on appela longtemps après elle le Duché de Gothie, des populations plus exposées à se mêler, non-seulement avec les Romains, qui l'y avaient

attirée, mais encore avec les Francs, qui tendaient à l'en exclure. Ces deux parts du royaume des Goths souffrirent l'invasion des Arabes, et firent effort pour s'en affranchir. La première porta dans les Asturies le foyer de l'insurrection; la seconde se rattacha insensiblement à celui qui s'était déclaré dans les montagnes de l'Aragon. Ni l'une, ni l'autre, quoi que prétende l'orgueil espagnol, ne renoua immédiatement les traditions gothiques et ne demeura exempte de l'influence des étrangers, toutes deux ayant au contraire trouvé dans l'intervention française les moyens de se reconnaître et de se relever. Charlemagne aida Alphonse le Chaste à reconstituer à Oviédo la monarchie de Tolède; Louis le Débonnaire et son général Asnar fondèrent à Barcelone et à Jaca les deux centres de la puissance qui succéda à celle de la Septimanie, et qui essaya de la renouveler. Cette initiative de la France, sur laquelle je n'insiste que pour mettre en lumière de grandes vérités méconnues, domine toute l'histoire d'Espagne et peut seule l'expliquer. Mais entre les deux royautés qu'elle fit naître dans le royaume des Asturies et dans celles de l'Aragon, il y eut toujours cette différence, que l'une fut soutenue par la race pure des Goths, l'autre par la race gothique mêlée au peuple qui vivait au-dessus des Pyrénées : de là vint la diversité des langues, des lois et des entreprises qu'elles développèrent en des sens opposés, lorsque les dissensions de l'empire arabe, qui avaient favorisé leur naissance, achevèrent d'assurer leur grandeur.

IX.

Révolutions de l'empire musulman dans la Péninsule.

Il est important et facile de montrer comment, du comble de la puissance, les Arabes descendirent en Espagne au dernier degré de la faiblesse. Leur domination périt d'elle-même, par une suite de vicissitudes dont on n'a pas assez marqué l'enchaînement. Ce sont les causes nécessaires de cette décadence qu'il faut découvrir avant de faire voir ce qu'y put ajouter la valeur des chrétiens.

Abd-el-Rahman Ier (757-788), qui avait rétabli la paix parmi les Arabes d'Espagne, en apportant au milieu d'eux le sang respecté d'Omeya et l'autorité sainte des califes, fonda une dynastie qui subsista avec gloire pendant près de trois siècles. Les races qui couvraient le reste de l'Europe travaillaient alors en silence à s'asseoir sur les débris de l'empire romain; et c'était par des efforts laborieux et obscurs que, sous l'impulsion donnée par Charlemagne, elles commençaient à organiser des sociétés nouvelles

avec le souvenir de la société antique. Au contraire, les Arabes, maîtres de la Péninsule, présentèrent tout à coup le spectacle d'une organisation complète, inspirée par le génie brillant de l'Asie. Ce fut la gloire des Ommiades, proscrits par l'Orient, d'en venir faire fleurir la civilisation parmi les musulmans que la conquête avait exilés, loin de leur patrie, aux dernières limites de l'Occident. Tant que ces princes régnèrent, non-seulement ils entretinrent, parmi les populations qui les avaient accueillis, le principe de prospérité qu'ils leur avaient apporté, mais encore ils ne cessèrent de le développer et de l'accroître; en sorte que, par une rencontre singulière, on peut dire que leurs derniers jours furent aussi leurs jours les plus beaux.

Cependant leur domination fut troublée, dès l'origine même, par les dissensions qui devaient en amener la fin : c'était ce vieil esprit de discorde qui avait éclaté, le lendemain de la conquête, entre les tribus différentes des vainqueurs, et qui devenait inextinguible sur une terre où, également étrangères, elles aspiraient toutes à l'empire. Celles qui étaient les plus voisines de leur souche originaire étaient en réalité les plus puissantes, et devaient l'emporter. Déjà Hixem Ier (787-796), qu'Abd-el-Rahman Ier, son père, avait appelé à lui succéder au préjudice de ses deux frères aînés, vit le plus puissant de ces prétendants se réfugier au delà du détroit, et le menacer de l'invasion des races africaines. Après lui, Alhakem Ier (796-821) et Abd-el-Rahman II (821-852) eurent à se défendre contre les mêmes menaces. Le fils de ce dernier, Muhamad Ier (852-886), qui croyait

en avoir fini avec les terreurs de l'Afrique, les retrouva au nord de son empire, où les Berbères, transplantés par les Arabes, s'agitaient contre eux sous la protection des Francs et des Goths. L'insurrection, qui du bassin de l'Èbre gagne le centre de la Péninsule, se perpétue sous Almondir (886-888) et sous Abdallah (888-912). Abd-el-Rahman III (912-961), qui parvient enfin à l'étouffer dans la Péninsule, est forcé d'aller la combattre en Afrique même, où il ne peut la dominer qu'après avoir essuyé les pertes les plus considérables. Son successeur, Alhakem II (963-979), n'est tranquille en Espagne qu'à condition de perpétuer la guerre sur l'autre rivage de la mer. Enfin, sous Hixem II (979-1012), le tout-puissant ministre Muhamad, qui, au milieu de ses succès, ne se faisait appeler que le Victorieux (al-Mansour), porte au plus haut degré la gloire des Ommiades, en accablant au nord les chrétiens, et au midi les Africains, qui semblent s'entendre pour menacer les deux frontières de l'empire. Il couronne, par ses triomphes et par l'éclat qu'il prête à la poésie et aux arts, la puissance de la dynastie que sa mort laisse tout à coup livrée aux ennemis. L'Afrique n'avait puisé dans ses continuelles défaites que l'énergique sentiment d'une rivalité implacable. Révoltée contre ces dominateurs que l'Orient lui avait envoyés, elle espère les remplacer sur le trône qu'ils s'étaient élevé aux extrémités de l'Europe : elle les attaque, à Cordoue, dans leur propre capitale. Hixem disparaît au milieu de la guerre civile. Ses parents et les chefs des tribus africaines luttent encore quinze ans. Le génie de l'Asie est vaincu, sans que

celui de l'Afrique triomphe encore. L'Andalousie, en laissant succomber ses princes, auxquels elle doit sa prospérité, sait du moins conserver, au sein même de l'anarchie, la nationalité qu'ils lui ont faite. Le dernier des Ommiades s'éteint dans la disgrâce sur le seuil du onzième siècle; mais, durant soixante ans, les grandes familles qui se partagent les lambeaux de l'empire de Cordoue soutiennent contre les étrangers l'indépendance de l'espèce de féodalité qu'elles instituent.

Ce furent cependant ces petits rois, établis dans les bassins du Guadalquivir, du Tage et de l'Èbre, qui, à la fin du onzième siècle, avertis de leur impuissance par les succès croissants des chrétiens, appelèrent les chefs africains à leur secours. Les races pures de l'Orient, comme si elles avaient épuisé toute la séve de leur racine sur cette terre où elles avaient été transplantées, reconnaissaient ainsi formellement qu'elles ne se sentaient plus le pouvoir de conserver le gouvernement de l'Espagne. En Afrique, au contraire, erraient des populations qui, depuis l'introduction de l'islamisme, avaient toujours accru leur civilisation et leur force; elles avaient commencé par former à Fez un établissement, éternel sujet d'inquiétude pour les musulmans de l'Andalousie; et déjà à cette puissance politique elles avaient aussi ajouté celle que donne l'entraînement du génie religieux : à peu près vers l'époque où les Ommiades succombaient en Espagne, s'élevaient derrière l'Atlas des tribus conduites à la guerre par des réformateurs qui, avec des austérités nouvelles, leur apprenaient à marcher rapidement à la domination. Ces servi-

teurs de Dieu, ces Almoravides, comme ils s'appelaient dans leur langue, animés par la piété farouche du désert, proscrivaient le luxe des sociétés civilisées, et condamnaient tout ce que la poésie et l'art avaient ajouté d'éclat au culte et au peuple de Mahomet. De Maroc, qu'ils fondèrent au pied de l'Atlas, sur la frontière de leur sauvage patrie, ils s'élancèrent rapidement sur Fez, et se trouvèrent en face de l'Espagne. Jusef-Ben-Taxfin, qui les commandait, appelé comme auxiliaire par les rois de l'Andalousie, se fit leur maître, et ajouta bien vite leurs petites principautés à son empire naissant. Les Maures enlevèrent alors aux Arabes l'empire de la Péninsule; et pendant cinquante ans les Almoravides tinrent unis sous leur sceptre le royaume d'Espagne et celui de Maroc.

Une réformation nouvelle vint saper en Afrique même les bases de leur domination. Après la prédication austère du désert, il était naturel que la parole plus douce de la civilisation se fît entendre parmi les hordes africaines policées par leur victoire même. Elle leur fut apportée, et répandue au milieu des villes de Fez et de Maroc, par une sorte de philosophe, Muhamat-ben-Abdallah, qui des écoles de Cordoue avait passé à celles de Bagdad, et qui, plein de l'ivresse de la science et de la poésie, voulut les accorder avec le Coran. A la raison qui conspirait pour lui, il sut prêter les formes du fanatisme, nécessaires pour en assurer le triomphe. Sous le titre de *Méhédi,* ou docteur de la loi, il poussa à la guerre ses disciples, qui, de son surnom, s'appelèrent les *Almohades.* Un jeune homme de Trémecen, Abd-el-

Muman, auquel il donna la mission de les dresser au combat, eut, en moins de quatre ans, dépouillé les Almoravides de tout ce qu'ils possédaient au nord et au midi du détroit. Ainsi, par une loi dont on a vu les effets se renouveler souvent, la réforme ascétique de l'Islam fut promptement suivie chez les Maures par la réaction d'une réforme philosophique.

L'empire que les Almohades établirent dans la Péninsule, au milieu du douzième siècle, fut le dernier effort que le mahométisme y produisit. Arrivé à ce point de son évolution, il pouvait encore servir la raison des peuples qu'il animait; mais il devenait incapable d'entretenir la guerre qu'il avait apportée en Espagne. Cordoue, l'ancienne capitale des califes, n'était plus qu'une grande école où les médecins, les astronomes et les philosophes attiraient des élèves du fond même de l'Orient : alors vivaient dans cette ville Averroës et Abenzoar, qu'Avicenne avait annoncés dès le siècle précédent, et à qui, avec une science immense puisée aux sources de l'antiquité, on prête un esprit détaché de toute forme religieuse. Quant au pouvoir politique, il résidait à Maroc, et avait établi une succursale à Séville, qui était plus près de la mer que Cordoue, et plus loin de la frontière des chrétiens. C'était contre ces ennemis que les Almohades devaient éprouver leur puissance. Vainqueurs à Alarcon (1195), ils élèvent à Séville de magnifiques monuments, qui semblent éterniser leur domination comme leur gloire. Vaincus à la journée de *las Navas de Tolosa* (1212), ils se retirent au delà du détroit, et devenus impuissants pour la prospérité de

l'Afrique, comme pour la défense de l'Espagne, ils voient successivement Cordoue (1236) et Séville (1246) emportées par les vengeurs des Goths; tandis qu'à Maroc, d'où ils étaient sortis, ils sont dépossédés par des races et des révolutions nouvelles. Dans la Péninsule, du sein des anciennes tribus qu'ils avaient dépouillées, s'éleva en cet instant un homme qui, réunissant autour de lui tout ce qui abhorrait le joug des Almohades, s'allia contre eux avec les chrétiens, et conserva ainsi dans la Péninsule un dernier asile aux populations musulmanes : c'était Muhamad-ben-Alahmar (1232-1275) qui, en livrant au roi saint Ferdinand la ville de Jaën, et en l'aidant à prendre celle de Séville, affermit pour deux siècles le royaume de Grenade, dont il venait de jeter les fondements, et qui néanmoins demeurait désormais à la discrétion des Espagnols. Ainsi furent vaincues les unes par les autres ces races mahométanes qui avaient confusément couvert le sol de l'Espagne, et qui avaient apporté avec elles le germe de leur inévitable décadence.

X.

Destinée des royaumes chrétiens de la Péninsule.

Tous les éléments qui devaient concourir à la formation de la société espagnole étaient déposés sur le sol de la Péninsule avant que les Arabes y missent le pied. Les Ibères y avaient enraciné, au milieu des combats, la ténacité et l'orgueil de leur esprit; les Romains y avaient établi, après la paix, la liberté jalouse de leurs institutions municipales; ce mélange avait été consacré en quelque sorte par les Visigoths, barbares épris de la civilisation, et qui avaient apporté tout à la fois l'humeur sauvage de leur condition première et leur respect pour les créations du génie de Rome. Entre leurs mains, l'Espagne avait pris, dès le commencement du sixième siècle, une forme régulière qui répondait suffisamment à ses origines. Elle perdit tous les avantages de ce travail précoce lorsqu'au huitième siècle elle fut couverte par les Arabes; ce n'est qu'au neuvième que ses anciennes populations purent reprendre, non pas avec tranquillité, mais du moins avec quelque es-

poir, leur œuvre anéantie. De là vient que la nation espagnole a été en retard de trois siècles sur la plupart des autres nations de l'Europe.

Elle recommença sa société par la base même. Les plus forts de ceux qui avaient survécu à la conquête se hasardaient, chacun dans sa vallée, à reconquérir quelques terres, qu'ils distribuaient à ceux qui les avaient secondés; et c'est ce qui a fait dire à Zurita que ces rois ressemblaient à ceux qu'on avait vus au commencement du monde. A mesure qu'ils s'avançaient loin du lieu où ils avaient planté leur drapeau, et qu'ils forçaient l'ennemi à reculer, s'ils n'avaient plus ou l'envie ou le pouvoir d'occuper eux-mêmes les champs ressaisis, ils y envoyaient des colonies, *poblaciones*, qui, en dédommagement des dangers de la frontière, recevaient des priviléges solennellement garantis par des *fueros*. Ainsi l'Espagne était reconstituée pièce à pièce par les rois, qui amoindrissaient à chaque instant leur pouvoir tout en étendant leur royaume; elle contractait envers eux en même temps l'habitude du respect et celle de l'indépendance, que les autres peuples s'étonnent de trouver associées dans son histoire.

Cette diversité des lois était favorisée par celle des races dont nous avons marqué les oppositions naissantes, et qu'il faut suivre à présent dans leur développement. Les royaumes que nous allons voir se former, pour se séparer, s'unir, se diviser encore et enfin se confondre, se rapportent aux deux groupes que nous avons signalés dans les montagnes d'Oviédo, où les chrétiens relèvent l'empire de Tolède, et dans les montagnes de Jaca, où ils essayent

de refaire la Gaule gothique. Tous les rameaux sortis de ces deux troncs ont eu leur raison de paraître et de périr; et c'est cette raison qu'on doit chercher si on veut répandre quelque lumière sur une histoire jusqu'à ce jour pleine d'obscurité et de confusion.

Autour de la royauté des Asturies s'élevèrent successivement plusieurs principautés qu'elle domina d'abord, et qui, s'étant ensuite dégagées de son sein, finirent par éclipser la gloire de son nom. A l'ouest, où les derniers soulèvements des Pyrénées viennent expirer dans les derniers plis de l'Océan, les Gaulois de l'Ibérie s'étaient autrefois retirés devant l'invasion romaine; ce furent les Romains qui, à leur tour, s'y abritèrent contre l'invasion arabe. Cette province destinée à porter le nom des vaincus, appelée *Gallæcie* par les soldats de Rome, et *el-Roumy* par ceux de l'Arabie, demeura comme un asile écarté où les races latines de la Péninsule conservèrent la supériorité. C'est, sans contredit, le lieu de l'Europe où la langue romaine s'est maintenue le plus longtemps; de là elle est descendue dans le portugais, celui des idiomes modernes qui la rappelle le mieux. Ainsi livrée à une population particulière et éclairée, la Galice montra dès le principe son indépendance vis-à-vis du royaume d'Oviédo. Elle se révolta sous l'un des successeurs immédiats d'Alphonse II, sous Alphonse III (866-911), qui, par la culture de son esprit autant que par la longue continuité de ses succès, mérita le nom de Grand. Ce prince éprouva aussi l'insubordination de ses enfants; forcé d'abdiquer la couronne, il vit

Garcie, à qui il la remit, faire part à ses frères de son pouvoir, sinon de ses droits, et céder à Ordogne le gouvernement de Galice, à Froila celui des Asturies. Ce partage officiel indique suffisamment la division réelle des deux pays; il donna lieu à la création d'une troisième principauté.

Jaloux de maintenir son autorité au-dessus de celle de ses frères, Garcie (911-914) en porta le siége dans la contrée où elle pouvait s'exercer et s'accroître par la guerre. Il descendit des hauteurs derrière lesquelles s'abritaient les provinces d'Ordogne et de Froila, et, au pied des monts, il choisit pour la nouvelle capitale de ses États la ville de Léon, ancienne colonie romaine, assise sur l'un des affluents supérieurs du Duero, dont les bords, déjà conquis par ses ancêtres, demeuraient exposés aux continuelles excursions des Arabes. Ordogne et Froila ayant pris successivement après lui le titre de roi, conservèrent, dans le lieu qu'il avait désigné, le siége principal de leur autorité; et le royaume de Léon fut ainsi créé pour le combat en avant de ceux d'Oviédo et de Galice, qui gardaient en paix les traditions sauvées du double naufrage de la civilisation romaine et de l'empire gothique.

Mais ce royaume nouveau qui, dès sa naissance, dominait les anciens, fut lui-même dominé bientôt par une autre puissance qui déjà s'agitait sur ses flancs. La chaîne de montagnes qui du nord au midi séparait autrefois les Ibères des Celtes, et que Strabon appelait l'Idubéda, était le rempart qui défendait les Asturiens descendus dans le bassin du Duero, contre les musulmans, maîtres du cours

entier de l'Èbre; le repli que l'Orospéda formait dans cette chaîne était, au sud, la limite qu'il importait aux Goths de mettre entre eux et les Arabes établis dans le bassin du Tage. Ces deux barrières, avançant leur angle énergique au milieu des populations infidèles, semblaient destinées par la nature à composer en quelque sorte la marche des royaumes chrétiens : aussi voit-on que le pays qu'elles embrassent fut, dès la fin du neuvième siècle, gouverné par des comtes particuliers. Les races se conservant plus pures et plus robustes dans les montagnes, là grandissaient des hommes qui, mieux que ceux répandus dans les plaines de Léon, devaient soutenir la lutte désormais partagée entre eux. Les premiers eurent encore cet avantage sur les seconds, que non-seulement ils poussèrent la guerre avec plus de vigueur, mais qu'ils ressaisirent, dans leurs demeures plus âpres et dans leur contrée plus libre, ce que le contact des Romains avait enlevé aux Goths de leur force première et de leur génie natif. A Léon, comme autrefois à Oviédo, on se battait pour reconstruire l'espèce de monarchie latine que les rois de Tolède avaient élevée. La principauté établie pour la garde de l'Idubéda, en tendant à s'affranchir du pouvoir qui l'avait instituée, raviva naturellement le sentiment et la forme de la société gothique telle qu'elle existait avant de s'assujettir au joug de la civilisation romaine; elle fit comme un retour aux lois et aux mœurs de la Germanie. Elle dut en renouveler jusqu'à la langue, qui ailleurs avait fait place à celle des Romains ou des Arabes; et ainsi on peut expliquer qu'elle ait donné

à sa capitale le nom de *Burgos*, composé de celui de *burg* que les Germains ont porté dans tous leurs établissements. Ce nom, traduit en son équivalent latin *castellum* par des populations habituées au langage de Rome, a dû produire le mot de *Castille*, qui s'est étendu à tout le pays.

Le premier comte de Castille dont il soit fait mention, Rodrigue, vivait vers l'année 866, au commencement du règne d'Alphonse III. Mais le premier qui ait illustré son nom et assuré la puissance de son pays, Fernand Gonzalès, naquit au commencement du dixième siècle, lorsque le royaume de Léon, déchiré par les divisions qu'entretenaient peut-être les Arabes, s'amoindrissait chaque jour, et descendait à n'être plus que le vassal de l'empire alors florissant des Ommiades. Le comte, au contraire, se faisant lui-même l'infatigable champion de la chrétienté, entretint avec les musulmans une guerre implacable, et, s'imposant par ses triomphes aux faibles princes de Léon, divisa leur famille et gouverna leurs peuples. Après son fils Garcie (970-995), qui continua sa bravoure, son petit-fils Sanche (995-1021), complétant l'œuvre de l'épée par celle des lois, consigna dans des *fueros*, qui paraissent n'avoir été écrits que plus tard, et qui furent le premier code dressé après l'invasion, les relations nouvelles de cette société qui s'était constituée pour la guerre avec le sentiment des mœurs indépendantes de la barbarie. Le retour des descendants des Goths aux usages des ancêtres s'y marqua en traits énergiques : la féodalité, qui ne fut partout qu'une réaction tardive de l'esprit germanique contre le

droit romain, donna à l'Espagne cet exemple que bientôt on s'empressa d'imiter. Le fils du premier législateur de Castille, Garcie, venait de demander à Bermude III de Léon la permission de prendre le titre de roi, lorsque, tombé sous le poignard d'un assassin, il fut vengé par un roi de Navarre, qui plaça sur le trône de Burgos son propre fils, destiné à ceindre aussi la couronne de Léon et à élever ainsi une race étrangère sur tous les royaumes d'origine gothique.

C'était le sang d'Inigo Arista, l'aventurier de la frontière française, qui se répandait sur l'Espagne. Son fils Garcie ayant été tué par les Arabes, son petit-fils Sanche, surnommé *Abarca*, du nom de sa chaussure populaire, leur avait fait une guerre acharnée du fond de la Biscaye, où il avait été acculé. Le petit-fils de celui-ci, selon le calcul de Rodrigue de Tolède, s'appelait Sanche comme son aïeul, et reçut le surnom de Grand parce que, en un demi-siècle de combats, il parvint à imposer sa famille à tous les royaumes chrétiens de l'Espagne. Il avait épousé la sœur du dernier comte de Castille; il punit les meurtriers qui l'avaient frappé, et lui donna pour successeur son second fils Ferdinand, revêtu du titre de roi. Marié lui-même à la sœur de Bermude III, Ferdinand soutint contre son beau-frère sa royauté nouvelle dans une bataille où le roi de Léon fut défait et périt, ne laissant d'autre héritier que le vainqueur. Ainsi, en 1037, la maison de Navarre, secondant par sa puissance les rancunes de la Castille, lui assujettit le Léon, que des partages impolitiques et les antiques inimitiés en séparèrent en-

core, mais qui, dès ce jour, tomba définitivement au second rang.

Sanche le Grand, roi de Navarre, en partageant l'Espagne chrétienne à ses enfants, perpétua la division qui s'était manifestée dès l'origine entre les Goths purs d'Oviédo et les Goths mêlés de Jaca. Il laissa la Castille à Ferdinand, qui presque aussitôt y ajouta le Léon. Il donna à Garcie l'aîné la Navarre, la Biscaye et les plaines qui en bordent les montagnes; à Gonzalve, le petit royaume de Soprarbe, première conquête d'Inigo Arista; à Ramire, enfant naturel, la principauté plus étroite encore de Jaca, désignée sous le nom d'Aragon. Gonzalve étant mort, Ramire en joignit bientôt les États aux siens propres, qui constituèrent ainsi un royaume capable de se défendre et de s'accroître. Alors aussi le royaume de Navarre, contenu d'un côté par celui de Castille, de l'autre par celui d'Aragon, par eux séparé du théâtre de la guerre, seule source de prospérité à cette époque et dans ce pays, n'eut plus d'autre destinée que de soutenir l'indépendance solitaire des vieilles races cantabres qui s'étaient retranchées dans ses montagnes. Nous y laisserons Garcie transmettre à ses successeurs sa stérile liberté, et nous nous attacherons à Ferdinand et à Ramire, qui portent avec eux l'avenir de l'Espagne. Leurs royaumes de Castille et d'Aragon, chargés, comme les plus jeunes et les plus actifs, des affaires des chrétiens, poursuivirent, par des entreprises et par des alliances qu'il faut examiner maintenant avec rapidité, le double but que nous avons attribué dès l'origine

aux deux principaux débris de l'ancien empire des Goths.

Je commencerai par Ferdinand. Au milieu du onzième siècle, lorsqu'il monta sur le trône de Castille, la puissance des Ommiadès expirait à Cordoue, et par sa chute, que suivit l'anarchie, frayait la voie aux conquêtes des chrétiens. Don Rodrigue de Bivar parut sous Fernand I[er] (1034-1065); il vécut sous les fils de ce prince, qui se disputèrent par des crimes les royaumes que leur père avait commis la faute de partager; il fut appelé le *Cid* par les rois infidèles qu'il allait chercher déjà dans les campagnes de l'Andalousie, et auxquels il savait, même seul, enlever des villes et des royaumes : héros de la Castille, comme Bernard avait été celui des Asturies, il marqua par ses exploits que tout l'effort de sa race se portait contre les Arabes. Si, comme Bernard, il fut quelquefois en lutte avec ses princes pour ne point laisser périr les traditions de l'aristocratie il ne fut point, comme lui, hostile à la France, qui étendit avec éclat, mais sans danger, sur les Castillans la protection qu'elle avait autrefois exercée sur les Asturiens. Le Cid vit sans rancune venir du pays des Francs, au secours d'Alphonse VI (1065-1109), son dernier roi, trois comtes qui aidèrent ce prince à reconquérir Tolède (1085), et qui en épousèrent les trois filles. Raymond, comte de Toulouse, fut marié à Elvire, avec laquelle, entraîné bientôt par la croisade, il devait aller combattre les musulmans jusqu'en Asie. Henri, comte de Besançon, reçut, avec la main de Thérèse, le nouveau comté de Portugal, que son beau-père avait arraché aux Ara-

bes, et que son propre fils devait ériger en royaume. Raymond, comte de Bourgogne, fut l'époux d'Urraque, héritière des États paternels; le fils qu'il en eut, Alphonse-Raymond VII (1116-1157), ayant réuni sous son sceptre tous les États de son aïeul, descendit, les armes à la main, jusqu'aux plus lointains rivages de l'Andalousie, se mesura avec les chefs des Almoravides, avec ceux des Almohades, et obtint des princes chrétiens le magnifique titre d'Empereur des Espagnes, dont il possédait près des deux tiers. Après sa mort, qui sépara de nouveau la Castille du Léon, son petit-fils Alphonse VIII (1158-1214), élevé presque immédiatement au trône de Castille, causa à Alarcon, par son imprudence, les derniers succès des Almohades, et contribua à leurs revers dans la bataille fameuse de *las Navas de Tolosa*. C'est le neveu d'Alphonse, Ferdinand III (1217-1232), qui réunit pour toujours la Castille et le Léon, arracha aux Arabes Cordoue, Murcie, Séville enfin, rendit tributaire le dernier roi maure confiné à Grenade, et, pour avoir ainsi affranchi l'Occident de la crainte des infidèles, reçut de l'Église le nom de Saint, qu'il partage avec notre Louis IX, son neveu et son puissant allié. Après lui, Alphonse X (1252-1284) acheva de délivrer l'Andalousie, voulut régulariser par les lois les États qu'il avait étendus par les armes à leurs frontières les plus reculées, fit tracer une histoire de la Castille pour honorer le passé, un code pour régler l'avenir, et, encouragé par le retentissement déjà lointain des triomphes et de la puissance de ses peuples, éleva ses prétentions jusqu'à l'empire d'Allemagne : mais,

moins heureux au milieu de ses grandes entreprises que ses prédécesseurs n'avaient été dans leurs desseins plus bornés, il vit les factions diviser son royaume à peine ébauché, et l'aristocratie commencer dans sa famille même ces luttes qui devaient neutraliser, pendant deux siècles, l'œuvre réparatrice de la royauté. A la fin du treizième siècle, avec la constante alliance des Français, la race de Ferdinand I[er] était ainsi parvenue à planter son drapeau au bord de la mer de Cadix, où sa destinée l'appelait.

La puissance fondée par le frère de Ferdinand, par Ramire (1035-1068), avait eu d'autres rencontres avec les Maures, d'autres relations avec la France. Ramire lui-même avait marqué nettement les tendances de son royaume naissant. Il essaya d'abord de l'étendre sur les terres des Maures, destinées, en effet, à enrichir ses successeurs. Mais, de ce côté, il rencontra le Cid, qui l'arrêta à Calahorra, et qui, bientôt s'avançant jusqu'à Valence, devait tracer, de l'une à l'autre de ces villes, la frontière méridionale des possessions aragonaises. Il comprit que, la Castille se réservant la conquête du midi de la Péninsule, l'Aragon serait resserré par elle dans le bassin de l'Èbre; il songea à s'ouvrir des issues sur cette frontière française de laquelle ses ancêtres étaient sortis; il fit ainsi remonter sa race vers la source d'où elle descendait. Pour s'attacher les populations de la Gaule, plus encore que pour obéir au vœu du pape Grégoire VII, il consentit à supprimer dans ses États, malgré les grands et le peuple, le rite que les Mozarabes tenaient des Visigoths; dans un concile

assemblé à Jaca, et présidé par l'archevêque d'Auch, en la personne duquel il rendait hommage à l'ancien royaume d'Aquitaine, il imposa à ses peuples le cérémonial gallique. Du reste, il avait pris pour femme une fille de ces comtes de Bigorre, dans les États desquels Inigo Arista était né. De deux filles qu'il en eut, il maria l'aînée, Sanche, à Pons, comte de Toulouse; la cadette, Thérèse, à Guillaume Bertrand II, comte de Provence. C'est précisément vers ces deux grands États que l'Aragon, rivalisant avec la France, et essayant de reconstituer l'ancienne Gaule gothique, tourna pendant deux siècles les desseins jusqu'à ce jour peu compris de sa politique. Cependant l'Aragon lui-même était encore à former. Sanche Ramirez (1068-1094) descendit de ses montagnes, alla toucher la mer au-dessous de la Catalogne, et sur le rivage même reconquit Tarragone, dont les Romains avaient donné le nom à la moitié de l'Espagne. Mais ce fut dans un concile tenu à Toulouse qu'il fit reconnaître sa nouvelle conquête pour la métropole de ses États.

Après Pèdre Ier (1094-1105), son fils, qui s'empara d'Huesca et de Barbastro, villes gardiennes des grandes vallées possédées par les musulmans, son petit-fils, Alphonse Ier (1103-1133), ayant épousé (1110) l'héritière des Castilles, Urraque, veuve du comte de Bourgogne, et qui ne lui apportait cependant qu'un accroissement temporaire de puissance, prit le titre d'empereur des Espagnes, enleva enfin aux Arabes Saragosse (1108), dont il fit la capitale de ses États, s'empara de Lérida (1123), et promena ses troupes triomphantes jusqu'à Grenade

(1124), d'où il emmena tous les Mozarabes pour les établir au retour dans Saragosse. Ce grand prince, qui vint mourir en disputant Fraga aux Maures encore maîtres des vallées inférieures de l'Èbre, ne négligea point d'entretenir les relations que ses aïeux avaient formées avec les provinces méridionales de la France. En 1116, il reçut à Barbastro l'hommage d'Alphonse Jourdain, comte de Toulouse, qui se reconnut son vassal. Il porta lui-même les armes en Gascogne, comme dans un pays de sa dépendance, et il entraîna dans toutes ses expéditions des Béarnais, des Aquitains et des Francs qu'il habituait à sa suzeraineté. Lorsque sa mort eut forcé les Aragonais à tirer son frère Ramire (1133-1137) d'un couvent pour le faire roi, celui-ci, succombant presque aussitôt, laissa le sceptre à Pétronille (1137-1163), fille unique qu'avant d'entrer au cloître il avait mariée au comte de Barcelone, Raymond Béranger, et qui, réunissant ainsi dans les mêmes mains les deux principautés fondées aux pieds des Pyrénées par l'influence française, en forma un État destiné à s'étendre bientôt des sources de la Garonne à celles de la Durance. Le fils de Pétronille, lequel s'appelait Raymond Béranger comme son père, prit en montant au trône le nom d'Alphonse II (1163-1190), que son grand-oncle, l'empereur Alphonse, avait rendu cher aux Aragonais. C'est lui qui, après la mort de Béranger Raymond, le frère de son père, réunit à la couronne le comté de Provence, qu'un mariage avait mis dans sa maison au commencement de ce siècle. Il hérita aussi du Roussillon et de la Cerdagne, et reçut l'hommage des princes de Béarn

et des comtes de Montpellier, qui se reconnurent ses vassaux; mais il eut à lutter contre les comtes de Toulouse, qui, se voyant cernés de tous côtés par cette puissance menaçante, rompirent l'hommage qu'ils lui avaient prêté, et se rejetèrent dans les bras de la France. Son fils, Pèdre II (1195-1213), qui eut la gloire d'assister en Andalousie à la bataille de *las Navas de Tolosa*, eut le bonheur d'imposer enfin sa protection aux comtes de Toulouse, que la croisade faite contre les Albigeois réduisait à l'extrémité; mais il périt lui-même dans cette guerre, à la rencontre de Muret, sur les bords de la Garonne, où il pensait affermir son autorité. Saint Louis, qui bientôt monta sur le trône de France, se délivra par une politique habile des craintes que lui donnaient les Aragonais établis sur toutes ses côtes méridionales. En mariant son frère Alphonse, comte de Poitiers, à Jeanne, fille unique du dernier comte de Toulouse, et son frère Charles, comte d'Anjou, à Béatrix, héritière du comté de Provence, qui avait passé dans la branche latérale de Barcelone, il détruisit la puissance de l'Aragon au nord des Pyrénées, et la rejeta dans le bassin de l'Èbre. Le fils de Pèdre II, Jacques Ier (1213-1277), qui se vit ainsi dépouillé, cherchant des dédommagements dans la Péninsule, enleva aux Maures, alors exterminés en Andalousie par saint Ferdinand, les îles Baléares et le royaume de Valence, qu'il annexa à ses États amoindris, en attendant que son fils Pèdre III (1277-1286) reprît en Sicile la querelle entamée avec la France dans les plaines du Languedoc, et se vengeât par les poignards de Procida des pacifiques blessures de la po-

litique de saint Louis. Contenu désormais par la France et par la Castille entre les Pyrénées et l'Idubéda, l'Aragon ne pouvait plus se développer qu'en s'échappant à travers la Méditerranée pour envahir l'Italie méridionale, où rien ne nous engage à suivre ses conquêtes.

Les langues différentes que la Castille et l'Aragon commencèrent à parler dès les premières années du onzième siècle, portent le témoignage authentique du caractère particulier et de la destinée diverse de ces deux royaumes. Les sons rudes, les fortes aspirations qui distinguent le castillan de tous les autres idiomes néo-latins, me paraissent tenir à deux causes successives. Ce retour aux mœurs de la Germanie qui se fit en Castille dut s'y manifester par le langage comme par les lois; et tandis qu'à Léon, en relevant la monarchie latine de Tolède, on usait de cette langue pleine de voyelles et de liquides qui de Galice a passé en Portugal, il ne faut pas s'étonner qu'à Burgos, où l'originalité gothique éclatait avec indépendance, se soit formé un idiome dont les consonnes fortes et les aspirées composaient la base. Mais la présence des Arabes, chez qui les aspirées abondaient aussi, dut contribuer à développer cet idiome et à le répandre. C'est chez leurs ennemis les plus acharnés que les musulmans ont laissé la trace la plus profonde de leur civilisation; et il faut ajouter qu'ils n'ont commencé à les marquer fortement de leur empreinte que le jour où, vaincus, ils se sont mêlés à eux plus régulièrement. Ainsi le castillan, formé du latin par la double altération de l'invasion gothique et de l'invasion arabe, n'est

entré dans l'époque de sa pleine formation qu'à la fin du treizième siècle. Les monuments antérieurs à cette époque offrent une langue qui se rapproche plus du dialecte de Galice que de celui de Castille, comme on peut s'en convaincre par la grande compilation législative d'Alphonse X, dont les vers sont aussi composés dans la langue et sur le mètre des Galiciens.

L'Aragon tendait, au contraire, vers la Gaule méridionale par sa langue comme par sa politique. Il parlait naturellement l'idiome qui se forma au neuvième siècle pour servir d'expression à la Provence, éveillée par le génie de Bozon, et finit par donner le nom de Languedoc à la province où il jeta au quatorzième siècle son dernier éclat. La maison de Barcelone s'efforça de faire considérer Saragosse comme la capitale des pays de langue romane ; et Alphonse II, troubadour lui-même, appela à sa cour et combla de ses bienfaits les troubadours de Toulouse. Son petit-fils, Jacques I[er], qui, vers le milieu du treizième siècle, conquit le royaume de Valence, y porta cette même langue qu'après l'abaissement des Provençaux, et avant la diffusion du nom de langue d'oc, on appelait alors *limousine* pour honorer le souvenir des poëtes illustres de Limoges. C'est sous ce dernier nom que la poésie provençale était encore cultivée par les Valenciens au dix-huitième siècle. La collection des troubadours de Valence, de Barcelone et de Saragosse, qui pourrait jeter tant de lumière sur l'histoire littéraire des temps modernes, en éclaircirait aussi singulièrement l'histoire politique. La communauté de langage que l'Aragon avait

avec les provinces de la Gaule méridionale est une des preuves les plus évidentes de la communauté de race que nous avons signalée entre tous ces pays, et qui alarma à juste titre la politique française. Si l'Aragon était parvenu à s'établir en maître dans les régions comprises entre les Pyrénées, la Loire et les Alpes, il aurait sans doute réussi à en fixer l'idiome, à qui il n'a manqué que d'être soutenu par une société politique indépendante et durable; en se retirant des lieux où cette langue avait pris naissance, il l'y abandonna à la merci des hommes du Nord; et, confiné dans la Péninsule, il était destiné lui-même à y subir enfin la langue que les Castillans s'étaient faite en délivrant l'Espagne, et qui devait pour cette raison en devenir la langue nationale.

XI.

De l'aristocratie en Espagne.

Lorsqu'au treizième siècle les deux royaumes de Castille et d'Aragon eurent atteint leurs limites les plus reculées, ils commencèrent à être troublés par des agitations intérieures, et à tourner toute leur activité vers l'enfantement d'une constitution qui, après deux siècles d'efforts, devait périr au milieu d'une révolution nouvelle. L'aristocratie, qui était depuis longtemps maîtresse dans presque tous les États de l'Europe, réclamait sa part en Espagne, où elle avait aussi jeté les bases de son pouvoir, mais où elle était demeurée fidèle à la royauté tant qu'elle avait été disciplinée par la guerre. La guerre finie, n'ayant plus besoin de chef, elle aspira à commander. Soit que les Goths, peuples errants, ennemis de l'agriculture, eussent dédaigné en arrivant de prendre leurs demeures dans les champs, soit qu'au milieu des guerres continuelles et inexorables que les musulmans et les chrétiens se faisaient depuis cinq siè-

cles, les châteaux isolés ne fussent point des demeures assez sûres, les seigneurs en Espagne avaient établi leur résidence dans les villes, qui avaient presque toutes commencé par être des colonies militaires placées sous leur autorité. Par ce moyen, s'ils n'avaient pas sur le paysan, qui, par le privilége de *behetria,* pouvait s'affranchir en changeant de terre, le pouvoir entier que la féodalité avait conquis partout ailleurs, ils conservaient sur la bourgeoisie, qui a plus de ressources et de mouvement, un ascendant fatal à la royauté. Compris dans les *fueros*, ils régnaient par ces chartes mêmes qui, dans les autres pays de l'Europe, étaient faites pour limiter leur pouvoir. Il ne s'agissait plus pour eux que de prendre dans l'État la suprématie qu'ils avaient dans les cités. Ils furent, dans les deux royaumes, secondés par des circonstances différentes : ici par la continuité, là par l'interruption de la race royale.

En Castille, Alphonse X, qui, par ses victoires, par ses lois, par son esprit, semblait promettre d'heureux jours à la nation, vit naître les éléments de discorde qui devaient la désoler. Renversé du trône par un fils qu'il y avait injustement appelé, il mourut après l'avoir déshérité sans pouvoir le déposer. De là des dissenssions inextricables que la noblesse, ayant les Lara en tête, fomenta de tout son pouvoir. Sanche III (1284-1295) eut à disputer sa couronne à ses neveux; Ferdinand IV (1295-1312), à ses cousins; Alphonse XI (1312-1350), à ses oncles. Le fils de celui-ci, qui est connu sous le nom de Pierre le Cruel (1350-1369), devançant notre Louis XI d'un siècle, essaya de dompter par les sup-

plices l'aristocratie rebelle. Henri de Transtamare (1369-1379), son frère, ne lui enleva le sceptre et la vie que pour laisser son propre fils Jean I[er] (1379-1390) exposé aux attaques des héritiers qu'il avait frustrés. Le fils de Henri III (1390-1406), Jean II (1406-1455), se mit sous la tutelle des favoris pour échapper à celle des seigneurs, qui, plus forts encore triomphèrent du roi sur les champs de bataille, et du connétable Alvar de Luna sur l'échafaud. Enfin Henri IV (1453-1474), à qui ses sujets contestèrent jusqu'à la qualité d'homme, ne connut de repos que lorsqu'il eut consacré lui-même les prétentions de ses ennemis en reconnaissant pour sa seule héritière légitime Isabelle, sa sœur, qui mit fin aux divisions de sa race et de l'Espagne.

La famille qui régnait en Aragon avait dans le royaume de Sicile, que Procida lui livra tout couvert de notre sang, un apanage suffisant pour ses princes, une occupation active pour ses nobles. Aussi, lorsque Pierre III (1276-1286) eut défendu la couronne de ses ancêtres contre la France, qui courait venger au pied des Pyrénées l'horreur des Vêpres siciliennes, il put transmettre des États tranquilles à son jeune fils Alphonse III (1286-1291). Le frère de ce prince, Jacques II (1291-1327), qui pour lui succéder revint de Palerme, fut assez puissant pour faire établir que les trois principautés d'Aragon, de Catalogne et de Valence, régies par des lois particulières et par des administrations jusqu'alors jalouses, demeureraient indissolublement unies. Cependant son petit-fils Pierre IV (1336-1388), en voulant pousser trop loin ces projets de concen-

tration de la puissance souveraine, ameuta la noblesse, qui mit les armes aux mains du peuple et fit restreindre la puissance royale. Les enfants de Jean (1388-1395) ayant été dépossédés par leur oncle Martin (1395-1412), et celui-ci étant mort sans postérité, les *Ricos homes*, soutenus par la nation qu'ils dominaient, firent un acte jusque-là inouï d'autorité en déférant la couronne à un prince de Castille, Ferdinand (1412-1416), qui subit leur loi et ne reçut d'eux le pouvoir qu'après l'avoir vu diminué. Son fils Alphonse V (1416-1458) le releva en portant la guerre en Italie, où il ajouta le royaume de Naples à celui de Sicile, et la gloire des lettres à celle des armes. Jean II (1458-1478), qui succéda à son frère, n'ayant pas su occuper sa noblesse dans les expéditions lointaines, recommença à en éprouver les révoltes dans ses États. C'était à son fils, Ferdinand II (1478-1515), qu'était réservé l'honneur de terminer ces désordres en employant ses seigneurs aux grandes entreprises que son mariage avec Isabelle lui permit de réaliser.

Ainsi le quatorzième et le quinzième siècle furent employés en Espagne aux débats de la royauté et de l'aristocratie; la royauté l'emporta à la fin dans la Péninsule comme dans les autres États de l'Europe. Sa victoire fut même plus soudaine, plus rapide et plus complète que partout ailleurs, puisque des petits États dont nous n'avons vu encore que la lente formation et les pénibles déchirements sortit tout à coup une puissante monarchie qui, dès le commencement du seizième siècle, put méditer d'asservir l'Occident tout entier. Cependant, si en lut-

tant contre le pouvoir royal la noblesse ajournait l'unité du pays, elle ne laissait pas que d'en servir efficacement la liberté; les formes légales dont elle prémunit la nation passent à bon droit pour l'une des premières et des plus originales constitutions de l'histoire moderne. La monarchie enivra l'Espagne de gloire et lui fit oublier des droits acquis par des luttes séculaires.

Les cortès, dont il est fait mention dans les plus anciens monuments des royaumes de Léon et de Castille, avaient, dès le douzième siècle, une part considérable dans le gouvernement de l'État; mais c'est au treizième siècle, lorsque le code gothique disparut enfin devant la multitude des *fueros* concédés pendant la conquête, qu'elles régularisèrent leur action. Elles se composaient de trois ordres qui s'appelaient *bras*. Convoquées par le roi, elles délibéraient les impôts que le peuple devait payer; elles donnaient la force législative aux actes émanés de l'autorité royale; elles s'immisçaient même dans l'administration, soit directement, soit par le moyen de commissions à qui elles déléguaient leur pouvoir. Si la noblesse entravait le pouvoir des rois en leur opposant celui de ces assemblées, les rois, de leur côté, cherchaient à y prévenir ses cabales en usant du droit singulier de n'y appeler à leur gré ni seigneurs ni prélats, hormis ceux que le séjour de la cour avait habitués à la complaisance. Les députés même du peuple, qui, dans l'origine, étaient élus par tous les habitants des communes, ne purent plus dans la suite des temps être choisis que par les magistrats de certaines villes privilégiées. Ainsi, en Castille, le

pouvoir royal triompha de bonne heure dans les lois ; il est vrai qu'il était d'autant plus amoindri, dans les faits, par l'action des éléments qu'il tendait à retrancher de la constitution.

En Aragon, au contraire, où nous avons vu que la royauté avait été moins exposée aux révoltes des seigneurs, elle était plus limitée par les institutions qui l'avaient rendue à la fois plus respectable et moins ambitieuse. Les cortès de cette couronne avaient quatre bras, l'ordre des *Ricos homes*, qui étaient les vassaux directs, se trouvant séparés de celui des *Cavalleros*, vassaux indirects, que les rois tentèrent, du reste, dès le treizième siècle, de rattacher immédiatement à eux pour diminuer le nombre des serviteurs de la grande noblesse. Ainsi formées, ces assemblées devaient être convoquées, au treizième siècle, tous les ans; à partir du quatorzième, tous les deux ans. Elles exerçaient les prérogatives les plus étendues de la puissance législative, et pouvaient faire et défaire les rois. Au nom de l'insurrection dont les constitutions stipulaient formellement la menace et que les princes eux-mêmes avaient eu la faiblesse de reconnaître, elles revendiquaient leurs droits exorbitants. On s'efforça enfin de substituer à ces garanties fatales au repos public celle d'une magistrature qui était contemporaine de la monarchie elle-même, mais qui reçut au quatorzième siècle des attributions portées, dans le commencement du quinzième, à leur dernière puissance. C'était ce Justice d'Aragon (*Justizia mayor*) dont l'autorité toute civile dans le principe, comme le pacte qui avait lié le premier roi à ses premiers *Ricos*

homes, s'élevait à son tour jusqu'à la forme politique. Choisi par le roi, à vie, parmi les *Cavalleros*, il ne pouvait être jugé que par les cortès : ainsi, ne dépendant de chacun des autres pouvoirs que pour une partie du sien, il les dominait, les départageait, les sanctionnait tous. A la mission démocratique du tribun romain il joignait le contre-poids de l'institution royale. Dans ce compromis, on peut reconnaître la main de l'aristocratie, qui avait tout fondé en Aragon, et qui avait besoin de tenir en équilibre les deux puissances entre lesquelles elle régnait.

Telles sont les lois que la noblesse donna à la nation; elle reçut elle-même du clergé des formes particulières qui exercèrent aussi une influence considérable sur l'esprit et sur le caractère des Espagnols. La chevalerie, dont on se fait des idées si confuses quand on n'a pas soin de distinguer les époques de son développement, fut d'abord un idéal de perfection chrétienne que le clergé présenta aux hommes d'armes, tantôt sous la forme sévère du précepte, tantôt sous le voile des épopées romanesques; elle fut ensuite un essai tenté pour réaliser cet idéal, lorsque des chevaliers dévoués par serment aux expéditions sacrées allaient, moines armés, servir le temple et défendre le royaume de Jérusalem; elle devint enfin, par la succession naturelle du temps, qui change peu à peu les institutions religieuses en habitudes morales, un perfectionnement enthousiaste et étudié de la vie profane. Les fables d'Arthur et de Charlemagne, auxquelles elle fut mêlée dans les premières époques, montrent suffisamment que c'est chez les Français qu'elle a été

conçue ; le nom de saint Bernard, qui, dans la seconde époque, dressa la règle des Templiers, rappelle aussi que c'est parmi nous qu'elle a commencé à être pratiquée ; la politesse et l'élégance particulières à notre société, à défaut même des monuments de notre ancienne littérature, témoigneraient que c'est encore en France que, pendant la troisième époque, elle est devenue, de sacerdotale, mondaine, et a substitué aux méditations de la foi la culture des mœurs. L'Espagne, où l'on s'est quelquefois figuré que la chevalerie avait pris naissance, n'a essayé de chacune de ces trois formes qu'après que nous lui en avons eu donné l'exemple.

C'est l'Aragon qui, plus voisin de notre frontière, nous emprunta la première idée de la chevalerie et lui ouvrit en quelque sorte la porte de la Péninsule. L'empereur Alphonse Ier, excité par les conseils de saint Bernard, voulut fonder, sous le nom de chevaliers du Saint-Sépulcre, un ordre imité de celui du Temple, et destiné à défendre les limites du royaume. N'ayant pu exécuter son projet, comme il mourait sans enfants, il légua le royaume tout entier par indivis aux Templiers et aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Les *Ricos homes* d'Aragon, qui n'avaient garde d'exécuter un semblable testament, aimèrent mieux tirer du cloître le moine Ramire, et se donner pour maître le comte de Barcelone, qui avait épousé sa fille. Les Templiers, trop habiles pour lutter contre de semblables prétendants, en obtinrent gracieusement, en 1143, des possessions et des priviléges considérables. De Monzon, qu'on leur donna d'abord dans la vallée de

Barbastro, ils se répandirent sur tout le reste du royaume, et de là en Castille, où ils trouvèrent des imitateurs de leur zèle et des émules de leur institution.

En 1158, la petite ville de Calatrava, située au bord du Guadiana, sur la frontière de l'Andalousie, ayant été défendue contre les Maures par le courage de deux moines de l'ordre de Saint-Benoît, fut remise à ses libérateurs par le roi Sanche III, et devint le foyer d'un ordre redoutable aux infidèles. En 1177, dans cette province reculée de l'Estramadure, qui confine le Portugal, et qui fut longtemps disputée aux Arabes, un nouvel ordre fut établi, sans doute aussi pour la défense d'un point menacé; il prit, avec la règle de Cîteaux, le nom de Saint-Julien, qui était celui de sa première forteresse, et qu'il changea ensuite contre le nom d'Alcantara. Un troisième ordre, moins sévère, admettant des chevaliers mariés, fut fondé à peu près dans le même temps par des bandits de Galice qui, revenus tout à coup au repentir, adoptèrent la règle de Saint-Augustin, le nom de Saint-Jacques, et tournèrent contre les musulmans leur confrérie jusqu'alors funeste aux chrétiens. Au milieu des conquêtes que les Castillans accomplirent pendant le treizième siècle, ces trois ordres acquirent une grande importance; au commencement du quatorzième siècle, après l'extermination des Templiers, ils accrurent encore leur pouvoir et leur fortune; ils étaient devenus comme des royaumes dans le royaume, lorsqu'à la fin du quinzième siècle Ferdinand et Isabelle, pour débarrasser la monarchie naissante de

ces rivaux formidables, réunirent les grandes maîtrises à la couronne et leurs trésors à ceux de l'État.

Ces ordres militaires, fondés ainsi sur le modèle de ceux que la France avait créés, introduisirent dans la Péninsule la pratique de la chevalerie sans lui en communiquer l'idéal. Ils reconquéraient leur propre pays en servant Dieu, et ils ajoutaient la gloire du patriotisme à celle de la religion; mais, avec des impressions plus fortes sans doute, ils n'avaient ordinairement ni les rêveries délicates ni les inspirations généreuses qui accompagnaient les chevaliers du Nord au milieu des mêmes entreprises. Pour se convaincre qu'en défendant le territoire l'aristocratie n'avait pas encore beaucoup policé les mœurs de l'Espagne, il suffirait de lire celles des anciennes romances qu'on peut avec quelque vraisemblance rapporter au treizième siècle. Ces monuments originaux de la poésie espagnole, composés sur un mètre monotone qui appartient à la première époque de l'art, n'expriment guère que des sentiments durs et violents d'un âge encore voisin de la barbarie. Ainsi furent chantés, par un peuple qui courait achever la déroute des Maures, les exploits du Cid, qui l'avait commencée. Même dans les tragédies modernes consacrées au même sujet, on reconnaît, malgré l'artifice d'une imagination brillante qui a voulu tout emporter par la passion, les incroyables coutumes de l'ère sauvage. Dès ces temps reculés, des essais, où est évidemment empreint le caractère de la réflexion, avaient été tentés pour élever à la forme grave de l'épopée les récits popu-

laires que les soldats chantaient sous la tente; mais le poëme du *Cid*, écrit, à ce qu'il me semble, par quelque moine qui imitait grossièrement le grand vers des anciens, loin d'offrir le tableau des mœurs chevaleresques, ne nous parle que d'un père poursuivant contre de nobles brigands la vengeance de ses filles honteusement outragées. Par un contraste singulier, l'Espagne, ignorante de ces grandes figures de Titurel, de Parceval, de Roland, qui présentaient l'idéal de la chevalerie religieuse, traça, dans *Amadis*, le type de la chevalerie galante. Mais le Portugais Vasco Lobeira, qui passe pour avoir esquissé les premiers traits de ce héros, n'a dû composer son dessin que dans les premières années du quatorzième siècle; et c'est seulement à la fin du siècle que le sujet dont on lui attribue la création se répandit en Castille sous une forme à peu près semblable à celle que nous possédons. A l'époque même où l'on pense que ce sujet fut traité en Espagne pour la première fois, déjà la galanterie, dont il offrait un modèle étrangement libre, avait pris en France la place de l'enthousiasme religieux; et le roman de *la Rose*, qui marqua la troisième époque de la chevalerie, avait transporté aux aventures de *l'amour* le symbolisme jusqu'alors consacré aux mystères de la foi. On peut dire que l'Espagne connut les idées chevaleresques seulement sous leur dernière forme, et que, sous cette forme même, elle se les appropria seulement lorsque leur décadence était ailleurs commencée. François Ier la trouva, au commencement du seizième siècle, dans toute la nouveauté de son engouement; et à la fin

du même siècle, il ne fallut rien moins que le génie du plus grand de ses écrivains pour la désabuser d'un culte qu'elle avait embrassé si tard.

C'était à d'autres sources que la monarchie castillane puisait les lumières qu'elle répandait sur la nation. Dès le treizième siècle, voulant raviver les sciences de l'antiquité, elle avait institué une université dans l'une de ses provinces les plus retirées, sur l'un des affluents du bassin désormais paisible du Duero, à Salamanque. Là, l'empereur Alphonse X, donnant lui-même à la nation l'exemple de l'étude, avait fait travailler aux tables astronomiques et au code des *Siete Partidas,* qui l'ont fait distinguer entre les savants et les législateurs. Au quatorzième siècle, un des grands personnages de la cour d'Alphonse XI, le prince Jean Manuel, semblait déjà rivaliser, dans la composition morale du *Comte de Lucanor,* avec le *Décaméron* de son contemporain Boccace. Dès le commencement du quinzième siècle, la littérature italienne était devenue le modèle des poëtes de la cour. Le grand marquis de Villena, le marquis de Santillane et leur protégé Juan de Mena, qu'on a appelé l'Ennius castillan, imitaient Pétrarque et le Dante sous le règne de Jean II, qui, au milieu de ses déplorables faiblesses, comprenait cependant très-bien quel secours la renaissance pouvait apporter à son pouvoir. En Aragon, par un dernier retour vers le berceau d'où était sortie sa puissance, la monarchie tenta, à la fin du quatorzième siècle, de polir la langue qu'elle parlait, en y ajoutant tous les perfectionnements qu'on venait de lui donner au nord des Pyrénées. En 1388, Jean Ier,

montant sur le trône, envoya à Toulouse des ambassadeurs chargés d'étudier la constitution du collége de la *Gaie Science,* fondé en 1323 pour régulariser la langue d'oc et pour l'élever à la dignité des idiomes antiques. Il transporta dans son pays les statuts et sans doute aussi l'éclat de cette institution. Fidèle à son impulsion, la langue limousine produisit, à Valence, pendant le cours du quinzième siècle, le célèbre poëte Ausias Marc, qui rivalisa, dans la langue des troubadours, avec les grands poëtes de l'Italie, et qu'au seizième siècle on expliquait encore aux enfants de Philippe II comme un auteur classique. Mais ni cette gloire singulière ni les renommées plus jeunes dont elle fut suivie jusqu'au milieu du dix-septième siècle ne devaient empêcher l'Aragon de s'absorber dans la grande unité de la langue et de la monarchie espagnoles.

XII.

Établissement de la monarchie espagnole.

Quoiqu'elle eût reçu des mains de l'aristocratie une liberté précoce, l'Espagne était encore la société la moins avancée de l'Europe. Indépendamment de ces diversités de races et de coutumes que nous avons signalées, elle recélait des germes plus dangereux peut-être de faiblesse et d'anarchie. Pourvue de tout ce qui enhardit la résistance aux ennemis de dehors et aux pouvoirs du dedans, elle manquait de tout ce qui fait que l'indépendance n'est pas un bien stérile; la vie civile ne soutenait pas chez elle la vie politique, qui, dans un État convenablement organisé, n'en doit être que l'expression et la ga-

rantie. L'agriculture qui enrichit les populations, l'industrie qui les avive, le commerce qui les associe étaient dédaignées par une nation qui avait contracté sous les armes l'habitude des privations, de la paresse, de la défiance. Les campagnes étaient un désert; les villes, des citadelles oisives; le peuple, un ramas de soldats en guenilles; la noblesse, un privilége pour emporter le butin de la guerre et pour empêcher les bienfaits de la paix. La justice, rendue par des juges qui, payés sur les procès, avaient intérêt à les multiplier, ne s'appuyait sur aucunes forces qui pussent prévenir son action ou assurer l'exécution de ses arrêts. Ainsi le droit, dont chaque homme avait puisé le sentiment dans des luttes séculaires, n'était cependant représenté par rien de réel, et demeurait comme une idée sans corps qui, tout en exaltant les esprits, pouvait laisser tomber l'État en dissolution.

Cette nation, assez malheureuse pour trouver sa ruine dans son triomphe même, ne pouvait être sauvée que par un effort suprême. Elle fut éclairée par la renaissance, qui, en renouvelant la civilisation antique, offrait à la loi civile l'autorité et l'appui de ses grands exemples. Les Espagnols apprirent dès lors à désirer les biens qui intéressent l'homme à la terre, qui l'y fixent et le poussent à y réaliser, sous les formes visibles de la société, l'ordre supérieur des idées et des croyances. La monarchie, qui au même instant se rendit maîtresse dans la Péninsule, en réunissant le gouvernement des différents royaumes, sembla s'élever pour devenir l'instrument de leurs besoins. Elle ne remplit qu'imparfaite-

ment cette partie de sa mission; car, après avoir fondé, autant qu'il était en elle, l'unité de l'Espagne, et pris quelques mesures pour en balancer les classes comme les races, elle oublia d'en organiser la vie civile : elle crut tout résoudre ou tout cacher dans l'immense appareil de domination et de gloire qu'elle offrit au peuple le plus orgueilleux de la terre. Mais à mesure qu'elle étendait cette puissance qui manquait de base, elle en hâtait la ruine; ce qui fit que, du faîte même de la prospérité et de la grandeur, la nation retomba tout à coup dans un abîme de misère.

Isabelle et Ferdinand, qui unirent les couronnes de Castille et d'Aragon; le ministre Ximenès, à qui ils communiquèrent leurs pouvoirs; l'empereur Charles-Quint, qui en hérita et les concentra définitivement dans une seule main, contribuèrent successivement à établir la monarchie espagnole : chacun d'eux laissa son empreinte sur ce grand ouvrage. Isabelle, qui s'appliqua à mettre la chevalerie en honneur dans son pays, avait tout l'enthousiasme des siècles écoulés; Ferdinand, que Machiavel estimait le prince le plus habile de son temps, avait la réflexion suivie qui caractérise les temps modernes. Le cardinal Ximenès montrait dans la même personne et souvent dans les mêmes entreprises la ferveur d'un ascète à côté du calme profond d'un philosophe. Charles-Quint, qui, sans doute, était plus grand, mais qui ne fut entièrement Espagnol que dans le dénoûment de sa vie, donna tout à l'intelligence tant qu'il garda le pouvoir, et fit régner la politique qui faillit le rendre maître du monde, mais

qui, réduite à elle seule, ne pouvait pas trouver la forme la plus élevée du génie de sa nation. Telle fut, en effet, la destinée singulière de l'Espagne, qu'elle se vit appelée à maîtriser l'univers avant de s'être constituée elle-même et d'avoir organisé le principe au nom duquel elle pouvait entreprendre de gouverner l'Occident.

Malgré cette diversité de caractères qui les porta vers des entreprises différentes, les fondateurs de la monarchie espagnole observèrent un plan suivi dans leur administration. Lorsque Isabelle et Ferdinand prirent les rênes du gouvernement de Castille (1474), ils trouvèrent le pays couvert par des bandits dont les grands assuraient l'impunité; ils autorisèrent, pour les réprimer, cette association des bourgeois et des villes qui prit le titre de Confrérie sainte (*Santa-Hermandad*), et qui mit aux mains du tiers état le glaive de la justice. L'anarchie était si grande qu'Isabelle, se rendant à Séville pour y assurer l'exécution des lois, en vit sortir devant elle jusqu'à quatre mille coupables qui jusqu'alors avaient bravé le pouvoir. Le roi maure de Grenade, d'abord tributaire de la Castille, enhardi par tant de désordres, se jetait avec des armées considérables sur les provinces qu'il avait autrefois contribué à délivrer. Ferdinand ne put faire face à tous ces dangers que quand, après la mort de son père (1479), il eut réuni la couronne d'Aragon à celle de Castille. Il commença par déclarer la guerre aux seigneurs qui énervaient les forces de l'État. Il écrasa les bandes qui perpétuaient leurs révoltes aux extrémités des deux royaumes; en Galice (1481), il rasa les forteresses

construites à l'entrée des vallées écartées où se gardait le butin; en Catalogne (1486), il se déclara protecteur des serfs, et alla jusqu'à les armer chevaliers pour qu'ils pussent se défendre avec égalité contre leurs oppresseurs. Comme cette noblesse d'Espagne se soutenait non-seulement par ses déprédations, mais aussi par ses alliances avec les juifs, maîtres du commerce et de la richesse, il se prémunissait encore contre elle en établissant (1480) le tribunal de l'Inquisition. Le zèle de Torquemada avait suggéré à Isabelle ce raffinement barbare de l'institut de Saint-Dominique, qui avait fondé un ordre pour répandre la prédication parmi les hérétiques, et pour donner des auxiliaires actifs à la juridiction des évêques, mais qui n'avait jamais pensé à créer un tribunal secret, n'ayant que des procédures extraordinaires, jugeant sans confronter l'accusateur et l'accusé, condamnant sans appel, affranchi de l'autorité épiscopale, et même de l'arbitre suprême des papes. Ferdinand consentit à ce qu'on remît en honneur les lois formidables dont les Visigoths avaient armé leurs évêques, pourvu que la magistrature chargée de les appliquer fût indépendante de l'autorité ecclésiastique, qu'il ne voulait pas élever au-dessus de lui; et comme l'Inquisition pouvait se recruter non-seulement hors de la compagnie des Dominicains, mais aussi hors du corps des évêques, dans le rang des officiers ordinaires de la couronne, elle avait, aux yeux du prince, le singulier avantage de remettre toute la puissance religieuse du pays dans des mains qui, ne relevant d'aucun pouvoir extérieur, étaient toutes dévouées à celui du roi. Mais cette

institution, qui donnait encore à l'Espagne la garantie la plus énergique de son unité, allait effacer la liberté de ses vieilles mœurs et altérer la vivacité de son génie.

Elle précéda de peu de temps l'événement qui pouvait le plus ajouter à la puissance dont on l'avait investie. Des seigneurs de Castille ayant fait une entreprise sur quelques possessions du roi de Grenade, Ferdinand les soutint, se mêla avec adresse à leur querelle, et, servi encore par les divisions de la famille qui régnait dans l'Alhambra, parvint, après dix ans de combats partiels, à conquérir le dernier royaume que les Maures avaient conservé dans la Péninsule. Tandis qu'il entrait vainqueur à Grenade (1492), profitant de l'entraînement des passions religieuses, il expulsait les Juifs de l'Espagne. En livrant ainsi du même coup deux peuples à l'Inquisition, il ôtait à la noblesse le pouvoir de se maintenir par la guerre et par les mariages, et il offrait au peuple les moyens de s'élever par la paix et par le commerce. Mais cette noblesse remuante voulait être exercée au dehors pour respecter la tranquillité où on l'avait réduite au dedans; et le peuple, habitué depuis huit siècles aux hasards et à l'insouciance de la vie guerrière, attendait pour se livrer à l'industrie de la trouver mêlée d'aventures et de combats.

Christophe Colomb venait de partir du port de Palos (1492). Le Génois aspirait à éclipser les découvertes des Portugais, au milieu desquels son génie s'était éveillé, et qui, cherchant depuis un siècle la route des Indes le long du continent de l'Afrique,

étaient encore arrêtés au cap des Tempêtes; il allait, à travers les mers de l'Occident, retrouver les terres que Platon avait cru perdues pour le genre humain, et où le Dante avait placé la montagne du Purgatoire. Lorsqu'il eut rapporté l'or des Antilles, l'Espagne se précipita vers l'hémisphère qu'il venait d'ouvrir, et où, pour acquérir la richesse, il ne fallait qu'un courage indomptable, au-dessus de la crainte des hommes et des éléments. Isabelle, par son enthousiasme, avait frayé la voie à Colomb; mais Ferdinand ne sut pas faire intervenir la politique dans la conquête du Nouveau Monde. Il laissa des aventuriers découvrir et exploiter au gré de leurs passions effrénées ces possessions qu'on aurait dû conquérir et administrer au nom de la nation. Des mendiants allaient asservir les habitants de Saint-Domingue, de Cuba, de la Jamaïque, de la Floride et du Darien pour se gorger en repos de l'or qu'ils auraient pu faire produire par leur travail aux plateaux des Castilles et aux plaines de l'Andalousie; quand ils revenaient étaler leur faste dans le pays où ils avaient si longtemps traîné leur indigence, loin de s'occuper d'en améliorer le sol par la culture ou par l'industrie, ils ne savaient qu'en dépraver les populations par l'habitude de la domesticité et par l'exemple de la paresse. Le gouvernement, content de lever la dîme sur leurs brigandages, se souciait peu de féconder leur courage par les lois; et personne ne songeait que ce métal, conquis au prix de la vie de tant d'esclaves, représentait la richesse, mais ne l'était pas; qu'il augmentait la fortune, non point de ceux qui le faisaient extraire pour l'échanger contre

les biens usuels, mais de ceux qui, le recevant en échange, l'employaient à accroître la source même de ces biens; et qu'enfin, en s'écoulant des mains d'une nation à qui il tenait lieu d'agriculture et d'industrie, il ne devait lui laisser que sa misère première, agrandie de tous les souvenirs de l'opulence.

Ferdinand, entraîné par l'esprit de son siècle, portait sa pensée plutôt vers les conquêtes qui devaient occuper la noblesse que vers celles qui pouvaient faire prospérer le peuple. La France venait alors de donner le signal de ces guerres européennes qui achevèrent la fortune de la monarchie et décidèrent du rang des nations. En courant enlever Naples à la branche cadette d'Aragon (1494), Charles VIII avait rendu le Roussillon à la branche aînée. Peu touché de cette restitution, rêvant déjà de donner la suprématie à l'Espagne à peine formée, Ferdinand ameuta l'Occident contre le roi de France, et envoya Gonzalve pour rendre Naples à ses premiers maîtres. Il se contenta alors de faire briller le génie de son général et de marier Jeanne, son héritière, à Philippe le Beau, héritier de l'empereur Maximilien, qui, de l'autre extrémité de l'Europe, lui tendait la main pour asservir l'Italie et pour contenir la France. Assuré de cette alliance qui devait donner l'empire à son petit-fils, il en forma (1500) une autre avec Louis XII pour acquérir lui-même un royaume en Italie. Il consentit à partager avec le nouveau roi de France la conquête de Naples; lorsqu'elle fut faite, il eut la perfidie de chasser son allié

par l'épée de Gonzalve, destiné à offrir bientôt un nouvel exemple de son ingratitude.

Isabelle expira au milieu de toutes ces trahisons (1504), brisée par les malheurs d'une famille dont la mort et la folie semblaient éteindre l'espérance. Par ce coup qui augmentait sa liberté, Ferdinand faillit perdre tout son pouvoir. Il fut relégué en Aragon par l'aristocratie castillane, conjurée avec son gendre. Rappelé presque aussitôt (1506) par la mort de ce prince, qui acheva d'égarer la raison de Jeanne, ce fut vers l'Italie qu'il tourna de nouveau sa pensée, lorsqu'il eut réprimé les troubles que la noblesse fomentait toujours en Andalousie et en Castille. L'action des puissances, tout à l'heure concentrée sur le royaume de Naples, était maintenant dirigée sur la Lombardie, où les étrangers ne pouvaient prendre pied qu'après avoir abaissé Venise. Une ligue fut formée à Cambrai contre la république (1508). Ferdinand fit balayer le nord de l'Italie par la France, comme il lui en avait déjà fait ouvrir le midi. Quand il vit qu'elle allait s'y établir, il souleva de nouveau l'Europe contre elle, et, justifié par la guerre universelle qu'il venait d'allumer, d'un côté il fit conquérir par le duc d'Albe le royaume de Navarre (1512), qui se prolongeait sous la protection des Français; de l'autre, il poussa à travers l'Italie le vice-roi de Naples, Raymond de Cardone, qui, en ayant l'air de délivrer cette péninsule, l'habituait au joug. Lorsque François I[er] descendit dans le Milanais (1515), il y trouva les Espagnols, arbitres suprêmes de la ligue qui agitait ces contrées, et de Sforce, qui y conservait les apparences du pouvoir.

Par la victoire de Marignan, il les rejeta dans leur royaume de Naples, d'où le successeur de Ferdinand devait les faire sortir de nouveau.

Ximénès, poussé par l'ambition dans le clergé romain, ramené par l'humilité dans un couvent de cordeliers, élevé par la fortune au rang de confesseur de la reine, puis à la dignité d'archevêque de Tolède et ensemble de président du conseil des Castilles; attaché, après Isabelle, à Ferdinand; cédé par lui, avec les Castilles, à Philippe le Beau; fidèle encore, après la mort de ce prince, à Ferdinand, qu'il avait fait de nouveau investir du pouvoir; et de nouveau accru par lui dans ses honneurs, devenu cardinal, grand inquisiteur de Castille, l'égal des rois, profitait de l'ascendant que lui donnaient ses grandes fonctions et son génie pour tourner les forces de son pays vers une région où sa piété et sa politique pensaient être plus utiles que le courage de Gonzalve n'avait été en Italie. Non content d'avoir vu les Maures vaincus dans Grenade, et de les y avoir baptisés, il voulut les poursuivre jusque sur cette côte d'Afrique qui les avait jetés sur l'Espagne. Ayant arraché le consentement de Ferdinand, qui ne cédait, à ce qu'il semble, que pour se défaire d'un maître rigide, il monta sur une flotte équipée aux frais de son Église et attaqua Oran : il l'emporta (1510). L'année suivante, Bougie était soumise à l'autre extrémité de la côte de Barbarie, dont les rois effrayés se hâtaient de renvoyer leurs esclaves et d'offrir un tribut à l'Espagne. Ferdinand comprit enfin que la conquête même de l'Italie le chargeait de la police de la Méditerranée, dont il ne pouvait

être maître qu'en occupant les plages des pirates. Il allait s'embarquer lui-même pour conquérir l'Afrique, lorsque l'Italie, qui fascinait alors les princes et les peuples, détourna sa pensée. Le temps approchait où, sentant mieux toute l'importance de ces projets, on devait être impuissant à les réaliser.

Ferdinand, qui, pendant la folie de la reine Jeanne sa fille, ne pouvait prendre en Castille que le titre de régent, légua comme sien le royaume dont il n'avait que l'administration. Il osa même porter d'abord au droit royal une autre atteinte en instituant héritier le second de ses petits-fils, Ferdinand, qui avait été élevé en Espagne, au détriment du premier, Charles, qui avait grandi dans la Flandre, son patrimoine. Il révoqua ce testament au bruit des triomphes de Marignan, qui, sur son lit de mort, lui firent craindre que l'Espagne, séparée des Pays-Bas et de l'Empire, ne fût point assez forte pour résister à François Ier. Ximénès, qu'il nomma régent, dut disputer le pouvoir à Adrien d'Utrecht, que Charles, son élève, avait envoyé de Flandre pour surveiller les derniers moments de Ferdinand, et pour réclamer après lui la régence au nom du nouveau maître. Mais le cardinal, plus ami de son pays que de soi-même, partagea la régence avec Adrien, proclama Charles roi d'Espagne, pendant que les états hésitaient à le nommer roi de Castille ou d'Aragon du vivant de Jeanne la Folle, et transporta le siége du nouveau gouvernement à Madrid, bourgade neuve au centre de la Péninsule, pour marquer la fin des anciennes rivalités de Burgos et de Saragosse. Par ces décisions rapides, qui posaient

enfin la base visible de la monarchie espagnole, il souleva toute la noblesse; mais, aussi prompt à réprimer les seigneurs qu'à les braver, il se tourna vers la bourgeoisie, qu'il s'était attachée par l'allégement des impôts; il lui prodigua les priviléges en la façonnant à la discipline; il lui permit de porter des armes dans les villes pour qu'elle pût lutter; il lui apprit à se soumettre aux lois dans les Indes pour qu'elle sût s'enrichir; et, appuyé sur cette puissance nouvelle, qui répondit aussitôt à son génie, il allait remettre un royaume apaisé à Charles, qui venait de Flandre pour en prendre possession. Il fut surpris en chemin par la mort, que hâta peut-être l'annonce d'une disgrâce conseillée par les ministres flamands du nouveau roi: digne héritier de ces évêques qui avaient donné des lois aux Visigoths, il renouvela leur puissance après avoir eu le bonheur de voir le royaume de Tolède réintégré dans son antique unité. Voulant continuer leurs coutumes comme leur gloire, il fonda dans sa métropole une église destinée à entretenir le culte mosarabe. Mais tandis qu'il sauvait ce dernier débris du vieil empire qu'ils avaient gouverné, il donnait, parmi tant d'autres gages accordés à l'esprit des temps modernes, un exemple à toutes les nations de l'Europe, en instituant l'université d'Alcala de Hénarès, qui posséda le premier collége trilingue et imprima la première Bible polyglotte.

L'esprit de Ximénès fut fatal au roi Charles. Sous l'influence encore vivante du cardinal, l'Espagne ne songeait qu'à achever de se venger des Maures et à organiser sa bourgeoisie. Des corsaires qui devaient

régner par l'épouvante sur le bassin de la Méditerranée, Oroush et son frère Khaïr-Eddin, surnommé Barberousse par les Européens, venaient d'enlever Bougie aux Espagnols, et Alger à leurs tributaires. L'effroi qu'ils inspiraient, l'échec des flottes envoyées pour les combattre, rendaient plus odieux les Maures qui étaient demeurés dans la Péninsule, et qu'on soupçonnait de conspirer avec eux. Sur les côtes, les artisans auxquels Ximénès avait donné des armes, ayant formé des milices pour se défendre contre les pirates, usaient de force pour baptiser les Maures et pour réprimer la tyrannie des nobles. Ainsi s'assemblèrent à Valence, même en la présence du nouveau roi, ces confédérations de métiers qui, sous le nom de *germanats*, donnaient l'exemple contagieux de l'insurrection. Tandis qu'au dedans la bourgeoisie se constituait en tumulte, au dehors la conquête du Nouveau Monde, qui semblait faite pour l'enrichir, continuait aussi à être livrée au hasard. Fernand Cortès, le Cid de la découverte, allait, seul et révolté, s'emparer du Mexique, empire plus grand que l'Espagne, et y étendre cette oppression dévastatrice qui paraissait être un des droits de la civilisation. C'était dans toutes ces entreprises inspirées par le génie national qu'il fallait mettre de l'ordre. Mais le jeune roi qui venait asseoir la maison d'Autriche sur le trône d'Espagne avait d'autres pensées. Les Flamands qui l'entouraient, tous pleins de ces idées de monarchie européenne qui des universités d'Italie avaient passé dans celles des Pays-Bas, ne rêvaient que de le voir recommencer la domination absolue de Rome. Ma-

ximilien mort, ils mirent tous leurs soins à lui faire décerner la couronne impériale; quand il l'eut obtenue, sans prendre garde que le royaume qu'il venait à peine de toucher était déchiré par les révoltes des nobles et par les émeutes des villes, ils le firent partir (1520) pour aller négocier dans le nord les ligues qui devaient assurer la suprématie extérieure de l'Espagne en affaiblissant chaque jour encore davantage sa condition intérieure.

Le génie national ne se laissa point vaincre sans essayer de lutter. A peine Charles-Quint était-il parti, que les villes, impatientes de voir réaliser l'avenir promis par Ximénès, firent usage contre l'autorité royale des armes qu'elles en avaient reçues pour abattre la puissance des nobles. Adrien d'Utrecht, vice-roi d'Espagne, fut d'abord forcé d'approuver le mouvement des *communeros,* et lorsqu'il voulut essayer de les réprimer, il vit don Juan de Padilla, qui en était l'âme, tirer Jeanne la Folle de sa solitude, et composer en son nom un gouvernement qui avait toutes les apparences de la légitimité. Étouffés en Castille par la noblesse qui demandait à reprendre sa prépondérance, ces troubles se prolongèrent à Valence, et s'étendaient jusque dans l'île de Mayorque, où les tondeurs de laine faisaient, comme précédemment en Flandre, le rôle des rois. Charles-Quint revint soumettre ces rebelles en les amnistiant; mais, après les avoir apaisés, il négligea de soutenir et de guider leur génie naissant. Il laissa échapper une occasion magnifique d'assurer à leur activité des débouchés réguliers, lorsqu'il donna à Pizarre, qui depuis quelques années (1527) était à

la recherche du Pérou, le pouvoir de ruiner à son gré cet empire, le plus riche du Nouveau Monde, et d'y commettre les derniers excès de la cruauté et de l'avarice. Plus de dix ans après la conquête, vaincu enfin par le zèle irrésistible de Las Casas, il envoya au Pérou (1543) un réformateur qui était chargé d'y établir quelque commencement de justice, mais qui y trouva le brigandage si hautain, qu'attaqué par les juges mêmes de son institution, il fut forcé de les imiter pour se faire obéir, et de devenir barbare, afin de venger la civilisation.

Toute l'attention de Charles-Quint se fixait sur la direction des affaires générales de l'Europe : reconstituer cet empire romain dont il portait le vain titre, dominer le saint-siége, qui avait aspiré au même but, abaisser la France, qui se croyait encore assez forte pour y parvenir, retenir l'Angleterre, qui pouvait entraîner la fortune du côté où elle se porterait, c'était l'ambition et le tourment de sa vie. L'exécution de ces grands desseins le poussait sans cesse vers l'Italie, où s'étaient éveillées les idées et les jalousies qui armaient tant de nations rivales. Il commença par en chasser François Ier avec l'aide de Léon X; puis, ayant fait nommer Adrien d'Utrecht pape, sous le nom d'Adrien VI, il y commanda en maître; ensuite, troublé dans sa possession par l'alliance de François Ier, de Clément VII et de Florence, il y fit le roi de France prisonnier, le pape captif, la république esclave. Mais alors, croyant être près d'atteindre le but de ses désirs, il put reconnaître tout ce qui manquait à l'Espagne pour le soutenir. Les États du Nouveau

Monde, qu'il avait livrés à forfait à quelques aventuriers, ne donnaient pas assez d'or pour entretenir la guerre universelle; la noblesse, qui avait relevé la tête en Espagne, lui faisait refuser les subsides par les États d'où il était forcé de la bannir. L'Afrique, abandonnée aux infidèles, gouvernée par Barberousse, qui était devenu l'amiral du Turc et l'allié de François I[er], vomissait sans cesse des flottes pour balayer la Méditerranée et pour en dévaster les côtes, tandis que le Grand Turc lui-même, s'avançant avec ses hordes disciplinées à travers la Hongrie, venait jeter l'effroi jusque dans la capitale de l'Autriche. L'empereur comprit alors quelle sagesse cachaient les croisades de Ximénès contre les Maures. Il monta lui-même sur une flotte qu'il destinait à écraser Barberousse dans Alger; mais la tempête dissipa ses vaisseaux et ses desseins. Désespéré, traversant l'Italie en grondant, il essaya de porter un coup décisif en envahissant la France; mais il fut vaincu par la temporisation de Montmorency. Il se replia enfin vers l'empire, où l'hérésie avait rompu dans son principe même l'unité qu'il s'efforçait d'établir en Europe. Peu jaloux que la foi fût pure, pourvu qu'elle fût une et le fît seul maître, il entreprit de la régler malgré Rome même, et d'usurper la domination des esprits au moment où il allait perdre celle des nations. Favorisé par la mort de Luther, de François I[er], de Paul III, qui résistaient à son pouvoir, il n'intimida un instant l'Allemagne par ses victoires que pour mieux étonner le monde par l'abaissement où Maurice de Saxe le réduisit au milieu de ses triomphes, et par l'abdication dans

laquelle il se dépouilla lui-même de toutes ses grandeurs.

Ainsi, de plus en plus éloigné de la Péninsule par la conséquence même de ses affaires, il n'y rentra que pour chercher un tombeau. En promenant les soldats de l'Espagne d'un bout du monde à l'autre, il couvrit la nation de gloire; mais il ne sut en satisfaire ni les croyances ni les intérêts. Il déserta les exemples d'Isabelle et de Ximénès, qui devaient avoir un autre héritier; il adopta et poussa aux dernières expériences la politique de Ferdinand, qui avait cherché dans l'asservissement de l'Italie la suprématie européenne. Il parut confesser, en s'enfermant au cloître de Saint-Just, qu'il avait poursuivi une impossible chimère. Il laissa cependant parmi les militaires, aux pieds desquels il avait mis toutes les nations, un parti qui croyait que par les armes seules l'Espagne pouvait recommencer la puissance de l'antique Rome. Dans les lettres il suscita aussi une école qui, dédaignant les traditions du moyen âge et les formes consacrées par le génie national, tenta, non sans gloire, de rivaliser avec les anciens et avec leurs plus heureux imitateurs. Le savant Antonio, qui prit le nom de Nebrixa sa patrie, était parti de l'Andalousie pour aller chercher en Italie les méthodes nouvelles qu'il avait rapportées à Salamanque; et Louis Vivès, qui à l'érudition mêlait déjà l'esprit raisonneur et moral de la philosophie, sorti de Valence, avait été briller en Angleterre et dans les Pays-Bas à côté d'Érasme. Ces maîtres sévères furent suivis par les poëtes. Un soldat catalan, Juan Boscan Almogaver,

élève du fameux Ausias Marc, après avoir essayé, à son exemple, d'assouplir la langue castillane aux rhythmes des Provençaux, reçut le conseil de la façonner aux mesures italiennes : s'il traduisit imparfaitement Pétrarque, il eut l'honneur d'ouvrir la voie et d'y introduire deux des plus illustres esprits de l'Espagne. Garcilasso de la Vega, né à Tolède, suivit Charles-Quint en Italie, en Hongrie, à Alger, en Provence, et périt là, laissant quelques poésies où la délicatesse des *cancions* de Pétrarque s'allie à la fraîcheur des églogues de Virgile. Diego Hurtado de Mendoza fut le principal instrument que l'empereur employa dans ses dernières années pour consommer par l'humiliation de la papauté l'asservissement de l'Italie; retiré en Espagne, il demeura, malgré la réaction qui suivit bientôt fidèle à l'esprit de son premier maître; et ayant quitté les vers que Boscan lui avait appris à tourner pour la prose dont Thucydide et Salluste lui enseignèrent les secrets, il écrivit sur une mutinerie des Maures quelques pages qui suffiraient à l'immortalité de son nom. Tels étaient les esprits que l'Italie rendait à l'Espagne, formés au goût de la renaissance, tandis que l'Espagne envoyait en Italie Ignace de Loyola, destiné à soutenir une révolution nouvelle qui se déclara tout à coup au sein du seizième siècle.

XIII.

Philippe II.

La monarchie espagnole trouva sa forme accomplie lorsque, séparée de l'Empire, et voulant néanmoins conserver la prééminence, elle chercha à s'appuyer non plus sur des forces extérieures et empruntées, mais sur l'énergie même de sa situation et de son génie. Charles-Quint, qui dès longtemps avait destiné l'Allemagne à Ferdinand, voulait en abdiquant la remettre à Philippe son fils, avec le reste de ses États; et Philippe II (1556-1598), tout plein des idées de son père, commença par en continuer l'exécution, comme s'il le représentait en effet tout entier. Il avait, ainsi que l'empereur, la guerre en Flandre avec la France, en Italie avec le pape. Mais après la victoire de Saint-Quentin (1557), dont son père aurait poursuivi les conséquences les armes à la main, mieux inspiré, il fit sa paix avec l'Europe, et se retira en Espagne, où, dans le repos et le mystère, il développa pendant quarante ans une politique nouvelle.

Philippe II, confirmant le choix de Ximénès, établit à Madrid le siége du gouvernement. Les Francs avaient érigé en capitales Barcelone et Pampelune ; les Arabes, Saragosse et Valence; les princes de la race gothique, Oviédo et Léon; les comtes de Castille, Burgos. Les rois de Castille, à mesure qu'ils étendirent leurs conquêtes sur les terres occupées par les Maures, fixèrent leur demeure dans les villes nouvellement recouvrées, sans diminuer les priviléges des anciennes résidences. Saint Ferdinand habita Séville aussitôt après l'avoir reprise. Isabelle voulut être ensevelie à Grenade, qu'elle avait délivrée; on y porta aussi son mari, Ferdinand le Catholique; Charles-Quint y célébra son mariage et y fit bâtir à côté des palais des Maures. Mais après avoir ainsi consacré d'illustres victoires, il fallait donner enfin un centre au pays. Dans Madrid, que sa nouveauté même fit préférer à Tolède, Philippe II trouva un alcazar élevé à la fin du quatorzième siècle par le roi Henri III; il y ajouta quelques couvents autour desquels la cour attira bientôt une population considérable. Pour ériger le palais destiné à éterniser la pensée de son règne, il choisit un lieu plus retiré et plus solennel, au pied même de l'Orospéda, dans les montagnes, sur un plateau d'où il pouvait dominer la Castille nouvelle et la capitale. C'est là qu'il fit construire par un architecte français, en vingt-quatre ans, au prix de cent millions, sur un plan qui, pour rappeler le jour de la victoire de Saint-Quentin, imitait le gril de saint Laurent, ces bâtiments de l'Escurial où la résidence royale était escortée par un couvent des pères de Saint-Jérôme,

par un collége placé sous leur direction, par une église tout étincelante des matières les plus précieuses, par une bibliothèque enrichie des plus rares dépouilles de l'Italie et de la Grèce. Dans cette demeure, jetée au milieu d'une âpre contrée, il porta au comble l'idée de la gravité espagnole. Dans Aranjuès, sur les bords du Tage, parmi des jardins embaumés, où croissaient les plantes de tous les pays conquis par les Castillans, il savait aussi satisfaire les goûts les plus riants de la nation qu'il gouvernait. Il occupait les endroits les plus retirés des palais où il séjournait; il y expédiait lui-même toutes les affaires, souvent de sa main, parfois avec une exactitude minutieuse, nécessaire peut-être dans un pays qui n'avait jamais été administré. S'il se montrait dans les villes, c'était afin de donner de l'importance aux corps de justice qu'il employa utilement pour contenir la noblesse sans élever la bourgeoisie. Il diminua celle-ci en la dépouillant du privilége de maintenir la tranquillité intérieure, et en le confiant à une milice speciale. Il fit respecter la vanité des seigneurs; il engagea ceux qui dominaient dans des provinces différentes à contracter entre eux des mariages, afin d'effacer les rivalités des anciens royaumes. Il subordonna les classes entre elles, pour leur apprendre à respecter son pouvoir. Il ne put se passer de convoquer les cortès, qui avaient tenu son père en échec. En Castille, il les habitua à l'obéissance. En Aragon, où elles furent excitées à l'indépendance par le ministre Antonio Perez, qui voulait venger ses amours découverts et ses honneurs ravis, il se trouva assez fort pour violer tous leurs droits

et pour supprimer par l'échafaud la charge de Justice.

Ainsi il fondait en Espagne l'unité que son père avait essayé en vain d'établir en Europe. Cependant, afin que la Péninsule pût aussi prétendre à instituer un jour l'unité du monde, il mit en jeu les croyances qu'elle avait conservées ardentes dans une lutte de huit siècles, et il la chargea de défendre contre les révoltes de l'Occident la religion qu'elle avait sauvée des invasions de l'Asie et de l'Afrique. Cette passion que les Espagnols avaient vouée au catholicisme, et qui se confondait pour eux avec l'amour du pays, était, même aux yeux de la politique, un élément plus positif que l'ambition tout abstraite de Charles-Quint pour la monarchie universelle. Quelle puissance plus réelle que celle qui faisait allumer, aux applaudissements de tout un peuple, les flammes de l'auto-da-fé, et à qui le roi même délibérait de livrer les restes de son père et abandonnait la vie de son fils! Sûr d'exciter ainsi un irrésistible élan, Philippe II savait s'en préserver lui-même afin de chercher, dans le cours ordinaire des négociations, des prétextes pour le faire éclater et des aliments pour l'entretenir. Lorsqu'il vit Pie IV, qui était dévoué à ses intérêts, prendre sur le trône de saint Pierre (1559) la place de Paul IV, qui avait servi ceux de la France, il le pressa de terminer, pour relever la papauté, le concile de Trente, auquel Charles-Quint avait réduit Paul III pour la rabaisser. Dès que cette assemblée, sans cesse interrompue depuis vingt ans, eut promulgué ses canons, le roi d'Espagne, revêtu des titres de protecteur de l'Église

et de vicaire du saint-siége, invita l'Europe à en recevoir les décrets. Partout où il proclamait les décisions du concile favorables à la suprématie du pape, il instituait l'Inquisition, qui garantissait la sienne. En formant ce plan, pour lequel conspiraient en Espagne la passion dominante de la nation, au dehors l'intérêt général des peuples catholiques, Philippe II n'avait point tenu compte de ces impérissables instincts de l'humanité que le christianisme avait consacrés et perfectionnés encore. A l'idée seule de l'Inquisition, le Milanais et le royaume de Naples se soulevèrent tout en demeurant fidèles à la foi et à l'Espagne, qui fut obligée d'abandonner ses desseins sur eux; les Pays-Bas prirent les armes, et, aussi constants à se défendre que l'Espagne était obstinée à les persécuter, entreprirent une guerre qui, dès les premiers jours, ébranla son formidable empire.

Philippe II ne supportait pas que la religion, sur laquelle il avait fondé l'espoir de sa suprématie extérieure, fût offensée à la face même de l'Espagne. Il souleva les Maures qui, après avoir reçu le baptême, étaient demeurés dans le royaume de Grenade, en leur ordonnant de quitter la langue, le costume, les habitudes où leurs anciennes croyances étaient encore empreintes. La rapidité avec laquelle ces Maurisques retournèrent au Koran et à leurs rois montra qu'on avait eu raison de ne pas les croire dévoués à l'unité de la monarchie espagnole. L'accroissement effroyable de la piraterie, qui semblait relever la puissance africaine, les rendait plus dangereux encore. Le corsaire Dragut donnait la Corse à la France; l'amiral des Turcs, Piali,

investissait Minorque; le fils de Barberousse, Haschem, roi d'Alger, battait les dernières villes que les Espagnols conservaient sur la côte d'Afrique; ces forbans étaient maîtres de la Méditerranée, où le grand Doria ne venait plus les combattre. Pendant que le fils naturel de Charles-Quint, don Juan d'Autriche, poursuivait les descendants des Maures dans l'Alpujarra, Sélim II emportait l'île de Chypre, et se jetait sur Candie, dont les massacres épouvantaient l'Europe. Don Juan prit le commandement de la flotte recrutée par le pape Pie V parmi les puissances qu'intéressait le salut de l'Italie menacée. Mais la victoire même de Lépante (1572), qui eut un si grand retentissement dans l'Occident, n'empêcha pas les Turcs de venir emporter à Tunis les positions des Espagnols, réduits par la frayeur à évacuer Oran, à l'extrémité même de la côte de Barbarie. Ainsi placé sans cesse en face de l'ennemi du nom chrétien et exposé à lui disputer ses propres rivages, Philippe II justifiait par la défense de la civilisation les rigueurs qu'il exerçait au nom de la foi.

Au moment où il allait tenter les derniers coups pour dompter le nord de l'Europe, les croisades que l'enthousiasme religieux précipitait sur l'Afrique lui livrèrent un nouveau royaume. Don Sébastien, roi de Portugal, habitué à voir les rois de l'Inde s'incliner devant sa couronne, pensa courber aussi facilement ceux du Maroc. Lorsqu'il eut perdu la bataille et la vie au milieu de ces races maures qui conservaient toujours leur énergie fatale à l'Occident, son peuple, en proie aux prétendants, subit promptement le joug des Espagnols. Par l'épée du duc d'Albe,

qui avait à jamais aliéné la moitié des Pays-Bas, Philippe II acheva en quelques jours (1582) la conquête du Portugal et la soumission des immenses établissements que ce petit royaume avait formés jusque dans les contrées les plus reculées de l'Asie. Maître alors de toute la Péninsule, qui depuis les Visigoths n'avait plus été unie sous une seule domination ; du Milanais et du royaume de Naples, qui mettaient l'Italie sous sa main ; de la Flandre et de la Franche-Comté, qui pressaient la frontière française ; de toutes les côtes orientales où les Portugais avaient fondé des colonies régulières ; des îles et des continents de l'Amérique, où les Espagnols commençaient à porter une meilleure administration ; souverain dans toutes les parties du monde, gouvernant despotiquement un tiers de l'Europe, en dominant un second tiers par la maison d'Autriche, il entreprit d'en soumettre le troisième tiers, qui était formé de la France et de l'Angleterre et d'où venaient toutes les résistances qu'il éprouvait. Au milieu même du vertige qui en cet instant s'empara de lui, il fut fidèle aux principes qu'il avait puisés dans un sentiment profond de la nation espagnole. Il se présenta non point comme un conquérant antique, mais comme le chevalier de la foi ; non pas pour recommencer la Rome des empereurs, mais pour soutenir celle des papes. Par l'effet d'une réaction que le concile de Trente avait provoquée au sein de l'Église, l'antiquité, qui, au commencement du seizième siècle, semblait, jusque sur les degrés de la chaire de saint Pierre, altérer la pureté du christianisme, maintenant se soumettait à lui pour affermir partout l'ordre et la

discipline. Les jésuites, qui composaient la théorie de cette ère nouvelle, faisaient servir les grâces et les arts de l'antiquité à défendre une religion que trois siècles auparavant saint François et saint Dominique avaient essayé de rappeler à son austérité première. Du haut de son génie, Sixte V dirigeait ces milices et ces idées. Philippe II les menait au combat. Il envoya sa flotte (1588) contre l'Angleterre, que la tempête secourut. Il jeta ses émissaires, son or, ses soldats sur la France, qui, agitée un instant par les fureurs de la Ligue, fut sauvée par la force de ses lois et par la fortune de Henri IV. Il employa ainsi les dix dernières années de sa vie à lutter ouvertement pour réaliser les desseins qu'il avait préparés avec tant de mystère et de réflexion dans les trente premières années de son règne. Lorsqu'il mourut (1598), il laissa son immense empire luttant déjà inégalement contre sept provinces qu'un petit prince de Nassau avait faites libres sur un rivage écarté de l'Océan.

Sans prévoir ces revers, sans se laisser détourner par eux, Philippe II, relevant la politique d'Isabelle et de Ximenès, donna ainsi à la monarchie espagnole la forme la plus parfaite qu'elle pût atteindre, le but le plus élevé qu'elle pût concevoir. Il reçut de son peuple la pensée à laquelle il se dévoua, et en la soutenant il lui fournit à lui-même l'occasion de développer toutes les ressources de son génie. Tandis qu'avec les armes de Machiavel il s'efforçait de recommencer le rôle de saint Louis, l'Espagne avait, comme au treizième siècle, la visite des bienheureux. Du milieu des anciens ordres de Saint-Fran-

çois et Saint-Dominique, luttant par l'étude et par les austérités contre la rivalité des jésuites, s'élevaient des ascètes qui, comme saint Diègue et saint Pierre d'Alcantara, renouvelaient les mortifications de la Thébaïde. De la cour, sainte Catherine de Cardone s'enfuyait au désert, où elle exaltait sa pensée parmi les anges. Le concile de Trente, qui proscrivait les vocations errantes, rencontra ainsi dans les solitudes de l'Espagne un peuple d'anachorètes que Rome condamna à prendre une règle et une demeure fixes. Sainte Thérèse, inspirée par la grâce et par l'un des plus beaux génies que son sexe ait produits, faisait éclater dans ses fondations la ferveur des premiers temps, dans ses pensées l'enjouement du moyen âge, dans ses écrits le style magnifique de la Renaissance. Associé aux travaux de la réformatrice des Carmélites, saint Jean de la Croix commentait dans ses vers et dans ses méditations le cantique de Salomon, dont le caractère s'alliait si naturellement à la piété espagnole. Entourés de ce cortége de saints, des savants éminents commençaient sur les lettres ecclésiastiques des travaux qui auraient de quoi étonner notre siècle par leur liberté autant que par leur profondeur. Arias Montano, un des plus illustres hébraïsants de cette époque, envoyé à Anvers par le roi, y refaisait, au milieu des discussions, la Bible polyglotte d'Alcala. De cette double source de la piété et de l'érudition découla l'éloquence sacrée, que l'Espagne connut dans toute sa puissance avant les autres nations. Le vénérable maître Jean d'Avila en rencontra les premières formes dans les improvisations qu'il fit re-

tentir au milieu des villes et des montagnes de l'Andalousie. Son disciple, frère Louis de Grenade, transporta dans l'ordre de Saint-Dominique les lumières du seizième siècle, donna aux Frères prêcheurs une philosophie chrétienne pour guider leur pensée, un sermonnaire pour diriger leur parole, et répandit lui-même, dans ses discours, l'ordre, l'harmonie, le nombre qu'il avait appris de Cicéron, et qu'il commença à faire passer dans la langue espagnole. La littérature spirituelle revêtit alors dans la Péninsule toutes les formes savantes de l'antiquité; nulle part elle ne fut plus féconde en pensées ingénieuses ou élevées sur les beautés de la création, sur les mouvements du cœur humain, sur toute cette métaphysique de la nature et de la vie qui fait la force des grands écrivains; elle prit les accents les plus purs et les plus délicats de la poésie dans la bouche de frère Louis de Léon, chantant les célestes désirs de son âme sur les mètres d'Horace.

Toute la nation s'associait à ces œuvres de la religion. Les royaumes dont elle avait été formée marquaient sur d'autres monuments leurs différents génies, qui produisaient ainsi la variété littéraire, au moment même où ils se soumettaient à l'unité politique. L'Andalousie, d'où les Arabes venaient à peine de partir, où les vaisseaux de l'Italie abordaient chaque jour, adopta les goûts de la Renaissance et y mêla l'emphase orientale qu'autrefois aussi, formée par les Phéniciens, elle avait introduite dans la littérature latine. A Séville, Garcilasso fut commenté par Ferdinand de Herrera, qui mérita lui-même le surnom de Divin en essayant d'imiter avec pompe

l'éclat de Pindare et la grandeur de la Bible. L'école nombreuse et brillante dont il était le maître se groupait, à la fin du seizième siècle, autour de don Juan de Arguijo, l'un des Vingt-Quatre de sa ville, et qui consacrait sa grande fortune à protéger les poëtes et un talent facile à célébrer les divinités de la mythologie. Au commencement du dix-septième siècle, elle se couronna en produisant Francisco de Riojas, dont les chants suaves ou austères semblent tour à tour avoir été composés dans les jardins de Bagdad et parmi les ruines de Rome. Elle avait des relations intimes avec l'école de peinture qui, au siècle suivant, devait jeter un si grand éclat en Andalousie, et qui déjà possédait des maîtres habiles formés par l'Italie. A Cordoue vivait dès lors le grand Pablo de Cespedes, qu'on a pu surnommer le Michel-Ange de l'Espagne, architecte, sculpteur, peintre, antiquaire, poëte, qui, dans les fragments de son poëme sur la peinture, nous montre encore incontestablement le meilleur élève qu'aient formé les *Géorgiques* de Virgile. Pacheco, qui nous a conservé ces admirables lambeaux, et qui a sauvé aussi de la destruction les vers du divin Herrera, son ami, s'illustrait par la plume autant que par le pinceau à Séville, où il fut le maître et le beau-père du célèbre Vélasquez. Dès lors les poëtes, comme les peintres de l'Andalousie, affectaient la vivacité du coloris et la richesse des images.

Tout le rivage oriental sur lequel l'Aragon s'étendit, peuplé dans l'antiquité par les colonies de la Grèce et de Rome, gouverné après l'expulsion des Maures par des institutions vigoureuses, possédait au

contraire les hommes les plus capables de régularité et de réflexion. A Saragosse naquit alors Jérôme Zurita, qu'on a comparé à Machiavel, qui devint inquisiteur pour être libre, et qui, chargé par les États d'Aragon d'écrire les annales de cette couronne, composa un livre où la pensée et la critique, inconnues aux autres historiens de la Péninsule, se prêtent un mutuel secours. A Valence parut dans le même temps, à côté des élèves d'Ausias Marc, toujours fidèles à la langue limousine, une école de poëtes qui employaient le castillan avec une pureté particulière, et qui imitaient avec grâce les compositions italiennes d'Arioste et de Sannazar. Mais les réformateurs mêmes du goût espagnol, déjà altéré par les hyperboles de l'Andalousie, sortirent de l'Aragon. Lupercio Leonardo de Argensola et Bartolome, son frère, descendirent des montagnes de Barbastro pour étonner Madrid par la force et par la mesure de leurs esprits jumeaux : au théâtre, dans l'ode, dans la satire, ils ont donné à l'Espagne les modèles de cette beauté un peu sévère que les Latins composèrent en ôtant aux grâces helléniques leur sourire et leur liberté.

La Castille, qui avait su imposer sa langue aux autres royaumes de l'Espagne, l'appliqua à des formes particulières où se retrouve l'originalité de son génie. La cour dont elle était le siége avait, comme c'est l'usage, une littérature appropriée au goût de gens oisifs et raffinés. Pour en amuser les loisirs, un Portugais, chanteur de la chapelle de Philippe II, Georges de Montemayor, composa le célèbre roman de Diane, où il racontait ses passions sous le voile

des fictions pastorales chères à sa nation et déjà accréditées en Espagne par les *Églogues* de Garcilasso, en Europe par l'*Arcadie* de Sannazar. Telles étaient les formes idéales sous lesquelles on concevait la vie à la cour de Madrid. Si l'on veut prendre une idée des formes réelles qu'on y donnait à la conversation et aux relations journalières, il faut lire les mémoires et les lettres qu'Antonio Perez a écrits pour expliquer le scandale de sa disgrâce, et où il semble que Beaumarchais ait appris à frapper le coin relevé de son esprit. Au-dessous de la cour, le peuple castillan n'avait de passion que pour les récits qui lui rappelaient la gloire des ancêtres. Les savants écrivaient des histoires; mais la vanité de la nation, la politique du roi, la censure de l'Inquisition s'accordaient pour remplir ces narrations de mensonges ou de futilités. Florian de Ocampo et Ambrosio Moralès, que Charles-Quint et Philippe II nommèrent successivement chroniqueurs du royaume de Castille, composaient d'énormes volumes pour mener l'histoire de cette couronne, à travers les fables les plus incroyables, jusqu'à l'établissement du christianisme. Un jésuite, que son génie remuant rendit dangereux pour son ordre, Mariana, entreprit de donner aux Castilles un monument qui leur permît enfin de contenter leur orgueil. Mais en écrivant sa grande histoire d'Espagne, d'abord en latin, ensuite en castillan, il imita le plan de Tite-Live et de Guichardin, sans reproduire les qualités de leur style, et il présenta avec ordre une immense multitude de faits, sans en discuter les sources et sans en faire toucher les conséquences. Cette nation, qui souf-

frait tant de fables dans ses annales, ne voulait pas en admettre dans ses poëmes. Comme les sociétés en enfance, lorsqu'elle racontait ses exploits, elle les voyait à travers une imagination qui embellissait tout; lorsqu'elle les chantait, elle ne croyait pas que rien pût être plus intéressant que de les exposer ainsi qu'elle les savait. Elle produisit d'après ce principe, qui était celui de nos épopées normandes du douzième siècle, un nombre considérable de récits épiques en l'honneur de ses entreprises et de ses héros. Un seul de ces poëmes, tracé par un page de Philippe II, et consacré à un épisode de la conquête du Chili, *la Araucana* de don Alonzo de Ercilla, a conservé le premier rang dans l'estime des Espagnols à cause de la beauté rare de son style, et a mérité l'attention des étrangers à cause de l'intérêt du sujet. Ces Castillans qui, pour composer l'histoire ou l'épopée, se bornaient à écrire ou à rimer des chroniques témoignaient ainsi de leur répugnance à soumettre leur génie aux règles de la Renaissance. Mais leur littérature originale, si vantée pour avoir dédaigné les prescriptions du code classique, n'était encore que le prolongement éclatant et étudié des formes naïves dont la France avait donné l'exemple au moyen âge.

Cependant il y avait, au sein même de la littérature castillane, une lutte qui jette un jour singulier sur la crise que l'Espagne subissait alors. Le théâtre, qui n'avait été longtemps dans cette contrée que la mise en scène des mystères sacrés, étant devenu entre les mains de la cour la représentation des passions humaines, tenta la curiosité des villes, qui de

toutes parts élevèrent des tréteaux pour y jouer librement la grande comédie de la vie. Les premiers poëtes qui essayèrent de satisfaire avec quelque noblesse ce nouveau besoin du peuple, écrivirent leurs pièces sur un plan régulier, et, autant qu'il était en eux, sur les modèles mêmes laissés par les anciens. A leur école se distingua un soldat qui avait perdu un bras à Lépante, qui, captif des pirates, les avait fait trembler dans leurs royaumes, qui s'était imprégné de l'esprit héroïque des armées : il se nommait Miguel Cervantes de Saavedra. Il remplissait depuis dix ans le théâtre de Madrid, où il s'efforçait avec peine de faire prévaloir l'autorité des anciens, lorsqu'il en fut exclu par un jeune homme qui avait été élevé dans la maison d'un évêque, et qui foulait aux pieds les exemples de la Grèce et de Rome : c'était Lope Félix de Véga Carpio, que Cervantes lui-même appelait un *prodige* de la nature, mais qui, au milieu des innombrables succès de sa longue vie, tour à tour et tout ensemble auteur de comédies, de tragi-comédies, de mystères, de poëmes épiques, lyriques, didactiques, burlesques, prêtre, moine, familier de l'Inquisition, docteur en théologie, chevalier de Malte, devait poursuivre un but unique, arrêter l'invasion de l'antiquité, reprendre, avec l'audace que donne l'assentiment d'une nation toute neuve, la révolution littéraire au point où le Tasse la laissait en mourant, ne pas se contenter, comme lui, de proscrire la mythologie des païens, en renverser aussi la poétique, exprimer les idées du catholicisme et les passions du peuple espagnol dans une forme improvisée, naturelle, indépendante. Ces

deux hommes, Lope de Véga et Cervantes, représentaient les deux partis qui se débattaient au sein de la Péninsule, au nom du moyen âge et de la Renaissance, et qui avaient eu successivement pour chefs Isabelle et Ferdinand, Ximenès et Charles-Quint. Philippe II, en déterminant l'esprit de la nation, devait assurer le triomphe de Lope de Véga. Mais Cervantes, du fond de la solitude où il semblait avoir disparu, revint, après la mort du roi, avec ce livre unique du *Don Quichotte* qui raillait le moyen âge victorieux, l'attaquait par la satire sans le dépouiller de sa poésie, et montrait la perfection même de la langue espagnole, parce qu'il exprimait l'idée la plus vraie que l'Espagne pût prendre d'elle-même.

—

Le seizième siècle l'avait vue grandir; le dix-septième la vit s'abîmer. Cette rapide décadence, dont il suffira d'indiquer la marche à grands traits, commença le lendemain même de la mort de Philippe II. Philippe III (1598-1621), appelé à vingt ans à prendre l'énorme charge sous laquelle son père avait succombé, la confia à son ami le duc de Lerme, qui la remit lui-même à son secrétaire Rodrigue Calderon. Le premier acte de ces nouveaux politiques fut de détacher de la couronne les Pays-Bas, que, pour exécuter les volontés du dernier roi, ils donnèrent à l'archiduc Albert, son gendre, et où, n'ayant déjà plus de généraux habiles, ils étaient réduits à employer le Génois Spinola. Ils reconnurent l'indépendance des Provinces-Unies, qui, fortifiées par l'industrie, au milieu même de la guerre, étaient déjà assez puissantes dans l'océan Indien pour y enlever les colonies portugaises à leurs maîtres espagnols. Ils se mirent à l'abri sous l'alliance de l'Angleterre et de la France, au moment où elles avaient cependant besoin de repos pour consolider Jacques Ier sur son trône et Marie de Médicis dans sa régence. Tandis qu'au dehors ils abandonnaient ainsi la politique de Philippe II, au dedans ils l'exagéraient. Ils sacrifiaient partout la noblesse au clergé, et, poussés par un aveuglement fatal, ils rendaient un édit (1609) pour expulser les descendants des Maurisques, qui, en se retirant en Afrique, enlevaient à l'Espagne un million d'agriculteurs laborieux. Le duc de Lerme, auteur responsable de tous ces malheurs, disgracié pour d'autres fautes moins avérées, fut enfin remplacé par son fils le duc d'Uzéda,

qui trouva l'Espagne dépeuplée et inculte, et l'Europe courant aux armes pour la guerre de Trente ans. Le roi, loin de pouvoir remédier à tant de maux, ne sut pas même, esclave de l'étiquette, se préserver de l'ardeur d'un brasier qui causa sa mort.

Philippe IV (1621-1665), roi à seize ans, s'abandonna, comme son père, aux favoris, et eut du moins des ministres plus habiles, sinon plus heureux. Le premier, Gaspard de Gusman, comte d'Olivarez, duc de San-Lucar, prit les rênes du gouvernement à peu près au même temps où Richelieu, avec lequel il lutta jusqu'au dernier jour, devenait le ministre nécessaire de Louis XIII. Malgré les prodigalités des favoris, dont il terminait le règne, le cardinal-duc venait administrer une nation à qui Henri IV avait rendu le sentiment de l'ordre, et Sully l'habitude de l'économie. Le comte-duc avait à gouverner un pays qui, malgré les rigueurs de l'Inquisition et les mines de l'Amérique, était incapable d'unité et dénué de ressources. Déjà le duc d'Uzéda, pour remédier aux maux causés par l'expulsion des Maures, avait fait promettre par un édit la noblesse et l'exemption de la guerre à qui s'adonnerait à la culture des terres. Olivarez tint à honneur d'effacer le zèle de son prédécesseur, et porta des lois somptuaires. Il commença par supprimer les deux tiers des officiers de justice et de finance; puis il interdit les ornements d'or et de soie, le luxe des domestiques, l'usage des manteaux de soie, les présents somptueux des mariages; en même temps il exempta les nouveaux mariés des subsides pendant quatre ans, les dispensa de la permission des parents; il défendit aux

citoyens de quitter l'Espagne avec leurs familles et leurs biens, et aux habitants des provinces de fréquenter, excepté pour les affaires les plus importantes, Madrid et Séville, où la population se retirait. Enfin, par les plus belles promesses, il engageait les nations étrangères à donner à la Péninsule des artisans et des laboureurs. Par ces ordonnances, qui, en voulant organiser la vie civile, ne servaient qu'à la gêner, au lieu de guérir la plaie il ne faisait que la mettre à nu. En Espagne même, où elles firent grand bruit, le crédit du ministre, loin d'être augmenté, tomba à un tel point, qu'il devenait impossible de trouver ni soldats ni argent, et qu'après avoir demandé aux villes de fournir des milices, on fut encore réduit à emprunter aux particuliers. De grandes circonstances réclamaient cependant des ressources considérables. La guerre de Trente ans, qui, dans la branche cadette d'Autriche établie à Vienne, attaquait la branche aînée fixée à Madrid, semblait atteindre sa crise décisive. Attisée par le génie de Richelieu, qui venait de précipiter Gustave-Adolphe sur l'Empire, elle réveillait en Flandre et en Italie la haine et l'espérance des ennemis de l'Espagne, dont elle épuisait en Allemagne même les dernières ressources. Pour rendre au ministre français les maux qu'il en recevait, Olivarez allumait la guerre civile en France, y fomentait successivement les conspirations de la mère du roi, de son frère, du duc de Bouillon, de Cinq-Mars. Richelieu, au dedans impitoyable envers l'aristocratie, la diminuait par la hache; au dehors, allié avec la Hollande pour partager la conquête des Pays-Bas, pratiquait à son

tour jusque chez son ennemi des menées qu'il savait rendre efficaces. Les Catalans, les Aragonais, les Valenciens, les Biscaïens, les Navarrais, dont il était facile d'exciter les jalousies héréditaires, allèguent les vieilles franchises, et refusent de participer aux charges énormes de la monarchie, dont ils veulent rejeter tout le poids sur la Castille. Le refus des subsides est suivi de l'insurrection, dont le feu passe en un instant de Barcelone à Lisbonne. La même année (1640), la Catalogne se soulève, et le Portugal opère sa révolution. Les Castillans, chassés à la fois des deux contrées les plus industrieuses de la Péninsule, sont encore au moment de voir la famille de Médina-Sidonia former une royauté particulière en Andalousie. Richelieu est maître dans les conseils de la dynastie nouvelle que la maison de Bragance établit en Portugal. Plus heureux encore au pied des Pyrénées, il fait proclamer le roi de France comte de Barcelone, et occuper le Roussillon, qui doit demeurer à jamais à la couronne. Par l'annonce des malheurs de l'Espagne, il lui ôte en Italie ses alliés, il grossit en Allemagne la coalition des ennemis de l'Autriche. Il meurt (1642) au milieu de ces grands coups qui consomment le démembrement de la Péninsule; et Olivarez, chargé des malheurs que le génie de son rival a suscités, et que le sien n'a pu conjurer, en mépris au peuple, en haine à la cour, est abandonné par le roi, qui l'exile (1643) sur la frontière du Portugal, où la mort vient bientôt (1645) terminer ses disgrâces.

Deux hommes, d'un génie moins fier et assez semblables l'un à l'autre, prennent alors l'autorité dans

les conseils de la France et de l'Espagne, et poursuivent avec des chances diverses la rivalité des deux nations. Le neveu d'Olivarez, Louis de Haro, devient le premier ministre de Philippe IV dans le même temps que Mazarin reçoit d'Anne d'Autriche le gouvernement de la minorité de Louis XIV. Le nouveau cardinal continue toutes les alliances, toutes les inimitiés de Richelieu. Coalisé avec la France et avec le Portugal, il presse en Flandre et en Catalogne l'Espagne, qui, pour diminuer le nombre de ses ennemis, est forcée de conclure une paix définitive (1647) avec les Provinces-Unies. Mazarin répond à cet acte de la politique de Louis de Haro par les victoires de Condé, qui, même en l'absence de la Hollande, semble promettre la conquête de la Flandre; par l'insurrection du royaume de Naples, qui élève le pêcheur Masaniello, en attendant que la France fasse valoir ses droits; par le traité de Westphalie, qui clôt enfin la guerre de Trente ans et force l'Autriche, amoindrie dans ses provinces, à séparer sa cause de celle de l'Espagne. Au milieu de ces revers précurseurs de la déchéance de la Péninsule, Louis de Haro est secouru par deux événements dont il sait profiter. La révolution d'Angleterre, arrivée à ses conséquences extrêmes, change les relations de cet État; Cromwell, jaloux de la marine des Hollandais, s'allie avec l'Espagne pour la détruire. En même temps, la Fronde remue en France les ferments de discorde que les rancunes de l'aristocratie entretiennent, et que les puissances étrangères excitent. La monarchie espagnole ressaisit le royaume de Naples et la Catalogne; habile à prendre le prétexte de notre li-

berté, comme elle avait saisi pendant la Ligue celui de notre religion, elle fait entrer jusque dans Paris ses soldats conduits par nos propres généraux. Mais Mazarin, ayant enfin dissipé les troubles en paraissant y céder, s'efforce de rendre à la France sa première position. Pour détacher Cromwell de l'alliance espagnole, il suffit de lui offrir le partage des Pays-Bas et de lui promettre le commerce de l'Amérique. Tandis que les vaisseaux du Protecteur attaquent la marine castillane aux Canaries et dans le Nouveau Monde, le cardinal jette des troupes dans la Catalogne de nouveau soulevée, et fait entrer en Flandre une autre armée qui, combinée avec les forces anglaises, en recommence la conquête tentée si souvent. Mazarin voulut confirmer par les négociations la supériorité qu'il avait reprise par les armes. Dégagé de l'alliance anglaise par la mort de Cromwell, il rencontra Louis de Haro sur la Bidassoa, dans l'île des Faisans, où les deux rivaux réglèrent la paix des deux nations en traitant les conditions du mariage de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV. Cette union, assurant à la France ses conquêtes, décida la prépondérance que le traité de Westphalie avait commencé à lui déférer. L'Espagne crut aussi se relever par une paix qui allait lui permettre d'entreprendre la réduction du Portugal, ajournée depuis vingt ans au milieu de la guerre générale. Mais l'illustre princesse de Bragance, qui avait donné à son mari la couronne de ce royaume, la maintint sur la tête de son fils en lui laissant par une résistance vigoureuse le temps d'attendre les secours que la France lui apporta de concert avec l'Angleterre

et avec la Hollande. Mazarin et Louis de Haro, morts la même année (1661), purent emporter l'assurance que le Portugal ne retournerait pas à l'Espagne, successivement diminuée par tous les traités faits depuis le commencement du siècle. Philippe IV mourut bientôt lui-même (1665), après avoir vu les ambassadeurs de Louis XIV, auxquels il avait été contraint de faire céder le pas par les siens, dominer en maîtres dans toutes les cours de l'Europe.

Alors commença le règne du malheureux Charles II (1666-1700), qui, après avoir assisté à la décomposition dernière de la monarchie, devait en léguer les débris aux ennemis de sa famille. Roi de quatre ans, il eut à subir la tutelle de sa mère et la protection d'un fils naturel de son père, don Juan d'Autriche, qui appliqua à ruiner cette maison les derniers talents qu'elle ait montrés. Pour terminer leurs divisions, la reine et don Juan imaginèrent de raviver celles de la nation ; ils se partagèrent les deux royaumes dont la réunion avait commencé la grandeur de l'Espagne. La régente gouverna la Castille, tandis que le prince allait commander dans l'Aragon, dont les forces l'avaient soutenu pour disputer le pouvoir à sa belle-mère. Au milieu de ces querelles intestines, l'Espagne avait la honte de voir les Portugais, tout à l'heure tremblants sous son joug, empiéter dans l'Estramadure sur ses frontières. Un ennemi plus dangereux, Louis XIV, lui enlevait en même temps la Franche-Comté et la Flandre, et, comme pour venger les victimes des Vêpres siciliennes, se faisait proclamer roi dans Palerme. La Péninsule ne put se défendre contre un

pareil adversaire qu'en formant une alliance avec la Hollande, alarmée du voisinage de la France. Elle fut alors réduite à se servir des soldats, de l'argent, des vaisseaux de ses rebelles, et à se placer sous le patronage du prince d'Orange, petit-fils de celui qui avait porté le premier coup fatal à sa puissance. Honteux d'avoir souffert toutes ces humiliations pendant sa minorité, Charles II, devenu majeur à quinze ans, fait conduire sa mère dans un couvent, et livre le pouvoir à don Juan d'Autriche. Ce prince, dont le mérite avait été éprouvé vingt ans auparavant à côté du grand Condé, ne prit l'autorité que pour faire de l'argent en vendant toutes les dignités hautes et basses, et, malgré ces secours achetés au prix de l'honneur, pour voir la France, un pied en Catalogne et l'autre en Flandre, dicter les conditions à l'Europe en signant la paix d'Utrecht (1678). Sa mort, causée par la crainte d'une disgrâce, fit sortir du couvent la reine douairière, qui, ramenée en triomphe par son fils, vint, à son tour, assumer la responsabilité des inévitables malheurs du pays. Philippe IV, pour se délivrer de ses créanciers, avait imaginé de les payer avec une monnaie de cuivre à laquelle il avait donné la valeur de l'argent. Charles II fut réduit à remplacer le cuivre par le papier, et celui-ci par l'échange des denrées. L'or qu'on extrayait en Amérique était à la discrétion des tempêtes qui semblaient conspirer contre les galions, des flibustiers qui désolaient les Antilles, des ennemis de l'Espagne qui croisaient sur ses côtes, des seigneurs qui se remboursaient à main armée des emprunts faits par l'État. Après avoir vendu, pour fournir aux dépenses,

les vice-royautés, la grandesse, la noblesse, tous les offices, on vint à suspendre le payement des pensions. Malgré ces expédients, on ne pouvait plus lever de troupes, et non-seulement on souffrait que les soldats de Louis XIV missent le blocus devant Cadix, traversassent la Catalogne et descendissent jusqu'en Aragon, mais encore on faisait d'humbles réparations aux Portugais plutôt que d'accepter leurs provocations de guerre.

Il semble que la révolution qui plaça le prince d'Orange sur le trône d'Angleterre (1688) pouvait, en faisant passer la fortune du côté des ennemis de Louis XIV, relever la puissance de la Péninsule, qui avait pris part à toutes les ligues dirigées contre lui. Mais Charles II, après ce grand événement, qui fortifia tous ces associés, était contraint à supprimer le tiers de sa maison comme un homme ruiné, et à emprunter au Portugal quelques régiments qu'il faisait conduire par des généraux imbéciles contre la France, toujours maîtresse, malgré l'Europe, de la Catalogne. Pour tout achever, il arriva qu'on mourut de faim dans les villes de l'Espagne. Le roi, que la nature et quelque crime peut-être avaient fait d'une faiblesse extrême, étant sans enfants, et voyant, pour dernier outrage, les souverains traiter entre eux de sa succession, laissa par testament son royaume à l'un des petits-fils de Louis XIV. Ainsi l'Espagne, que la France avait créée, retourna à la France. Lorsque le grand roi, en embrassant Philippe V, dit qu'il n'y avait plus de Pyrénées, il consommait l'œuvre de Charlemagne.

La décadence qui emporta la puissance de l'Es-

pagne se fit sentir dans sa littérature dès le commencement du dix-septième siècle. Le mauvais goût fut complice de la mauvaise politique. Né à Cordoue, dont les poëtes avaient autrefois corrompu les lettres latines, Louis de Gongora y Argote (1561-1627) imagina, déjà vieux, sous le règne de Philippe III, de se rendre fameux en ajoutant à l'emphase de l'école andalouse la barbarie d'une langue composée des mots arabes qui étaient demeurés en abondance dans son pays et des constructions antiques dont le goût était alors général en Europe. Il appela ce ridicule jargon l'*estilo culto*, et après en avoir fait l'essai dans ses sonnets et dans ses poëmes, tout pleins des bruits et des idées les plus étranges, il vit se propager autour de lui les *culteranos*, qui s'attachèrent à reproduire la bizarrerie de ses sons, et les *conceptistas*, qui voulurent rivaliser avec l'extravagance de ses pensées. C'était, avec toute la pesanteur du génie indigène, la recherche que Marini portait, au même temps, dans ses ouvrages, qui conservaient du moins quelque chose de la finesse italienne. Cette peste, en troublant le jugement des Espagnols, hâta leur ruine. Elle pénétra partout, jusque dans l'éloquence mystique, où le jésuite Gracian (mort en 1652) l'introduisit comme pour lui donner de nouvelles forces. Elle infecta même les hommes que la délicatesse de leur goût semblait appeler à dissiper l'égarement de leurs compatriotes, Jauregui (mort en 1641), qui avait lutté avec les beaux modèles de l'Italie, et Villegas (1595-1669), nourri dans le commerce des génies les plus harmonieux de l'antiquité. Au milieu des écrivains oc-

cupés à ces jeux stériles de la parole, il ne manquait pas encore d'esprits plus élevés, qui marquaient avec une clarté de plus en plus grande les tendances opposées de la nation. Francisco de Quevelot (1580-1645), élevé à la cour, formé aux écoles, unissant aux agréments du monde des connaissances presque universelles, en faveur à la cour du vice-roi de Naples sous le règne de Philippe III, persécuté pendant les révolutions ministérielles qui accompagnèrent l'avénement de Philippe IV, retiré dans ses domaines sous le gouvernement du comte d'Olivarez, composa avec une facilité surprenante, avec un esprit admirable quoique exagéré, avec une raison supérieure, des ouvrages satiriques en prose et en vers, dans lesquels il donnait des leçons utiles à son pays, mais qui répandirent en Europe l'abus du genre burlesque. Ce Voltaire de l'Espagne portait la livrée de Scarron; il eut une triste fin. Attiré à Madrid dans les dernières années du ministère d'Olivarez, arrêté comme libelliste, il perdit dans les prisons sa santé et sa fortune, et ne recouvra la liberté que pour aller mourir dans l'indigence. Tel n'était pas le sort de Pedro Calderon de la Barca (1600-1687), qui, après Lope de Vega, employa son talent à peindre les passions à la fois les plus vives et les plus profondes du peuple espagnol. Chargé par Philippe IV du soin de diriger le théâtre, il prit au milieu de sa carrière l'habit ecclésiastique, et mourut comblé des faveurs de l'Église et de la cour. Il introduisit dans la comédie des récits, des surprises nombreuses, des pensées brillantes, un

mouvement continuel, un style poétique; mais il se distingua surtout dans ces pièces qui accompagnaient les fêtes du Saint-Sacrement, qu'on appelait pour cette raison *autos sacramentales*, et qui n'étaient qu'une suite de nos anciens mystères. Au milieu de l'appareil le plus solennel, il intéressait le peuple espagnol à ses croyances, tantôt par des plaisanteries dont le moyen âge lui avait transmis l'exemple, tantôt par des symboles étudiés que la théologie mystique avait mis en usage, tantôt par de magnifiques peintures où l'enflure de son siècle faisait tache sur les éclats de son génie. Ni les conseils de la raison ni l'enthousiasme religieux ne pouvaient plus se produire sans recherche et sans mauvais goût.

La peinture, qui dès le siècle précédent était cultivée avec succès en Espagne, acheva dans celui-ci d'en manifester le caractère. Avant que les artistes de la Péninsule eussent appris de ceux de l'Italie à imiter l'éclat de la nature, fidèles aux traditions de l'art byzantin, ils traçaient, avec une austérité de pinceau qui n'excluait pas la douceur de l'expression, des images naïves et mystiques, pleines de l'exaltation de leurs sentiments. Lorsque la Renaissance leur eut montré ses chefs-d'œuvre, où l'idéal antique relevait l'interprétation de la vie moderne, ils essayèrent de réformer leurs vieilles méthodes; mais ils attendirent, pour briller, que l'imitation de l'antiquité eût été sacrifiée à celle de la réalité par les naturalistes italiens. L'école qu'ils formèrent alors a éprouvé de nos jours l'excès de la flatterie après celui du dédain.

Elle se recruta principalement sur les rivages que le commerce avait enrichis et que le voisinage de l'Italie éclaira. Parti du royaume de Valence, Joseph Ribera (1589-1656) alla mourir dans le royaume de Naples, et montra aux Italiens, par la vigueur et quelquefois aussi par la noblesse de ses ouvrages, que sa nation était plus capable de rivaliser avec le Caravage que d'imiter le Corrége, devenus tour à tour l'objet de ses études. Velasquez (1594-1660) alla de Séville à Venise, et revint à Madrid, où Philippe IV le nomma son peintre : en Italie il fut frappé par la mythologie païenne, qu'il travestit au retour avec le costume de l'Andalousie; à la cour, parmi ces seigneurs dont les pères avaient tour à tour connu la liberté et la gloire, il rencontra des figures sur lesquelles il exprima toute la puissance de l'Espagne au moment même de sa décadence. Alonzo Cano (1600-1676), qu'Olivarez enleva à Grenade, peintre, sculpteur, architecte, le seul Espagnol qui ait étudié l'antiquité avec goût, et qui ait su l'imiter, composa des tableaux élégants et corrects pour rappeler l'harmonie savante des Carrache à la noblesse castillane, formée par le séjour de l'Italie. En Andalousie, où était le foyer véritable de l'école, demeurèrent Zurbaran (1596-1662), interprète tour à tour fier et doux des rigueurs et des attendrissements de la vie monastique, et Murillo (1613-1682), le peintre de la lumière, le poëte du peuple, qu'il retraça nonchalant et affamé et dont il prêta les haillons aux saints et à la reine même du

ciel. Ainsi, dans ces deux grands artistes se retrouvaient, avec la différence des deux partis que Lope de Vega et Cervantes avaient représentés avant eux, le secret des grandeurs de la Péninsule et la peinture de sa misère.

XV.

Renouvellement de la nation espagnole.

Le drame commencé le jour où, dans les montagnes d'Oviédo, l'Espagne avait entrepris de se recouvrer d'entre les mains des Arabes, fut achevé lorsque, par l'organe de Charles II, la monarchie, impuissante à conduire la nation affranchie, en remit le gouvernement à une dynastie étrangère. Dans la longue lutte de la délivrance, diverses puissances formées par des races diverses s'étaient élevées sur les lieux différents par où l'attaque avait été dirigée contre les conquérants. Après l'expulsion des Maures, elles s'étaient réunies comme pour célébrer en commun le triomphe des croyances qui les avaient menées à la bataille. La monarchie, née de leur rapprochement, devait prendre pour base la foi qui l'avait opéré; elle crut se maintenir et se perpétuer en excitant contre l'Occident les passions religieuses qui avaient vaincu les dominateurs de l'Asie et de l'Afrique; elle rencontra des résistances insurmontables dans la civilisation générale de l'Europe, à

laquelle ses sujets, au milieu de leurs combats, étaient demeurés étrangers. Dès qu'elle fut condamnée à la paix, elle vit se dissoudre peu à peu tout son pouvoir qui, créé par la guerre, n'avait organisé les peuples que pour elle; les puissances qu'elle avait réunies faire reparaître leurs rivalités anciennes; la nation tout entière retourner aux divisions et au dénûment d'où elle était partie. C'est la loi commune de toutes les institutions humaines que la décadence, en les dépouillant de tout ce dont elles se sont grossies, les replace à la fin dans leur nudité première.

A cette extrémité, comme à ses débuts, l'Espagne trouva encore la France. L'impulsion qui lui avait été donnée par Charlemagne étant usée, elle ne se remit en mouvement que sous la main de Louis XIV. Elle avait reçu du premier la force de défendre sa religion et son territoire; elle fut restituée par le second à la civilisation de l'Europe, qui semblait se venger de ses hostilités en la laissant périr dans son isolement et sa paresse. En consommant cette réintégration, la France obéissait plus à l'entraînement de sa destinée qu'au calcul de ses intérêts. Lorsque Louis XIV envoya son petit-fils en Espagne, il ameuta toutes les puissances de l'Europe, qui entamèrent son royaume jusqu'alors accru de leurs dépouilles. Cent ans après, lorsque Napoléon voulut compléter l'œuvre du grand roi, il ébranla sa fortune jusque-là triomphante. C'est par les malheurs de la France que la Péninsule s'est renouvelée. En recevant nos bienfaits, elle a souffert elle-même des afflictions que nos ennemis et les siens ont comptées avec joie. Mais sans chercher à prévoir quel peut être l'ave-

nir que la France a fait à cette nation, nous voulons en finissant établir avec impartialité la balance des avantages et des préjudices qu'elle lui a apportés.

Le testament qui fit monter Philippe V (1701-1746) sur le trône d'Espagne, indépendamment des tempêtes qu'il souleva contre Louis XIV, et dont nous ne voulons plus parler, excita contre son petit-fils la haine de l'Autriche, qui avait aspiré à en prendre la place, et la cupidité de l'Angleterre, qui cherchait des prétextes pour ruiner les restes de la marine castillane. La reine Anne, qui succédait (1702) sur le trône de la Grande-Bretagne à son beau-frère Guillaume III, détruisit d'abord par ses croisières les vaisseaux des Espagnols; puis elle s'empara de Gibraltar, qui garde la porte de la Méditerranée, et que les Anglais n'ont plus rendu. De son côté, Charles, archiduc d'Autriche, profitant des rivalités de l'Aragon et de la Catalogne contre la Castille, descend à Barcelone et s'achemine à travers le bassin de l'Èbre sur Madrid, où une armée anglaise s'avançait de l'autre côté à travers le Portugal. Philippe V, obligé de fuir de sa capitale (1706), y est pourtant ramené par le zèle des Castillans, que réveille l'hostilité des Aragonais. Mais il n'y rentre que pour se voir enlever, par la valeur du prince Eugène, le Milanais, qui retourne pour toujours à la maison d'Autriche; par la défection des princes, le royaume de Naples (1707), qui est à jamais séparé de la couronne d'Espagne; par la trahison des seigneurs, le royaume de Sardaigne (1708), que les Anglais reçoivent pour le livrer à l'archiduc. Au milieu de tous ces malheurs, auxquels les Maures ajoutent la prise d'Oran,

Louis XIV, pressé par Marlborough et par Eugène, est obligé d'abandonner le roi d'Espagne à ses propres ressources. Privé des troupes françaises, Philippe V a encore une fois la honte de fuir de Madrid (1710) devant l'archiduc qui y rentre. Mais cette même année, Vendôme, que le roi de France a cédé à son petit-fils, plus fort que toutes les armées, délivre l'Espagne par la victoire de Villaviciosa, et affermit en un jour la dynastie des Bourbons. L'archiduc Charles, devenu empereur par la mort de son père, alarme à son tour la politique anglaise, que la disgrâce de Marlborough fait pencher vers la paix. La reine Anne rend enfin la tranquillité à l'Europe (1713); et l'Espagne est forcée de sacrifier à la Grande-Bretagne, outre Gibraltar, Minorque, le commerce de l'Amérique et le monopole de la traite des nègres; à la Savoie, la Sicile, que le duc Victor-Amédée II échangera bientôt (1718) avec l'empereur contre le royaume de Sardaigne.

A la fin de cette terrible guerre de la Succession, l'Espagne se trouva donc réduite à ce qu'elle possédait dans la Péninsule et dans le Nouveau Monde. Pour compenser ces revers, la France lui avait déjà donné le sentiment de l'ordre et l'exemple de la discipline. Philippe V avait réformé les abus de l'ancienne cour, supprimé les charges inutiles, établi le ton de Versailles dans sa maison, qui devait le répandre. Les généraux français qui étaient venus combattre pour lui, le duc d'Orléans, Berwick, Vendôme, avaient appris aux Espagnols le nouvel art de la guerre que Turenne, Condé et Vauban avaient inauguré. La puissance politique de l'Espagne commence

à renaître au moment où les traités semblaient l'avoir anéantie. Un ministre que Vendôme avait apporté dans ses bagages, l'abbé Albéroni, put alors s'élever jusqu'à rêver pour elle une suprématie nouvelle. Après avoir marié le roi, déjà veuf d'une princesse de Savoie, à la princesse Farnèse, qui devait hériter du duc de Parme et du grand duc de Toscane, il usa de son pouvoir pour achever d'organiser l'armée sur le pied de France, et pour rétablir la marine; puis, mettant à profit la mort de la reine Anne (1714), qui appelait à sa succession les électeurs de Hanovre, et la mort de Louis XV (1715), qui laissait au duc d'Orléans l'administration de la minorité de Louis XV, il forma des complots pour rétablir sur le trône d'Angleterre la dynastie proscrite des Stuarts, et pour faire nommer Philippe V régent de France. En même temps, il nouait des intrigues pour recouvrer l'Italie. La crainte qu'il inspira fut capable de réunir de nouveau l'Europe contre l'Espagne, dont la France, l'Angleterre et l'Empire s'accordèrent pour entamer les côtes et les frontières, tandis que les Maures, toujours prêts à se venger sur ses ruines, destinaient à la conquête de l'Andalousie une flotte que la tempête dispersa. Lorsque ce ministre, qui, en moins de cinq années avait agité tout l'Occident, fut tombé en disgrâce (1719), l'Espagne, qui l'avait abandonné, se trouva relevée par l'effroi même qu'il avait répandu en son nom.

Philippe V, honteux peut-être de son sacrifice, ayant remis le sceptre (1724) à son fils Louis I[er], puis, la même année, ayant été obligé de le reprendre par la mort imprévue du nouveau roi, s'ef-

força de donner une suite aux plans de son ministre et, pour faire garantir les droits de sa seconde femme sur le duché de Parme et sur le grand-duché de Toscane, s'allia avec son ancien rival l'empereur Charles VI, qui était maître de l'Italie. C'était forcer la France, qui ne pouvait laisser périr l'œuvre de Louis XIV, à intervenir pour rompre cette alliance et pour en assurer elle-même les effets. Le cardinal Fleury, successeur économe des prodigues de la Régence, sut amener Walpole, qui par la corruption et par le commerce avait consolidé la maison de Hanovre, à réunir les flottes de l'Angleterre aux armées françaises pour soustraire l'Espagne à l'influence de l'Empire. Le traité de Séville (1729), où les deux ministres engagèrent leurs nations à mettre les enfants de la reine d'Espagne en possession de Parme et de Florence, reçut bientôt un commencement d'exécution. Deux ans après (1731), le dernier Farnèse étant mort, don Carlos, fils aîné de son héritière, fut conduit en Italie par les vaisseaux anglais, rendit visite au dernier Médicis, dont il attendait encore les États, et s'établit à Parme, où l'empereur fut contraint de reconnaître son pouvoir. Lorsque les puissances confédérées eurent mis le pied en Italie, elles ne tardèrent pas de s'y étendre : d'un côté le maréchal de Villars aidait la Savoie, qu'il avait fallu détacher de l'Empire, à conquérir le Milanais (1733); de l'autre le comte de Montemar ressaisissait, avec don Carlos, le royaume de Naples et celui de Sicile (1734). L'Autriche, forcée à subir la paix, reconnut, par le traité de Vienne (1736), don Carlos roi de Naples et de Sicile, à condition qu'il ne pourrait jamais réunir ces

couronnes à celle d'Espagne, et qu'il abandonnerait le duché de Parme et ses droits sur la Toscane au duc François de Lorraine, qui lui-même céderait ses États au beau-père de Louis XV, le roi détrôné de Pologne, chargé de les transmettre à la France. La mort de Jean-Gaston de Médicis survint l'année suivante (1737), comme pour rendre complète l'exécution de ce traité célèbre, qui établit entre les puissances de l'Europe à peu près le même partage auquel un nouveau traité de Vienne les a ramenées de nos jours. François de Lorraine, marié à la fille de Charles VI, Marie-Thérèse, qui allait se rendre célèbre, assurait, au milieu de l'Italie, le pouvoir que l'empereur lui-même avait sur le nord de cette péninsule, tandis qu'une branche latérale d'Espagne en occupait le midi et que la France tendait, pour sa part, à gagner ses limites naturelles.

Mais bientôt Charles VI en mourant (1740) donna à l'Europe le signal d'une guerre nouvelle. Le cardinal Fleury, qui ne recommençait qu'à regret les coalitions, mourut (1743) après y avoir été entraîné malgré lui. Walpole s'était retiré (1741) pour n'en pas courir les hasards. De nouveaux ministres reprenaient avec feu, en France, la politique belliqueuse de Louis XIV contre l'Autriche, en Angleterre la politique jalouse de Guillaume III contre la France. Marie-Thérèse, après ses désastres, ressaisit les États de son père, fit décerner l'empire à François I[er], son époux, et vit en lui la maison de Lorraine prendre exactement la place de la maison d'Autriche. Louis XV, après la belle retraite du maréchal de Belle-Isle, après les glorieux faits d'armes de Maurice

de Saxe et de Lowendal, restitua toutes ses conquêtes. L'Espagne seule, au milieu de ce conflit où elle suivit le parti de la France, trouvait l'occasion de faire de nouveaux établissements. Philippe V envoya don Philippe, le frère de don Carlos, tenter la fortune (1742) au delà des Alpes, dans la patrie de leur mère. L'infant disputa successivement la Savoie et le Piémont au roi de Sardaigne, le Milanais et le duché de Parme à l'Autriche. La mort de Philippe V, remplacé par un fils de son premier mariage, ne changea point la politique de l'Espagne, qui, au traité d'Aix-la-Chapelle (1748), obtint pour l'infant Parme, Plaisance et Guastalla, où Bonaparte trouva encore le fils de ce prince.

Ferdinand VI (1746-1759), rendu à la paix, continua à faire dans l'État les améliorations que son père avait commencées. Après l'armée, Philippe V avait réformé la justice d'Espagne sur le modèle de la France; il avait entrepris de guérir la plaie de la mendicité (1721) en ouvrant des asiles aux infirmes. Son fils fit arrêter les vagabonds, qu'on transporta sur des terres incultes et qu'on força au travail; il favorisa l'industrie en soutenant de grandes manufactures; il traça les routes et les canaux, artères où circule la vie des nations. La Péninsule avait encore fait si peu de progrès dans les arts de la paix que le marquis de la Ensenada, premier ministre, s'immortalisa en perçant à travers les montagnes le grand chemin de Guadarrama entre les deux Castilles, privées jusqu'alors de communications complètes. Ferdinand VI donna aussi tous ses soins à maintenir la marine espagnole, qui avait dans les royaumes du

nouveau monde de grands éléments de prospérité, mais qui, depuis le commencement du siècle, était poursuivie par l'inimitié de l'Angleterre.

Ce peuple, chez qui la religion avait commencé, au siècle précédent, une révolution que le commerce avait achevée, absorbé désormais par une seule pensée, soit que Marlborough le conduisît à la guerre, soit que Walpole lui conservât la paix, était uniquement occupé à trouver des débouchés à son industrie. Non content d'avoir l'empire de l'Océan, il allait chercher dans les déserts mystérieux du nouveau monde la domination absolue des mers de l'ancien continent. Établi au large dans l'Amérique septentrionale, il ne pouvait souffrir d'y être borné au nord par le Canada, qui appartenait aux Français, et de toucher au midi les royaumes que les Espagnols avaient conservés. Il avait commencé par chercher, aux dépens de ceux-ci, des établissements dans l'Amérique méridionale, et avait fait bombarder Carthagène (1740), sur les côtes de Colombie. Tout-puissant dans le Portugal, qu'il traitait comme une de ses provinces, il pensait en avoir bientôt fini avec l'autre monarchie de la Péninsule, à laquelle il avait déjà dérobé la clef de la Méditerranée. Mais, repoussé par elle, il projetait maintenant de l'attaquer dans la puissance qui la couvrait; il voulait exclure la France du Canada pour se retrouver seul en face de l'Espagne dans le nouvel hémisphère. La France fut forcée à la guerre par l'invasion subite de ses colonies (1755); elle entraîna avec elle l'Espagne, l'Autriche et leurs alliés naturels; formant au sein de cette ligue une ligue particulière, le duc de Choiseul

lia par le pacte de famille (1768) les Bourbons qui régnaient à Paris, à Madrid, à Naples. Après sept ans de combats, les plus désastreux peut-être que nous ayons soutenus, les plus heureux qu'ait livrés l'Angleterre, la France, en perdant le Canada, la Nouvelle-Écosse, l'île Grenade et ses colonies du Sénégal, vit sa rivale dominer dans l'Amérique septentrionale, et se frayer en même temps l'empire de l'Orient. Mais lorsqu'on signa enfin la paix (1763), l'Espagne reçut la Louisiane française en échange des îles Philippines et de la Floride, qu'on lui avait enlevées.

Ferdinand VI était mort laissant la couronne à son frère don Carlos, qui avait conquis un royaume en Italie, et qui, maintenant laissant les Deux-Siciles à son propre fils, vint régner à Madrid sous le nom de Charles III (1759-1788). Ce prince est l'un des plus grands bienfaiteurs de l'Espagne. Il a commencé à donner à la Péninsule ce qu'elle attendait depuis deux siècles, la vie matérielle, c'est-à-dire des routes, des canaux, des ponts, des manufactures, des fermes, des colonies de cultivateurs, des sociétés économiques, un crédit public. Non content de fonder ainsi la richesse réelle, il en garantissait l'avenir, en la défendant contre les envahissements de l'Angleterre. A la direction des intérêts il joignit celle des idées. L'exemple de la France produisait ces résultats. Sous son influence, des changements considérables s'opéraient déjà dans l'esprit des Espagnols, et se manifestaient par les métamorphoses de leur goût. L'Académie royale, instituée (1714) pour lutter contre le *Gongorisme*, l'A-

cadémie de l'histoire, établie (1735) pour purger les annales nationales des fables dont elles étaient remplies, portaient leurs fruits. Un ministre de Philippe V, Ignacio de Luzan, avait publié, en 1737, une volumineuse poétique, qui, au nom du goût antique adopté par la France, signalait les défauts de la littérature espagnole et lui traçait des règles nouvelles. Ce livre, qui devint la base de la critique nouvelle, fut suivi de plusieurs essais de tragédies et de comédies régulières. Par l'imitation du siècle de Louis XIV on revenait à celui de Charles-Quint, qui avait créé aussi tout un parti de critiques et de poëtes dévoués aux principes de la renaissance. Les protestations qui s'élevèrent contre cette réaction en subissaient elles-mêmes l'influence. La Huerta, qui avait la prétention de venger l'ancien théâtre espagnol, imitait le théâtre français dans ses propres pièces, qu'il empruntait à Eschyle et même à Voltaire; et lorsque, pour achever son triomphe, il rassemblait dans un recueil les chefs-d'œuvre déjà oubliés de la scène nationale, il avait soin de n'y admettre que ceux qui s'approchaient de nos modèles, présents alors à tous les esprits. Au même temps paraissait, dans la vieille université de Salamanque, Melendez Valdès, le poëte de l'étude et des grâces, qui, admiré par les deux partis, montrait quel essor nouveau le goût français pouvait communiquer à la poésie castillane; tandis que l'illustre Moratin, dont la Péninsule vient de nous redemander les cendres, écrivait à Paris même, entre Térence et Molière, ces comédies élégantes et sensées qui causaient aux spectateurs de Madrid et de

Séville des plaisirs jusqu'alors inconnus. Par les traductions, qui s'emparaient des ouvrages les plus légers et aussi des plus savants, l'esprit de la France pénétrait plus directement encore et plus abondamment au delà des Pyrénées. La langue, qui délaissait de plus en plus le vocabulaire arabe pour retourner au vocabulaire roman, et qui se dépouillait peu à peu de ses idiotismes pour adopter les nôtres, montrait, dans sa déchéance même, que le peuple qui la parlait, délié par nous des dernières et fatales attaches de l'Orient, était rendu à la civilisation de l'Europe.

Il manquait encore à l'Espagne refaite ainsi peu à peu, dans sa forme matérielle et dans ses idées, de recevoir de nos lois la garantie de la vie civile à laquelle elle commençait à naître : elle n'attendit pas longtemps ce bienfait. Charles IV (1788-1808), qui succéda à Charles III, son père, et qui reçut de lui l'illustre ministre d'Aranda, monta sur le trône pour être témoin de la révolution française. Il ne la combattit pas d'abord; mais bientôt, cédant aux efforts de la politique anglaise, il allait passer les Pyrénées lorsque la république française le prévint, et fit entrer en Espagne (1794), par le rivage de l'Océan et par celui de la Méditerranée, deux armées qui, conduites par Dugommier et par Moncey, soumirent rapidement le bassin de l'Èbre. La paix de Bâle (1795) rendit aussitôt cette belle conquête à l'Espagne, qui en échange nous céda ses propriétés de Saint-Domingue. Les anciennes relations furent reprises entre les deux peuples, jusqu'à ce que le nouveau ministre qui menait le malheureux Char-

les IV, Manuel Godoï, voyant Napoléon partir pour la première campagne de Prusse (1806), crut la France près de l'abime, et arma l'Espagne contre elle. L'empereur parla dès lors de se venger. L'année suivante (1807) il conclut une nouvelle convention avec le cabinet de Madrid pour ouvrir un passage à travers la Péninsule à Junot, qui devait aller chasser les Anglais du Portugal, destiné à donner des apanages aux princes espagnols et à Godoï lui-même. Ce traité allume la discorde dans la famille royale; l'infant Ferdinand se révolte contre son père, qui le dénonce à l'empereur, mais qui bientôt, effrayé par l'insurrection de la capitale, abdique, souffre qu'on proclame Ferdinand VII, et presque aussitôt proteste contre l'autorité qu'il lui a laissé prendre. Napoléon lui-même accourt à Bayonne, où déjà s'étaient assemblés ses soldats; il appelle auprès de lui Ferdinand, qui est suivi de son père, de sa mère, de Godoï. Alors surviennent au château de Marac des scènes terribles, où le fils attaque dans le ministre son père et sa mère, où le père s'emporte en invectives, où la mère adjure Napoléon épouvanté d'envoyer son fils à l'échafaud. C'étaient les dernières convulsions de la monarchie. L'empereur retint captifs ces grands personnages, qui s'étaient dépouillés eux-mêmes de la majesté royale. Bientôt (1808) il assemble à Bayonne une junte de députés espagnols, par lesquels il fait nommer son frère Joseph roi d'Espagne. Mais les idées répandues par notre révolution avaient déjà germé dans cette nation que les rois même préparaient depuis un siècle : à mesure que Murat entrait en Espagne pour y faire reconnaître le nou-

veau roi, des juntes se formèrent spontanément dans toutes les villes. Une junte centrale, qui, suivant la marche de l'invasion, résida à Aranjuès, à Séville, puis dans l'île de Léon, s'éleva rapidement au-dessus des comités particuliers pour diriger leurs opérations; puis, manifestant tout d'un coup quels progrès la Péninsule avait faits sous l'influence de la France, convoqua des cortès générales pour rédiger une constitution. Ce n'était pas seulement pour l'indépendance que les Espagnols combattaient; ils s'étaient levés pour fonder tout ensemble leur unité et leur liberté.

Les cortès générales, formées par l'élection du peuple, qui n'avait jamais pris une part directe à leur nomination, convoquées de tous les points de la Péninsule sans ces distinctions de royaumes particuliers qui n'avaient jamais été effacées, se réunirent au mois de septembre 1810, à Cadix, sous le canon des ennemis. Imitant scrupuleusement le modèle que leur avaient donné dans l'assemblée constituante ces mêmes Français qui les tenaient investies, elles abolissaient les institutions qui entravaient sa liberté, et organisaient celles qui devaient régler l'exercice de ses droits. La féodalité, l'inquisition étaient anéanties. La souveraineté du peuple était proclamée; Ferdinand VII était reconnu roi; absent, il était remplacé par une régence composée de cinq membres. Une constitution, destinée à donner à l'Espagne la forme d'une monarchie représentative, proposée par quinze membres, était adoptée à une grande majorité. Expression des idées que la France avait formulées elle-même en 1791, elle n'admettait

qu'une chambre, séparait le pouvoir législatif de l'exécutif, donnait aux cortès la plénitude du premier, traçait les limites du second, attribué au roi, consacrait la liberté de la pensée, garantissait la liberté individuelle, réservait l'organisation de la justice, indiquait le mode des changements à faire au pacte fondamental, et, mal instruite par l'exemple qu'elle reproduisait, stipulait que les membres des cortès extraordinaires ne pourraient être réélus aux cortès ordinaires. Fidèle en un seul point à son passé, elle ne reconnaissait d'autre religion que la religion catholique.

Il faut s'arrêter à cette grande manifestation, qui explique suffisamment toute la suite des événements écoulés depuis ce jour. Les rivalités qui divisaient en *libérales* et en *serviles* l'assemblée où elle se fit; la délivrance de Ferdinand VII, la restauration de la monarchie en France, du pouvoir absolu en Espagne et dans le reste du continent; le réveil de la liberté dans cette même île de Léon où elle était née; la captivité nouvelle du roi; l'intervention de la France; l'émancipation de tous les royaumes du nouveau monde, qui avaient envoyé des députés aux cortès extraordinaires pour réclamer leur indépendance, et qui, dégagés des liens de la métropole, forment des républiques autonomes; la mort du roi; l'avénement de sa fille sous l'influence des idées libérales; la révolte de son frère; la régence de sa femme; la guerre civile; les cortès impuissantes à la terminer; l'élévation d'un soldat de fortune qui la tranche, qui exile la mère de sa reine, qui en prend la place, qui laisse quelque temps l'Europe dans l'attente et qui

finit par se retirer à l'étranger; les cortès appelées, au milieu de la discorde renaissante, à décider souverainement de l'avenir d'un des plus beaux pays et de l'un des peuples les plus énergiques de la terre; l'autorité restaurée dans la personne même d'une femme; l'ordre renaissant, et l'industrie s'efforçant de retrouver, de féconder les trésors d'un sol qui avait fourni à l'antiquité quelques-uns des éléments les plus enviés de ses richesses : ce sont des événements que nous, qui les avons vus et qui en sommes dominés, ne pourrions raconter qu'avec de longs détails, et que le temps livrera en quelques mots à l'histoire, à qui nous les laissons.

DE LA LITTÉRATURE ANTIQUE

AU MOYEN AGE.

DISCOURS

prononcé à l'ouverture

DU COURS DE LITTÉRATURE FRANÇAISE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE TOULOUSE,

le mercredi 23 juin 1841.

DE LA LITTÉRATURE ANTIQUE

AU MOYEN AGE.

Messieurs,

En prenant la parole pour exposer devant vous, à qui je suis inconnu, le résultat d'études faites jusqu'à ce jour dans la solitude et entretenues dans le silence, j'éprouve une émotion que je ne saurais contenir. Il est des moments où toute la suite de la vie est si sérieusement engagée qu'il est permis peut-être de laisser paraître l'agitation que cause l'attente. Ce que l'heure qui va s'écouler me destine est remis en vos mains; c'est avec confiance que je l'y vois placé.

Dans cette faculté, où brillent l'esprit et le savoir, je viens occuper la place d'un homme dont j'ai trouvé l'éloge dans toutes les bouches, le regret dans tous les cœurs; pour moi, qui ne l'ai point connu,

je ne saurais le louer que par l'aveu de l'impuissance où je suis de continuer son enseignement. L'ardeur et l'originalité de sa parole avaient gagné toutes vos sympathies, tandis que l'honneur de sa longue carrière inspirait vos respects. Il est un autre sentiment auquel mon âge me donne droit, et que je m'efforcerai de mériter par une application constante, c'est la bienveillance. Pourquoi ne la solliciterais-je point? Est-il quelque part une tribune si élevée qu'on puisse s'y passer du concours et de l'assentiment de l'opinion? Au temps où nous vivons, la crainte qu'éprouve en présence du public tout homme qui lui apporte le tribut de sa pensée n'est-elle point un hommage rendu à la vérité elle-même ?

Je réclame votre indulgence avec d'autant plus d'instance que je suis tout pénétré des difficultés de la mission qui m'est confiée. Objet des théories les plus savantes, la littérature est aujourd'hui considérée comme ce qu'il y a de plus profond et ensemble de plus délicat dans le génie des peuples. L'histoire, dont elle reflète les changements, la philosophie, dont elle exprime les vérités, et cette science exquise et mystérieuse de la vie à laquelle elle emprunte son plus grand charme sont devenues des parties nécessaires de son enseignement. Mais à quel degré ne faut-il pas porter ces connaissances et celles qu'elles supposent lorsqu'il est question de s'appliquer à l'étude de notre littérature, qui, je l'oserai dire, est la vie même de notre pays? Il est des sociétés qui semblent réserver leurs plus vives ressources pour les inventions des beaux-arts ou pour celles de l'indus-

trie. Chez nous, ce sont les lettres qui donnent à l'esprit les moyens d'atteindre toute sa perfection et de montrer toute sa puissance; aussi règnent-elles souverainement. Elles consacrent les pouvoirs et les renversent, elles sont au dedans la source de nos libertés, au dehors le témoignage de notre grandeur. Corneille et Racine ont plus avancé la prospérité de la France par leurs ouvrages que Turenne et Condé n'ont fait par leurs victoires. Tandis que les campagnes de ces grands capitaines provoquaient les ligues de l'Europe, les chefs-d'œuvre de nos poëtes lui imprimaient notre respect, lui imposaient nos idées, et nous servaient mieux que tous les ambassadeurs auprès des cours et des peuples. Si au dix-huitième siècle la plume de l'écrivain pesa plus dans la balance des empires que le sceptre des rois, c'est le génie de la France qui, en s'étendant sur toutes les nations de l'Occident, produisit ce résultat encore inouï; et, les choses allant à leurs extrémités, sur la fin de cette mémorable époque on vit la littérature, qui n'avait longtemps été considérée que comme une forme de l'esprit, agiter le fond de la société, en ruiner le faîte, en arracher les bases, les changer, bouleverser la face du monde, et mettre aux mains d'un conquérant de nouvelle espèce cette épée qui a laissé partout les traces ineffaçables de notre civilisation.

Où notre littérature a-t-elle pris cette merveilleuse puissance? Si elle accordait à la mélodie des sons ou à la pompe des images tout ce que leur donnent celles des peuples du Midi, ou bien si, à l'exemple de celles des nations germaniques, elle se plaisait à chercher, sur les ailes capricieuses de la fantaisie, les

vagues harmonies de l'intelligence et du sentiment, pensez-vous qu'elle serait un instrument si actif de renversement et de reconstruction? Vive, forte, tout nerf et toute lumière, elle s'adresse directement à celle des facultés humaines qui, dans une sage économie, doit conserver l'empire sur toutes les autres; à la raison. Mais si elle a pris les formes qui sont le plus propres à frapper l'esprit, à l'entraîner, à le féconder, à quoi doit-elle cet avantage? A l'antiquité, Messieurs, dont elle s'est approprié la nourrissante substance, et dont il semble qu'elle a été particulièrement choisie pour recueillir l'héritage et pour exécuter les suprêmes vœux.

Tout à l'heure, Messieurs, je vous faisais entendre tout ce que mon âge m'inspire de naturelle défiance; maintenant souffrez que je me félicite de ma jeunesse, qui me permettra peut-être de montrer, sinon avec plus d'autorité, du moins avec plus de persuasion, comment nous devons notre suprématie parmi les modernes à notre heureuse conformité avec les anciens. Élevé au milieu des idées que le développement de la société contemporaine a produites, ayant employé les voyages et l'étude à acquérir la connaissance des littératures étrangères, je me suis associé à toutes les espérances que vous avez pu fonder sur le génie de notre siècle; mais quelque pays de l'Europe que j'aie visité, et quelque désir que j'aie de voir nos mœurs et nos pensées nouvelles se témoigner dans les formes de l'art, j'ai toujours remercié le ciel de m'avoir fait naître dans la nation que sa fidélité même à garder les traditions de l'antiquité a rendue capable de satisfaire plus sûrement

les nécessités de l'époque présente. Oui, où quelques esprits impatients ont signalé une faiblesse de notre littérature, je veux montrer la source de la force qu'elle a si vivement révélée au monde, et le gage de l'éclatante fortune qui lui est encore réservée.

Entre toutes les époques de notre histoire littéraire, j'ai donc choisi, Messieurs, pour objet de ce cours celle où il m'a semblé qu'en s'unissant plus intimement au génie antique notre génie national avait achevé de se former et de se produire; je vous parlerai de la renaissance, de cette grande révolution intellectuelle qu'on fait ordinairement dater du quinzième siècle, et qui a laissé son empreinte non-seulement sur les lettres, mais encore sur les arts, sur les mœurs, sur les institutions de notre patrie. J'examinerai les effets de cette renaissance depuis le moment où elle était encore si originalement mêlée aux habitudes et aux formes que le moyen âge avait enfantées jusqu'à celui où sont nés, dans un moule savamment composé par elle, les chefs-d'œuvre de notre littérature. Mais avant d'étudier les poëtes et les écrivains qu'elle façonna, il convient d'éclaircir l'image qu'elle nous offre.

Dans un temps où l'on considérait le moyen âge comme une sorte d'interruption dans la vie de l'espèce humaine, on créa le mot de renaissance pour indiquer l'instant où l'Europe parut sortir du tombeau; plus tard, quand on eut reconnu dans ces siècles reculés, condamnés autrefois comme barbares, des monuments remarquables de l'esprit de nos pè-

res, on conserva le même nom à l'époque qu'il avait d'abord désignée; mais, par une signification nouvelle, on lui fit exprimer le retour des règles et des formes de la littérature antique. Le peu de précision qui a été donné jusqu'à ce jour à ce nouveau sens a été cause que d'excellents esprits, soutenus par des études faites sur des points divers, sont arrivés à l'altérer et à l'étendre d'une façon surprenante. D'abord les philosophes, portés par un mouvement mystérieux à pénétrer dans la connaissance de cette scolastique qui a été tant décriée, et tout surpris d'y voir un renouvellement de la dialectique et de la métaphysique des Grecs, ont déclaré qu'il y avait eu au douzième siècle une véritable renaissance. Les jurisconsultes, qui considéraient que le même siècle avait assisté à une sorte de résurrection du droit romain pouvaient confirmer ce sentiment. Un professeur habile, qui a dirigé ses recherches vers les plus hautes antiquités littéraires de notre pays, M. Ampère, donnant par la rare distinction de son talent un éclat récent à une opinion ébranlée par l'auteur de l'*Histoire littéraire des Bénédictins*, a attribué à Charlemagne une première renaissance, laquelle se lierait sans interruption à la renaissance du douzième siècle, qui elle-même préparerait et produirait à la longue celle que je me suis proposé d'étudier avec vous. Placé entre ces théories qui font remonter si haut la renaissance et la croyance commune, qui la place au quinzième siècle, quel parti prendrai-je, Messieurs? Celui du plus grand nombre, comme je vous l'ai annoncé. Veux-je dire que les lettres antiques ont été inconnues au moyen âge?

Loin de là; parce que je vois qu'elles n'y ont jamais péri, je n'ose me ranger à l'opinion qui les fait et si tôt et si souvent renaître.

Dans un savant ouvrage, qui ne peut manquer d'avoir eu du succès parmi la jeunesse de cette ville, M. de Savigny a prouvé que le droit romain n'a point cessé d'être appliqué et étudié pendant toute la durée du moyen âge, et que nos pères n'ont pas attendu les gloses d'Irnérius pour connaître Justinien. Ce que l'illustre professeur allemand a fait pour la jurisprudence, je voudrais aujourd'hui le tenter en faveur de la culture littéraire. Oui, Messieurs, avant de vous montrer quelle révolution merveilleuse et incomparable les lettres grecques et romaines ont opérée dans notre littérature à l'époque de la renaissance, je voudrais vous faire voir qu'elles avaient été cultivées dans notre pays sans interruption depuis le jour où elles y avaient été apportées, et que toute la société nouvelle, née, pour ainsi dire, sous les rayons de cette lumière antique, n'a pas cessé un seul instant d'en éprouver l'heureuse influence. Plus je sens avec force les faveurs particulières et nouvelles que l'antiquité a faites au quinzième et au seizième siècle, plus je voudrais me garder de méconnaître les bienfaits qu'elle a prodigués sans relâche aux siècles antérieurs. Dans un tableau sommaire, incomplet sans doute, aride surtout, je le crains, ne pourrai-je point faire passer devant vos yeux la succession continue des hommes et des monuments qui ont entretenu parmi nous la connaissance des lettres antiques, et marquer tout ensemble, par quelques traits

rapides, les traces déjà considérables et nombreuses qu'elles ont laissées dans la littérature du moyen âge?

Mais, Messieurs, l'étude du moyen âge est née d'hier; au milieu des faits qu'elle découvre chaque jour, qu'elle amasse avec un peu de confusion, qu'elle essaye de lier par des systèmes un peu prématurés, l'esprit qui craint de s'égarer cherche un guide sûr, qui dirige ses investigations et affermisse son goût. Je m'attache à un modèle qui me rappelle les premières émotions que l'éloquence m'a fait ressentir et sur lequel je ne peux maintenant lever les yeux sans éprouver le besoin d'exprimer celles que la reconnaissance m'inspire. L'écrivain éminent qui est à la tête de l'Université a créé cette science nouvelle de l'histoire littéraire, dont il a voulu que je fusse l'interprète auprès de vous; dans les leçons où il a appliqué aux temps les plus divers la méthode savante qu'il a fondée, il a jeté sur le moyen âge un de ces regards vifs et puissants qui marquent la route à ceux qui suivent, et qui font dès l'abord le partage de la raison et de l'erreur. La bienveillance qu'il m'a témoignée a dû faire naître en vous une attente à laquelle je suis déjà fort embarrassé de répondre; je sens combien je vais augmenter vos exigences en annonçant que je veux faire tous mes efforts pour que vous reconnaissiez en moi un de ses élèves.

Ce que les Celtes ont transmis au génie français, ce que lui ont légué les établissements de la Grèce, je ne le rechercherai point. Je ne veux pas m'ar-

rêter à considérer longuement la conquête romaine, ni même les siècles qui l'ont immédiatement suivie et pendant lesquels le christianisme s'est introduit parmi les populations qu'elle avait déjà presque entièrement soumises et transformées. Je m'établis dans les Gaules au commencement du sixième siècle, alors qu'après toutes les passagères irruptions des Barbares les Francs y affermissent leur domination. Les éléments historiques qui doivent plus tard composer la langue française et concourir à la formation de sa littérature sont en présence. Quelques Ibères, demeurés indépendants au milieu des Pyrénées, chantent, dans une langue incomprise pour le reste des hommes, leurs anciennes rencontres avec les Romains (1); les Celtes, qui ont en grand nombre passé la mer, et qui se sont assis dans le pays des Galles, renvoient à ceux de leurs frères qui habitent encore l'Armorique l'écho des chants d'Arneurim, de Taliessin; de Merlin, bardes prophétiques qui annoncent la délivrance de leur nation et le retour d'Arthur, son vengeur; dans l'une des villes où l'influence des colonies phocéennes s'était fait sentir, à Arles, un évêque célèbre, saint Césaire, maintient le rit oriental et fait psalmodier en grec.

Cependant Rome possède pleinement cette société, aux extrémités de laquelle le génie des races antérieures fait entendre un lointain et dernier murmure; elle lui a donné jusqu'à sa langue, et la lui a si bien apprise que, depuis le quatrième siècle, elle trouve chez les Gaulois ses plus habiles rhé-

(1) M. Fauriel, *Hist. de la Gaule mérid.*, tom. II.

teurs, et quelques-uns de ses poëtes les plus renommés. Le christianisme lui-même, en s'établissant dans les Gaules, y a-t-il beaucoup modifié la culture littéraire? Il a contribué à y faire pénétrer plus profondément les langues antiques. Mais voulez-vous juger avec quelle lenteur les souvenirs et les images du paganisme se replient devant lui? On a pu agiter la question de savoir si Ausone, ce bel esprit du quatrième siècle, qui avait été élevé dans vos murs, était chrétien; au cinquième siècle, un évêque, Sidoine Apollinaire, invoquait encore les Muses avec la même voix qui prononçait les formules sacrées; ce n'est qu'au sixième siècle qu'un autre évêque, Avitus, de Vienne, s'affranchit de la mythologie, mais non pas de la mesure antique, en composant sur la création et la chute de l'homme un poëme plusieurs fois comparé à celui de Milton. Quant aux premiers Barbares fixés sur notre sol, vous serez assurés qu'ils n'y avaient pas introduit de grands changements si vous observez que, dans les provinces orientales, les Bourguignons usaient des lois romaines, et que dans le Midi, où les Visigoths étaient encore répandus, le code de Théodose avait été adopté par Alaric, leur roi. Jetez partout les yeux: Rome partout domine encore; et, se survivant à elle-même, elle triomphe de la puissance qui a renversé ses dieux et de celle qui a brisé son empire. L'architecture et la prosodie des Latins s'imposent au culte nouveau; et les Germains épellent scrupuleusement les formules du Forum.

Au milieu de cette société toute romaine, Clovis s'est jeté avec ses Francs; il parle un idiome bar-

bare, que plus tard on voit appeler *théotisque,* et qui est un dialecte de la grande langue tudesque; il apporte un droit inconnu, qu'il nomme salique, et qui s'est formé dans les forêts d'où sortent ses peuples; mais imposera-t-il cet idiome et ce droit aux populations qu'il soumet à ses armes? Non; il laisse aux vaincus, qui dès lors vont s'appeler les Romains et bientôt les Romans, le libre usage des lois et de la langue qu'ils tiennent de Rome. Il reçoit lui-même la religion de ceux qu'il a conquis et les dignités qu'ils ont appris à vénérer; il courbe la tête devant leur Dieu, et se glorifie du consulat que leur empereur lui confère des frontières de l'Orient.

Tandis qu'il règne sur le nord et sur le centre des Gaules, le midi de cette contrée est envahi par les lieutenants d'un autre Barbare, qui est descendu en Italie comme pour y relever la civilisation. Théodoric est entouré d'un cortége d'hommes intelligents, qui semblent s'être donné rendez-vous à cette époque suprême pour résumer les sciences du monde ancien et pour les transmettre au monde nouveau. Mais pendant que le roi des Goths ranime avec pompe les lettres antiques, en Italie même, un moine obscur qui s'appelle Benoît, les sert plus efficacement en bâtissant, sur les débris du temple d'Apollon, ce fameux couvent du mont Cassin où elles trouvèrent un durable asile et d'où nous verrons se répandre dans notre pays ces savants bénédictins qui les y ont cultivées avec tant de ferveur jusqu'au dernier jour.

Dans les beaux récits où M. Augustin Thierry a fait revivre toute cette société, si étrangement mêlée, du

sixième siècle, vous avez pu voir quelle puissance l'esprit antique conserva jusqu'à la fin de cette époque; tandis que Chilpéric, le petit-fils de Clovis, tranchait de l'empereur romain, relevait les amphithéâtres, y faisait combattre les animaux, écrivait des vers, *perclus de tous leurs pieds* (1), et entamait ces discussions théologiques qui excitaient si vivement l'indignation de Grégoire de Tours, Fortunat, un Italien lettré, errant, venait exhaler les dernières satisfactions du sensualisme païen à Poitiers, dont il devint évêque; il y faisait, pour charmer des femmes barbares renfermées dans un couvent, des poésies latines recherchées par les princes mérovingiens. A la même époque, un homme qui, pour être peint sous des couleurs plus sombres et plus austères, n'a pas été moins utile à la conservation des lettres antiques traversait les Gaules dans un autre sens; saint Colomban venait du Nord, de l'Irlande, qui était alors une des contrées les plus éclairées du monde; il avait reçu de l'Église de son pays, instituée par des Orientaux, le dépôt de la langue et de la littérature grecques; il le porta au monastère de Luxeuil, qu'il fonda dans les Vosges, à celui de Bobio, qu'il établit dans les Apennins; saint Gall, son compatriote et son disciple, en fit part aux Suisses, qui le conservèrent religieusement. Admirez les voies diverses et les échanges de la civilisation! Tandis que saint Colomban venait faire fleurir l'étude du grec dans une solitude de l'Italie, Grégoire le Grand envoyait de Rome dans la Grande-Bretagne,

(1) *Récits mérovingiens*, t. II.

où l'invasion des Saxons avait renouvelé l'idolâtrie, un moine, saint Augustin, qui, en rétablissant le christianisme parmi ces peuples barbares, leur donna aussi une connaissance des lettres latines, dont nous ne tarderons pas à voir paraître les fruits.

Messieurs, peu à peu la conquête produit son effet; mais le résultat le plus important qu'elle enfante est de mettre toute la société sous la dépendance de l'Église. Les ténèbres s'épaississent; cependant, si profondes qu'elles soient, j'aperçois clairement la rencontre de deux vigoureux athlètes qui vont demeurer aux prises pendant dix siècles sans que vous puissiez voir ni l'un ni l'autre succomber entièrement; d'un côté est le vieux génie romain, tout chargé d'ans et de gloire; de l'autre, le jeune génie germanique, plein d'ignorance et d'énergie. Le christianisme préside à leur lutte, et, renouvelant leurs forces à chaque instant, empêche que leurs coups ne soient mortels; il les conservera debout tous deux jusqu'au jour où paraîtra sur la scène du monde l'homme moderne dans lequel tous deux subsisteront vivants encore, mais unis et confondus. Cette religion, qui entretient la culture antique dans les villes et dans ces nouvelles cités du désert fondées par de pieux solitaires, pourvoit aussi, avec un soin particulier, aux besoins de la société à peine ébauchée des conquérants. Les légendes de saints qui remontent au septième siècle, qui l'ont tant occupé et presque absorbé tout entier, que sont-elles? N'ont-elles pas cette forme rudimentaire du genre épique qui se développe dans

l'enfance des peuples guerriers. Sur les rivages grecs on chantait la rapsodie; dans les forêts germaniques on récitait la saga; aux Tudesques convertis l'Église fait lire la légende. Si vous comprenez la ressemblance, remarquez aussi la différence et le progrès. L'Église a adopté la forme du récit, voilà la part des barbares; elle l'a écrit dans la langue latine, voilà la part de l'antiquité; mais elle y a ajouté, pour sa propre part, le sentiment théologique en représentant mêlé à la vie des hommes simples ce Dieu que Bossuet a fait intervenir avec tant de majesté dans les infortunes des grands.

Mais ce n'était pas seulement dans la légende que se révélait l'esprit de cette époque naissante; il se témoignait, aux yeux de tous, par des formes plus élevées et plus mystérieuses, par celles de la liturgie, qui est, pour ainsi dire, l'art sacré et celui dont procèdent tous les autres dans les sociétés théocratiques. Le quatrième siècle avait vu la théologie chrétienne, se dégageant de plus en plus des controverses philosophiques, parvenir au plus haut point où elle pût sans doute atteindre sur les ailes de la foi. Depuis lors elle n'aspirait plus qu'à se réaliser sous des apparences visibles; au commencement du septième siècle, Grégoire le Grand, ce pape dont je vous ai déjà parlé, régla les prières sacramentelles, les modulations du chant, les cérémonies pieuses auxquelles, pendant les temps qui vont s'écouler, on voit chaque âge ajouter quelque chose de nouveau. Qui dira tout ce que l'antiquité prêta au rituel ainsi formé fera, Messieurs, une œuvre importante et nouvelle.

Voilà donc l'Église maîtresse unique et absolue de la pensée des hommes. Pendant quelque temps, ce n'est plus que sous les formes qui lui sont propres qu'il faut chercher la tradition de la langue et de l'esprit des Latins. En France, un seul homme à peine paraît s'occuper d'un sujet étranger au culte : Marculfe compile, dans un monastère, des formules antiques sur les actes juridiques pratiqués sous ses yeux. Mais à la même époque la religion communique à deux nations voisines un mouvement plus libéral dont notre pays va bientôt éprouver l'effet. En Espagne, au commencement du siècle, Isidore, évêque de Séville, jetait sur les origines anciennes, sur l'histoire contemporaine, sur la morale, sur l'Écriture le regard d'une intelligence vaste et féconde; à la fin de la même période, un Grec connu dans les couvents de Rome par son savoir, Théodore, nommé archevêque de Cantorbéry, alla renouveler la culture en Angleterre, et y porta Homère et Josèphe; sous lui se formèrent des disciples nombreux, parmi lesquels s'éleva Bède le Vénérable, esprit éminent et universel qui marqua le passage du septième au huitième siècle. De cette école éclairée sortit en même temps le Saxon Wilfrid, célèbre sous le nom de saint Boniface, à qui vint l'idée toute patriotique d'aller prêcher l'Évangile aux lieux d'où sa nation était partie, qui se fit l'apôtre des Germains et qui fonda, parmi eux avec le secours des Carlovingiens, l'abbaye de Fulde, séminaire longtemps fertile d'esprits cultivés et savants. Tous les germes que Charlemagne doit développer sont déjà préparés.

Mais, Messieurs, je vois la religion elle-même, toujours souveraine, pousser la main de Charlemagne; déjà elle avait beaucoup obtenu des maires du palais d'Austrasie, qui, pour soutenir leur ambitieuse fortune, caressaient le clergé et ce qu'il conservait encore de science. La mère de Charles Martel se signalait à Cologne, comme autrefois celle de Constantin, par de grandes et pieuses fondations; son fils, donnant au contraire tout à ses *leudes*, même les monastères et les dignités ecclésiastiques, fit contre la politique prudente de sa famille une violente réaction, que Pépin le Bref se hâta de réparer par ses complaisances en faveur de l'Église. Charlemagne hérita des deux instincts opposés de sa maison, et se proposa de les unir; il voulut occuper et enrichir par la guerre toute la race nouvelle qu'il entraînait après lui; il voulut donner une organisation puissante au pouvoir religieux, qui fortifiait et légitimait son autorité. C'est par cette double nécessité que je m'explique Charlemagne. Le génie, don rare et divin, le fit pousser au delà de ce qu'on avait tenté des desseins conçus avant lui. Cette majesté impériale, que parodiaient les descendants de Mérovée, il la revêtit et la restitua dans sa gloire. Tout ce qui pouvait en accroître et en perpétuer la splendeur, il l'exécuta. Voulant que son empire fût le foyer des sciences de l'Occident, il appela d'Italie des maîtres de chant, de grammaire, d'arithmétique; il s'attacha Alcuin, que l'Angleterre avait formé, et qui connaissait les lettres de la Grèce comme celles de Rome. Le soin extrême qu'il apporta à rendre au latin sa correction et son élégance, l'honneur que crurent lui

faire les Byzantins en lui envoyant, entre autres présents, un exemplaire de l'*Organum* d'Aristote prouvent à quel point il aimait les langues anciennes. Gardez-vous cependant de lui supposer un zèle trop profane pour la culture antique. Alcuin, dépositaire fidèle de sa pensée, interdisait la lecture de Virgile dans l'abbaye de Saint-Martin de Tours, d'où il dirigeait sans doute les études de la France. L'empereur lui-même, lorsqu'il voulut répandre l'instruction, ne pensa point à relever les écoles municipales, les anciens et nombreux auditoires des rhéteurs; il remit aux évêques et aux couvents, qui se l'étaient déjà attribué, le soin d'enseigner les peuples. N'a-t-il point fait des *Capitulaires* le code du clergé? S'il a pris la plume, n'est-ce point pour jeter les livres *Carolins* dans la fameuse dispute des Iconoclastes? N'a-t-il point porté dans les controverses religieuses de son siècle autant d'ardeur que dans ses guerres? Dans le protecteur des lettres perce toujours le théologien; dans le théologien, l'élu et comme le souverain de l'épiscopat. Mais pour flatter aussi ses compagnons d'armes, Charlemagne mit en honneur la langue francique ou théotisque; il essaya de l'assujettir lui-même à une grammaire, il rassembla les chants épiques des ancêtres et les traditions communes des nations germaniques. Dans cette seconde partie de son œuvre, il montra, il est vrai, moins de force ou moins de pénétration que dans la première. Car ayant plus fait pour constituer l'autorité cléricale que pour intéresser la race guerrière au maintien du pouvoir suprême, il laissa à ses héritiers une société où les évêques se trouvèrent possesseurs

de toute la puissance, et où les feudataires cherchèrent en liberté tous les moyens de la conquérir.

Tandis que Charlemagne prête ainsi une force inégale au génie antique et au génie tudesque, qui sont aux prises sur notre sol, écoutez les premiers bégayements d'une langue qui deviendra l'expression de la société moderne. Sous les noms divers de *lingua romana*, *rustica*, *gallica*, *vulgaris*, on voit commencer au sixième siècle cette corruption du latin qui compose moins encore un idiome nouveau qu'elle ne dérobe l'intelligence de l'ancien à la multitude. Cependant dès les premières années du neuvième siècle, au seuil duquel nous touchons, les évêques (1), à qui Charlemagne a remis la véritable autorité, ordonnent de prêcher dans ce langage roman d'où doit sortir la langue que nous parlons. Avec cet idiome est déjà né sans doute un nouvel esprit. Mais pour indiquer par le trait le plus vif jusqu'à quel point il demeure tributaire de l'esprit antique, il suffit d'ajouter que la seule méthode d'enseignement qui soit en usage et qui sera continuée jusqu'à la fin du moyen âge est celle-là même qui a été définie par Boëce, par Martianus Capella, par tous les savants maîtres de l'époque de Théodoric. Dans ces deux cours d'études, qu'on appelle *trivium* et *quadrivium*, dont le premier contient la grammaire, la dialectique, la rhétorique, dont le second comprend la géométrie, l'arithmétique, l'astronomie et la musique, persiste encore la tradition des antiques écoles grecques.

(1) Concile de Tours, 813.

Malgré la faiblesse et les dissensions des princes Carlovingiens, malgré les effroyables irruptions que les Normands, les Hongrois et les Sarrasins firent pendant près de deux siècles sur toutes les parties de l'empire, la société s'avance dans les voies qui lui ont été tracées dès l'origine. Cependant le petit-fils de Charlemagne, Charles le Chauve, dont le règne occupe le milieu du neuvième siècle, fait intervenir dans le développement des plans de son aïeul une phase en quelque sorte inattendue. Il ne se contente plus de savoir ce que l'Église autorise et perpétue ; il essaye de fonder à Compiègne, sous le nom de Carlopolis, une ville qu'il destine à rivaliser avec Athènes; il assemble, dit un auteur (1), tout ce que l'Irlande et la Grèce contenaient de philosophes; c'est du premier de ces deux pays, toujours fidèle à ses traditions orientales, qu'il appelle Jean Scott Erigène, esprit dont les lumières et la hardiesse étonnent, et qui, par une sorte de pressentiment de la scolastique, fait prévaloir la philosophie antique sur la théologie chrétienne. Les sciences et les arts de cet empire grec, qui a exercé dans tout l'Occident, pendant le moyen âge, une influence encore si peu connue, me semblent jeter sur la cour de Charles le Chauve un reflet vif et curieux : je n'en voudrais d'autres preuves que les beaux livres qu'on y écrivait en lettres d'or, au milieu d'ornements magnifiques, avec des miniatures et des portraits, et qu'on enrichissait encore de reliures artistement ciselées, garnies d'argent et d'ivoire et tout étincelantes de pierreries.

(1) Remi d'Auxerre.

Du règne de cette espèce de sophiste byzantin date le plus ancien monument de la langue romane : c'est le fameux serment que Louis le Germanique prêta devant les soldats armés par son frère, Charles le Chauve, de Neustrie et d'Aquitaine, et dans lequel on trouve, avec des désinences altérées, les mots de racine latine soumis encore, jusqu'à un certain point, à la loi antique de l'inversion. Cet idiome grossier fut pourtant, s'il en faut croire le grave dom Rivet, transporté vers la fin du siècle en Angleterre par des moines que fit venir du monastère de Corbie Alfred le Grand, illustre imitateur du zèle de Charlemagne pour la culture des lettres. Quel rôle ne purent pas aussi lui faire jouer dans la formation de la langue allemande, qui se constituait alors, tous les missionnaires qui partirent de cette même abbaye de Corbie, qui s'en allèrent prêcher le christianisme en Saxe, où ils laissèrent la savante colonie de Corwei, et qui poussèrent leur pieuse conquête jusqu'en Danemark et en Suède?

Partagerons-nous le dédain que les historiens ordinaires du moyen âge manifestent pour le dixième siècle? Notre pays a cessé de donner des empereurs à l'Occident, où une dynastie saxonne, hier encore presque sauvage et païenne, peut aujourd'hui se faire reconnaître, grâce à son zèle pour la civilisation romaine, dont nous lui avons transmis le culte. Mais, Bossuet l'a dit, la France a pu perdre l'empire sans perdre sa gloire ni son rang. Tandis que la féodalité, cette grande réaction du génie tudesque, met en pièces le pouvoir relevé par Charlemagne, l'Église

soutient, avec le savoir antique, la supériorité intellectuelle de notre patrie.

Les couvents, où se retranche une sorte de démocratie religieuse qui plus tard luttera ouvertement contre l'épiscopat, entretiennent des écoles renommées; dès le siècle précédent, Loup de Ferrières, qui avait lu Virgile sous Sigulfe, élève d'Alcuin, et qui avait enseigné à Fulde, avait fait fleurir dans son monastère le goût d'une latinité élégante et polie. Le cloître de Saint-Germain à Auxerre, dont les instituteurs étudièrent sous Loup de Ferrières, fournit ensuite des maîtres admirés, qui donnèrent à Paris, avant la fin du neuvième siècle, des leçons libres et publiques, auxquelles on rattache les commencements de l'Université. Sous Abbon, un des hommes les plus instruits du dixième siècle, l'abbaye de Fleuri fut un asile ouvert aux lettres; enfin, dans les premières années de la même période, Odon, qui avait entendu à Paris Remi d'Auxerre, fonda en Bourgogne la célèbre abbaye de Cluny, qui devait donner à la chrétienté des papes éminents et tant d'illustres prélats.

Pendant ce temps, les évêques, qui profitent de l'indolence commune de la papauté et des Carlovingiens pour élever de plus en plus leur pouvoir, songent à le consacrer par la science. L'archevêque de Reims tente d'obtenir une sorte de suprématie sur le clergé français, et il veut avoir l'école la plus savante; il y appelle d'abord les maîtres d'Auxerre, puis l'illustre Gerbert, qui, d'Aurillac, où il était né, avait été chercher la science en Espagne, auprès des héritiers d'Isidore de Séville et, selon les chroniques, auprès des Arabes, qui en avait rapporté une connaissance

très-avancée des mathématiques, qui était salué par l'empereur d'Allemagne comme le plus habile des philosophes et qui, dans la dernière année du dixième siècle, fut élevé à la papauté, *propter summam philosophiam*. Dans les écoles épiscopales on recevait une instruction étendue, où la médecine et le droit civil avaient déjà leur part. Le grec n'y était point oublié; il florissait surtout alors sur la frontière orientale de la France. L'étude en fut introduite à la cour des empereurs saxons par leurs relations et par leurs alliances avec l'Orient; elle fut encouragée à Cologne par l'archevêque Brunon, qui appartenait à leur famille; elle se répandit de là en Lorraine, dans le diocèse de Toul.

Au onzième siècle, le clergé devait signaler le plus haut point de sa puissance par deux grandes choses, dont l'une était tout antique et l'autre toute moderne, la scolastique et la croisade; il en obtint un effet différent de celui qu'il attendait. Car en croyant enchaîner à jamais la pensée et la société, il leur fournit les moyens de lui échapper et de préparer un ordre nouveau. Hugues Capet, étant à Rome en 981 pour négocier avec l'empereur Othon son élévation, qu'il attendit encore six ans, fut obligé de se servir d'un interprète, parce qu'il ne parlait ni le latin ni le tudesque. L'avénement de cette dynastie, qui ne savait d'autre langue que la romane et qui était née du sol, dut hâter l'épanouissement de l'art moderne. Les Normands, qui depuis deux siècles ne semblaient faits que pour porter en tous lieux la désolation et les ténèbres, contribuèrent plus vivement encore aux

progrès de notre idiome et à l'avancement de notre esprit, qu'ils tinrent étroitement uni à l'esprit antique. Comme les Goths sous Théodoric, comme les Francs ripuaires sous Charlemagne, comme les Saxons sous les Othon, ils donnèrent le singulier exemple d'un peuple barbare s'éprenant pour la civilisation, aussitôt qu'il est assis, d'un amour plus vif et plus fécond que celui des races qu'elle a mûries et énervées. La religion, qui fut leur institutrice, fit paraître chez eux des lumières qu'on n'avait encore vues briller nulle part; elle conduisit dans leur pays et plaça à la tête des célèbres abbayes de Jumiége et du Bec une suite de moines lombards, Guillaume de Verceil, Lanfranc de Pavie, Anselme d'Aoste, qui, tout en s'attachant à épurer les formes de la langue savante, imprimèrent à la théologie un essor nouveau, et la firent avancer, contrairement à ce qui avait eu lieu dans les premiers siècles du christianisme, de l'ordre de la foi vers celui de la raison. Alcuin avait écrit, sur l'autorité de saint Augustin, qu'on ne peut entendre la Trinité qu'à l'aide des catégories d'Aristote. Cette parole, qui exerça si vivement le moyen âge et qui renferme toute la scolastique, peut déjà vous faire connaître, Messieurs, que la métaphysique grecque, non plus que la littérature latine, ne cessa jamais d'être présente d'une certaine manière à l'esprit des hommes de ces siècles éloignés; mais j'en veux aussi prendre texte pour montrer l'empire qu'a dû exercer la philosophie ancienne sur la formation de notre langue, dont le onzième siècle voit naître les premiers ouvrages suivis et complets.

La décadence naturelle des populations romaines

avait commencé à altérer le latin ; le choc des populations barbares en hâta la corruption; les procédés analytiques que la langue des Grecs connaissait déjà, et qui avaient même pénétré dans celle de Rome, plus orientale et plus primitive, sans doute en raison de ses affinités avec l'Étrurie, furent pleinement introduits dans l'idiome roman plutôt par l'effet naturel des progrès de l'esprit humain que par le contact des dialectes synthétiques de l'ancienne Germanie; l'accentuation des conquérants, qui portait sur les syllabes radicales placées le plus souvent au milieu des mots, se combinant avec l'accentuation des peuples soumis, que leur origine romaine avait habitués aux désinences riches et sonores, força les mots à se conformer à cette prosodie mixte qui appuie à peu près également sur les radicaux et sur les terminaisons, et dont les modulations, pour devenir plus délicates, n'ont pas cessé d'être harmonieuses. Cependant la langue française ne prend son véritable caractère et n'achève de se former que lorsque, contrairement aux langues antiques, où l'inversion offre les images dans l'ordre naturel de la sensation, elle s'élève à la construction directe qui présente les objets dans l'ordre logique de la pensée. Cet avantage, qui a fait sa clarté, sa grandeur, son universalité, lui a été préparé par tout le travail de la philosophie antique; mais à qui doit-elle de s'en être si heureusement et si particulièrement emparée? A la scolastique, qui fit rentrer les esprits dans le mouvement de la métaphysique grecque.

Au onzième siècle la langue française, à peine née,

est déjà mêlée aux événements qui changent l'aspect du monde. C'est avec la romance de Roland que Guillaume le Bâtard remporte la victoire d'Hastings, qui lui livre l'Angleterre; il écrit dans les lois la langue qu'il a chantée dans la bataille. Robert Guiscard porte la même langue dans la Calabre, en Sicile; il la mène avec son armée jusqu'aux portes de Constantinople. Au centre de l'Italie, au fort des grandes luttes du sacerdoce et de l'empire, la comtesse Mathilde la parlait à Grégoire VII, qui avait dû l'apprendre à Cluny. Chose plus extraordinaire! Au milieu de ce onzième siècle, un bourgeois de Paris nommé Adam, versé dans les arts libéraux, entreprend pour s'instruire le voyage de Grèce, et s'en va parler le français à Athènes. Enfin quand cette pensée des croisades, qu'un Français, Gerbert, avait conçue le premier dans la chaire de saint Pierre, y eut été émise par un autre Français, Urbain II, ce fut en français qu'on prêcha la guerre sainte, en français qu'on commanda l'assaut de Jérusalem, en français qu'on rédigea les lois de ce nouveau royaume chrétien.

Il semble qu'une langue qu'on parlait au milieu de si grandes affaires devait avoir déjà des monuments importants; il est cependant à peu près certain qu'elle n'en avait pas encore d'originaux. Le clergé, qui est demeuré seul en possession d'enseigner par la parole et par l'écriture, compose dans la langue sacrée les ouvrages destinés à l'instruction et au plaisir des hommes. Attentif à diriger jusqu'aux amusements du siècle, c'est lui qui a écrit en latin ces histoires merveilleuses des héros dans lesquelles

le caractère théologique domine encore, et qui vont en être peu à peu dépouillées en passant dans l'idiome usuel et dans la bouche des trouvères. Le premier travail littéraire de la société laïque, les premiers essais de notre langue se manifestent donc tout ensemble par des traductions. On commence à traduire, à l'usage de la société qui se constitue dans les villes et dans les châteaux, quelques livres d'une utilité pratique et ces récits chevaleresques qui vont dès lors s'appeler romans. Par une analogie frappante avec ce que nous savons du commencement des littératures antiques, lorsqu'on entreprend ainsi de transporter en langue romane les ouvrages latins, on met en vers ceux même dont l'original est en prose. Cet amour de la versification semble remonter ensuite de la langue vulgaire à la langue savante; c'est en vers latins que l'illustre Hildebert, évêque du Mans, puis archevêque de Tours, écrit ses traités allégoriques sur la Liturgie. L'esprit de subtilité que la société nouvelle a trahi dès sa naissance, enhardi encore par la scolastique, se tourne en un symbolisme qui va bientôt tout envahir. Cependant, pour annoncer aussi la raison et le bon sens populaire qui s'éveillent, la poésie satirique paraît, encore enveloppée, il est vrai, dans les formes de l'ancien langage.

Messieurs, je parle de la langue romane devant des personnes à qui je sais qu'elle est chère, et je ne prétends pas me soustraire à la nécessité de toucher le problème capital qu'elle présente, bien que je sente que je pourrai le résoudre de façon à heur-

ter des opinions établies. Y eut-il, comme l'a si ingénieusement avancé mon illustre compatriote M. Raynouard, une langue romane longtemps commune aux habitants du nord et du midi de la France, et cette langue est-elle la même que j'ai parlée comme vous pendant mon enfance? Dès le commencement du douzième siècle, la langue d'oc et la langue d'oil sont si profondément distinctes qu'il semble que cette différence ait dû procéder de leur origine. Je ne crois pas, Messieurs, qu'il y ait intérêt à soutenir la supériorité du roman méridional sur le roman wallon; la langue d'oc, plus rapprochée du latin par la forme des mots, par leur accent, par leur arrangement, se prêta de bonne heure à des tours plus savants, à des effets plus vifs, à des sentiments plus ingénieux. Mais avant les troubadours et après eux que produisit-elle? Au onzième siècle nos villes n'étaient célèbres que par des écoles de musique et de chant, tandis que celles du Nord étaient pleines d'élèves qui accouraient de tous les points du monde pour apprendre, comme on disait alors, les lettres divines et humaines. C'est ce puissant travail accompli par les intelligences sous l'influence de la civilisation ancienne, et non pas la barbarie de Simon de Montfort, qui a donné au Nord sa suprématie définitive; c'est parce qu'elle n'a pas été fortement travaillée par la pensée antique que notre langue du Midi est demeurée sonore et impropre à l'œuvre de la civilisation moderne; c'est parce qu'elle n'a point été parlée, analysée, agrandie par des esprits philosophiques qu'elle a succombé. Qu'avons-nous besoin de nous nourrir de vaines illusions? De quoi

sommes-nous fiers, Messieurs? Est-ce d'être nés au bord de nos fleuves célébrés par d'antiques rimes? Non, c'est d'être les enfants de cette admirable société française formée par le génie de tant de grands hommes, que la Providence a fait sortir de tous les points divers du pays selon les besoins de chaque temps.

On a remarqué que la plupart des troubadours appartenaient à la classe aristocratique; on peut voir tout ce que leur poésie a emprunté à leur noblesse. Le grand seigneur du moyen âge ne raconte pas, ne raisonne pas, ne moralise pas; il a quelque chose de mieux à faire, il vit; cependant, à mesure que la culture se développe, il peut éprouver, comme le reste des hommes, le besoin d'exprimer les sentiments que la vie fait naître en lui; mais alors il ne saurait user des formes lentes, réfléchies, souvent détournées dont se servent les esprits qui ont contracté l'habitude de la méditation et de la dépendance; il chante une mélodie courte, expressive, fière, tendre, acerbe, selon les sensations dont il est agité et auxquelles il veut livrer passage; s'il est heureux, il rime une chanson; s'il gronde, une sirvente; quand il se familiarise avec la société de ses semblables, tout ce qu'il peut faire, c'est de préluder au jeu spirituel de la conversation moderne par les réponses affirmatives du tenson. C'est une poésie essentiellement lyrique, destinée à rendre des impressions qui se produisent toutes vives et toutes pures. Avec la différence des temps, ne l'avons-nous pas vue renouvelée de nos jours par ce pair d'Angleterre qui a exhalé en strophes ardentes l'inquié-

tude de son doute et la lassitude de ses passions ?

Pendant que les nobles troubadours remplissent le Midi du bruit de leurs amours et de leurs colères, la pensée et la démocratie commencent à faire leur chemin de compagnie dans le nord de la France. Une grande question a été débattue entre les réalistes et les nominalistes; il s'agit de savoir si Dieu donne à l'intelligence de l'homme la participation des divins exemplaires à l'image desquels il a créé le monde, ou bien si, esclave de la nature, notre esprit n'en reçoit que des apparences et n'en possède que des signes fictifs. Ainsi sous les arguties de la langue et de la méthode scolastiques a été posé, dès la fin du onzième siècle, le problème principal de la philosophie, celui qu'ont agité toutes les grandes écoles et dont la discussion a toujours donné un puissant ressort à la raison humaine. Mais à l'époque dont nous parlons, le nominalisme succombe presque en naissant sous la puissance encore entière de l'esprit théocratique; cependant la division qu'il a rendue plus sensible parmi les penseurs se continue et se développe sous les formes les plus hardies et les plus diverses. Elle se prononce surtout à Paris, qui est devenu la lumière du monde, ou, comme on disait alors, l'arbre de vie dans le paradis terrestre, la lampe allumée dans la maison du Seigneur; des écoles libres y surgissent de toutes parts, dans lesquelles le zèle de la littérature antique rivalise avec celui de la théologie. Abeilard, le plus audacieux champion de l'indépendance philosophique, est aussi l'humaniste le plus élégant; ses grandes connaissances balancent la réprobation que l'autorité ecclésiastique jette sur lui,

et lui donnent ces innombrables disciples qu'il entraîne dans ses continuels voyages et dans ses erreurs. L'Église comprit que l'éducation des peuples pouvait lui échapper, et elle se hâta d'instituer l'ordre célèbre de Cîteaux pour opposer l'enseignement de la chaire chrétienne au débordement de la science séculière et profane; cet ordre, dont les prédications contribuèrent sans doute à étendre et à propager notre langue, trouva, vous le savez, dans saint Bernard un chef illustre qui défendit éloquemment la foi contre toutes les entreprises de la raison, et qui représenta avec dignité le pouvoir suprême que la démocratie monastique avait conquis sur l'épiscopat pour le conférer à la papauté.

Au milieu de ces hautes luttes de l'intelligence se produit, parmi les populations du Nord, une littérature moins savante dans l'expression que la poésie du Midi, mais plus variée et plus ample dans ses formes. Dès le commencement du douzième siècle paraît une série de poëtes anglo-normands, qui mettent en vers français l'histoire de leurs princes, les antiquités de leurs pays, les connaissances naturelles de leur temps, les maximes des livres sacrés; après ces chroniques et ces sentences rimées, la poésie s'élève à des compositions plus voisines de la véritable épopée; Robert Wace anime les récits qui se rapportent aux deux époques supérieures de la monarchie anglaise; dans le roman de Brut, ou d'Arthur de Bretagne, il rappelle les combats des Saxons et des Cambriens; dans le roman de Rou ou de Rollon, il célèbre la conquête et la domination des Normands. Chez les Anglo-Saxons, les souvenirs d'Arthur; chez

les Français, ceux de Charlemagne avaient peu à peu remplacé les traditions scandinaves que ces peuples avaient eues primitivement en commun avec les autres races germaniques; lorsque les Normands eurent établi une sorte de communication entre l'Angleterre et la France, les traditions de ces deux nations se mêlèrent chez eux; ainsi unies, elles furent racontées dans nos villes, où elles perdirent insensiblement la forme historique qu'elles avaient conservée parmi les Normands. Les allégories pieuses dont le clergé avait rempli ces récits furent aussi bien vites oubliées et dénaturées; nos trouvères traitèrent assez superficiellement les mystiques symboles du Saint-Graal; ils préféraient Lancelot, le personnage comique de la Table Ronde, à Tristan, qui en était le personnage élégiaque, à Perceval et à Titurel, qui en étaient les héros religieux et qui plaisaient davantage à l'imagination allemande. Mais, Messieurs, qui aidait les trouvères de pure race française à enlever ainsi aux poëmes du moyen âge le double caractère que le génie sacerdotal et l'esprit de race leur avaient imprimé? C'était l'antiquité, qui, dès lors, semblait donner aux œuvres de notre nation je ne sais quoi de particulièrement libre et de hautement désintéressé. Chrétien de Troyes, qui, dans le cours du douzième siècle, écrivit en vers français la plupart de ces romans de la Table Ronde, y introduisit à plaisir les épisodes des Métamorphoses d'Ovide, et par cette application des souvenirs classiques contribua puissamment à faire dériver le genre. Bien plus, Lambert le Court et Alexandre de Paris prirent les expéditions d'Alexandre pour sujet

du poëme où ils célébrèrent les exploits de Philippe Auguste, dans ce grand vers accommodé à la noblesse antique et qui finit par prévaloir chez nous.

Par les romans, les trouvères rendaient hommage à la féodalité; dans les fabliaux, ils prenaient leur revanche; sous cette forme populaire, dont l'antiquité avait aussi emprunté les détours à certaines époques, ils prodiguaient aux seigneurs, au clergé, aux moines les censures de leur humeur malicieuse. Toutes ces satires conteuses, déguisées, narquoises aboutirent à un roman d'une nouvelle espèce, dont on pourrait encore trouver l'analogie chez les anciens, et qui, dans la fable d'un renard s'élevant successivement à toutes les dignités, même au pouvoir suprême de la chrétienté, présentait le poëme burlesque de la société du douzième siècle.

L'esprit d'indépendance qui se manifestait ainsi dans le peuple du Nord, par les témérités de la scolastique et par la malignité des fabliaux, éclatait par les hérésies dans les populations méridionales. L'Église, qui avait couvé la nouvelle société sous ses ailes, la voyait employer les lettres antiques qu'elle lui avait conservées, l'idiome nouveau dont elle avait secondé les premiers bégayements, tout ce qu'elle lui avait donné d'esprit et de savoir à s'affranchir de sa domination; elle redoubla de vigilance et se prépara à lutter vigoureusement. Qu'ai-je besoin de vous le rappeler? Le Nord s'arma au nom de cette foi qu'il avait tant raisonnée, à la voix de ce clergé sur lequel il avait fait tant de fabliaux, et, au commencement du treizième siècle, il écrasa les

Albigeois dans vos provinces. Parmi les ruines qu'il entasse, tombent, avec les libertés religieuses, la civilisation des villes et le gai savoir des troubadours. Je veux vous montrer toutefois que la croisade faite par le Nord fut aussi faite contre lui, et que le Midi se vengea d'une façon singulière. Ces écoles de Paris si bruyantes, si hardies, qui jettent la science en des voies nouvelles et dont Philippe-Auguste vient encore d'augmenter l'audace par des priviléges, premiers titres authentiques de l'Université, elles vont être tenues en échec, pendant plus de deux siècles, par une de ces puissances que l'Église sait tirer à propos de ses flancs, et que nous avons vues se succéder de siècle en siècle.

C'est dans votre ville, Messieurs, et dans les premières années du treizième siècle que saint Dominique fonda l'ordre des frères prêcheurs; les frères mineurs avaient été institués vers le même temps par saint François d'Assise. Ces deux communautés, vouées à la pauvreté absolue et poursuivant l'application des plus rigoureuses conséquences du christianisme, furent au bout de quelques années maîtresses de l'Occident tout entier. Mais savez-vous par quel moyen elles le conquirent? par le savoir et par le génie. Émue par toutes les questions qu'on soulevait dans les écoles, l'autorité ecclésiastique venait de condamner et de brûler ces livres d'Aristote, que l'Occident n'avait jamais cessé de posséder, mais dont, au siècle précédent, la diffusion et l'autorité avaient été plus grandes que jamais. Les dominicains sauvèrent la philosophie en s'en emparant et en la dominant. Albert le Grand, une de leurs

gloires, étudie Aristote à l'aide des commentaires qu'en avaient donnés les Byzantins et les Arabes; au lieu de s'arrêter à la dialectique du Stagirite, comme on avait fait jusqu'alors, il pénètre dans sa métaphysique. La voie étant ainsi ouverte, saint Thomas, la véritable lumière de son ordre, put opérer la plus savante fusion qu'on ait encore tentée de la sagesse antique et de la théologie chrétienne, de la raison et de la foi, tandis qu'un autre frère prêcheur, Vincent de Beauvais, le lecteur de saint Louis, mêlait aussi, dans l'Encyclopédie de son siècle, le savoir des anciens aux opinions du moyen âge. Les franciscains partagent le généreux enthousiasme des dominicains pour la philosophie grecque, et s'accordent d'abord assez bien avec eux; saint Bonaventure, l'ami de saint Thomas, et qui éprouva comme lui les répulsions de l'Université, donne quelque chose de plus à l'élément divin de l'intelligence et s'approche du mysticisme; Jean Duns Scott se met déjà, sur l'article principal de la grâce, en opposition avec saint Thomas, et se distingue de lui en métaphysique par une subtilité qui le conduit à des problèmes nouveaux; un élève de celui-ci, Guillaume Occam, voyant la faveur de la papauté incliner tout entière du côté de l'ordre rival, fait du sien l'appui du pouvoir séculier, renouvelle l'opinion des nominalistes, et en substituant ainsi au problème de la réalité des idées celui de la connaissance des faits, détruit la base des spéculations ontologiques sur lesquelles était fondée toute la puissance des dominicains.

Pendant que la philosophie grecque fournit cette

nouvelle carrière au sein de la théologie chrétienne, le droit romain, dont l'influence s'accroît aussi considérablement, tend à développer, à sa manière, les formes de la société antique dans la moderne; après avoir paru d'une certaine façon dans l'affranchissement des communes dès le siècle précédent, en celui-ci il affermit les rois dans l'idée de modeler leur pouvoir sur celui des empereurs, et en leur facilitant la création des parlements il leur donne les moyens de préparer l'unité de la nation.

J'insiste sur ces développements de la métaphysique et du droit, parce que ce sont à peu près les seules faveurs que l'antiquité ait faites au treizième et au quatorzième siècle. Il faut le reconnaître, Messieurs, ces ordres mendiants qui étaient parvenus à dominer la société, en imprimant le mouvement à sa pensée, négligèrent les lettres antiques, qui étaient avant eux si florissantes. Le latin devint plus barbare qu'il n'avait jamais été; l'enseignement de la rhétorique fut presque entièrement supprimé; les disputes sur Aristote, les gloses sur Justinien absorbaient tous les esprits. Le moyen âge, ce temps de culture mêlée, où l'esprit humain oscilla sans cesse entre une civilisation passée et non éteinte et une civilisation naissante et encore informe, poussait alors à leurs extrémités les deux éléments également incomplets dont il était composé. D'un côté, nous venons de le voir jouer avec la philosophie et le droit, les deux résultats suprêmes des deux sociétés grecque et romaine, dont il semble qu'il ait épuisé les bienfaits; de l'autre, il achève de produire les

formes destinées à couronner l'existence du génie roman.

Après tant de poëmes insensiblement dérivés de la légende et de l'histoire, Guillaume de Lorris entreprend, au commencement du treizième siècle, et Jean de Meung achève, quarante ans après, ce roman de la Rose qui marque le dernier degré de la subtilité, venue au point de se dépouiller entièrement du caractère héroïque et religieux, et de renchérir néanmoins sur tous les raffinements des époques sérieusement symboliques. Le drame roman, c'est-à-dire le mystère écrit en vers vulgaires, prend à la même époque une importance réelle; par la main des confréries laïques, il a été tiré de la dépendance du clergé, qui, dans le sanctuaire même, l'avait associé, comme un dernier ornement, aux pompes de la liturgie. Au treizième siècle, il reçoit d'Adam de la Halle, de Jean Bodel, de Rutebœuf une ordonnance plus ingénieuse qui lui ouvre l'accès de la maison des princes. Tandis que la légende, qui s'était élevée à la forme épique dans les fictions du Saint-Graal, trouvait dans les mystères sa dernière évolution, le fabliau, qui avait aussi pris avec le roman du Renard l'allure du poëme, achevait sa carrière naturelle dans les soties et les moralités que les clercs de la basoche jouaient sur la table de marbre du palais. Arrivée à ce terme, la poésie du moyen âge était complète; aussi n'alla-t-elle pas plus avant, et je montrerai comment se range parmi les monuments de l'ère moderne tout ce qui dépassa les limites que je viens de tracer. Au même moment la prose, qui succède ordinairement à la poésie,

voit commencer son règne; sur le seuil du treizième siècle, Ville-Hardouin la manie avec une mâle rudesse; cinquante ans plus tard, Joinville la pare de toutes les grâces naïves; au quatorzième siècle, Froissard la trouve déjà assez riche pour lui emprunter les tons les plus variés et les traits les plus vifs.

Si je n'ai plus que des historiens à vous citer, c'est que la politique a pris dans le monde une importance souveraine. Les dominicains et les franciscains, qui peu à peu se substituaient partout non-seulement aux universités, mais au clergé lui-même, et qui les tenaient soumis avec l'appui de Rome, virent toute leur autorité chanceler lorsque, dans la seconde moitié du quatorzième siècle, le schisme d'Occident, en opposant pontife à pontife, permit aux pouvoirs que la papauté avait courbés de relever tout à coup la tête. Alors il se passa dans l'Église quelque chose de semblable à ce qui avait lieu dans l'État, où les grands vassaux avaient pareillement repris leur empire, et où il y eut aussi deux rois, l'un Anglais et l'autre Français. Au milieu de ces dissensions, soutenue par le clergé et par le parlement, l'Université reconquiert la haute position qu'elle avait eue au douzième siècle, et que les ordres mendiants lui avaient enlevée; elle met à plusieurs reprises hors de son sein les dominicains, qui s'y étaient établis maîtres; elle s'interpose avec une sagesse et une puissance surprenantes pour terminer le schisme au profit de la civilisation; elle prépare les conciles qui doivent donner une nouvelle constitution à l'Église; elle domine leurs assemblées par les

lumières et par l'éloquence de ses ambassadeurs. A l'intérieur, elle reprend l'enseignement de la théologie, qui lui avait échappé ; elle relève le nominalisme, qui la défend contre les envahissements de l'esprit théocratique et auquel elle joint, par la main de Gerson, les consolations du mysticisme nécessaire aux âmes tendres et lassées de ce temps. Tout en faisant ces grandes choses, elle rend peu à peu à la culture des lettres latines son ancien éclat. Elle donne une institution plus ferme à des chaires de grec et de langues orientales, dont on trouve quelques faibles marques dans les siècles précédents, et qui recommencent à répandre un enseignement désormais constant. Elle est prête à recevoir les Grecs, réveillés, comme on l'a admirablement montré, par le mouvement de l'esprit occidental, et envoyés en députation pour solliciter les secours du monde romain, qui s'obstine dans sa vieille rivalité et laisse périr leur empire ; elle attend aussi l'imprimerie, à qui elle ouvrira, à Paris, son premier asile, et à l'aide de laquelle elle va hâter la diffusion des lumières et consommer l'affranchissement de la pensée.

Cette domination de l'Université de Paris, dont le quinzième siècle est plein, est une des manifestations les plus remarquables du mouvement qui porte les esprits à faire succéder la vie de la société politique à celle de la société ecclésiastique, et qui produira en Allemagne la réformation déjà commencée en Angleterre par Wiclef, en Bohême par Jean Huss. Le moyen âge est clos. La société moderne a atteint l'âge viril ; elle va figurer pour son propre compte sur la scène du monde; et nous pouvons

terminer ici ce tableau des premiers pas qu'elle a faits sous la protection de la civilisation antique. Vous le voyez, Messieurs, les efforts sont pénibles, les hommes disparaissent vite au milieu de ce tourbillon des âges et des idées; le développement est lent, mais il est sûr; les générations avancent, et les nations, en subissant la loi rigoureuse de leur croissance, n'ont jamais manqué de lumière ni même de gloire. Il y a pourtant, je ne veux pas le cacher, quelque chose de triste dans cette longue suite de monuments que je viens d'exposer à vos yeux, dans ce dénombrement d'hommes si énergiques, et qui ont pu si peu, et qui sont si peu connus. Tous ces noms, relevés sur des tombes désertes au milieu de la poussière des siècles, nous troublent au fond de nous-mêmes, et font que nous nous demandons si, perdus au milieu de la marche tumultueuse de notre espèce, nous ne sommes que ses instruments et ses jouets. J'ai hâte, Messieurs, de vous convier à des spectacles plus consolants. Nous approchons d'une époque où tous les progrès sont rapides, soudains, merveilleux, où les individus sont aussi grands que les temps. Aussi désormais, au lieu de juger les hommes de loin, confondus dans le cours des époques, nous nous approcherons d'eux, nous pénétrerons dans leur existence, nous considérerons le monde de leurs sentiments et de leurs pensées; au lieu de les montrer perdus dans la société et dans la nature, nous observerons en eux la nature et la société qui semblent aussi n'être qu'une partie d'eux-mêmes, puisqu'ils les contiennent à leur tour et qu'après les avoir animées ils leur

échappent. Ainsi nous prendrons une juste idée de leur grandeur. Mais nous n'oublierons pas que ce qu'il y a en eux d'impérissable et de divin leur a été donné, afin qu'ils sortent sans cesse d'eux-mêmes, afin que par un continuel sacrifice de leur vie immortelle ils fécondent le monde où ils sont placés. Car au milieu de tant de choses dont nous venons de voir la ruine il en est une que nous avons laissée debout et s'élevant chaque jour, qui grandit encore sous nos yeux, qui mérite tous les dévouements, notre patrie. Je suis fier, Messieurs, d'avoir à vous offrir dans l'histoire de sa littérature celle de sa puissance, d'avoir à vous montrer qu'ayant été l'institutrice des nations elle en est devenue la reine.








ACADÉMIE
DE LA
SEINE
PRIX
DU
CONCOURS GÉNÉRAL